



FONDO PIZZOFALCONE



BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio



Palchetto

Num.º d'ordine

~~119~~

2-03-31

NAZIONALE

B. Prov.

I

421

NAPOLI

R. BIBLIOTECA

VITT. EM. III



B. P

I

421

606597

CODE MILITAIRE,

O U

COMPILATION

D E S

REGLEMENS ET ORDONNANCES

D E

LOUIS XIV.

ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE,

Faites pour les Gens de Guerre depuis 1651.
jusques à present.

Par M. le CHEVALIER DE SPARRE,
*Lieutenant-Colonel, & Major du Regiment
d'Infanterie Allemande de Sparre, Ayde-Major
General de l'Armée de la Mozelles.*



A PARIS, RUE S. JACQUES.

Chez { DENYS MARIETTE, à S. Augustin.
ET
JEAN-BAPT. DELESPINE, à S. Paul.

M. D C C V I I.

AVEC PRIVILEGE DE SA MAJESTE'.

17200.



A U R O Y.



I R E,

*Le Livre que je prens la
liberté de presenter à VÔTRE
à ij,*

EPISTRE.

MAJESTÉ, est son propre
Ouvrage ; ce Code Militaire
n'étant qu'un précis des Re-
glemens & Ordonnances qu'Elle
a faites en differens temps pour
la Discipline de ses Troupes.

J'ose esperer, SIRE, que
VÔTRE MAJESTÉ voudra
bien agréer mon zele, & que je
laisse à d'autres plus habiles
que moy le soin de publier les
grandes qualitez qu'Elle pos-
sede dans un souverain degré.
Elles font l'admiration de
l'Univers ; & elles seront dans
les siecles avenir le plus par-
fait modele que les plus grands
Monarques puissent se propo-
ser pour la regle de leur con-
duite, & du Gouvernement
de leurs Etats.

EPISTRE.

VÔTRE MAJESTÉ me permettra seulement de luy exposer, que depuis l'âge de quinze ans que j'ay l'honneur de servir dans ses Troupes, je ne me suis pas contenté de remplir simplement mes devoirs dans les occasions où je me suis trouvé, mais que j'ay appliqué tous mes soins à luy marquer par d'autres endroits mon dévouement entier & inviolable à son service, ce qu'Elle a bien voulu reconnoître par les graces dont Elle m'a honoré jusqu'à ce jour.

Dans cet esprit j'ay crû ne pouvoir mieux employer le temps pendant lequel je n'ay pas eu l'occasion de servir VÔTRE MAJESTÉ dans ses

EPISTRE.

Armées , qu'en travaillant à un Ouvrage qui pût instruire ses Officiers & ses Soldats de tout ce qui regarde la Discipline Militaire. Après avoir recherché & lû , avec toute l'exaëtitude possible , le grand nombre de Reglemens & d'Ordonnances que VÔTRE MAJESTÉ a faites en differens temps sur ce sujet , je les ay renfermées dans ce Recueil , & les ay mises dans l'ordre que j'ay crû le plus convenable à en faciliter la connoissance & l'exécution.

Je me croiray très - bien recompensé , SIRE, si en contribuant par cet Ouvrage à instruire les Troupes de VÔTRE MAJESTÉ de

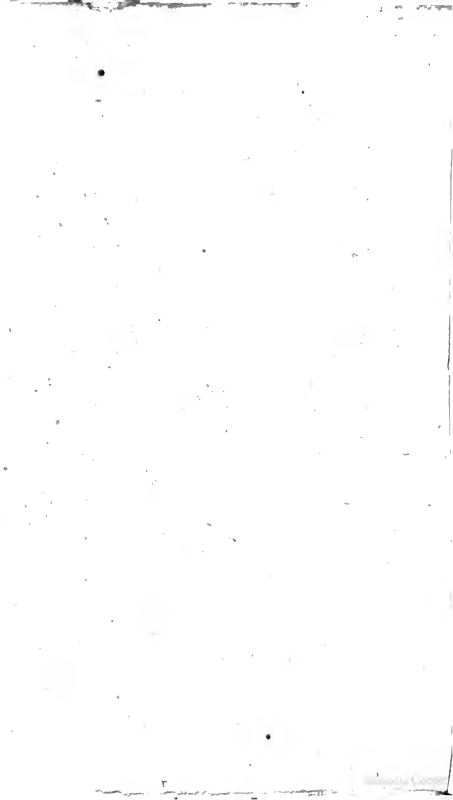
EPISTRE.

*leurs devoirs , je puis encore
luy persuader , que je luy sa-
crifieray toujours avec joye
une vie que j'ay souvent
exposée pour Elle. Je suis ,
avec un très-profond respect ,*

SIRE ,

DE VÔTRE MAJESTÉ,

Le très-humble , très-obéissant ,
très-soumis & très-fidèle serviteur
& sujet ,
LE CHEVALIER DE SPARRE.





P R E F A C E.

DA N S les divers Emplois dont j'ay été honoré au Service du Roy, depuis l'âge de quinze ans, particulièrement dans ceux où j'ay été chargé du détail de l'Infanterie de plusieurs Camps détachés, & en dernier lieu de celui de l'Armée de la Mozelle en qualité d'Aide-Major Général; j'ay eu occasion de remarquer de quelle importance il est pour le bien du Service de Sa Majesté que tout Officier & tout Soldat sçachent parfaitement tous les Reglemens & Ordonnances Militaires.

Mon application continuelle à les apprendre, jointe à mes Services, m'ayant fait connoître les difficultez qui empêchent la plupart des Officiers

P R E F A C E.

& des Soldats de les apprendre , & de s'instruire promptement de leurs devoirs , j'ay remarqué que la cause principale venoit de la multitude de ces Ordonnances , qui pour la plupart ont été changées , augmentées ou retranchées , renouvelées ou abrogées , selon l'exigence des temps : En sorte que bien loin qu'un nouvel Officier ou Soldat puisse tirer une instruction prompte & facile de ce grand nombre de Reglemens & Ordonnances , qui forment presque seize Volumes , il faut au contraire être déjà consommé dans le Service , pour pouvoir débrouiller celles qui subsistent d'avec celles qui sont abrogées. Encore faudroit-il les examiner toutes en détail , pour connoître précisément celles que l'on doit suivre & observer. Ce qui est d'autant plus penible , pour ne pas dire impossible , que dans tous les Recueils qu'on en a faits jusqu'à présent , on ne les y a inserées que selon le rang de leurs dates , & non suivant l'ordre des matieres.

Ces reflexions m'ont engagé à composer ce Code Militaire , en faisant une Compilation de tous les Regle-

P R E F A C E.

mens & Ordonnances que Sa Majesté a faites pour ses Gens de Guerre depuis 1651. jusqu'à present.

L'arrangement que j'ay donné aux matieres facilitera beaucoup la Publication des Ordonnances de Sa Majesté qui se fait à la tête de ses Troupes, aux Revûes & ailleurs, comme Elle l'ordonne à la fin de chacun desdits Reglemens ou Ordonnances.

L'ordre que je me suis prescrit dans ce Code commence par l'Engagement du Soldat, & continuë par la Discipline & le Service des Troupes jusqu'aux Congez absolus; le tout dans sa suite naturelle, autant qu'il m'a été possible, ainsi que l'on peut voir par la Table suivante.

J'ay recueilli en abrégé tous les Reglemens & Ordonnances auxquelles il n'a point été dérogé, ou qui n'ont point été d'ailleurs abolies. Je me suis attaché à copier mot à mot les propres termes dans lesquels elles ont été conçûes, sans y changer n'y ajouter rien de moy; & pour ne point grossir le volume inutilement, j'ay retranché la plupart des Préambules desdits Reglemens & Ordonnances, & tous les Discours qui se trouvent à

P R E F A C E.

la fin de chacunes d'icelles , comme sont ceux de *Mande & Ordonne Sa Majesté* , &c. les ayant reduit en un seul qui finit l'onzième Livre de ce Code. Je n'ay rien obmis de tout ce qui approuve & autorise le Service tel qu'il se pratique à présent , excepté certaines Ordonnances qui changent ou se renouvellent tous les ans ; comme sont celles qui reglent les payemens des Troupes , les Congez par Semestre , & autres de cette nature. J'ay même été si exact à n'y oublier rien d'essentiel , que l'on verra dans la suite de mon Ouvrage des Articles , chacun composé de plusieurs Reglemens & Ordonnances concernant le même sujet , mais qui ont été données en différens temps ; ce que j'ay fait lorsque j'ay trouvé que les unes renfermoient des termes plus claires & plus intelligibles que les autres , tendantes cependant toutes à une même fin : Ce que j'ay crû nécessaire pour une plus parfaite intelligence des intentions & des volontez de Sa Majesté. Cette Compilation est marquée par des Lettres mises en parenthèse , qui renvoient à celles du bas de la page , lesquelles

P R E F A C E.

citent non seulement les Tomes & les Pages d'où j'ay tiré ce qui compose l'Article ; mais elles marquent aussi les dates des jours & ans que Sa Majesté a fait lesdits Reglemens & Ordonnances.

Après l'onzième Livre de ce Code j'ay rapporté en son entier l'Edit du Roy portant Reglement général sur les Duels ; parce que le sujet dont il traite peut arriver plus fréquemment parmi les Troupes qu'ailleurs.

J'aurois crû ce Code imparfait si j'avois omis cet Edit, ou si j'en avois seulement retranché la moindre partie. C'est par cette même raison que j'ay fait suivre immédiatement après les deux Reglemens que Messieurs les Marshaux de France ont fait en conséquence, sur les diverses satisfactions d'Offences & Réparations d'honneur, dont le dernier confirme & augmente le contenu des Articles du premier ; ce qui me les ayant fait regarder tous les deux comme un seul, j'ay jugé à propos de les mettre à deux colonnes, articles par articles, pour la plus grande facilité de tous Juges du Point d'honneur.

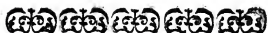
J'ay enfin terminé ce Code par la

P R E F A C E.

Declaration du Roy portant Reglement général sur les Lettres d'Etat ; car quoy qu'elle fasse partie des quinze Tomes des Reglemens & Ordonnances pour les Gens de Guerre, je n'ay point trouvé lieu de l'inferer dans aucuns des onze Livres de ce Code, ayant considéré qu'elle concerne moins la Discipline & le Service, que les interets particuliers des Officiers des Troupes.

Je souhaite avec ardeur que ce Code Militaire puisse procurer au Service du Roy le bien & l'utilité qu'il a pour but, & que le succès en puisse répondre à l'Approbation dont il a plu à Sa Majesté de l'honorer par le Privilege qu'Elle a bien voulu m'en accorder.

Heureux si par mon travail je puis épargner jusques au simple Soldat un seul moment d'Arrest, ou la moindre reprimande des fautes qu'il pourroit commettre par ignorance.



T A B L E

DES LIVRES ET TITRES
contenus en ce Code Militaire.

LIVRE PREMIER.

- I. D *Es Levées d'hommes, Enrollemens & Recrues.* page 1
II. *Des Routes & Marches par Etapes.*
14
III. *Des Etapes qui seront fournies aux Troupes qui marcheront dans le Royaume.* 29
-

LIVRE SECOND.

- I. D *E l'Entrée & arrivée des Troupes dans les Villes, Places, & lieux de leur Garnison ou Quartier d'hiver.* 47
II. *Des Revûes des Troupes.* 53
III. *Du Logement des Gens de Guerre.* 63
IV. *Des Taxes qui seront mis aux Vivres, du Pain de Munition, des Fourrages qui seront fournis aux Troupes en Garnison.* 73
V. *De l'Obeïssance due aux Gouverneurs ou*

T A B L E.

Commandans des Places par les Troupes
qui y seront en Garnison. 83

VI. De la Discipline des Troupes en Gar-
nison dans les Citadelles, Châteaux, Forts
ou Reduits. 86

VII. Des Congez qui pourront estre accor-
dez aux Officiers, Soldats, Cavaliers &
Dragons dans les Places, & des Partys
qui en sortiront. 89

LIVRE TROISIE'ME.

I. DEs différentes Gardes que l'Infanterie
aura à faire dans les Villes, Pla-
ces, & autres lieux de Garnison pour la
seureté d'iceux, & chez les Princes, Ma-
réchaux de France, & autres personnes
de qualité convenable à en avoir. 98

II. De l'Ordre & du Mot. 118

**III. Des Rondes qui seront faites autour
des Remparts.** 122

**IV. De la seureté des Munitions de Guerre,
propreté des Magasins, & de la charge
des Canons aux occasions de Salves & de
Rejoüissances.** 129

**V. Du moyen d'empêcher la ruine des Corps
de Garde, Cazernes & Fortifications des
Places.** 133

**VI. Des Travaux des Soldats aux Fortifi-
cations des Places, & du moyen de pre-
venir tous les abus & malversations au**

T A B L E.
fait des Ouvrages desdites Fortifications.
 139

LIVRE QUATRIÈME.

I. D Es Blasphèmes.	146
H. Des Duels & Combats particuliers.	147
III. Des Deserteurs.	151
IV. Des Passe-volans.	176
V. Du Faux-saunage.	181
VI. De la Justice Militaire , & du Conseil de Guerre.	187

LIVRE CINQUIÈME.

I. D E la maniere de faire prendre les Armes aux Troupes d'Infanterie , de les mettre en Bataille , & de former & rompre les Bataillons, tant à l'Armée qu'en Garnison.	198
II. Des Manimens des Armes reglez pour toute l'Infanterie de France.	216
III. De la maniere de Défiler.	239

T A B L E.

LIVRE SIXIÈME.

- I. **D**U Salut dû aux Princes , Maré-
chaux de France , & Officiers Ge-
neraux , lors qu'ils verroient les Troupes
d'Infanterie sous les Armes ; & de celui
dû au Grand-Maitre de l'Artillerie , à
son Entrée dans une Place de Guerre , &
à sa Sortie d'icelle. 247
- II. De l'Entrée d'honneur des Gouver-
neurs & Lieutenans Generaux des Pro-
vinces dans les Fortereſſes ſituées dans
l'étendue de leurs Gouvernemens. 249
- III. Du Rang & Commandement des Of-
ficiers Generaux des Armées. 253
- IV. Du Rang entre les Officiers des Compa-
gnies ſervant à la garde de Sa Majeſté , &
des Compagnies des Chevaux-Legers d'Or-
donnance , & ceux de la Cavalerie Legere.
263
- V. Du Rang & Commandement des Offi-
ciers des Troupes d'Infanterie , de Cavale-
rie & de Dragons 271
- VI. Des Rangs entre les Officiers des Ar-
mées & des Troupes , & ceux de la Ma-
rine & des Galeres. 299
- VII. Du Rang entre les Officiers d'Ar-
tillerie de Terre , & ceux de la Marine.
303
- VIII. Du Rang & Service des Officiers
du Regiment Royal-Artillerie , avec ceux
de l'Artillerie. 306

T A B L E.

LIVRE SEPTIEME.

- I. **D**E la Discipline qui doit être gardée
dans les Armées. 312
- II. De la Marche des Bagages des Armées. 319
- III. De la Vaisselle d'argent, des Tables,
& des Equipages des Officiers Generaux,
& des Troupes dans les Armées. 327
- IV. Des Gardes que l'Infanterie aura à
faire à l'Armée chez les Princes, Ma-
réciaux de France & Officiers Generaux. 335
- V. De l'honneur dû aux Princes, Maré-
chiaux de France & Officiers Generaux
par les Postes & Gardes de l'Armée,
lors qu'ils les visiteront ou passeront de-
vant. 335.

LIVRE HUITIEME.

- I. **D**E ce que les Capitaines des Regi-
mens des Gardes Françaises &
Suißes de Sa Majesté commandans les
Compagnies sur les Routes observe-
ront, & des Etapes qui seront fournies
ausdits Regimens. 339
- II. Des Logemens des Regimens des Gar-
des Françaises & Suißes. 341
- III. Du Service des Regimens des Gardes

T A B L E.

<i>Françoises & Suisses en Garnison , & de leur Conseil de Guerre.</i>	351
IV. <i>Du service des Regimens des Gardes Françoises & Suisses à l'Armée.</i>	360
V. <i>Des différentes Gardes que le Regiment des Gardes Françoises aura à faire chez les Princes , Marefchaux de France & Generaux d'Armée.</i>	363
VI. <i>De l'honneur dû par le Regiment des Gardes Françoises , & par les Postes & Gardes d'iceluy à l'Armée , aux Princes , Marefchaux de France & Officiers Generaux , lors qu'ils les verront ou visiteront.</i>	373
VII. <i>Du Rang des Regimens & Officiers des Gardes Françoises & Suisses dans l'Infanterie.</i>	382

LIVRE NEUVIEME.

I. D <i>El la Marche & Rang des Regimens Etrangers , de ceux de Milices , & des Compagnies des Invalides dans l'Infanterie ; Et du service du Regiment Royal-Artillerie dans les Places & Armées.</i>	387
II. <i>Du moyen de maintenir les Bataillons d'un même Regiment dans une égale force.</i>	393
III. <i>Du Remplacement des Charges d'Officiers d'Infanterie : Et des Places de Sergens.</i>	397

T A B L E

- IV. Des Armes des Officiers , Sergens & Soldats, & des outils propres à remuer la terre. 402
- V. Des Retenues à faire sur la solde des Soldats : Et du Remboursement des avances faites aux Officiers absens pour l'entretien de leurs Compagnies. 407
-

LIVRE DIXIEME.

- L** DE la Marche, Rang & Service des Regimens de Cavalerie avec ceux de Dragons. 417
- II. Du Remplacement des Places des Mareschaux des Logis, & Brigadiers, vacantes dans les Compagnies de Cavalerie & de Dragons. 423
- III. Des Armes & Montures des Troupes de Cavalerie & de Dragons. 429
- IV. Des Fonctions de la Charge de Major de Cavalerie & de Dragons. 436
- V. Des Billets de Retenue qui se font sur les Capitaines des Regimens de Cavalerie & de Dragons, pour payer aux Marchands l'habillement & autres reparations de leurs Compagnies, & des avances d'argent; des Billets d'Ustancile & des Reliefs. 441
- VI. De l'Attache du Colonel General de la Cavalerie, que les Officiers d'icelle prendront sur leurs Commissions. 443

TABLE.

LIVRE ONZIEME.

I. Des jeux de Hoca ou Pharaon, Barbacolle, la Bassette, & Pour- & Contre, deffendus.	448
II. Des Mariages des Officiers, Sergens, Soldats, Cavaliers & Dragons.	451
III. Des Congez absolus qui ne pourront être accordez aux Cavaliers, Dragons & Soldats pendant la guerre.	454
Edit du Roy portant Reglement general sur les Duels.	461
Deux Reglemens de Messieurs les Maréchaux de France, sur les diverses satisfactions d'offenses, & Reparations d'honneur.	523
Declaration du Roy portant Reglement general sur les Lettres d'Etat.	557

Fin de la Table,



I
CODE MILITAIRE,
OU
COMPILATION
DES
REGLEMENS ET ORDONNANCES
DE
LOUIS XIV.,
ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE,
Faites pour les Gens de Guerre
depuis 1651. jusques à present.
DE PAR LE ROY.



A MAJESTE'
ayant fait assembler
de puissantes Ar-
mées pour opposer
à celles dont on se
sert pour troubler le repos de ses

A I.

Sujets & ceux du Roy d'Espagne,
& sachant que rien ne peut con-
tribuer davantage à la conserva-
tion de ses Troupes, que de leur
faire garder une bonne Discipline ;
SA MAJESTE' a jugé nécessaire de
faire expedier le present Régle-
ment pour être lû & publié à la
teste de ses Troupes, afin qu'au-
cun de ceux qui servent dans ses-
dites Troupes, n'ignorent ce qu'il
contient, & qu'il soit bien obser-
vé (*).

* Du premier May 1701. du Recueil des Or-
donnances du Roy pour les Gens de Guerre
Tome XII. page 148.



LIVRE PREMIER.

I. Des Levées d'Hommes , Enrollemens & Recrûës.

II. Des Routes & Marches par Etapes.

III. Des Etapes qui seront fournies aux Troupes qui marcheront dans le Royaume.

TITRE PREMIER.

Des Levées d'Hommes , Enrollemens & Recrûës.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ a défendu & défend très-expressément à tous ses Sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient , de faire aucune Levée d'hommes dans son Royaume, Païs & Terres de son obéissance , pour aller

Le Chevalier de ^A Sparre



servir dans les Etats des Princes Etrangers , ni d'y prendre party, à peine de la vie. Ordonne Sa Majesté à tous Prévosts des Marchaux , Vice-Baillifs , Vice-Sénéchaux , & autres ses Officiers de Robe-courte , de se saisir des contrevenans au present Article , & de les faire punir de la peine de mort portée par iceluy (^a).

ARTICLE II.

Sa Majesté défend très-expressément à tous Capitaines & autres Officiers de ses Troupes d'Infanterie, de Cavalerie , & de Dragons , de faire aucun Enrôlement de Cavaliers , Dragons ou Soldats qui ne soit volontaire ; & a ordonné & ordonne, que s'il arrive à l'avenir qu'un Capitaine ou autre Officier ait pris ou fait prendre dans des maisons , sur les chemins , à la campagne , & ailleurs , des Gens pour les faire entrer contre leur gré dans sa Compagnie , & les y

^a Du 2. Janvier 1680. T. IV. p. 176.

air forcé en quelque maniere que ce soit , ledit Capitaine ou autre Officier sera non seulement cassé & privé de sa Charge, mais encore mis en prison , pour être châtié ainsi que Sa Majesté l'ordonnera (^a).

ARTICLE III.

Elle ordonne , que tout Capitaine ou autre Officier commandant une Compagnie & tous autres Officiers de ses Troupes, ne pourront prendre , admettre ni recevoir sous quelque prétexte que ce soit dans leurs Compagnies , un Cavalier , Dragon ou Soldat, quand il aura déjà servi , qu'il ne fasse apparoir de son Congé, signé & scellé comme il est cy-après marqué (Livre iv. Titre iii. Article 1. & 2.), à peine d'être cassé & privé de sa Charge (^b), de tenir Prison pendant deux ans , de trois cens liv. au profit du

^a Du 8. Février 1691. T. viii. p. 220.

^b Du 22. Janvier 1701. T. xii. p. 3. & del'Ordonnance du premier Aoust 706. p. 4.

4 *Code Militaire.*

Capitaine au quel le Cavalier, Dragon ou Soldat appartiendra, & de le faire renvoyer à leurs dépens à sa Compagnie (^a). Et celui qui en aura donné l'avis à Sa Majesté, ou au Commissaire pour l'en informer, sera pourvû de ladite Charge, quand bien il ne seroit que simple Cavalier, Dragon ou Soldat, s'il est jugé capable de la pouvoir bien remplir, sinon il luy sera payé, la somme de cent écus si c'est un Cavalier ou un Dragon, & si c'est un Soldat, dix Louis d'or avec son congé absolu (^b).

ARTICLE IV.

Sa Majesté défend très-expressément aux Colonels, Lieutenans-Colonels, Capitaines & autres Officiers des Troupes Suisses qui sont à sa solde, de retenir ni recevoir à l'avenir, dans leurs Compagnies, aucuns Sergens, Bas-

^a De l'Ordonnance du premier Aoust 1706 p. 4.

^b Du 22. Janvier 1701. T XII. p. 3.

Livre I. Titre I. 5

Officiers & Soldats qui ne se trouveront pas Suisses ou Grisons , Allemands , Polonois , Suedois ou Danois , pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être ; Voulant Sa Majesté que s'il s'en trouve dans une Compagnie, aux Revûes qui en seront faites , l'Officier présent qui commandera la Compagnie, soit cassé & privé de sa Charge, & qu'aux dépens du Capitaine il soit payé cent cinquante livres au Dénonciateur pour le premier homme qu'il y montrera qui ne se trouvera point de l'une desdites Nations ; & s'il s'en rencontre plusieurs dans la même Compagnie, qu'il luy soit encore donné trente livres pour chacun des autres ; lesquelles sommes luy seront délivrées & comptées sur le champ par le Commis du Tresorier Général de l'extraordinaire des Guerres. qui sera chargé du payement de ladite Compagnie, suivant l'or-

dre qui luy en sera donné par le Directeur Général, ou par l'Inspecteur Général de l'Infanterie, ou par le Commissaire des Guerres ordonné à la Police de la Troupe. Veut aussi Sa Majesté qu'il soit donné Congé absolu au Dénonciateur par le Directeur ou Inspecteur Général ou par le Commissaire, pour se retirer où bon lui semblera (^a).

ARTICLE V.

Défend très-expressément Sa Majesté aux Capitaines, Lieutenans, Cornettes ou Marechaux des Logis de ses Troupes de Cavalerie & de Dragons, d'Enroller aucuns de leurs Valets dans les Compagnies qu'ils commanderont, ou dans lesquelles ils seront Officiers, à peine d'être cassez & privez de leurs Charges (^b).

ARTICLE VI.

Défend aussi très-expressément

^a Du premier Decembre 1696. T. x. p. 492.

^b Du 6. Janvier 1677. T. III. p. 536.

à tous Capitaines de Compagnies Franches de Dragons, lesquels seront Officiers Majors dans les Places, d'Enroller dans lesdites Compagnies aucun homme qui soit habitué dans un lieu plus voisin que de deux lieuës de la Place de leur résidence, à peine de cassation desdites Compagnies (a).

ARTICLE VII.

Sa Majesté ordonne, veut & entend, que tout Cavalier & Soldat, qui après avoir pris party dans une Compagnie, sera reconnu avoir déguisé son Nom & le Lieu de sa naissance en s'y enrollant, soit arrêté & mis dans le Conseil de Guerre, & qu'il soit condamné à la peine des Galères sans remission; & Elle veut que cet Article soit lû à chaque Cavalier & Soldat lorsqu'il s'enrollera dans une Compagnie, afin qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance (b).

a Du 19 Février 1689. T. vi. p. 179.

b Du 19. Decembre 1666. T. I. p. 465.

ARTICLE VIII.

Sa Majesté ordonne , que les Capitaines & autres Officiers de ses Troupes d'Infanterie ne pourront recevoir aucun Soldat conditionnellement dans leurs Compagnies , s'il ne s'engage à y servir au moins pendant trois ans , à peine ausdits Capitaines & Officiers quiauront promis à des Soldats, en les enrollant, de leur donner Congé avant trois années , d'être cassez & privez de leurs Charges ; Voulant Sa Majesté que lorsqu'un Soldat nouvellement enrollé sera présenté par un Officier au Commissaire des Guerres, ordonné à la Police de la Garnison ou de la Troupe , ou qu'il y arrivera une Recrûe , ledit Commissaire s'informe de chaque Soldat de quelle maniere il aura été enrollé, & que s'il s'en trouve aucun dont l'Engagement soit pour un moindre temps que celui de trois ans , ledit Commissaire interdise l'Offi-

Livre I. Titre I. 9

cier qui l'aura présenté ou conduit à la Garnison , & en rende compte à Sa Majesté ; & que cependant le Soldat soit renvoyé chez luy comme n'étant point enrollé , si ce n'est que ledit Soldat demande à faire un nouvel enrôlement qui soit au moins pour ledit temps de trois ans , sans que ce nouvel Enrollement puisse dispenser l'Officier de la rigueur du present Article (^e).

ARTICLE IX.

Neanmoins comme il pourroit arriver , que des Soldats qui auroient obtenu Congé par l'ancienneté de leurs services & qui souhaitteroient d'y rentrer , soit dans les mêmes Compagnies ou autres du Bataillon dont ils étoient , pourroient en être détournés par cet Engagement de trois années : Sa Majesté trouve bon qu'à l'égard de ceux-là , ils soient reçus & enrôlez pour un moindre temps ; pour-

vû toutefois, que ce ne soit pas pour moins d'une année entière (^a).

ARTICLE X.

Elle fait très-expresses inhibitions & défenses aux Capitaines & autres Officiers de ses Troupes de promettre aux Cavaliers, Dragons & Soldats qu'ils enrôleront à l'avenir, une Solde plus forte que celle qui est portée par ses Ordonnances (portant Règlement pour le payement de sesdites Troupes) ; & que s'il arrive qu'un Capitaine ou autre Officier promette de payer une plus haute Solde que celle de Sa Majesté , il soit cassé & privé de sa Charge, & que le Cavalier , Dragon ou Soldat, qui aura pris party sous cette condition, soit renvoyé comme n'étant point enrôlé (^b).

ARTICLE XI.

• Et leur défend pareillement Sa Majesté , de faire aucune pro-

^a Du 18. Mars 1634. T. v. p. 44.

^b Du 10. Decembre 1686. T. vi p. 20 & 21.

messe, soit verbalement ou par écrit, à ceux qui ne s'enrolleront que pour trois ans, de ne leur point déduire l'argent qu'ils recevront pour leur Enrollement, ni leur premier habillement: Voulant Sa Majesté, que lorsqu'un Cavalier, Dragon ou Soldat qui ne se fera engagé que pour trois ans, en aura servi six dans la même Compagnie, il ne soit point obligé à tenir compte à son Capitaine, de l'argent de son premier Enrollement, ni de son premier habillement, mais aussi qu'ils soient précomptez à celui qui demandera son congé avant ledit temps de six ans; & que s'il arrive qu'un Capitaine ou autre Officier promette le contraire, il soit cassé & privé de sa Charge, & que le Cavalier, Dragon ou Soldat qui aura pris party sous l'une de ces conditions, soit renvoyé comme n'étant point enrollé (*).

* Du 10. Decembre 1686. T. vi. p. 10.

ARTICLE XII.

Ordonne Sa Majesté , qu'à l'avenir lorsque les Soldats, Cavaliers ou Dragons de Recrûe joindront les Compagnies pour lesquelles ils auront été levez, ils seront obligez de produire devant l'Inspecteur Général , dans le Département duquel lesdites Compagnies se trouveront , ou devant le Commissaire des Guerres qui en aura la Police, les Certificats qu'ils pourront avoir de leurs Capitaines, portans , q' ils ne se seront enrollez que pour trois ans , & que lesdits Certificats seront visez par l'Inspecteur Général , ou par le Commissaire, à faute dequoy ils demeureront nuls , & les Soldats qui s'en voudront servir seront traittez comme Déserteurs : Veut Sa Majesté , que cet Article soit publié tous les mois à la teste des Troupes , à ce qu'aucun Cavalier, Dragon ou Soldat n'en puisse prétendre cause d'ignorance , & que

lesdits Inspecteurs Généraux le fassent aussi lire à la teste desdites Troupes, toutes les fois qu'ils en feront Revûë (*).

ARTICLE XIII.

Quand aux Soldats des Recrûës, qui arriveront dans les Places pour les Compagnies qui y seront en Garnison, que les Inspecteurs Généraux ou les Commissaires des Guerres ne trouveront pas propres à servir dans les Troupes, Sa Majesté ordonne qu'ils seront renvoyez chez eux; & que pour leur donner moyen d'y retourner, il sera payé à chacun d'eux, par les soins du Commissaire, cinq sols pour chaque journée de sept à huit lieuës qu'ils auront à faire, ce qui sera déduit sur les appointemens du Capitaine, pour lequel la Recrûë sera arrivée, sans avoir égard par qui ladite Recrûë aura été faite, quand même ce seroit

* Du 18. Decembre 1684. T. v. p. 188.

14 *Code Militaire.*
par un Lieutenant , par un Sergent
ou un Soldat (*).

TITRE II.

Des Routes & Marches par Etapas.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, qu'à l'avenir les Majors des Régimens, tant d'Infanterie, que de Cavalerie & de Dragons, & les Aides-Majors, des Bataillons qui seront séparés des Corps des Régimens, enverront au commencement du Quartier-d'hyver au Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté ayant le Département de la Guerre, un mémoire des deux Routes de chaque Capitaine, soit pour les Recrûes d'hommes ou les Chevaux de remonte de leurs Compagnies; qu'ils y marqueront le nombre

* Du 15. Mars 1686. T. v. p. 287.

dont ils en auront besoin pour rendre leurs Compagnies complètes sur le pied de la dernière Revûe qui en aura été faite, & qu'ils y nommeront aussi le premier lieu d'Etape d'où la Route devra commencer (^a).

ARTICLE II.

L'intention de Sa Majesté est, que lesdites Routes soient envoyées le plus diligemment qu'il se pourra ausdits Majors & Aides-Majors dans les lieux de leur Garnison, afin qu'ils en prennent un Contrôle exact, & qu'ils les adressent ensuite aux Officiers de leurs Régimens, sans qu'ils en puissent délivrer à aucun autre, sur peine d'être cassez & privez de leurs Charges (^b).

ARTICLE III.

Veut Sa Majesté qu'à la fin du Quartier d'hyver, lesdits Majors & Aides-Majors envoient au

^a Du 25. Juillet 1705. T. xv. p. 129.

^b Du 25. Juillet 1705. T. xv. p. 130.

Secrétaire d'Etat de la Guerre, le Contrôle des susdites Routes qui leur auront été envoyées, & qu'ils marquent à côté de chacune, les Hommes de Recrûë ou Chevaux de remonte qui auront été amenez à la Compagnie : & à l'égard des Routes sur lesquelles il ne sera arrivé aucune Recrûë, ils obligeront les Officiers qui les auront recûës, de les leur remettre pour les renvoyer avec ledit Contrôle, en sorte que Sa Majesté puisse être pleinement instruite de l'employ desdites Routes (*).

ARTICLE IV.

Et Elle ordonne, veut & entend, que ses Troupes, leurs Recrûës, ni les Officiers, Cavaliers, Dragons & Soldats détachés de sesdites Troupes, ne puissent marcher, être logés, & recevoir l'Etape, sur d'autres Routes que les siennes, ou celles des Gouverneurs & ses Lieutenans Generaux en ses

* Du 25. Juillet 1705. T. XV. p. 130.

Provinces, ou de ses Lieutenans Généraux ou autres Officiers Généraux en ses Armées , qui commanderont actuellement ses Troupes dans ses Provinces & sur ses Frontières: Défendant très-expresément Sa Majesté , à tous autres de quelque qualité qu'ils soient , de donner à l'avenir aucune Route , pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, sur peine de des-obéissance : Elle défend aussi aux Maires , & Echevins , Consuls ou Syndics des Lieux où il se pourroit présenter des Troupes, Recrûës, Officiers , Cavaliers , Dragons ou Soldats , sur d'autres Routes que celles marquées cy-dessus , de les loger , & aux Etapiers, de leur fournir aucuns vivres , sur la même peine de des-obéissance, & de radiation dans les comptes desdits Etapiers (*).

ARTICLE V.

Sa Majesté défend très-expres-

fément aux Officiers commandans ses Troupes , tant de Cavalerie que d'Infanterie , qui marcheront suivant les Ordres & Routes dans le Royaume & Lieux de son obeïssance, de faire avec lesdites Troupes une double journée , & moins de Logemens & Sejours qu'il n'est porté par lesdites Routes ; & ce pour quelque cause , & sous quelque pretexte que ce soit , à moins d'un Ordre exprès de Sa Majesté , à peine à l'Officier qui commandera la Troupe , d'être cassé & privé de sa Charge, sans remission , & à l'Etapier qui aura composé pour ladite Etape , de la vie (*).

ARTICLE VI.

Elle défend pareillement aux Chefs & Officiers de ses Troupes d'Infanterie , Gendarmerie , Cavalerie & Dragons, d'user à l'avenir d'aucune violence envers les Habitans des Villes, & autres lieux

d'Etape où ils auront à loger suivant leurs Routes, pour les obliger à leur fournir des Charrois, Chevaux, & autres Bestes de voiture, pour porter les malades desdites Troupes; les armes, & habits des Cavaliers & Soldats, ou leurs équipages, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse être, si ce n'est en payant suivant la taxe que les Intendants ou Maîtres des Requestes départis és Provinces & Generalitez feront à cette fin, chacun dans l'étendue de son Département; & de mener lesdits Charrois, Chevaux & autres Bestes de voiture plus loin, ni les retenir pendant un plus long-tems que celui dont ils seront convenus avec lesdits Habitans, à peine à celui qui commandera la Troupe d'être arrêté & mis prisonnier jusques à ce qu'il ait entièrement satisfait aux dommages & interets desdits Habitans, lesquels seront aussi arbitrez par l'Intendant ou Maître des

Requestes départi en la Generalité, & en outre d'être cassé & privé de sa Charge ; & afin que lesdits Habitans puissent être assurez du retour desdites voitures, Sa Majesté entend, qu'un Officier demeure au lieu où elles seront fournies, & que lesdits Habitans le puissent retenir jusques à ce qu'elles y soient retournées en bon état, dont ledit Officier sera responsable envers eux (°).

ARTICLE VII.

Sa Majesté ordonne que toutes ses Troupes tant d'Infanterie, que de Gendarmerie, de Cavalerie & de Dragons qui marcheront à l'avenir suivant ses Routes, & celles de ses Lieutenans Generaux, donneront avis deux ou trois heures par avance de leur arrivée dans chacune des Villes & lieux où elles auront à loger ; moyennant quoy les Maires, Echevins, Consuls, Syndics ou Marguilliers des-

dites Villes & lieux, & les Commissaires aux Revûës, où il y en a, seront obligez de se tenir tous prêts pour en faire une Revûë exacte, où Sa Majesté leur enjoint de ne passer que les presens & effectifs, tant Officiers, que Gardes, Gendarmes, Chevaux-legers, Mousquetaires, Grenadiers à cheval, Cavaliers, Dragons & Soldats (*).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté ordonne, que tout homme, tel qu'il puisse être qui se trouvera dans une Compagnie ou Recrûë, dont les Maires, Consuls, Echevins ou Syndics des lieux d'Etape feront Revûë, sans y être enrôlé, aura comme Passe-volant le nez coupé sur le champ sans rémission par l'Executeur de la haute-justice; & s'il arrive que ledit Passe-volant ne soit pas reconnu dans le temps de ladite Revûë, ou avant que la Troupe ou Recrûë

* Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 18.

soit partie du lieu , & qu'il s'y trouve ensuite ou dans les environs , il sera arrêté par le Prévost des Maréchaux , ou autre Officier de Robe-courte , dans le ressort duquel il se trouvera , & aura publiquement le nez coupé , en conséquence du présent Article , que ledit Prévost des Maréchaux , ou autre Officier de Robe-courte , sera obligé de faire exécuter , à peine d'interdiction de sa Charge (*a*).

ARTICLE IX.

Ordonne & enjoint Sa Majesté aux Maires , Consuls , Echevins , ou Syndics des lieux d'Etape , aux Revûës desquels il se sera trouvé des Passe-volans , soit qu'ils ayent été reconnus dans le temps desdites Revûës , ou après , d'en informer le Secrétaire d'Etat , ayant le Département de la Guerre , pour en rendre compte à Sa Majesté , & recevoir ses Ordres pour faire casser les Officiers qui auront presen-

a Du 14. Juin 1701. T. XIII. p. 114.

té audites Revûës lefdits Passe-vo-
lans (*a*).

A R T I C L E X.

Ordonne Sa Majesté qu'aucun Officier, soit de Cavalerie ou de Dragons, ne pourra être passé en Revûë par les Maires, Consuls, Echevins, ou Syndics des lieux où la Troupe ou Recrûë qu'il commandera ou dont il sera, aura à loger & vivre par Etape, s'il n'est à cheval & monté comme il convient ; défendant très-expressément ausdits Maires, Consuls, Echevins ou Syndics, de les passer autrement dans leurs Revûës, à peine de payer en leurs noms l'Etape qui aura été fournie audit Officier, tant pour la personne, que pour ses chevaux (*b*).

A R T I C L E XI.

Entendant aussi Sa Majesté, que s'il arrive que des Officiers de Cavalerie ou de Dragons usent de quelque violence, menace, ou in-

24 *Code Militaire.*

jure envers lesdits Maires, Consuls, Echevins, ou Syndics, pour les obliger à les passer en Revûë, étant à pied, ils en dressent leurs Procès-verbaux pour les envoyer au Secrétaire d'Etat de la Guerre, qui en rendra compte à Sa Majesté, & recevra ses Ordres sur ce qu'Elle jugera devoir être fait contre lesdits Officiers (*).

ARTICLE XII.

Sa Majesté ordonne, veut & entend, que lorsqu'une Recrûë de Soldats de ses Troupes d'Infanterie n'excedera par le nombre de trente hommes, les Maires, Consuls, Echevins, ou autres Officiers des Villes & lieux d'Etapes où elle aura à passer suivant sa Route, lesquels auront soin des logemens, seront obligez de loger les Soldats qui composeront ladite Recrûë, dans des maisons voisines les unes des autres, & de proche en proche, si mieux n'aime l'Officier chargé

* Du 14. Juin 1702. T. XIII. p. 116.

de la conduite de ladite Recrûe qu'elle soit toute logée sous un même & seul couvert, dans quelque grange ou autre lieu commode; auquel cas Sa Majesté entend, qu'outre ledit couvert, lesdits Officiers de Ville fournissent ausdits Soldats de la paille pour se coucher, & le bois nécessaire pour faire cuire leur Etape; à peine ausdits Maires, Consuls, & Echevins, ou Officiers de Ville chargez du soin du Logement des Gens de Guerre, qui n'auront pas logé lesdits Soldats de proche en proche, ou qui sur la requisition de l'Officier commandant la Recrûe, n'auront pas donné aux Soldats d'icelle un seul couvert, avec du bois & de la paille en la manière susdite, de des-obéissance, & de deux cens livres d'amende, au paiement de laquelle Sa Majesté veut qu'ils soient contraints solidairement & par corps (*).

* Du 8. Décembre 1682. T. IV. p. 412.

ARTICLE XIII.

Elle ordonne , que lorsque les Troupes auront ordre de partir des Villes , Places ou autres lieux où elles se trouveront , ceux qui les commanderont seront obligez de prendre des Certificats des Commis du Trésorier Général de l'Extraordinaire des Guerres , qui porteront le jour que lesdits Commis auront cessé de les payer, & de faire viser lesdits Certificats des Intendants ou des Commissaires en leur absence , & si les Commissaires ne s'y trouvoient point , de les faire signer par les Commandans , ou par les Majors des Places ; & où il n'y aura point d'Officiers Majors , par les Maires , Consuls & Echevins des Villes & lieux d'où lesdites Troupes auront ordre de partir (4).

ARTICLE XIV.

Les Commandans desdites Troupes seront tenus de rappor-

4 Du 10. Juin 1792. T. XIII. p. 109.

ter les susdits Certificats , aux Commissaires qui en feront les premieres Revûës dans les lieux où elles se seront renduës , & de leur rapporter aussi les Originaux des Ordres & des Routes , sur lesquelles lescdites Troupes auront marché , pour faire que lescdits Commissaires soient pleinement informez des jours qu'elles seront parties des lieux d'où elles viendront , des jours qu'elles auront cessé d'y être payées , & pour combien de jours l'Etape leur aura été fournie , afin que leur payement ne soit ordonné dans les lieux où elles se seront renduës , que du jour qu'il devra commencer (^a).

ARTICLE XV.

Sa Majesté veut bien , lorsqu'une Troupe marchera dans la fin d'un mois qui aura 31. jours , que la subsistance luy soit fournie , pour le trente-unième jour dudit mois , quoyque les payemens des Trou-

^a Du 10. Juin 1702. T. XIII. p. 110.

pes ne doivent être que de trente jours par mois (^a).

ARTICLE XVI.

Sa Majesté défend très-expressément à tous Trompettes & Tambours de ses Troupes Françoises & Etrangères, qui marcheront suivant ses Routes dans les Provinces de son Royaume, de demander & exiger à l'avenir sous quelque prétexte que ce puisse être, les cinq sols, ni autre chose quelconque, des Moulins près desquels elles passeront, sur peine audits Trompettes & Tambours, & aux Cavaliers ou Soldats qui les demanderont, ou exigeront pour eux, ou qui leur donneront mainforte pour les recevoir, des Galères : Enjoint Sa Majesté aux Officiers desdites Troupes de l'empêcher, à peine de répondre en leurs noms de cette concussion, & d'être cassez & privez de leurs Charges (^b).

^a Du 10. Juin 1702. T. XIII, p. 111.

^b Du premier Avril 1680. T. IV. p. 186.

TITRE III.

*Des Etapes qui seront fournies
aux Troupes qui marcheront
dans le Royaume.*

ARTICLE PREMIER.

SA Majesté ordonne, au sujet des Etapes, ce qui ensuit : Que la Ration pour la nourriture d'un Cheval par jour, soit d'un Garde de son Corps, d'un Gendarme ou d'un Cheveau-leger de la Garde, d'un de ses Mousquetaires, d'un Gendarme ou Cheveau-leger des Compagnies d'Ordonnance, ou d'un de ses Grenadiers à Cheval, soit d'un Cavalier ou d'un Dragon, sera composée de vingt livres de Foin, & d'un Boisseau d'Avoine mesure de Paris, dont les vingt-quatre Boisseaux font le Septier de la même mesure (*).

* Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 2.

B iij

ARTICLE II.

Que pour prévenir les contestations qui pourroient arriver au sujet de la susdite mesure, il y en aura une quarrée dans chaque lieu d'Etape, qui aura par le dedans huit pouces de tout sens sur dix pouces de haut, dont les douze font le pied de Roy : laquelle mesure rase, doit être censée le Boisseau de Paris, dont les vingt-quatre, comme dit est cy-dessus, font le Septier (*).

ARTICLE III.

Qu'il sera fourni dans les lieux d'Etape une Ration & demie de Fourrage à chaque Garde du Corps de Sa Majesté, Gendarme, Cheval-leger ou Mousquetaire de sa Garde, Gendarme ou Cheval-leger des Compagnies d'Ordonnance, & à chaque Grenadier à Cheval ; & qu'il aura pour sa Personne deux Pains de vingt-quatre onces chacun, cuit & rassis.

* Du 14. Mars 1702, T. XIII. p. 34

Livre I. Titre III. 31

entre bis & blanc, deux pintes de Vin, mesure de Paris & cru du lieu ou deux pots de Cidre ou Biere mesure du lieu, & deux livres & demie de chair de Bœuf, Veau ou Mouton, au choix de l'Etapier ou des Habitans du lieu & selon leur commodité (^a).

ARTICLE IV.

Que, des Gardes du Corps de Sa Majesté

chaque	Lieutenant. . . .	prendra pour 8.	} Gardes tant en Vivres qu'en Four- rages.	
	l'Enseigne	6.		
	l'Exempt	3.		
chacun des	Brigadiers	}		
	&			
	Sous-Brigadiers	2.		
	l'Aumonier	2.		
le	Chirurgien	1.		

Et chaque petit Officier qui sera present à la suite desdites Compagnies, & certifié par le Commandant, aura une Ration de Fourrage, & la moitié des Vivres qui sont ordonnez pour un Garde (^b).

ARTICLE V.

Que, des Compagnies des Gen-

^{a, b} Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 3. & 4.

darmes , des Chevaux-legers , &
des Mousquetaires de la Garde de
Sa Majesté

Chaque	{	Capitaine ,	}	prendra pour 8.	{	Gen- dar- mes,
		ou				
		Capitaine Lieutenant,	}	. . 6.		
		Lieutenant ,				
		ou				
		Sous-Lieutenant ,	}	. . 4.		
		Enseigne ,				
		Guidon ,				
		ou				
		Cornette ,				
		Maréchal des Logis .		. . 2.		
		Brigadier ,	}	. . 1.		
	ou					
		Sous-Brigadier ,				
		Aumônier .		. . 1.		
		le Chirurgien ,		. . 1.		

& que le Fourrier , & chacun des
autres petits Officiers qui seront
presens à la suite desdites Compa-
gnies , & que le Commandant cer-
tifiera pour tels , aura une Ration
de Fourrage , & la moitié des Vi-
vres qui sont ordonnez pour un
Gendarme (4).

ARTICLE VI.

Que , des seize Compagnies

de Gendarmerie, & d'Ordonnance, & de la Compagnie de Grenadiers à Cheval,

chaque	Capitaine ,	}	prendra l'Etape pour 8.	} Gen dar mes (4).
	ou Capitaine Lieutenant,			
	Lieutenant ,	}	. . 6.	
	ou Sous-Lieutenant ,			
	Enseigne ,	}	. . 4.	
	Guidon ,			
	ou Cornette ,			
	Maréchal des Logis . . .		2.	
Brigadier ,	}	. . 1.		
ou Sous-Brigadier ,				

ARTICLE VII.

Que les Officiers Majors que Sa Majesté a établis , pour lefdites seize Compagnies de Gendarmerie, recevront l'Etape ; Sçavoir ,

chaque	le Major . . .	} Gendarmes (b).
	comme . . .	
	8.	
	l'Aide-Major . . .	
	6.	
	le Sous-Aide-Major . . .	}
	4.	
	Aumônier . . .	
	2.	
	le Chirurgien . . .	}
	1.	

ARTICLE VIII.

Que les Officiers , tant des Compagnies des Gardes du Corps,

a , b Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 5. & 6.

B V

Gendarmes , Cheveu - legers & Mousquetaires de la Garde de Sa Majesté, que des seize Compagnies de Gendarmerie , & de la Compagnie des Grenadiers à Cheval , qui se trouveront Commandans , ne prendront jamais l'Etape que pour la Charge qu'ils possèdent dans lesdites Compagnies ; & que ceux qui feront les fonctions de Majors ou d'Aide-Majors dans les Compagnies des Gardes du Corps , des Gendarmes , Cheveu - legers & Mousquetaires de la Garde de Sa Majesté , & dans la Compagnie de Grenadiers à Cheval, ne prendront aussi l'Etape , que pour les autres Charges qu'ils ont dans lesdites Compagnies (^a).

ARTICLE IX.

Quant à la Cavalerie , chaque Cavalier aura par jour , dans les lieux d'Etape , une Ration de Fourage, comme elle est cy-dessus réglée (Art. premier de ce Tit.)

Livre I. Titre III. 35

pour la nourriture de son Cheval ;
& pour sa Personne trente-six on-
ces de Pain , une pinte & demie de
Vin , ou un pot & demi de Cidre ,
ou Bierre , & deux livres de Vian-
de, le tout de même que dessus (*a*).

A R T I C L E X.

Le Capitaine de Cavalerie		} Cavaliers tant en Vivres qu'en Fourrage (<i>b</i>).
.	prendra pour , 6.	
le Lieutenant	4.	
le Cornette	3.	
le Maréchal des Logis	2.	

A R T I C L E XI.

Et pour les Officiers de l'Etat
Major d'un Régiment de Cavale-
rie , prendront ; Sçavoir ,

le Mestre de Camp, ou Colonel ,	} comme {	Mestre de Camp ou Colonel 6 Capitai- ne . . . 6	} 12	Places de Cavaler, tant en Vi- vres qu'en Fourrage.
le Lieute- nant Co- lonel ,		Lieutenant Colonel 4. Capitai- ne . . . 6.		

le Major de chaque Régiment de
Cavalerie , aura pour ses Chevaux
huit Rations de Fourrage par

a , b Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 7.

36 *Code Militaire.*

jour, & des Vivres pour sa Personne, comme six Cavaliers.

L'Aide-Major, prendra comme . 4.	} Cavaliers tant en Vivres qu'en Fourrage (a).
l'Aumônier 2.	
le Chirurgien 1.	

ARTICLE XII.

Pour l'Etat Major Général de la Cavalerie, le Colonel General de la Cavalerie-legere prendra pour douze Chevaux, le Mestre de Camp Général pour neuf; le Maréchal des Logis de ladite Cavalerie comme un Lieutenant, & les Fourriers & menus Officiers & Archers auront chacun la moitié de ce qui est ordonné pour un Cavalier (b).

ARTICLE XIII.

Quant aux Dragons, chaque Dragon aura une Ration de Fourrage telle qu'elle est cy-devant réglée pour la nourriture de son Cheval par jour, & pour sa Personne, vingt-quatre onces de Pain, une livre & demie de Viande, &

Livre I. Titre III. 37
une pinte de Vin , ou un pot de
Cidre , ou de Bierre (*a*).

ARTICLE XIV.

Le Capitaine de Dragons ,	pre-	} Dragons , tant en Vivres qu'en Fourrage (<i>b</i>).
	dra pour - -	
le Lieutenant - - - -	4.	
le Cornette - - - -	3.	
le Maréchal des Logis - -	2.	

ARTICLE XV.

Et pour les Officiers de l'Etat
Major d'un Regiment de Dra-
gons , prendront ; Sçavoir ,

le Mestre de Camp, ou Colonel ,	} comme {	Mestre de Camp, ou Colonel 6 Capitai- ne . . . 6	} 12	} Places de Dragons , tant en Vi- vres qu'en Fourrage.
le Lieute- nant Co- lonel ,		Lieutenant Colonel 4 Capitai- ne . . . 6		

Le Major de chaque Regiment
de Dragons aura pour ses Che-
vaux huit Rations de Fourrage
par jour , & des Vivres pour sa
Personne comme six Dragons ,

l'Aide-Major, prendra comme .	4.	} Dragons , tant en Vivres qu'en Fourrage (<i>c</i>).
l'Aumônier	2.	

ARTICLE XVI.

Les Officiers reformez qui servent à la suite des Regimens de Cavalerie & de Dragons , recevront l'Etape comme s'ils étoient en pied ; Sçavoir , ceux de Cavalerie comme les Officiers en pied de Cavalerie , & ceux de Dragons comme les Officiers en pied de Dragons (^a).

ARTICLE XVII.

A l'égard de l'Infanterie , Sa Majesté ordonne que de tous les Regiments tant François qu'Etrangers [excepté ceux des Gardes Françaises & Suisses, dont il est parlé cy-après , Liv. VIII. Tit. I.] chaque Soldat aura pour son Etape par jour vingt-quatre onces de Pain de la qualité susdite [Art. III. de ce Tit.] une pinte de Vin aussi mesure de Paris & cru du lieu , ou un pot de Cidre ou Biere mesure & cru du lieu , & une livre de chair de Bœuf , Veau ou Mou-

^a Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 10.

Livre I. Titre III. 39

ton, toujours au choix de l'Etapier
ou des Habitans du lieu & selon
leur commodité (*a*).

ARTICLE XVIII.

	Pour la Personne , Rations de Bouche.	Pour ses Chevaux , Rations de Fourrage.	
Le Capitaine			} Chacune desdites Rations de Four- rage composée de vingt livres de Foin , & d'un Boisseau d'Avoi- ne mesure de Paris (<i>b</i>).
prendra comme 6. Soldats & 4.			
le Lieutenant 4. 2			
l'Enseigne 3. 2			
le Sergent 2. 0.			

ARTICLE XIX.

Le premier Capitaine de chaque
Bataillon qui n'est pas Chef de Re-
giment , prendra outre les six pla-
ces de Soldats , & les quatre Ra-
tions de Fourrage , qu'il doit avoir
comme Capitaine , encore pour
quatre Soldats & deux Rations de
Fourrage , sans que les autres Ca-
pitaines du Bataillon qui les com-
manderont en son absence , puis-
sent prétendre la même chose ; Sa
Majesté Voulant qu'ils se conten-
tent de recevoir seulement l'Etape
comme Capitaines (*c*).

a , *b* , *c*. Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 13. & 14

ARTICLE XX.

Et pour l'Etat-Major d'un Regiment d'Infanterie :

Pour sa Personne, Pour ses Chevaux,
Ration de Bouche. Ration de Fourrage.

. Total.

le Colonel prendra comme . .	{	Colonel ,	6. . 4.	{	✕. B. ✕. F.
		Capitaine ,	6. . 4.		12. . . 8.
le Lieute- nant Colo- nel, comme	{	L ^t . Colonel	4. . 2.	{	
		Capitaine	6. . 4.		10. . . 6.
le Major .					6. . 4.
l'Aide - Major					4. . 2.
le Maréchal des Logis					3. . 2.
l'Aumônier .					2. . 2.
le Chirurgien .					2. . 1.

& dans les Regimens où il y a
Prévosté,

✕. de B. ✕. de F.

le Prévost ,			3. . 2.
son Lieutenant , & son Greffier , chacun			2. . 1.
les Archers , & l'Exécuteur , chacun			1. . 0. (a)

ARTICLE XXI.

Sa Majesté veut que les Offi-
ciers réformez qui servent à la sui-
te des Regiments d'Infanterie , re-
çoivent l'Etape , tant pour eux
que pour leurs Chevaux , comme
s'ils étoient en pied (^b).

a b Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 15. & 16.

ARTICLE XXII.

Chacun des Commissaires des Guerres qui se trouveront à la conduite des Troupes , soit de Gendarmerie , soit de Cavalerie , de Dragons ou d'Infanterie , prendra pour sa Personne pour six Soldats & quatre Rations de Fourrage pour ses Chevaux (^a).

ARTICLE XXIII.

Sa Majesté entend que tout ce qui est marqué cy-dessus soit fourny aux presens & effectifs seulement , sans qu'il puisse être exigé aucune chose pour les absens , sous prétexte de ce qu'ils recevroient s'ils étoient presens ou autrement (^b).

ARTICLE XXIV.

Sa Majesté ordonne qu'à l'avenir , les Maires , Echevins , Consuls , Sindics ou Marguilliers des Villes & lieux d'Etape donneront le Logement & feront fournir l'Etape aux presens & effectifs des

^a , ^b Du 14. Mars 1702, T, XIII, p, 16, & 17

Cavaliers & Soldats qui se trouveront dans les Recrûs , sans s'arrêter au nombre porté par les Routes , pourveu toute - fois qu'ils soient quatre au moins (^a).

ARTICLE XXV.

Et parce qu'il peut arriver à l'égard de la Gendarmerie , de la Cavalerie , & des Dragons , qu'il s'y trouvera des Hommes qui n'auront point de Chevaux , ou des Chevaux pour des Hommes qui y manqueront , Sa Majesté veut & ordonne que les Gendarmes , Cavaliers ou Dragons qui seront sans Chevaux , reçoivent l'Etape pour leurs Personnes seulement; & qu'il soit fourni une Ration de Fourrage pour chacun des Chevaux non montez & destinez pour les Hommes qui défaudront (^b).

ARTICLE XXVI.

Sa Majesté défend très-expresément aux Officiers de ses Trou-

^a Du 18. Septembre 1703. T. XIII. p. 52.

^b Du 14. Mars 1702. T. XIII. p. 25.

pes d'user d'aucune violence , ni menace contre lefdits Maires , Echevins , Consuls & Syndics , ni d'exiger d'eux aucun Billet de logement au-delà de l'effectif , tant pour les Hommes que les Chevaux , à peine à ceux qui y contreviendront d'être cassez & privez de leurs Charges, & contraints à la restitution de l'Etape qu'ils auront reçu de trop , sur les simples Procez verbaux que lefdits Maires, Echevins , Consuls & Syndics , en enverront au Secretaire d'Etat de la Guerre (^a).

ARTICLE XXVII.

Et défend très-expressément Sa Majesté à tous Chefs & Officiers , Gardes de son Corps , Gendarmes , Chevaux-legers , Mousquetaires , Grenadiers à Cheval , Cavaliers , Dragons & Soldats , de ne prendre chez leurs Hôtes , que le simple couvert avec le lit comme ils le pourront fournir ; & la place

au feu & à la chandelle desdits Hôtes , & de convertir aucune des choses susdites en argent pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être , à peine aux Gendarmes , Cavaliers, Dragons & Soldats , de la vie , & aux Officiers d'être cassez & privez de leurs Charges (^a).

ARTICLE XXVIII.

Veut Sa Majesté qu'ainsi qu'il est accoutumé le Major ou l'Aide-Major ou celui qui en fera la fonction en chaque Corps d'Infanterie , soit tenu de prendre l'Etape pour la distribuer aux Officiers & Soldats , & que les Maréchaux des Logis fassent le semblable dans la Gendarmerie , la Cavalerie & les Dragons , chacun pour sa Compagnie (^b).

ARTICLE XXIX.

Elle fait très-expresses inhibitions & défenses aux Etapiers de fournir autre chose aux Troupes

que les denrées portées par le présent Règlement, & d'en rien racheter pour le donner en argent sous prétexte d'Etats Majors ou d'Officiers, qui ayant moins d'Equipage qu'il ne leur est ordonné de denrées, voudroient convertir le surplus en argent, à peine ausdits Etapiers de mil livres d'amende pour la première fois, & de bannissement hors du Royaume pour la seconde; défendant aussi Sa Majesté aux Officiers de ses Troupes, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, de faire ausdits Etapiers aucunes propositions ou instances sur ce sujet, à peine d'être cassez & privez de leurs Charges (").



LIVRE SECOND.

*I. De l'Entrée & arrivée
des Troupes dans les Villes,
Places & lieux de leur
Garnison, ou Quartier-
d'hiver.*

II. Des Revûës des Troupes.

*III. Du Logement des Gens
de Guerres.*

*IV. Des Taux qui seront mis
aux Vivres, du Pain de
Munition, & des Fourra-
ges qui seront fournis aux
Troupes en Garnison.*

*V. De l'Obéïssance dûë aux
Gouverneurs ou Comman-
dans des Places, par les
Troupes qui y seront en
Garnison.*

VI. De la Discipline des Troupes en Garnison dans les Citadelles , Châteaux , Forts , ou Réduits.

VII. Des Congez qui pourront être accordez aux Officiers , Soldats , Cavaliers , & Dragons , dans les Places ; & des Partys qui en sortiront.

TITRE PREMIER.

De l'Entrée & arrivée des Troupes dans les Villes , Places , & lieux de leur Garnison , ou Quartier-d'hyver.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ' enjoint aux Officiers de ses Troupes, de leur faire garder les distances ordinaires en marchant pour entrer dans

28 *Code Militaire.*

les Villes & Bourgs où ils auront à passer & loger , suivant les Ordres de Sa Majesté , & d'empêcher que leurs Cavaliers , Dragons & Soldats ne se serrent , en sorte que les Officiers , Commis & Gardes des Gabelles , & Cinq grosses Fermes , puissent aisément voir ceux qui seront chargez de Faux-Sel , Tabac & Marchandises , sur peine ausdits Officiers desdites Troupes d'en répondre en leurs noms à Sa Majesté (*).

ARTICLE II.

Elle permet ausdits Officiers , Commis , & Gardes des Gabelles , & Cinq grosses Fermes , de fouiller dans leurs Equipages , à l'Entrée & Sortie des Villes , pour voir s'il ne s'y trouvera aucune desdites Marchandises , Faux-Sel & Tabac : Et en cas que lesdites Troupes se trouvent saisies d'aucune desdites Marchandises , Faux-Sel ou Tabac , de les arrêter , sans que les-

* Du 31. Juillet 1698. T. XI. p. 26.

aits

dits Chefs, Officiers, Cavaliers, Dragons, & Soldats, puissent user d'aucune violence ni mauvais traitement à l'endroit desdits Officiers, Commis & Gardes, lesquels Sa Majesté prend & met en sa protection & Sauve-garde, & en celle de ses Lieutenans Généraux en ses Provinces, Gouverneurs de ses Villes & Places, & Intendans en sesdites Provinces (^a).

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne, que lesdits Officiers marchant avec leurs Troupes, & arrivant à quelque Villes & lieux fermes, particulièrement où il y aura Garnison, seront obligez en entrant dans lesdites Places, de se mettre à la tête de leurs Compagnies, avec les Armes convenables à leurs Charges, & au même état que quand ils montent les Gardes (^b).

^a Du 31 Juillet 1698. T. XI. p. 27.

^b Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 301.

ARTICLE IV.

Quoyque les Commissaires des Guerres ne soient assujettis à faire plus d'une Revûë par mois pour servir au payement des Troupes de Sa Majesté (*), néanmoins comme il est nécessaire de sçavoir leur nombre au vray, & l'état auquel elles seront en arrivant à leurs Quartiers-d'hyver, tant pour leur donner le Logement, le Pain & le Fourrage à l'entrée dans les Places, selon leur nombre effectif, que pour les établir en bon ordre dans leurs Garnisons; Sa Majesté ordonne, qu'y arrivant, elles seront mises en Bataille, dans la principale Place, où il en sera fait Revûë par le Commissaire à la conduite, en presence de l'Intendant ou autre Officier étant dans la Province ou Généralité, pour la Police générale des Troupes, s'il se trouve sur le lieu; & toujours en celle du Gouverneur ou Com-

Liure II. Titre I.

mandant , & des Maires & Echevins ou principaux Habitans (^a).

ARTICLE V.

Pendant laquelle Revüe les Bans ordinaires seront faits pour empêcher tout desordre , & défendre très-expressément à tous Gens de Guerre , d'entrer dans d'autres Logis, que ceux qui leur seront donnez , & dans les Jardins ou autres lieux des Habitans, d'y couper aucuns Arbres , ni prendre aucune chose , à peine de la vie (^b).

ARTICLE VI.

Défend encore Sa Majesté ausdits Gens de Guerre , d'aller ni d'envoyer couper , abbatre , ni prendre aucun Bois dans les Forests & Buissons à qui que ce soit qu'ils appartiennent , d'y chasser , ni à la Campagne , en quelque lieu que ce puisse être , de tirer avec Fusils & autres Armes à feu sur les

^a , ^b Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 27. & 28.
Art. XVII.

Pigeons, & sur les Lapins, ni pêcher dans les Etangs, à peine de punition Corporelle : Voulant que les Coupables des Crimes cy-dessus soient punis par les Prévosts des Maréchaux, & à leur défaut par les Juges ordinaires des lieux, selon la rigueur des Ordonnances, sans que les Gens de Guerre puissent ausdits Crimes alleguer aucune exception ni Privilège, ni les Juges y avoir égard (4).

ARTICLE VII.

Et sera fait un autre Ban, portant injonction aux Habitans, qu'en cas de contravention aux deux précédens Articles, ils aient incontinent à le venir déclarer, tant à celui qui commandera dans la Place & à la Troupe, qu'à l'Intendant ou autre Officier ayant la direction générale de la Police en la Province ou au Commissaire à la conduite, s'ils sont presens, à peine de cent livres d'a-

4 De l'Ordonnance du premier Octobre 1706. p. 81.

Livre II. Titre II.

mande, applicable à l'Hôpital du lieu, pour en être fait justice sur le champ, selon l'exigence du cas (^a).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté veut que les Bans & Ordonnances soient faites & publiées, soit à la tête des Corps & Compagnies, lorsqu'elles seront en Bataille, soit dans les Carrefours & lieux publics de Garnison, au Nom de Sa Majesté seulement (^b).

TITRE II.

Des Revûës des Troupes.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ' ordonne, veut & entend que les Officiers de ses Troupes ne pourront refuser de mettre en Bataille leur Troupe, & la faire passer en Revûë devant les Commissaires des Guerres,

^a Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 28. Art. xviii.

^b Du 21. Octobre 1661. T. 1. p. 129. Art. xxviii.

lors & ainsi qu'ils en feront par eux
requis (^a).

ARTICLE II.

Entendant Sa Majesté que lesdits Commissaires avertissent les Gouverneurs ou Commandans & les Majors des Places ; & où il n'y en aura point , les Maires , Echevins, Consuls ou autres Magistrats, de l'heure qu'ils auront prise pour faire Revûe des Troupes qui y seront en Garnison , afin qu'ils se trouvent à ladite Revûe , pour donner avis ausdits Commissaires des abus qu'ils pourront remarquer dans lesdites Troupes ; Sa Majesté leur déclarant qu'Elle les en rendra responsable , s'il arrive qu'aucun abus soit venu à leur connoissance, sans en avoir averti lesdits Commissaires (^b).

ARTICLE III.

Lorsque lesdits Commissaires feront la Revûe des Troupes , les

^a Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 302. Art. LVII.
^b Du premier Février 1679. T. IV p. 50.

Officiers d'icelles qui seront presens, y assisteront effectivement, & porteront chacun les Armes convenables à sa Charge, même les Enseignes, Cornettes & Guidons, les Drapeaux, & Etendarts, & ils seront tenus à chacune desdites Revûës, de prêter és mains dudit Commissaire le Serment de bien & fidèlement servir Sa Majesté, envers & contre tous, sous l'autorité de Sa Majesté, & de ceux qui les commanderont, à faute dequoy ils ne pourront être passez presens ausdites Revûës (*).

ARTICLE IV.

Les Commissaires des Guerres ne pourront passer aucuns Soldats dans lesdites Revûës qu'ils ne soient d'Age & de Force convenable pour servir, & bien Armez & Equipez; Sa Majesté voulant qu'en cas que lesdits Commissaires reconnoissent que les Soldats qui leur seront presentez, ne soient pas

* Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 300, Art. 214

propres, comme dit est, pour bien servir, ils les puissent tirer des rangs, & qu'ils observent la même chose à l'égard de la Cavalerie (^a). .

ARTICLE V.

Quand les Cavaliers ou Soldats d'une Compagnie ne se trouveront point Habillez, Armez & Montez comme il convient, lesdits Commissaires retiendront les appointemens des Capitaines dès le premier jour que les Compagnies arriveront, jusqu'à ce que lesdits Cavaliers ou Soldats soient mis en état de bien servir; l'intention de Sa Majesté étant à l'égard des Suisses, que lesdits Commissaires retiennent pour la même fin deux cens livres par chacun mois, jusqu'à ce que tous les Soldats dont la Compagnie sera composée, soient bien Habillez & Armez (^b).

^a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 298. Art. XLIX.

^b Du premier Février 1679. T. IV. p. 54.

ARTICLE VI.

Ordonne & enjoint Sa Majesté aux Commissaires de ses Guerres de faire toujours mention dans les premieres Revûes qu'ils feront des Troupes qui se rendront où ils seront départis, des jours qu'elles y seront arrivées, & de quel jour leur payement devra commencer, à peine à ceux qui y manqueront d'être privez d'un mois de leurs Appointemens; Voulant Sa Majesté que les Gouverneurs de ses Villes & Places, & ceux qui seront obligez de signer aux Revûes des Commissaires, refusent de le faire à l'égard de celles qui seront les premieres qui s'y feront des Troupes qui s'y seront renduës, à moins que les jours de leur arrivée n'y soient marquez, & qu'il n'y soit aussi fait mention de quel jour leur payement devra commencer (*).

ARTICLE VII.

Ordonne, veut & entend Sa Majesté, qu'à l'avenir les Extraits des Revûës qui auront été faites de ses Troupes, lesquels contiendront plusieurs feüilles seront signez sur toutes & chacunes lesdites feüilles, tant (par les Gouverneurs des Places, ou en leur absence par ceux qui y commanderont, & par les Majors desdites Places, & dans les Villes & autres lieux où il n'y aura point de Gouverneur ou Commandant, ni de Major, & où il se trouvera des Troupes, par les Maires, Echevins, Consuls ou autres Magistrats desdites Villes & lieux) que par lesdits Commissaires des Guerres qui les auront dressez ; à peine ausdits Officiers & autres qui auront signez lesdits Extraits, & ausdits Commissaires de répondre en leurs propres & privez noms des abus que les Commis des Tresoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres auroient commis.

au fûjet defdits Extraits des Revûës (^a).

ARTICLE VIII.

Lefdits Commissaires , dès le lendemain de leurs Revûës en enverront les Extraits au Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté , ayant le Département de la Guerre , & aux Intendans dans les Départemens desquels ils seront , & les délivreront aussi dès le lendemain au Tresorier de l'Extraordinaire de la Guerre , ou à ses Commis qui seront sur les lieux (^b).

ARTICLE IX.

Veut Sa Majesté que les Commissaires de ses Guerres ne soient assujettis à faire plus d'une Revûë par mois, pour servir au payement de ses troupes (^c) ; & qu'il en soit régulièrement fait trois , pendant la Campagne , aux Troupes d'Armées par lesdits Commissai-

^a, ^b Du 9. Decembre 1681. T. IV. p. 416 &c

^c du premier Fevrier 1679. T. IV. p. 50. & 52.

^e Du 14. Juillet 1702. T. XIII. p. 123.

res des Guerres avec les Directeurs & Inspecteurs Généraux où il s'en trouvera ; la première dans le mois de May, la seconde dans le mois de Juillet, & la troisième dans le mois de Septembre (*).

ARTICLE X.

Sa Majesté défend très-expressement aux Sergens Majors de ses Troupes, soit d'Infanterie ou de Cavalerie & des Places où elles sont & seront en Garnison ; & aux Commissaires de ses Guerres ayant la Police desdites Troupes, ou qui y sont & seront ordonnez, de prendre ni recevoir aucune Paye d'Homme d'armes, Cheval-leger, ni Soldat, sur les payemens qui seront faits ausdites Troupes, soit par les mains des Capitaines ou Commandans des Compagnies, soit par celles de ceux qui feront lesdits payemens, ni autrement, en quelque maniere que ce

* De l'Ordonnance du payement du 15. Août 1707. P. 4.

puisse être, sous prétexte des Ordres que lesdits Sergens Majors peuvent avoir obtenus pour cette fin, lesquels Sa Majesté revoqué, & quelque droit qu'aucuns desdits Commissaires puissent prétendre d'avoir par les Edits de création de leurs Charges, de recevoir ladite Paye, à peine aux uns & aux autres de Concussion; & aux Capitaines ou Commandans des Compagnies qui donneront, ou qui souffriront qu'il soit donné aucune Paye ausdits Sergens-Majors & Commissaires, sur les payemens qui seront faits ausdites Compagnies, d'être cassez. & privez de leurs Charges (*).

ARTICLE XI.

Ordonne, veut & entend Sa Majesté que ceux des Commissaires ordinaires ou Provinciaux de ses Guerres qui se trouveront coupables d'avoir reçu de l'argent des Officiers de ses Troupes ou avoir

* Du 2, Janvier 1663. T. I. p. 187.

fait avec eux en quelque maniere que ce soit des Conventions pour passer dans les Extraits de leurs Revûës les Regimens & Compagnies sur un pied plus fort que l'effectif, ou qui se trouveront les y avoir actuellement passées, soient non seulement punis par la Prison & la Privation de leurs Emplois, mais encore par la perte réelle de leursdits Offices de Commissaires Ordinaires ou Provinciaux de ses Guerres, lesquels en ce cas Sa Majesté déclare dès à present comme pour lors être confisquez à son profit (*).

ARTICLE XII.

Veut & entend en outre Sa Majesté que ceux des Commandans, Majors, Capitaines ou autres Officiers de ses Troupes qui auront fait de semblables Conventions avec lescits Commissaires de ses Guerres soient cassez de leurs Charges, sans espérance de pour

voir y être rétablis, & soient d'ailleurs condamnés à tenir Prison pendant six mois (^a).

TITRE III.

Du Logement des Gens de Guerre.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne que ses Troupes, tant d'Infanterie que de Gendarmerie, de Cavalerie, de Housfarts & de Dragons, qu'Elle fera demeurer en Quartier-d'hiver dans les Villes & lieux de ses Provinces Frontières, n'y auront que le simple Logement ; & que dans celles desdites Villes & lieux où les Troupes ont accoutumé de loger chez les Habitans, il ne leur sera donné que le Couvert avec des Lits garnis de linceüls, places au feu & à la chandelle de l'Hôte selon sa commodité, sans luy demander autre chose, sur peine

aux Officiers de Concussion, d'être cassés & privez de leurs Charges ; & aux Gendarmes , Cavaliers , Houffarts , Dragons & Soldats , de la vie (a).

ARTICLE II.

Que les Troupes qui demeureront en Italie , en Espagne & dans les Pais-Bas qui appartiennent au Roy Catholique , se contenteront des Logemens qui leur seront ordonnez par ceux qui y commandent , sans exiger quoyque ce soit au-delà de ce qui sera porté par leurs Ordres , & qu'elles suivront aussi ce qui leur sera ordonné par les Officiers Généraux que Sa Majesté fera demeurer avec lesdites Troupes pour les commander ; auxquels Elle ordonne de tenir soigneusement la main à ce qu'elles vivent dans lesdits Pais en si bonne Discipline & Police qu'Elle n'en puisse recevoir de plainte (b).

a. b De l'Ordonnance du premier Octobre 1706. p. 2.
2. & 4.

ARTICLE III.

Les Logemens seront faits par les Majres & Echevins des Villes , & aux lieux où il n'y en aura point, par les Syndics ou principaux Habitans ayans soin des affaires de la Communauté ; & pour les Villes & Places où il y a des Gouverneurs, en leur presence , ou s'ils sont absens , en presence des Lieutenans ou autres Commandans ; comme aussi en presence de l'Intendant , ou autre Officier étant dans la Province ou Généralité , pour le fait des Troupes , se trouvant sur les lieux ; & toujours avec le Commissaire à la conduite , s'il y est present ; lequel visitera toutes les maisons avec eux , & tiendra un Contrôle des Logemens de son côté , & lesdits Echevins un du leur (^a).

ARTICLE IV.

Les Billets des Logemens seront mis és mains des Maréchaux des

^a Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 30. Art. xix

Logis des Troupes par les Officiers des Villes ou principaux Habitans des autres lieux ; sans que lesdits Maréchaux des Logis, ni aucuns autres Officiers ayans Charge dans les Troupes se puissent ingérer des Logemens , à peine d'interdiction de leurs Charges (^a).

ARTICLE V.

Lesdits Billets contiendront le nombre d'Officiers & de Soldats qui logeront en chacune Maison , où il ne pourra être mis moins de deux Soldats , soit de cheval ou de pied, lesquels ne pourront prendre qu'un lit & qu'une seule Chambre , ou autre lieu , selon la commodité de l'Hôte (^b).

ARTICLE VI.

Et lorsque les Troupes augmenteront , les Commissaires à la conduite , avec les Maires & Echevins ou principaux Habitans , enregistreront les Soldats que l'Officier qui commandera la Troupe

^a, ^b Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 30. & 31. Art. xix.

Livre II. Titre III. 67

leur presentera ; ensuite leur donneront un Billet de Logement signé d'eux , ensemble des Maires , Echevins & Habitans , suivant lequel les Soldats seront reçûs : & s'il survient des Officiers qui n'ayent été presens lors de l'affiette du Logement ; ils seront logez par Billets , expediez en la même forme ; & si le Commissaire à la conduite est absent , les Maires & Echevins & principaux Habitans , expedieront eux seuls lesdits Billets ; & au retour dudit Commissaire , ils luy donneront un Rolle signé & certifié d'eux , de tout ce qui sera arrivé d'Officiers & de Soldats à la Garnison pendant son absence (*).

ARTICLE VII.

Il n'y aura aucun Habitant Exempt de Logement , hors les Ecclesiastiques , les Gentilhommes faisant profession des Armes , les Chefs des Compagnies d'Officiers Royaux , comme Presidents,

* Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 31. Art. XII.

& Lieutenans Généraux & Particuliers, Civils & Criminels, les Gens du Roy, des Siéges Présidiaux & Royaux, les Maires & Echevins, Receveurs des Tailles & Taillon, Commis de Fermiers des Gabelles, Traites Foraines ou autres Fermiers, Tresoriers ou Receveurs Généraux & Particuliers étant en Exercice & ayant le maniment actuel des Deniers de Sa Majesté (*).

ARTICLE VIII.

Elle ordonne que l'Article précédent sera exécuté selon sa forme & teneur ; & ce faisant que tous pretendus Privilegiez, qui par ledit Article ne doivent point jouir de l'Exemption de Logement de Gens de Guerre, y seront sujets, nonobstant tous jugemens & Arrests par eux obtenus au contraire, même à leurs Titres & prétendus Privileges d'Exemption dudit Logement de Gens de Guerre, les-

* Du 4. Novembre 1651, T. 1. p. 32. Art. xx.

Livre II. Titre III. 69

quels Sa Majesté à cet égard seulement déclare nuls (^a); Sa Majesté entendant qu'il n'y ait seulement que ceux qui doivent être Exempts du Logement de ses Troupes, suivant le précédent Article, qui en soient exceptez (^b).

ARTICLE IX.

Les Logemens étant assis ne pourront être changez que par l'ordre du Commissaire à la conduite, avec l'avis des Maires & Echevins ou principaux Habitans, desquels changemens ledit Commissaire signera les Billets avec lesdits Maires & Echevins, à faute de quoy il n'y fera point déferé (^c).

ARTICLE X.

Et en cas que lesdits Officiers des Villes ou principaux Habitans des autres lieux, exemptent quelque maison sujette à Logement, Sa Majesté veut que le Commissaire à la conduite expedie ses Billets,

^a Du 15. Novembre 1670. T. 111. p. 509.

^b Du 23. Decembre 1605. T. x. p. 255.

^c Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 32. Art. xx.

pour y faire loger ceux que besoin sera, lesquels seront reçûs és maisons qu'il cottera en ses Billets, à peine aux refusans de trente livres d'amende, dans les Villes, & de dix livres aux autres lieux; ladite amende applicable à l'Hôpital du lieu (*).

ARTICLE XI.

Et en cas de difficulté sur ce sujet & en tout ce qui concerne les Logemens, le Gouverneur de la Province ou Lieutenant Général pour Sa Majesté en icelle ou en l'Armée, ou bien l'Intendant ou Officier, ayant la direction de la Police des Gens de Guerre en la Province ou Généralité, en jugera souverainement, & lesdits Officiers de la Justice, déclarez Exempts seront obligez de tenir la main à l'exécution de ce qui sera ordonné en conséquence du présent Article, à peine d'être privez de ladite Exemption (b).

*. b Du 4. Novembre 1551. T. 7. p. 33. Art. 11.

ARTICLE XII.

Sa Majesté donne pouvoir audit Commissaire à la conduite de faire Loger des Gens de Guerre chez ceux qui par connivence ou autrement, souffriront qu'il soit commis quelque abus au fait des Logemens après qu'ils en auront reçu plainte (a).

ARTICLE XIII.

Sa Majesté veut & entend que lesdits Commissaires prennent leur Logement immédiatement après celui du Commandant de la Troupe qu'ils conduiront, soit d'Infanterie ou de Cavalerie, tant es lieux de Passage, qu'en ceux de Sejour & de Garnison (b).

ARTICLE XIV.

Sa Majesté ordonne, que les Troupes d'Infanterie de ses Armées, qui sont & seront en Garnison dans les Citadelles, Châteaux, & Places Fortes, dans les

a Dn 4. Novembre 1651. T. 1. p. 34. Art. xxv.

b Dq 25. Juillet 1665. T. 1. p. 303. Art. LVII.

quels il se trouvera des Troupes de Garnison ordinaire , ou Morte-payes entretenues , auront le choix des Logemens (^a).

ARTICLE XV.

Que les Officiers des Compagnies d'Infanterie servans dans les Villes , Citadelles , Châteaux , Forts & Réduits , prendront le Logement pour eux & leurs Compagnies , suivant l'ancienneté des Corps dont ils seront ; ceux des Corps les plus anciens choisissant lesdits Logemens préféablement aux autres (^b).

ARTICLE XVI.

Que les Capitaines réformez d'Infanterie , de Cavalerie & de Dragons auront Logement dans les Garnisons & Quartiers où se trouveront les Compagnies à la suite desquelles ils auront été mis par les Ordres de Sa Majesté , & dans les lieux portez par ses Rou-

^a , ^b Du 25. Juill. 1665. T. 1. p. 291. & 293.
Art. XLII. & XLI.

res, après les Capitaines en pied,
& les Lieutenans Réformez après
les Lieutenans en pied (°).

TITRE IV.

*Des Taux qui seront mis aux
Vivres; du Pain de Munition,
& des Fourrages qui seront
fournis aux Troupes en Garni-
son.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, veut
& entend, que tous Chefs,
Officiers & Soldats, tant de cheval
que de pied, seront obligez de
payer de gré à gré les Vivres & au-
tres choses qui leur seront four-
nies, soit dedans ou dehors le
Royaume, à peine aux Officiers
de Concussion, & aux Soldats de
la vie (°).

° Du 25. Octobre 1684. T. v. p. 136. Art. 17. &
p. 141. Art. 111,

° Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 22. Art. xiv.

ARTICLE II.

Et pour leur donner moyen de les payer sans qu'il y surviennne aucune contestation ni difficulté, il sera mis Taux aux Vivres, suivant le prix des trois derniers Marchez passez avant l'entrée des Troupes dans la Garnison, & ce par les Intendans ou autres Officiers ayans la Direction du Payement & de la Police des Troupes dans les Provinces ou Généralitez; ou en leur absence, par les Commissaires aux conduites, le tout avec les Maires & Echevins des Villes, Syndics ou principaux Habitans des autres lieux, qui seront tenus de leur donner connoissance dudit prix, pour mettre ledit Taux, & les Habitans de fournir les Vivres aux Gens de Guerre en conformité d'iceluy Taux (*).

ARTICLE III.

Veut Sa Majesté, que les contrevenans soient punis par amien-

des , & autres peines que le cas pourra requérir : comme aussi qu'à faute par quelque Chef ou Officier des Troupes que ce soit , & de quelque qualité qu'il puisse être , de payer les Vivres suivant ledit Taux , il soit arrêté sur le champ , & soit procédé contre luy selon l'exigence du cas (*).

ARTICLE IV.

Et à l'égard du Soldat à pied ou à cheval qui aura notablement contrevenu , Sa Majesté entend & ordonne qu'il soit puni exemplairement , & que tous les dommages qui seront commis par un ou plusieurs Soldats de cheval ou de pied d'une Compagnie , soit pour avoir exigé quelque chose sans payer, ou autrement , soient réparez aux dépens du Chef ou de l'Officier qui la commandera ; & s'il n'en a pas le moyen, que celui qui commandera le Régiment en soit tenu ; & que la valeur des choses prises par

* Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 21. Art. xiv.

eux , ou ceux qui seront sous leurs Charges , sans payer , ou de leurs degats & dommages , soit rabatuë sur le payement , tant des appointemens , que de l'ustencile des Chefs des Corps , & des Officiers qui commanderont les Compagnies ; & que si leurs appointemens ne suffisent , ils en répondent , & en soient poursuivis en leurs biens , tant à la diligence desdits Officiers étans dans les Provinces & Généralitez pour tenir la main au payement & à la Police des Troupes , & des Commissaires à leur conduite , que des Baillifs , Senéchaux , Prévôts , Juges ou leurs Lieutenans ou autres Officiers Royaux (*).

ARTICLE V.

Et Sa Majesté voulant témoigner en toutes occasions à ses Peuples , le soin qu'Elle veut prendre de leur soulagement ; Sa Majesté défend très - expressement à tous Sergens-Majors & autres Officiers

* Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 23. Art. xiv.

Majors de ses Places , de lever , prendre ni exiger aucune chose généralement quelconque , soit en argent ou en espèce , sur les Vins , Bieres ou autres denrées qui se consommeront dans les Villes & Places , ou qui entreront ou sortiront d'icelles ; ni même d'obliger les Bouchers à leur donner les Langues des Bœufs, Moutons, Porcs & autres Bestiaux qu'ils tuëront dans lesdites Villes , le tout sur peine de Concussion & d'être contraints à la restitution de la valeur de ce qu'ils auroient exigé au préjudice du contenu au présent Article (*).

ARTICLE VI.

Sa Majesté ordonne , qu'à commencer du premier jour de May & jusqu'au dernier Octobre ensui vant , les Mupitionnaires Généraux de ses Armées fourniront une Ration de Pain de munition du poids de vingt-quatre onces cuit & rassis entre bis & blanc, à chaque

* Du 24. Decembre 1663. T. I. p. 238.

Brigadier, Carabinier, Cavalier, Houffart, Dragon, Sergent, Haute-paye, Soldat, Trompette, Timbailier, Fiffre, Hautbois & Tambour de ses Troupes d'Infanterie, de Cavalerie & de Dragons, Françoises, & Etrangères qui seront en Garnison dans les Places Frontieres pendant la Campagne; comme à ceux des Troupes d'Infanterie, de Cavalerie & de Dragons, Françoises & Etrangères qui se trouveront dans les Places qui appartiennent au Roy d'Espagne dans les Païs-Bas: Pour laquelle Ration de Pain de munition il leur sera déduit à chacun sur leur Solde deux sols par jour, que le Tresorier Général de l'Extraordinaire des Guerres retiendra en ses mains, sans que lesdites Troupes pour quelque cause que ce soit, puissent se dispenser pendant ledit tems de recevoir le Pain qui leur sera fourni, à peine aux Officiers qui souffriront que ceux de leurs Compagnies y fassent quelque refus d'être cassez

& privez de leurs Charges (^a).

ARTICLE VII.

Sa Majesté a réglé que la Ration du Fourrage qui sera fournie à toutes les Troupes de Gendarmerie, de Cavalerie, de Houffarts, & de Dragons pendant l'Hyver, dans les lieux où elles seront logées, sera composée, de quinze livres de foin & cinq livres de paille, ou de dix-huit livres de foin sans paille où il n'y en aura point, & des deux tiers d'un Boisseau d'avoine mesure de Paris, dont les vingt-quatre Boisseaux font le Séprier de ladite mesure de Paris (^b).

ARTICLE VIII.

L'intention de Sa Majesté est aussi de faire fournir du Fourrage aux Officiers de ses Troupes d'Infanterie qu'Elle destine pour servir en Campagne, afin de leur donner moyen d'entretenir leurs Equipages pendant l'hyver, & Elle a

^a De l'Ordonnance du 10. Avril 1707. p. 3.

^b De l'Ordonnance du premier Octobre 1706 p. 4.

réglé que la Ration de ce Fourrage fera de douze livres de foin & huit livres de paille, ou de seize livres de foin sans paille, & d'un demi Boisseau d'avoine mesure de Paris (^a).

ARTICLE IX.

Veut Sa Majesté que les susdites fournitures de Fourrage soient régulièrement faites à la Gendarmerie, à la Cavalerie, aux Hôussarts & aux Dragons, & ausdits Officiers d'Infanterie du jour que les Troupes entreront en Quartier d'hyver, & qu'elle leur soit continuée jusqu'au temps qu'elles se mettront en Campagne (^b).

ARTICLE X.

Défend très-expressément Sa Majesté aux Officiers, Gendarmes, Cheval-legers, Cavaliers, Hôussarts & Dragons de demander aux Gardes - Magazins & Entrepreneurs de la fourniture des Fourra-

^{a, b} Del'Ordonnance du premier Octobre 1706,
p. 8. & 9.

ges une plus grande quantité de Rations que celle marquée par les Ordonnances de Sa Majesté & & ausdits Officiers soit de Gendarmerie, soit de Cavalerie, de Houffarts ou de Dragons, de rien diminuer sur les Rations cy-dessus ordonnées pour la subsistance du Cheval du Gendarme, Chevauleger, Cavalier, Houffart ou Dragon, pour le donner à leurs Chevaux, ou pour le convertir en argent, à peine ausdits Officiers d'être cassez & privez de leurs Charges; & aux Gendarmes, Chevaulegers, Cavaliers, Houffarts & Dragons, de la vie (*).

ARTICLE XI.

Défend aussi Sa Majesté aux Gardes - Magazins & Entrepreneurs de convertir aucunes desdites Rations de Fourrage en argent, à moins que lesdits Gardes-Magazins & Entrepreneurs n'en ayent Ordre par écrit des Inten-

* De l'Ordonnance du premier Octobre 1706. p. 10.

dans, sur peine de la vie ; & ausdits Officiers, Gendarmes, Chevaulegers, Cavaliers, Houffarts & Dragons, d'entrer avec eux en aucune composition là-dessus, à peine aux Officiers d'être cassez, & aux Gendarmes, Chevaulegers, Cavaliers, Houffarts & Dragons des Galères (^a).

ARTICLE XII.

Fait en outre Sa Majesté très-expresses défenses ausdits Officiers, Gendarmes, Chevaulegers, Cavaliers, Houffarts & Dragons, de vendre aucun Fourrage ; & aux Habitans des Villes & lieux où ils feront logez & des environs d'en acheter d'eux, sur les mêmes peines ausdits Officiers d'être cassez ; & aux Gendarmes, Chevaulegers, Cavaliers, Houffarts & Dragons, des Galeres, & sur peine audits Habitans de trois cens livres d'amendes (^b)

^a, ^b Del'Ordonnance du 1. Octobre 1706. p. 101.

TITRE V.

De l'Obéissance dûë aux Gouverneurs ou Commandans des Places, par les Troupes qui y seront en Garnison.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne que tous Chefs & Officiers de ses Troupes, & ceux étans sous leurs Charges, reconnoîtront les Gouverneurs des Places où ils seront en Garnison, ou les Commandans en icelles, ayans Commission expresse de Sa Majesté, & qu'ils obéiront à leurs ordres sans difficulté (a).

ARTICLE II.

Qu'en l'absence desdits Gouverneurs, ils reconnoîtront pareillement les Lieutenans pour Sa Majesté ésdites Places, & obéiront à leurs ordres, tout ainsi & en la

^a Du 11. Octobre 1661. T. 1. p. 118. Art. 1.

même manière qu'ausdits Gouverneurs , s'ils y étoient presens (^a).

ARTICLE III.

Que si , lors de l'absence du Gouverneur ou du Lieutenant de Sa Majesté dans une Place , le Sergent-Major d'icelle se trouve avoir Commission ou Ordre exprès de Sa Majesté pour y commander ; son intention est, que tous les Officiers & Soldats qui y seront en Garnison , le reconnoissent & luy obéissent , tout ainsi qu'ils feroient audit Gouverneur ou Lieutenant pour Sa Majesté , s'ils y étoient presens , sur peine de des-obéissance (^b).

ARTICLE IV.

Que lorsque le Gouverneur ou Commandant dans une Place , ou le Lieutenant pour Sa Majesté , en son absence, ou que le Sergent-Major de leur part ordonnera aux Officiers des Troupes y étans en

^a , ^b Du 12. Octobre 1661. T. 1. p. 118. Art. 3.
& p. 119. Art. 111.

Garnison , de faire prendre les Armes à leurs Soldats , & de les mettre en Bataille , soit pour faire Revûe ou autrement, ou de détacher des Hommes commandez de leurs Corps & Compagnies, pour quelque occasion que ce puisse être ; lesdits Officiers y satisfairont sans delay ni difficulté , & sans que ledit Gouverneur ou Commandant ou Lieutenant de Sa Majesté ou Sergeant-Major , soient tenus de leur rendre raison du sujet de ce Commandement ni de s'en expliquer(*).

ARTICLE V.

Et comme il n'est pas possible de prévoir toutes les difficultez & différends qui peuvent naître journellement entre les Officiers-Majors de ses Villes & Places, & ceux de ses Troupes y étans en Garnison : Sa Majesté veut & entend, qu'en cas qu'il en arrive qui n'ayent point été décidez par le present Réglement ni par les précédens,

* Du 12. Octobre 1661. T. 1. p. 123. Art. XI.

auxquels il n'est point dérogé par celui-cy, ils soient réglez par provision par les Gouverneurs, Lieutenans de Sa Majesté ou Commandans pour Elle dans ses Places, lesquels seront tenus d'en avertir incessamment Sa Majesté, laquelle enjoint à tous lesdits Officiers de s'y conformer jusques à nouvel Ordre de Sa Majesté, sur peine de des-obéissance (^a).

TITRE VI.

*De la Discipline des Troupes en
Garnison dans les Citadelles,
Châteaux, Forts ou Réduits.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, veut & entend, que les Officiers des Troupes d'Infanterie qui seront en Garnison dans les Citadelles, Châteaux, Forts ou Réduits,

^a Du 25. Juillet 1665. T. 2. 303. Art. LVIII.

n'en pourront sortir avec leurs Compagnies ou partie d'icelles, quelques ordres qui leur en soient donnez par les Gouverneurs ou Lieutenans Généraux des Provinces, ou par les Gouverneurs particuliers des Villes, Lieutenans ou Commandans en icelles, s'ils n'en ont Ordre exprès de Sa Majesté, ou que ce soit pour servir dans les Villes ou lesdites Citadelles, Châteaux, Forts ou Réduits, sont attachez, en quelque occasion pressante au service de Sa Majesté, à peine ausdits Chefs & Officiers de des-obéissance & d'être cassez (*).

ARTICLE II.

Et Elle ordonne, veut & entend, qu'à l'avenir il demeure toujours dans lesdites Citadelles, Châteaux & Forts, le tiers des Officiers qui ne seront pas de garde (b).

ARTICLE III.

Que lesdits Officiers pour s'ac-

* Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 290. Art. XXIX.

b Du premier Mars 1687. T. VI. p. 24.

commoder ensemble la-dessus, se trouvent un jour de la semaine chez le Commandant de la Place, ou tous les jours au soir, s'il le juge à propos, qu'en sa presence il soit fait un Rôle qu'il gardera de ceux qui y devront demeurer, quoyqu'ils ne soient pas de garde (a).

ARTICLE IV.

Que s'ils contreviennent à ce dont il seront ainsi convenus, ils soient mis prisonniers pour quinze jours pour la premiere fois; & que s'ils retombent une seconde fois, dans la même faute, ils demeurent dans la prison jusqu'à nouvel Ordre de Sa Majesté (b).

ARTICLE V.

Que lesdits Officiers ne pourront donner Congé à leurs Soldats pour découcher des Garnisons, sans la permission des Gouverneurs ou Commandans; lesquels ne pourront pareillement donner

a, b Du premier Mars 1687. T. vi. p. 24.

ladite Permission sans une nécessité absolüe , sur peine aux uns & aux autres de répondre du préjudice que le service de Sa Majesté en pourroit recevoir (^a).

TITRE VII.

Des Congez qui pourront être accordés aux Officiers, Soldats, Cavaliers & Dragons, dans les Places ; & des Partys qui en sortiront.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne, veut & entend que nul Officier ne pourra coucher hors de la Place ou lieu de Garnison , ni même sortir d'iceluy , sans la permission expresse du Gouverneur ou Commandant ; comme aussi qu'il ne pourra donner Congé à aucun

^a Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 291. Art. XL.

Soldat sans son gré & consentement (4)

ARTICLE II.

Défendant très-expressément Sa Majesté aux Cavaliers, Dragons & Soldats des Troupes qui seront mis dans les Villes & Places Frontières où la Gabelle n'est point établie, de sortir desdites Villes & Places sans Congé exprès par écrit des Commandans en icelles; lesquels ne les leur accorderont point sans une nécessité du service ou quelque besoin pressant, afin d'empêcher qu'ils ne puissent aller commettre le Faux-Saunage, à peine ausdits Cavaliers, Dragons & Soldats qui en seront sortis sans ledit Congé, pour la première fois de trois jours de prison, de quinze en cas de récidive, & pour la troisième fois d'être punis comme Deserteurs (5).

ARTICLE III.

Sa Majesté entend que les Com-

^a Du 12. Octobre 1661. T. 1. p. 130. Art. xxxviii.

^b Du 31. Juillet 1698. T. II. p. 29.

mandans des Provinces & des Places où les Regimens de Cavalerie ou de Dragons sont en Quartier - d'hyver , ne puissent donner Congé aux Capitaines & aux autres Officiers desdits Regimens qui y dévront être présens, que pour quinze jours , & qu'à un Capitaine de chaque Regiment à la fois , pour aller acheter des Chevaux & autres choses pour leurs Compagnies , & que jusqu'à ce que le Capitaine qui aura eu Congé y soit retourné , aucun autre Capitaine du même Regiment n'en puisse partir ; qu'il en soit usé du même pour les autres Officiers des Compagnies , & que tout Officier qui outre-passera le temps qui luy sera prescrit , telle raison ou excuse qu'il en donne , soit mis en prison sans qu'on le puisse mettre en liberté que par Ordre de Sa Majesté (^a).

^a De l'Ordonnance du 4. Septembre 1706. p. 54.

ARTICLE IV.

L'intention de Sa Majesté est aussi, que lesdits Commandans des Provinces & des Places ne puissent donner Congé aux Capitaines des Régimens d'Infanterie qui y seront en Garnison ou en Quartier-d'hyver & qui y devront être présents, que pour quinze jours, & qu'à un Capitaine à la fois de chaque Bataillon, & que jusqu'à ce que le Capitaine y soit retourné, aucun autre Capitaine du même Bataillon n'en puisse partir : Que s'il arrive qu'un Capitaine outre-passe le temps qui luy aura été accordé, telle raison ou excuse qu'il en donne, il soit mis en Prison, & ne puisse être mis en liberté que par Ordre de Sa Majesté (*).

ARTICLE V.

Sa Majesté déclarant qu'aucun Capitaine de ses Troupes, tant d'Infanterie que de Cavalerie & de Dragons, ne pourra abandon-

* De l'Ordonnance du 4. Septembre 1706. p. 71

ner la Compagnie , en quelque temps que ce puisse être , sans le consentement de Sa Majesté ; que ceux qui les quitteront après la Campagne à cause de leurs incommoditez ou autrement , ne seront pas obligez de les remettre en état de servir ; mais que s'il arrive que des Capitaines , qui ayant reçu les avantages du Quartier - d'hiver ou en partie , se retirent sans avoir fait les réparations nécessaires à leurs Compagnies , ils seront contrainsts par emprisonnement de leurs personnes à les rétablir ; l'Intention de Sa Majesté étant qu'ils tiennent Prison jusques à ce qu'ils y aient entièrement satisfait (⁴).

ARTICLE VI.

Elle veut que lorsque les Commissaires des Guerres feront leurs Revûës , desdites Troupes d'Infanterie , de Cavalerie & de Dragons , ils marquent sur un Etat particulier qu'ils joindront aux Ex-

traits desdites Revûës , les noms des Officiers qui seront presens & de ceux qui seront absens , mettant à côté des noms des absens, depuis quel temps ils le seront , si ce sera en execution des Ordonnances de Sa Majesté concernant les Congez par Semestre ou autrement , & le lieu de la demeure de ceux qui se trouveront absens au préjudice de leur devoir , afin que Sa Majesté en les faisant casser , puisse aussi donner ses Ordres pour les faire arrêter (^a).

ARTICLE VII.

Sa Majesté ordonne , que nul Party tant d'Infanterie que de Cavalerie ou de Dragons, ne pourra sortir de ses Places qu'avec un Passeport du Gouverneur ou Commandant , signé & cacheté de ses Armes, & en moindre nombre que de celui de vingt-cinq Hommes (^b)

^a De l'Ordonnance du 4. Septembre 1706. p. 6. & 7.

^b De l'Ordonnance du premier Avril 1707. p. 3. & 4.

ARTICLE VIII.

Veut Sa Majesté, que les Cavaliers, Dragons & Soldats des Garnisons de ses Places & de celles de ses Ennemis, qui seront rencontrés en moindre nombre que celui marqué cy-dessus, soient arrêtés & condamnés aux Galères par le Conseil de Guerre (^a), & y soient envoyés incessamment (^b).

ARTICLE IX.

Défend à cette fin Sa Majesté aux Gouverneurs ou Commandans dans ses Places, de réclamer les Soldats, Cavaliers & Dragons, qui seront pris par les Troupes Ennemies, lesquels n'auront point de Passeport, ou en ayant un se seront trouvés en moindre nombre que celui prescrit par l'Art. VII. cy-dessus; l'Intention de Sa Majesté étant, qu'ils les laissent à la disposition des Gouverneurs des Places Ennemies, pour en dispo-

^a De l'Ordonnance du 1. Avril 1707. p. 4.

^b Du 15. de Février 1689. T. VI. p. 175.

96 *Code Militaire.*
ser comme bon leur semblera (^a).

ARTICLE X.

S'il arrive néanmoins que les Partis soient d'un nombre plus considérable que de vingt - cinq Hommes , & que le Commandant du Party trouve à propos d'en faire un détachement ; en ce cas il ne le pourra faire d'un nombre moindre que de quinze Hommes avec un Officier subalterne , auquel il donnera le double de son Passeport signé de même du Gouverneur ou Commandant de la Place dont il sera sorti , & cacheté de ses Armes (^b).

a , b Del'Ordonnance du premier Avril 1707-p. 46

LIVRE



LIVRE TROISIEME.

I. Des différentes Gardes que l'Infanterie aura à faire dans les Villes, Places & autres lieux de Garnison, pour la seureté d'iceux ; & chez les Princes , Maréchaux de France , & autres Personnes de qualité convenable à en avoir.

II. De l'Ordre & du Mot.

III. Des Rondes qui seront faites autour des Remparts.

IV. De la seureté des Munitions de Guerre ; propriété des Magazins ; & de la Charge des Canons aux occasions des Salves & des Réjoissances.

V. Du moyen d'empêcher la ruine des Coprs de Garde, Cazernes & Fortifications des Places.

VI. Des Travaux des Soldats aux Fortifications des Places ; & du moyen de prévenir tous les abus & malversations au fait des ouvrages desdites Fortifications.

TITRE PREMIER.

Des différentes Gardes que l'Infanterie aura à faire dans les Villes, Places, & autres lieux de Garnison pour la seureté d'eux ; & chez les Princes, Maréchaux de France, & autres Personnes de qualité convenable à en avoir.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ veut & entend, que l'ordre qui aura été éta-

bli pour la Garde de ses Places, par les Gouverneurs, Lieutenans ou Commandans pour Sa Majesté, ne puisse être changé par ceux qui se trouveroient commander dans lesdites Places, lorsque lesdits Gouverneurs, Lieutenans ou Commandans seront obligez pour des affaires particulieres de s'en absenter, pourvû toutesfois qu'ils n'en découchent point (4).

ARTICLE II.

Ordonne Sa Majesté, que chaque Compagnie d'Infanterie sera divisée en trois Escotades; lesquelles monteront la Garde l'une après l'autre, chacune à son jour, enforte que de trois jours l'un, chaque Officier & Soldat de ladite Compagnie, soit de Garde (5), & que pour la Garde de chaque Place, le tiers de la Garnison soit toujours employé: Sa Majesté déclarant qu'en cas qu'il y soit contreve-

4 Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 168. Art. 2.

5 Du 12. Octobre 1661. T. I. p. 125. Art. xv.

nu, Elle en rendra les Gouverneurs de ses Places, & en leur absence, ceux qui y commandent, responsables en leurs propres & privez noms (^a).

ARTICLE III.

Ordonne en outre Sa Majesté, qu'aucune Escoïade des Compagnies qui seront détachées chaque jour pour monter la Garde dans les Places ne pourra prétendre d'avoir un Poste fixe, bien que la Compagnie dont l'Escoïade auroit été détachée, fut d'un Corps plus ancien, ou fut commandée par un Officier principal, qui eût Commandement sur les autres; entendant Sa Majesté que toutes tirent au Sort pour les Postes qu'elles devront garder (^b).

ARTICLE IV.

Quant aux Escoïades qui ne seront par de Garde, & lesquelles, en cas d'Allarme, ont accoûtumé

^a Du 22. Août 1666, T. 1. p. 408.

^b Du 25. Juillet 1665, T. 1. p. 281. Art. xxvii.

de se rendre aux Drapeaux , ou devant le Logis de l'Officier commandant la Compagnie : Sa Majesté trouve bon , pour éviter toute surprise , que les Gouverneurs ou Commandans dans les Places, puissent assigner ausdites Escouades des Postes fixes , auxquels , audit cas d'Allarme , elles ayent à se rendre , sans perte de temps , ni aller ailleurs (*).

ARTICLE V.

Comme il reste en aucunes Places des Troupes de Garnison ordinaire , & qu'elles pourroient avoir differend avec celles d'Armée qui y sont en Garnison , pour ce qui concerne le Service : Sa Majesté ordonne , que les Gardes seront faites en chacun des Postes où il y en devra avoir , par ceux des Troupes d'Armée, conjointement avec celles desdites Garnisons ordinaires ; Sa Majesté entendant , que pour cette fin les Troupes de

* Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 285. Art. xxx.

ladite Garnison ordinaire , aussi bien que celles d'Armées , qui devront monter la Garde, soient chacune partagées en autant de portions qu'il y aura de Corps de Garde à fournir , en sorte qu'en chacun d'iceux il y ait des Troupes d'Armées & des Troupes de la Garnison ordinaire (^a).

ARTICLE VI.

Sa Majesté ordonne, que le Major de chaque Place prendra également dans tous les Bataillons qui en composeront la Garnison, les Officiers nécessaires pour y monter la Garde chaque jour , & ce à proportion du nombre d'Officiers d'un même rang qu'il y aura dans chaque Bataillon , presens à la Garnison en état de faire le Service , en sorte qu'aucun Officier ne monte point deux fois la Garde , que tous ceux de la Garnison ne l'aient montée une fois (^b) sans

^a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 292. & 293.
Art. XLII.

^b Du 10. Octobre 1683. T. 17. p. 470.

que les Officiers des plus anciens Régimens puissent prétendre les devoir faire les premiers , & préféralement aux Officiers des Corps moins anciens que ceux dont ils seront (^a).

ARTICLE VII.

Les Capitaines des Compagnies qui tiennent Garnison dans les Places , rouleront avec les Officiers Subalternes desdites Compagnies , pour les Gardes qu'ils y auront à faire , & que lesdits Capitaines relèveront les Lieutenans ou Enseignes qui devront sortir de Garde , lorsqu'ils y entreront , s'il n'est que , dans les Places où il n'y aura que deux Compagnies , les Capitaines d'icelles aiment mieux faire la Garde de deux jours l'un (^b).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté ordonne que dorénavant dans ses Villes & Places où

^a Du 23. Juillet 1668. T. 2. p. 128.

^b Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 81. Art. xxvi.

il y a des Troupes en Garnison, les Gardes seront montées ; sçavoir , en Hyver à trois heures, & en Eté à quatre heures après midy ; auquel temps Elle veut & entend, que les Officiers & Soldats qui devront monter la Garde , s'y trouvent presens , à peine ausdits Officiers d'interdiction de leurs Charges , & aux Soldats de punition exemplaire (^a).

ARTICLE IX.

Sa Majesté ordonne , veut & entend aussi , que tous les Officiers de ses Troupes d'Infanterie , soit Capitaines , Lieutenans ou Enseignes, montent la Garde en Personne dans lescdites Places (^b), & ce avec les Hauffecol & l'Esponton à la main (^c) sans qu'aucun s'en puisse dispenser pour quelque cause, occasion , & sous quelque prétexte que ce puisse être , non pas même quand il se trouveroit qu'il

^a Du 18. Novembre 1680. T. IV. p. 236.

^b Du 22. Aoust. 1666. T. I. p. 407.

^c Du 25. Juiller 1665. T. I. p. 280. Art. XXII.

n'y auroit pas assez de Capitaines dans lefdites places pour se relever l'un l'autre, & qu'ils le deussent être par des Officiers Subalternes (^a) sur peine de des-obéissance (^b).

ARTICLE X.

Sa Majesté veut que les Escotians des étans montées en Parade sur la Place d'Armes, tireront au Sort pour les Postes où elles devront monter la Garde, & que les Officiers & Sergens la monteront de même en ceux qui leur seront échus par le Sort (^c), sans que sous prétexte de l'ancienneté du Corps ou Compagnies, ou pour quelque autre cause & occasion que ce soit, aucuns puissent prétendre devoir avoir un Poste-fixe, & le pouvoir choisir (^d); à peine aux Officiers qui auront changé de Postes les uns contre les autres, d'é-

^a Du 22. Août 1666. T. 1. p. 407.

^b Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 280. Art. xxii.

^c Du 25. Octobre 1680. T. 1. p. 126.

^d Du 12. Octobre 1661. T. 1. p. 125. Art. xvi.

tre mis en Prison , pour être ensuite cassez sur le compte que le Gouverneur ou Commandant de la Place & le Major d'icelle , seront obligez d'en rendre à Sa Majesté; & à l'égard des Sergens & Caporaux ou Anspessades commandans les Escouïades qui auront changez de Poste , Sa Majesté entend qu'ils soient mis au Conseil de Guerre; & condamnez aux Galeres perpétuelles (*).

ARTICLE XI. •

Ordonne Sa Majesté que les Majors de ses Places tiendront un Registre , sur lequel ils écriront chaque jour aussi-tôt que les Postes auront été tirez , & avant que les Officiers & les Escouïades commencent à marcher en ceux qui leur seront écheus , les Noms des Officiers & Sergens, & les Escouïades qui devront ce jour-là servir en chaque Poste ; dont lesdits Majors délivreront en même temps.

un Extrait signé d'eux , au Gouverneur ou Commandant de la Place (*).

ARTICLE XII.

Sa Majesté ordonne qu'à l'avenir les Soldats de ses Troupes d'Infanterie , seront non seulement obligez , lorsqu'ils se trouveront de Garde , d'avoir leurs Fusils bien chargez , mais aussi de porter & avoir sur eux de la Poudre & du Plomb suffisamment pour tirer au moins encore trois coups , à peine à ceux qui y manqueront d'être mis pour la premiere fois en prison pour huit jours , & sur le Cheval de bois pour la seconde : A quoy Sa Majesté ordonne aux Officiers qui seront de Garde , de tenir la main , sur peine d'interdiction , & aux Majors & Aides-Majors des Places , d'y prendre soigneusement garde pour avertir les Gouverneurs ou ceux qui y commandent , si lesdits Officiers

de Garde y apportoitent quelque négligence (^a).

ARTICLE XIII.

Ordonne aussi Sa Majesté que les Sentinelles seront relevées dans toutes ses Places de deux en deux heures, & aux heures qui seront marquées par les Majors desdites Places, en sorte qu'elles le soient toutes en même temps, à la réserve que pendant les fortes gelées lesdites Sentinelles seront relevées d'heure en heure (^b).

ARTICLE XIV.

Que toutes les Sentinelles qui devront partir d'un Corps de Garde, se mettront en haye devant ledit Corps de Garde un peu auparavant l'heure qu'elles en devront partir ; qu'elles y seront visitées par l'Officier qui y commandera, lequel sortira pour cet effet du Corps de Garde, & n'y rentrera qu'après qu'il les aura veu mettre

^a Du 10 Août 1687. T. VI. p. 44.

^b Du 6. Novembre 1684. T. V. p. 166.

en marche sous la conduite du Caporal ou du l'Anspeffade qui sera de Pose (^a).

ARTICLE XV.

Que toutes leſdites Sentinelles ſuivront ledit Caporal ou Anspeſſade, ſans prendre un plus court chemin pour l'aller attendre aux endroits où elles ſçauront qu'elles devront être poſées ; que celles qui ſeront relevées le ſuivront toutes de même, ſans s'en retourner droit au Corps de Garde, & que lorsque ledit Caporal ou Anspeſſade y arrivera avec toutes leſdites Sentinelles relevées, il n'y rentre point que l'Officier commandant n'en ſoit ſorti pour les y voir rentrer (^b).

ARTICLE XVI.

Veut Sa Maieſté que les Officiers qui manqueront à ſatisfaire ponctuellement à ce qui eſt preſcrit par les trois précédens Articles, ſoient pour la premiere fois inter-

aits pour quinze jours , & privez pendant le même temps de leurs Appointemens ; & pour la seconde , cassez & privez de leurs Charges : Que les Caporaux & Anspessades qui y auront manqué , soient mis en prison pour un mois pour la première fois ; & à la seconde , privez de leurs Places , & remis parmi les Soldats de la Compagnie dont ils seront , pour deux ans ; Et à l'égard des Sentinelles qui se laisseront relever par d'autres que par des Caporaux ou Anspessades , ou qui ne suivront pas lesdits Caporaux & Anspessades , comme il est dit en l'Article précédent , elles soient envoyées aux Galeres (4).

ARTICLE XVII.

Sa Majesté ordonne, que les Officiers des Troupes d'Infanterie qui seront de Garde aux Portes des Places seront tenus de faire battre la Caisse , tant pour la Diane & la

Retraite, que pour l'ouverture & fermeture des Portes (^a), & qu'ils assisteront ausdites ouvertures & fermetures des Portes, sur peine de des-obéissance (^b).

ARTICLE XVIII.

Elle ordonne, veut & entend aussi, que tous les Officiers qui seront de Garde dans ses Places, soient indispensablement obligez de coucher au Corps de Garde sans se des-habiller, ni de le pouvoir quitter (^c) sur peine de des-obéissance (^d) : Voulant Sa Majesté que les Gouverneurs desdites Places, ou ceux qui y commandent en leur absence, comme aussi les Sergens-Majors d'icelles, l'informent très-punctuellement de la moindre contravention qui aura été faite à cet Article ; & qu'ils luy envoient les noms des Officiers qui seront tombez en faute (^e).

a, b, d. Du 25^r Juillet 1669. T. I. p. 280.
Art. xxiv. & Art. xxii.

e. Du 2^e Février 1673. T. IV. p. 253. & 254.

ARTICLE XIX.

Lorsqu'un Maréchal de France , Gouverneur & Lieutenant Général de Province , ou autre Personne de qualité convenable à avoir Garde devant sa Maison , arrivera dans une Place , ladite Garde sera posée & faite par les Officiers & Soldats du premier & plus ancien Régiment qui sera dans ladite Place, lesquels la continuëront pendant tout le temps que ceux , pour lesquels ladite Garde dévra être faite , demeureront dans lesdites Places , & sans qu'ils puissent être relevés par aucun des Officiers & Soldats des autres Corps y étans en Garnison ; si ce n'est qu'il n'y eût qu'une Compagnie dudit Corps plus ancien ou qu'il n'y en eût pas en nombre suffisant , pour la pouvoir continuër ; auquel cas, ladite Garde sera relevée par les Officiers & Soldats des Compagnies du Régiment , qui se trouvera le plus ancien entre les autres Trou-

pes étans en Garnison dans leſdites Places (^a).

ARTICLE XX.

Veut Sa Maieſté, que les Troupes qui ſe trouveront en marche & qui n'auront qu'un ou deux jours de Séjour dans les lieux où elles auront à loger ſuivant leurs Routes, ne fourniront point de Garde pour les Gouverneurs ou Lieutenans Généraux des Provinces qui ſ'y pourront rencontrer, auxquels il n'en fera deu que des Troupes qui y ſeront pour le ſervice de la Place, ou pour y demeurer juſques à nouvel ordre (^b).

ARTICLE XXI.

Sa Maieſté entend, que les Princes du Sang ou Légitimez de France, & les Maréchaux de France, en quelle Ville qu'ils ſe trouvent, où il y aura des Troupes en Garniſon, ayent leur Garde comme elle eſt cy-après ordonnée

^a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 289. & 290.
Art. xxxviii

^b Du 12. May 1696. T. x. p. 346.

174 *Code Militaire.*

pour eux (Liv. VII. Tit. IV.) quand même ils n'y feroient point pour le Service (^a).

ARTICLE XXII.

Un Lieutenant Général qui aura Ordre de Sa Majesté pour commander en Chef dans une Province, aura pour sa Garde cinquante Hommes commandez par un Capitaine sans Drapeau, & les Tambours ne feront qu'appeller (^b).

ARTICLE XXIII.

Les Lieutenans Généraux ou Maréchaux de Camp qui seront Commandans dans une Province sous d'autres Chefs, ou qui n'auront commandement en Chef, que par accident, auront la même Garde qu'ils auroient dans une Armée, comme il est dit cy-après (Liv. VII. Tit. IV. Art. VIII. & X.) (^c).

ARTICLE XXIV.

Le Maréchal de Camp qui commandera en Chef dans une Pro-

vince, par Ordre de Sa Majesté, aura quinze Hommes de Garde avec un Sergent sans Tambour (^a).

ARTICLE XXV.

Le Brigadier qui commandera en Chef dans une Province, par Ordre de Sa Majesté, aura dix Hommes de Garde avec un Caporal sans Tambour; & lorsqu'un Brigadier servira sous un autre Commandant, il ne devra point avoir de Sentinelle (^b).

ARTICLE XXVI.

Lorsque le Gouverneur & Lieutenant Général de la Province arrivera dans quelque Place, il sera posé un Corps de Garde devant son Logis; lequel Corps de Garde, si ledit Gouverneur & Lieutenant Général n'est Maréchal de France, sera commandé par un Officier Subalterne (^c).

ARTICLE XXVII.

Il ne sera posé aucun Corps de

^a, ^b Du 12. May 1696. T. x. p. 345.

^c Du 12. Octobre 1661. T. 1. p. 122, Art. VIII.

Garde devant la Porte du Logis d'un Gouverneur ou Commandant d'une Place, mais seulement une Sentinelle du plus prochain Corps de Garde, à l'exception toutesfois, des Gouverneurs ou Commandans, qui auront quelqu'une des qualitez cy-devant spécifiées, devant les Logis desquels, l'intention de Sa Majesté est, attendu la dignité de leurs Charges & l'autorité qu'elles leur donnent sur les Gens de Guerre, qu'il soit posé des Corps de Garde en la forme & manière prescrite par les six précédens Articles (^a).

ARTICLE XXVIII.

Quand le Gouverneur & Lieutenant Général de la Province passera aux Portes d'une Place, & devant les Corps de Garde établis en icelle, les Officiers & Soldats prendront les Armes, & se mettront en Haye, sans faire battre le Tambour, si ce n'est que ledit

Gouverneur & Lieutenant Général
soit Maréchal de France , ou Lieu-
tenant Général des Armées de Sa
Majesté (*).

ARTICLE XXIX.

Et quand le Gouverneur ou
Commandant d'une Place , ou en
leur absence, le Lieutenant de Sa
Majesté en icelle , passera devant
un Corps de Garde, les Officiers
& Soldats d'iceluy, se mettront en
Haye, pour faire voir qu'ils sont à
leur Garde , sans toutesfois avoir
d'autres Armes que leurs Epées,
à moins que ledit Gouverneur,
Commandant ou Lieutenant de
Sa Majesté , ayent quelques unes
des qualitez cy - dessus spécifiées
(^b).

ARTICLE XXX.

Et lorsqu'un Brigadier servira
sous un autre Commandant , les
Soldats ne sortiront point quand il
passera , non plus que pour les

a , b Du 11. Octobre 1661. T. 1. p. 122.

Art. IX. & X.

Commandans d'Infanterie, qui seront mis dans les Places (*).

TITRE II.

De l'Ordre & du Mot.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ veut & entend, que celui qui commandera dans une Citadelle, Château, Fort ou Réduit, en l'absence du Gouverneur, sera tenu d'envoyer prendre tous les jours, l'Ordre & le Mot de celui qui se trouvera commander dans la Ville, à laquelle ladite Citadelle, Château, Fort ou Réduit sera attaché, quand bien même il se rencontreroit qu'un Capitaine qui commanderoit dans ladite Citadelle, Château, Fort ou Réduit, seroit d'un Corps plus ancien, que ne seroit celui qui commanderoit dans la Ville, ou

qu'à faute de Capitaines dans la dite Ville, un Lieutenant ou Enseigne s'y trouvât commander ; sans toutesfois, que sous ce pretexte ny autre quel qu'il soit , ceux qui commanderont dans les Villes , si ce n'est les Gouverneurs, puissent prétendre aucun commandement ni autorité dans lesdites Citadelles , Châteaux , Forts ou Reduits , ni pareillement ceux qui commanderont dans lesdites Citadelles , Châteaux , Forts ou Reduits , sur ceux qui commanderont dans les Villes (^a).

ARTICLE II.

Ordonne Sa Majesté, que l'Ordre & le Mot seront distribuez par le Sergent-Major de la Place à tous les Sergens des Compagnies , en la manière accoutumée, lesquels Sergens seront obligez pour cette fin, de se trouver en la Place & à l'heure pour ce ordonnées , pour y recevoir ledit Mot & Ordre ; & que

tandis qu'il leur sera donné par le-
dit Sergent-Major, lesdits Sergens
se tiendront découverts, jusques à
ce que le dernier Sergent du Cer-
cle ait reçu le Mot, & l'ait rendu
audit Sergent-Major (*).

ARTICLE III.

Elle veut & entend, que les Of-
ficiers des Troupes de Cavalerie
qui seront en Garnison dans les
Places, soient obligez de recevoir
l'Ordre & le Mot desdits Sergens-
Majors desdites Places, tout ainsi
que les Officiers des Troupes d'In-
fanterie (†).

ARTICLE IV.

Sa Majesté ondonne, veut &
entend, qu'à l'avenir le Mot soit
porté tous les soirs, sçavoir, aux
Inspecteurs Généraux (établis par
ses Ordres pour veiller à la bonne
Discipline de ses Troupes d'Infan-
terie) par un des Aides-Majors
des Places où ils se trouveront, &

* Du 12. Octobre 1661. T. I. p. 124. Art. xiii.

† Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 272. Art. viii.

aux Inspecteurs particuliers desdites Troupes par un Sergent (^a).

ARTICLE V.

Elle ordonne, veut & entend aussi, que le Sergent de la dernière Compagnie de celles qui seront de Garde dans une Place où il y aura un Lieutenant ou Commissaire d'Artillerie, soit tenu & obligé de porter audit Lieutenant ou Commissaire d'Artillerie, qui servira dans icelle, l'Ordre qui aura été donné par le Gouverneur ou Commandant en ladite Place, aussi-tôt qu'il l'aura reçu, sans y apporter aucune difficulté pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse être (^b).

^a Du 7. Janvier 1683. T. IV. p. 425.

^b Du 18. Février 1679. T. IV. p. 86.

TITRE III.

Des Rondes qui seront faites autour des Rempars.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ, ordonne , veut & entend , que le tiers des Officiers qui ne seront pas de Garde dans les Places fassent toutes les nuits une Ronde autour des Rempars aux heures qui seront marquées pour cet effet par les Gouverneurs ou Commandans dans les Places , lesquels les régleront de manière que depuis que les Portes seront fermées jusqu'à ce qu'on les ouvre , il y ait toujours, s'il se peut , des Officiers sur le Rempart (*).

ARTICLE II.

Que ledit tiers des Officiers qui n'étant point en Garde dans lesdites Places & qui toutes les

* Du 9, Février 1673. T. 17. p. 253.

nuits y devront faire la Ronde, tireront au Sort entr'eux, pour sçavoir l'heure à laquelle chacun d'eux devra faire sa Ronde, & qu'il n'y manque pas d'y satisfaire à l'heure qui luy sera écheuë, sans que le Capitaine puisse avoir aucune préférence ni choix de l'heure sur les Officiers Subalternes, ni qu'ensuite & après qu'il aura été tiré au Sort, aucun Officier puisse changer d'heure contre un autre; Sa Majesté entendant, que ce qui aura été décidé par le Sort à cet égard soit inviolablement gardé (°).

ARTICLE III.

Veut Sa Majesté qu'en cas qu'au préjudice de ce qui est cy-dessus porté de ses intentions, aucun desdits Officiers y contrevienne, il soit mis aux Arrêts pendant quinze jours pour chaque fois qu'il manquera à faire la Ronde, à laquelle il aura été obligé, & que

^a Du 8. Mars 1673. T. 2. p. 472.

pendant ledit temps il soit privé de ses appointemens , & qu'ils soient délivrez à l'Hôpital du lieu de Garnison : Voulant en outre Sa Majesté, que les Gouverneurs desdites Places ou ceux qui y commandent en leur absence , comme aussi les Sergens - Majors d'icelles , avertissent très-punctuellement Sa Majesté comme il y aura été satisfait, & l'informent de la moindre contravention qui y aura été faite , & luy envoient les noms des Officiers qui seront tombez en faute (*a*).

ARTICLE IV.

Sa Majesté ordonne que lorsque les Gouverneurs , Lieutenans pour Sa Majesté ou Commandans es Places , feront leurs Rondes , l'Officier principal qui commandera en chaque Corps de Garde , sera tenu de les aller recevoir , & leur porter le Mot , en personne à la Sentinelle avancée , sans qu'il puis-

a Du 9. Février 1673. T. IV. p. 254.

se l'envoyer par un Sergent , ni même par un Officier Subalterne de ceux qui se trouveront audit Corps de Garde (*a*).

ARTICLE V.

Elle veut que la même chose soit observée à l'endroit des Sergens-Majors, lorsqu'ils feront leur première Ronde , appelée Ronde Major (*b*), afin que lesdits Sergens - Majors puissent vérifier si l'Ordre qu'ils auront donné n'a pas été changé (*c*), & si les Officiers , Sergens & Escotades seront dans les mêmes Postes où ils auront dû se rendre ; & en cas qu'ils y trouvent quelque changement l'Intention de Sa Majesté est que l'Officier qui l'aura fait , les Sergens , & Caporaux ou Anspeffades commandans les Escotades , qui auront changé de Poste , soient relevés sur le champ & mis en Prison ,

a , b Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 270. & 271.

Article VI.

c Du 12. Octobre 1665. T. 1. p. 115. Art. XIV.

pour être ensuite puni comme il est dit cy-devant en l'Article X. Titre I. de ce Livre (*).

ARTICLE VI.

Que lesdits Sergens-Majors des Places, ou ceux qui en feront la fonction en leur absence, seront tenus après leur Ronde Major faite, soit dans une Ville ou dans une Citadelle, Château, Fort ou Réduit, de porter l'Ordre & le Mot aux Lieutenans ou Commandans pour Sa Majesté, qui se trouveront dans lesdites Villes, Citadelles, Châteaux, Forts ou Réduits, dans lesquels ils auront fait leurs Rondes, sans qu'ils s'en puissent dispenser, sous pretexte que les Gouverneurs des Places seroient presens; pourvû toutesfois que les lieux ou lesdits Lieutenans ou Commandans se trouveront, & dans lesquels lesdits Sergens-Majors auront fait leursdites Rondes, soient séparés par Fossés ou Ponts-

lévis , de ceux où seront lefdits Gouverneurs (^a).

ARTICLE VII.

Sa Majesté ordonne , veut & entend , que tant les Inspecteurs Généraux que Particuliers , établis par ses Ordres pour veiller à la bonne Discipline de ses Troupes d'Infanterie , puissent faire la Ronde toutes les fois qu'ils l'estimeront à propos , & aux heures qu'ils jugeront être nécessaires ; & que lorsque lefdits Inspecteurs Généraux la feront , les Officiers qui commanderont les Corps de Garde sur les Rempars les viennent recevoir , & leur donnent aussi le Mot , conformément à ce qui est ordonné à l'égard des Lieutenans de Sa Majesté dans ses Places par l'Article IV. de ce Tit. sans qu'ils soient obligez lorsqu'ils seront à Cheval , de mettre pied à terre pour le recevoir (^b).

^a Du 25 Juillet 1665. T. 1. p. 271. Art. velté

^b Du 7. Janvier 1683. T. IV. p. 426.

ARTICLE VIII.

Elle veut & entend que lorsque les Commissaires des Guerres iront la nuit dans les Corps de Garde avec les Sergens-Majors des Places , pour vérifier , & être informez de la force véritable des Escouades , qui seront dans lesdits Corps de Garde ; les Officiers & Soldats qui seront ausdits Corps de Garde , seront tenus de reconnoître ledit Commissaire & de le laisser entrer dans lesdits Corps de Garde pour y compter les Soldats & les Armes (^a).

^a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 302. Art. LV.

T I T R E V.

De la Seureté des Munitions de Guerre ; proprieté des Magazins ; & de la Charge des Canons aux occasions de Salves & de Réjoüissances.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne , qu'à chacune des Portes des Magazins des Munitions de Guerre & d'Artillerie étans dans les Places de son Royaume & Terres de son obéissance , il sera apposé , sçavoir , trois Serrures différentes és Places, esquelles , outre le Gouverneur & Garde-Magazin , il y aura un Commissaire d'Artillerie ; & deux Serrures aussi différentes és Magazins des Places , où il n'y aura point de Commissaire d'Artillerie ; les clefs desquelles Serrures seront partagées & gardées , l'une par le Gouverneur de la Pla-

ce, ou par celui qui y commandera en son absence, l'autre par le Commissaire d'Artillerie és Places où il y en aura, & l'autre par le Garde des Magazins; en sorte qu'aucun d'eux n'y puisse entrer sans la participation des autres (a).

ARTICLE II.

Veut néanmoins Sa Majesté, qu'à l'égard des Arsenaux établis dans le Royaume & és Places de l'obéissance de Sa Majesté, les Lieutenant, Contrôleur & Garde de l'Artillerie, ayent chacun une clef différente desdits Arsenaux, ainsi qu'il est accoutumé, sans qu'aucun autre que lesdits Lieutenant, Contrôleur & Garde y ayent rien à voir (b).

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne, veut & entend, que lorsque dans une Place il arrivera quelque occasion dans laquelle il sera nécessaire d'ex-

exploiter & remuer les Pieces d'Artillerie & Munitions de Guerre, le Gouverneur ou Commandant dans ladite Place, donnera l'ordre nécessaire, pour suivant la réquisition qui luy en sera faite par le Commissaire d'Artillerie, faire détacher des Soldats des Corps de Garde, commandez par des Sergens, & ce au nombre que ledit Gouverneur ou Commandant jugera être nécessaire, sur le compte que luy rendra ledit Commissaire de ce à quoy ils devront être employez, avec injonction ausdits Sergens ou Soldats de faire & exécuter tout ce que ledit Commissaire d'Artillerie leur ordonnera, sans difficulté (*).

ARTICLE IV.

Comme aussi Sa Majesté veut & ordonne, que par ledit Gouverneur ou Commandant il soit détaché de ladite Garde, deux fois par mois six Soldats, pour aller né-

* Du 23. Janvier 1679, T. IV. p. 40.

royer les Magazins desdites Places, & faire sur ce sujet tout ce que ledit Commissaire leur ordonnera, aussi sans difficulté (^a).

ARTICLE V.

Voulant qu'après que ce qui aura été ordonné aux uns & aux autres desdits Sergens ou Soldats par ledit Commissaire d'Artillerie, aura été exécuté, ils soient déchargés du reste de ladite Garde, & puissent se retirer dans leurs Chambres, sans que le Capitaine ou autre Officier qui commandera ladite Garde les puisse obliger de retourner achever le reste de leur Garde (^b).

ARTICLE VI.

Sa Majesté ordonne, veut & entend, qu'aux occasions de Salves & de Réjouissances il ne soit mis de Poudre dans les Pieces, que la moitié de la pesanteur du Boulet de leur Calibre; défendant très-expressément à tous Gardes-Ma-

gazins , Canoniers & autres employez à charger les Pieces d'Artillerie , de faire une plus grande consommation de Poudre sous quelque pretexte que ce puisse être , à peine d'être tenus du remplacement de ce qui se trouvera en avoir été consommé au-delà (*).

TITRE V.

*Du moyen d'empêcher la ruine des
Corps de Garde , Cazernes &
Fortifications des Places.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne & enjoint très-expressément aux Majors & Aides-Majors de ses Places , de visiter exactement & à toutes les Gardes qui se monteront , les Corps de Gardes , Gue-rites , Pallissades , Cazernes & Logemens des Soldats , pour reconnoître l'état où ils sont , & si par

le desordre ou malice des Soldats, ils n'auront point été endommagés ; auquel cas ils en avertiront en diligence le Gouverneur ou Commandant de la Place, comme aussi l'Intendant ayant la direction du paiement des Troupes qui y seront en Garnison, & le Commissaire des Guerres ordonné à la résidence de la Place, pour faire retenir sur la Solde de la Compagnie dont les Soldats auront commis le dommage, ce qui conviendra pour les réparer ; à faute dequoy Sa Majesté rendra lesdits Sergens-Majors & Aides-Majors responsables des ruines & dégradations qui arriveront ausdits Corps de Gardes, Guerites, Pallissades, Cazernes & Logemens des Soldats, par autres voyes que par l'injure ou la succession du temps ; & fera prendre le fonds nécessaire pour leur rétablissement sur les Appointemens desdits Sergens-Majors & Aides-Majors (^a).

^a De l'Ordonnance du 20. Aoust 1706. p. 41

ARTICLE II.

Défend très-expressément Sa Majesté aux Soldats de ses Troupes étant en Garnison dans les Places Frontières, d'arracher ni emporter aucunes Palissades des Fortifications desdites Places, ni de dégrader lesdites Fortifications; à peine à ceux desdits Soldats qui ne seront pas de Garde, & qui seront trouvez avoir contrevenu ausdites défenses, d'être sur le champ condamnés à servir Sa Majesté comme Forçats sur les Galères pour trois ans: Et à l'égard de ceux qui seront de Garde, qui seront tombez en pareille faute, ou qui auront souffert que d'autres aient pris & emporté des Palissades, d'être condamnés à servir aussi Sa Majesté sur lesdites Galères à perpétuité (a).

ARTICLE III.

Sa Majesté défend aussi très-expressément aux Officiers Majors

a Du 7. Janvier 1679. T. IV. p. 38.

de ses Places , & à toutes autres Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de faire labourer ni semer sur les Remparts, dans les Bastions , ni dans les dehors, Fosse, Contrescarpes , Glacis, & plus près des Chemins couverts desdites Places que de quinze Toises, sur peine de désobéissance (*).

ARTICLE IV.

Elle défend pareillement ausdits Officiers-Majors de ses Places, & à toutes autres Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'envoyer ou souffrir qu'il soit envoyé des Bestiaux paître sur lesdits Remparts, ni dans aucune desdites Fortifications & plus près que la susdite distance de quinze Toises des Chemins couverts , comme aussi d'empêcher que qui que ce soit marche sur lesdites Fortifications en d'autres endroits que ceux qui sont destinez pour les

Chemins des Rondes, le tout sur peine de des-obéissance & de confiscation desdits Bestiaux au profit des Soldats de la Garnison, auxquels Sa Majesté en fait dès à présent don, & leur permet de s'en saisir, & de lestuër sur le champ, sans que le Gouverneur ou Commandant, ni les Juges ou autres Officiers puissent les obliger de les rendre, pour quelque raison & sous quelque pretexte que ce soit (").

ARTICLE V.

Ordonne & enjoint très-expressement Sa Majesté à ceux desdits Officiers-Majors, & à tous autres qui ont fait des Jardins, ou qui en ont trouvé qui avoient été faits, & dont ils jouissent dans tels endroits que ce puisse être des Fortifications desdites Places, de les faire détruire & d'en faire arracher tous les Plans sans en rien excepter; à peine à ceux desdits Officiers qui

n'y auront point satisfait , de perte de leurs Charges , si ce n'est que Sa Majesté, sur la connoissance qu'Elle aura prise de quelle maniere lesdits Jardins sont plantez, n'ait par Brevets signez d'Elle , accordé pour ceux qui ne portent aucun préjudice auxdites Fortifications , permission de les conserver (*a*).

ARTICLE VI.

Et comme Sa Majesté ne veut point ôter à ceux desdits Officiers-Majors qui sont en possession de recueillir les herbes qui croissent sur lesdites Fortifications, le profit qu'ils en peuvent tirer : Elle veut bien permettre qu'on les fauche deux fois par an , au temps qu'il conviendra , & que l'on se serve à cette fin d'échelle aux endroits où la main ne pourroit atteindre autrement , à condition que ceux qui y seront employez ne marcheront point sur les gazons , & que les herbes ne seront point bottelées

a Du 30. Juillet 1695. T. x. p. 93.

sur le lieu & à mesure qu'elles seront fauchées , mais bien qu'elles seront enlevées toutes à la fois ; à la charge aussi que ceux auxquels Elle permet de faire couper les bonnes herbes , seront obligez de faire aussi & dans le même temps couper toutes les mauvaises (^a).

TITRE VI.

Des Travaux des Soldats aux Fortifications des Places, & du moyen de prévenir tous les Abus & Malversations au fait des Ouvrages desdites Fortifications.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne , veut & entend , que les Soldats de ses Troupes qui sont & seront cy-après employez aux ouvrages des Fortifications de ses Places, se contentent lorsqu'ils travailleront à

^a Du 30. Juillet 1691. T. X. p. 93.

la Tâche, du prix que les Entrepreneurs desdites Fortifications leur voudront régler raisonnablement, si mieux n'aiment lesdits Soldats travailler à la journée, auquel cas Sa Majesté veut qu'ils se contentent de neuf sols par jour, depuis le premier Novembre jusques au dernier Mars, & de dix sols depuis le premier Avril jusques au dernier Octobre, & ce pour les ouvrages ordinaires : Entendant que pour les autres travaux pénibles, comme ceux qui les obligeront à avoir les pieds dans l'eau, ou tourner des Moulins, il leur soit payé deux sols d'augmentation par chacun jour, moyennant quoy Sa Majesté veut que lesdits Soldats travaillent ausdits ouvrages sans difficulté (*).

ARTICLE II.

Elle défend très-expressément aux Soldats de ses Troupes & autres employez aux Atteliers de

* Du 17. Decembre 1680. T^{te} IV. p. 243.

Sa Majesté de vendre ni troquer les outils qui leur auront été distribués pour travailler, & à qui que ce soit de ses Sujets d'en acheter ni troquer contre des marchandises ou d'entrées à peine aux uns & aux autres, qui se trouveront convaincus d'avoir vendu, acheté ou troqué lesdits outils, du fouët & de la Fleur-de-lys (').

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne, veut & entend, qu'au commencement de chaque année que l'on travaillera à une Place, il soit mis entre les mains de l'Ingenieur dirigeant en Chef les Fortifications de ladite Place, un Registre relié, de gros-seur & grandeur convenable à contenir toute la dépense d'une année, dont toutes les feuilles soient cottées par 1, 2, 3, &c. & chacune d'icelles paraphée par l'Intendant chargé du soin des Fortifications de ladite Place; qu'à la pre-

miere feüille de ce Registre , l'Intendant écrive de sa main , que , *Ce Registre doit servir à écrire tous les Toisez des Ouvrages qui se feront pendant une telle année , & qu'en effet l'Ingenieur conduisant les Fortifications , écrive dans ledit Registre tous les Attachemens qu'il prendra , & tous les Toisez qu'il fera de mois en mois desdits Ouvrages , soit de Maçonnerie , Terres , Charpenterie , Menuiserie , Gazonnemens , Couvertures & généralement toute autre espèce d'Ouvrage , qui se fera dans ladite Fortification (*).*

ARTICLE IV.

Qu'aux Toisez qui se feront la plus grande partie des Ingenieurs employez à la conduite des Travaux de la Place, y soient appelez avec le Gouverneur , ou en cas qu'il ait d'autres occupations , le Lieutenant de Rôy , ou le Sergent-Major de la Place , & l'Entrepre-

neur , lesquels Gouverneur ou autre Officier Major , Ingenieurs & Entrepreneur, signeront sur le Registre le Toisé qui aura été fait le même jour que l'on y aura travaillé ou au plûtard le lendemain (^a).

ARTICLE V.

Que le dernier jour de chaque mois il sera fait par les soins de l'Ingenieur dirigeant en Chef les Fortifications, trois Copies des Toisez qui auront été faits pendant le mois , lesquels seront collationnées par luy , dont l'une sera envoyée au Secretaire d'Etat chargé du soin des Fortifications de ladite Place , l'autre à l'Intendant , & la troisième sera délivrée à l'Entrepreneur ; & que le dernier mois de chacune année il sera fait un Toisé général , se rapportant à tous les Toisez particuliers faits pendant le courant de chacune année qui sera aussi écrit & signé dans ledit Registre , & copie d'iceluy envoyée

^a Du 20. Février 1681. T. IV. p. 257,

ainsi qu'il est marqué cy-dessus ; après quoy le Registre sera remis à l'Intendant pour y demeurer jusques à autre Ordre de Sa Majesté (*).

ARTICLE VI.

Et Sa Majesté ordonne, veut & entend que ceux des Ingenieurs & Entrepreneurs des Fortifications de ses Places qui se trouveront convaincus d'intelligence entr'eux, pour Abus & Malversations commis au fait des Toisez, ou de l'exécution des Devis faits pour la Maçonnerie desdites Fortifications ou autrement, à l'occasion d'icelles soient condamnez aux Galères perpétuelles (*).

ARTICLE VII.

Et afin de mieux découvrir lesdits Abus & Malversations, Sa Majesté promet à celuy qui luy en donnera avis, ou aux Gouverneurs desdites Places, ou Intendans dans

* Du 20. Fevrier 1681. T. IV. p. 257.

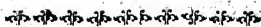
b Du 19. Avril 1683. T. IV. p. 459.

le département desquels elles se trouveront scituées, de leur donner & faire payer sur les Biens des coupables une somme de trois mil livres, & outre cela s'il est Associé desdits Entrepreneurs, de l'absoudre de la peine qu'il aura encourue (a).

ARTICLE VIII.

Veut aussi Sa Majesté, que les Dénonciations que l'on pourra faire vingt ans après lesdits Abus commis par les Ingénieurs & Entrepreneurs des Fortifications de ses Places, soient reçues tout de même que si elles avoient été faites présentement, & les Coupables punis des peines portées par les deux précédens Articles (b).

a Du 19. Avril 1683. T. 17. p. 469.



LIVRE QUATRIÈME.

- I. Des Blasphèmes.*
- II. Des Duels & Combats particuliers.*
- III. Des Deserteurs.*
- IV. Des Passe-volans.*
- V. Du Faux-Saunage.*
- VI. De la Justice Militaire, & du Conseil de Guerre.*

TITRE PREMIER.

Des Blasphèmes.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ défend très-expressément à tous Gendarmes, Cavaliers, Dragons & Soldats de ses Troupes de jurer & Blasphémer le Saint Nom de Dieu, de la Sainte Vierge, ni de ses Saints ;

sur peine à ceux qui tomberont dans ce crime d'avoir la Langue percée d'un fer chaud (^a).

ARTICLE I L.

Veut Sa Majesté, que les Officiers des Troupes, dont seront les Gendarmes, Cavaliers, Dragons & Soldats qui auront Juré & Blasphémé soient tenus & obligez aussitôt qu'ils en auront connoissance de les remettre aux Prévosts étant à la suite desdites Troupes, ou aux Majors d'icelles pour leur faire souffrir la peine susdite (^b).

TITRE II.

Des Duels & Combats particuliers.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' défend très-expressément à tous & chacun les Officiers de ses Troupes, tant

^a , ^b. Du 10. May 1686. T. v. p. 299.

d'Infanterie que de Cavalerie & de Dragons , de mettre l'Epée & le Pistolet à la main les uns contre les autres , soit dans ses Places , soit à la Campagne , & dans ses Armées , sous quelque pretexte & en quelque maniere que ce soit , à peine non seulement d'en courir la rigueur de l'Edit du Roy portant Règlement général sur les Duels , (rapporté après l'onzième Livre de ce Code) , mais aussi d'être (celui qui par les informations qui en seront faites , se trouvera l'Agresseur) cassé & privé de sa Charge , sans esperance de pouvoir être rétabli (1).

ARTICLE II.

Et s'il arrive que deux Officiers se soient battus , & qu'il ne paroisse par les Informations , lequel aura été l'Agresseur , Sa Majesté veut & entend , qu'ils soient tous deux cassez & privez de leurs Charges sans aussi aucune esperance de ré-

mission ; & qu'en outre les uns & les autres soient poursuivis Criminellement , comme *Infracteurs* du susdit Edit du Roy portant Règlement général sur les Duels (*).

ARTICLE III.

Et comme il se fait frequemment des Combats, tant par les Officiers que par les Cavaliers, Dragons & Soldats lesquels demeurent impunis faute d'être relevez ; lesdits Officiers, Cavaliers & Soldats se faisant un point d'honneur de n'en pas donner avis, Sa Majesté voulant y pourvoir , ordonne que lorsque parmi ses Troupes il se fera un Duel averé, le Cavalier, Dragon, ou Soldat qui en donnera avis au Commissaire ordonné à la Police de la Troupe, non seulement aura son Congé, mais aussi qu'il lui sera payé une somme de cent cinquante livres, laquelle lui sera délivrée sur le champ par ledit Commissaire (b).

^a Du 5. Janvier 1677. T. III. p. 533.

^b Du 8. Avril 1686. T. V. p. 296.

Elle ordonne, veut & entend en outre, qu'aussi-tôt qu'il y aura eu quelque Combat particulier dans ses Troupes, l'Officier qui commandera dans le Quartier où l'action sera arrivée, sera tenu d'en faire informer, & en avertira incontinent, si c'est dans une Armée, le Lieutenant Général qui la commandera en Chef, ou en son absence celui qui la commandera; & si c'est dans une Garnison, le Gouverneur de la Place où la Troupe sera logée, comme aussi l'Intendant de Justice, Police & Finance dans l'Armée ou Province où le cas sera arrivé, & d'envoyer aussi incessamment à Sa Majesté le double des Informations qu'il en aura fait faire, pour ensuite être procédé contre les Infractionneurs du susdit Edit selon la rigueur d'iceluy, à peine audit Officier qui commandera dans le Quartier qui n'aura donné lesdits avis,

ni fait les diligences susdites , d'être cassé & privé de toutes les Charges qu'il posséderá ; de quelque qualité qu'il soit , & quelque Service qu'il puisse avoir rendu , Sa Majesté déclarant qu'Elle n'en fera rémission à aucun , attendu la nature du Crime dont il s'agit ; Voulant que ses Lieutenans Généraux en ses Armées , Intendans en icelles , & dans ses Provinces , comme aussi ses Gouverneurs particuliers de ses Villes & Places , l'informent des contraventions qui pourroient être faites au contenu du present Titre (*).

TITRE III.

Des Deserteurs.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' défend très-expressément à tout Cavalier , Dragon & Soldat de ses Troupes :

* Du premier Decembre 1676. T. III. p. 519.

tant Françoises qu'Etrangères , de quitter la Compagnie dans laquelle il sera enrôlé pour passer dans une autre , en telle maniere que ce puisse être , à moins d'avoir un Congé par écrit signé de son Capitaine ; & si la Compagnie est dans un Régiment , que ledit Congé ne soit approuvé & signé du Colonel ou Mestre de Camp dudit Régiment , ou de celuy qui le commandera en son absence , & scellé du cachet de ses armes ; & en cas que la Compagnie soit séparée , sans que ledit Congé soit approuvé & signé du Gouverneur ou du Commandant de la Place , ou du Commissaire à la residence d'icelle ; à peine au Cavalier , Dragon ou Soldat qui sera autrement sorti de sa Compagnie & se trouvera dans une autre , d'être puni comme Deserteur , suivant la rigueur de l'Ordonnance contenuë en l'Article **xxix** de ce Tit. , de même que s'il avoit quitté sa Compagnie sans

Congé pour ne plus servir (a).

ARTICLE II.

Ordonne pareillement Sa Majesté, que tout Soldat de ses Régimens de Milice qui quittera la Compagnie sans Congé par écrit de son Capitaine, approuvé du Colonel ou du Commandant du Régiment en son absence, soit pendant que ledit Régiment se trouvera assemblé, soit quand il sera dans sa Province, subira toutes les peines qui sont ordonnées contre les Deserteurs des autres Troupes de Sa Majesté, par les Articles x x v i i i. & x x i x. de ce Tit., selon l'exigence du cas (b) : Et à l'égard des Soldats de Milice [nommez pour servir de Recrûe aux Régimens de ses Troupes] qui deserteront ceux où ils se doivent rendre, après les avoir joints, Sa Majesté entend, qu'ils soient pareillement punis suivant la ri-

a Du 22. Janvier 1701. T. xii. p. 2. & de l'Ordonnance du premier Août 1706. p. 41

b Du 10. Août 1693. T. ix. p. 37.

gueur des deux susdits Articles
contre les Deserteurs (*).

ARTICLE III.

Veut & entend Sa Majesté, que
s'il arrive qu'un Cavalier, Dragon
ou Soldat, ayant sous quelque pre-
texte que ce puisse être, passé sans
Congé d'une Compagnie en une
autre, produise lorsqu'il sera recon-
nu, un Billet du Capitaine qui
déclare qu'il n'y reste qu'en atten-
dant qu'il puisse rejoindre la Com-
pagnie dont il est, le Conseil de
Guerre n'y ait aucun égard, que
ledit Cavalier, Dragon ou Soldat
soit puni comme Deserteur; & que
le Capitaine qui aura signé ledit
Billet soit cassé sans remission, à
moins que le Cavalier, Dragon ou
Soldat n'ait à la première Revûe
de la Compagnie où il se sera mis,
présenté ledit Billet au Commis-
saire, & qu'il n'ait été Certifié par
ledit Commissaire, lequel aura soin
d'envoyer Copie dudit Billet au

Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté ayant le Département de la Guerre, afin qu'il puisse pourvoir à faire rejoindre le Cavalier, Dragon ou Soldat à la Compagnie de son Capitaine. (4).

ARTICLE I V.

Sa Majesté ordonne & enjoint très-expressément ausdits Cavaliers, Dragons & Soldats, qui sont sortis des Hôpitaux où ils étoient demeurez malades ou bleffez, & qui sans Ordre de Sa Majesté ont été-incorporez dans les Compagnies qui étoient en Garnison dans ses Places, de sortir incontinent & sans delay desdites Compagnies, & de rejoindre incessamment celles où ils étoient Enrollez lorsqu'ils sont demeurez malades, ou qu'ils ont été bleffez; Sa Majesté défendant très-expressément aux Officiers deidites Compagnies dans lesquelles ils sont présentement, de

a Du 15, Janvier 1692. T. VIII. p. 27.

les retenir pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine d'être cassés & privez de leurs Charges (*).

ARTICLE V.

Veut Sa Majesté, que s'il se trouve dans une Compagnie un Deserteur qui y ait pris party, quoyque le Capitaine ou Commandant d'icelle fasse voir qu'il aura observé ce qui est ordonné par les deux premiers Articles de ce Titre, il soit néanmoins tenu de le remettre entre les mains de l'Officier de la Compagnie qu'il aura Deserté, en l'état auquel il sera, sans retenir aucune chose de ses Habits, Armes & Cheval; lesquels Sa Majesté entend être entièrement appliquez au profit dedit Officier: & que s'il arrive que le Capitaine ou Officier qui commandera la Compagnie où ledit Deserteur se trouvera, fasse difficulté de le rendre, & qu'il ne le remette pas effectivement entre

* Du 4. Mars 1675. T. III. p. 155.

les mains de l'Officier qui le redemandera, & qu'ensuite ledit Deserteur se trouve évadé, Sa Majesté veut que ledit Capitaine ou Officier commandant la Compagnie, soit privé d'un mois de ses Appointemens qui seront remis au Capitaine de la Compagnie que le Cavalier, Dragon ou Soldat aura deserté, afin de luy donner moyen d'enlever un autre (^a).

ARTICLE VI.

Veut aussi Sa Majesté, que les Officiers qui à l'avenir recevront dans leurs Compagnies des Cavaliers, Dragons ou Soldats qui auront deserté ses Troupes, ou qui les ayans reconnus pour Deserteurs, ne les feront point arrêter, soient cassez & privez de leurs Charges (^b).

ARTICLE VII.

Sa Majesté ordonne, que tout Capitaine d'Infanterie qui entrera en quelque accommodement que

* Du 12, Janvier 1701. T. XII. p. 46

* Du 10, Novembre 1691. T. VIII. p. 501

ce soit , pour laisser un Soldat Deserteur de sa Compagnie, dans une Compagnie de Cavalerie ou de Dragons, ou dans une autre Compagnie d'Infanterie , sera cassé & privé de sa Charge ; Voulant Sa Majesté que ledit Soldat soit puni comme Deserteur (*).

ARTICLE VIII.

Elle ordonne aussi que tout Capitaine de Cavalerie ou de Dragons , qui pour attirer un Soldat Fantassin dans sa Compagnie , aura en telle maniere que ce puisse être contribué à sa Desertion , ou qui après l'avoir scû , l'y recevra ou retiendra , sera pareillement cassé & privé de sa Charge ; Voulant aussi Sa Majesté , que ledit Soldat soit puni pour le Crime de Desertion qu'il aura commis (†).

ARTICLE IX.

Elle défend très-expressement à tous Capitaines & autres Officiers de ses Troupes de débau-

cher, sous quelque pretexte que ce soit, aucun Cavalier, Dragon & Soldat, de ceux qui sont actuellement dans le Service, à peine, non seulement d'être cassé & privez de leurs Charges, mais aussi de tenir prison pendant deux ans, de trois cens livres au profit du Capitaine auquel le Cavalier, Dragon ou Soldat appartiendra, & de le faire renvoyer à leurs dépens à sa Compagnie (*).

A R T I C L E X.

Défend en outre Sa Majesté très-expressément aux Capitaines & aux autres Officiers de ses Troupes d'Infanterie, Cavalerie & Dragons, non seulement de débaucher en telle sorte & maniere que ce puisse être, les Soldats des Compagnies Franches de Marine, mais aussi de recevoir dans leurs Compagnies aucun de ceux desdits Soldats qui s'y pourront presenter, à moins qu'il n'ait Congé par écrit du Ca-

* Del'Ordonnance du premier Aoust 1706. p. 41.

pitaine de la Compagnie de Marine où il aura servi , à peine ausdits Capitaines & Officiers d'être cassés & privez de leurs Charges : Voulant Sa Majesté , que s'il arrive qu'un Soldat de Marine , après avoir deserté , soit reconnu dans lesdites Troupes , le Capitaine de la Compagnie où il se trouvera , soit obligé , sur la même peine d'être cassé , de le faire arrêter , & de le faire conduire prisonnier dans les Prisons Royales les plus prochaines du lieu où la Troupe se trouvera (*).

ARTICLE XI.

Sa Majesté défend aussi , à tous Capitaines & autres Officiers de ses Troupes , tant d'Infanterie , que de Cavalerie & de Dragons , non seulement de débaucher en telle sorte & maniere que ce soit , les Soldats de Milice qui sont destinez pour les Recrûes de ses Armées d'Italie & d'Espagne ; mais aussi

d'engager ni recevoir dans leurs Compagnies aucuns de ceux qui s'y pourroient presenter, à peine aux Capitaines ou Officiers commandans des Compagnies dans lesquelles il s'en trouvera, d'être cassez & privez de leurs Charges, & mis en Prison pendant un an; & ausdits Soldats qui se seront engagez d'être traitez comme Deserteurs, & punis suivant la rigueur des Ordonnances (*).

ARTICLE XII.

Ordonne Sa Majesté, aux Commissaires de ses Guerres, en faisant leurs Revûës, d'examiner soigneusement, s'il n'y aura pas dans les Régimens & Compagnies, de la Police desquels ils sont chargez, aucun des susdits Soldats de Milice; & en cas qu'il s'en trouve, interdire les Officiers, & d'en informer aussi-tôt le Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Ma-

jesté ayant le Département de la Guerre (').

ARTICLE XIII.

Veut aussi Sa Majesté, que tout Cavalier, Dragon ou Soldat, qui lors de la Revûe du Régiment ou Compagnie dont il sera, y indiquera au Commissaire des Guerres un Soldat desdites Milices, son Congé luy soit donné, & en outre cent francs de récompense si c'est un Fantassin, & trois cens livres si c'est un Cavalier ou Dragon (').

ARTICLE XIV.

Ordonne Sa Majesté, que tout Cavalier, Dragon ou Soldat, ou autre de quelque condition qu'il soit, qui se trouvera atteint & convaincu d'avoir débauché des Cavaliers, Dragons ou Soldats de ses Troupes, pour leur faire abandonner le Service, & les faire deserter, sera puni de mort sans rémission (').

a, b Du 10. Decembre 1705. T. xv. p. 358. & 359.
c Du 20. Novembre 1691. T. VIII. p. 50.

ARTICLE XV.

Défend Sa Majesté, à tout Soldat de Cavalerie & d'Infanterie, de s'éloigner de plus de deux lieues du Quartier où sa Compagnie sera logée, sans un Billet de son Capitaine, ou de l'Officier qui le commandera, portant le temps pour lequel il luy aura permis de s'en absenter, à peine au Soldat qui se trouvera éloigné du Quartier de sa Compagnie, de plus de deux lieues, sans le Billet susdit, ou après le temps porté par iceluy, d'être saisi & arrêté, & mis au Conseil de Guerre pour y être jugé à subir la peine ordonnée contre les Deserteurs, sans aucune rémission, quand bien même son Capitaine ou autre Officier affirmeroit luy avoir donné Congé verbalement (*).

ARTICLE XVI.

Et Sa Majesté ordonne, veut & entend, que tout Cavalier & Soldat de ses Troupes logées dans ses

* Du premier Juin 1568, T. 2. p. 91, Art. 2.

Places Frontieres , qui sera trouvé marchant du côté des Pais Etrangers , à demie lieuë de la Place où la Compagnie dans laquelle il sera Enrollé , tiendra Garnison , sans Congé par écrit de son Capitaine , ou de l'Officier qui commandera sa Compagnie en son absence , soit arrêté & mis au Conseil de Guerre , pour y être condamné à subir la peine portée par l'Art. XXVIII. de ce Titre (*).

ARTICLE XVII.

Et pour ôter aux Soldats & Cavaliers , tout espoir de pouvoir commettre le Crime de Desertion impunément , & donner moyen aux Officiers de les poursuivre ; Sa Majesté ordonne & enjoint très-expressément à tous Prévosts des Maréchaux , Vice-Baillifs , Vice-Sénéchaux , & autres Officiers de Robe-Courte , même aux Gardes établis pour la conservation de la Ferme générale des Gabelles , &

pour la garde des Ponts , Ports & Passages , de veiller à la garde de tous les Passages de leurs détroits , de saisir & arrêter tous les Soldats qu'ils trouveront Deserteurs , les conduire dans les Lieux d'où ils apprendront qu'ils auront deserté , & les remettre au pouvoir de celuy qui y commandera , pour en leur presence , leur être le Procez fait & parfait , & le jugement d'iceluy executé (*).

ARTICLE XVIII.

Ordonne aussi Sa Majesté , que tout homme qui sera rencontré cy-après dans les Villes , Bourgs , Paroisses & autres lieux du Royaume , & de l'obéissance de Sa Majesté , avec le nez & les oreilles coupées & marqué de deux Fleurs-de-lys aux jouës , sera arrêté & constitué prisonnier dans les Prisons Royales du lieu , ou du plus prochain , pour ensuite , sur le compte qui en sera rendu à Sa Majesté ,

* Du premier Juin 1668. T. 2. p 95. Art. VII.

être par Elle ordonné ce qu'Elle
estimera à propos pour le faire con-
duire sur les Galères (*).

ARTICLE XIX.

Elle veut que tout Prévost , qui
ayant reconnu un Deserteur , ne
l'auroit pas arrêté , ou qui l'ayant
arrêté le relâchera , pour quelque
considération que ce soit , son Pro-
cez luy sera fait & parfait , suivant
la rigueur des Ordonnances ; &
cependant , qu'il sera commis à sa
Charge , jusques à l'entier juge-
ment du Procez ; laquelle Charge
demeurera confisquée au profit de
Sa Majesté , s'il s'en trouve con-
vaincu , & le tiers du prix d'icelle
donné au Dénounciateur (*).

ARTICLE XX.

Défend Sa Majesté aux Habi-
tans des Villes, Bourgs & Villa-
ges , de favoriser en aucune ma-
nière le Passage des Deserteurs , à
peine de soixante livres d'amende

* Du 15. Janvier 1685. T. v. p. 196.

6 Du 1. Juin 1688. T. 2. p. 106. Art. xx.

pour chacun de ceux , à l'évasion desquels on justifiera que lesdits Habitans auront donné les mains ou contribué en quelque sorte & maniere que ce soit , au payement de laquelle amende les Echevins , Consuls ou principaux Habitans des lieux , ayans soin des affaires de la Communauté d'iceux , seront contraints solidairement , & par corps , sauf à eux leur recours contre celui ou ceux qui s'en trouveront coupables (.).

ARTICLE XXI.

Enjoint Sa Majesté , à tous ses Sujets , de quelque qualité & condition qu'ils soient , de donner aide, assistance & main-forte , si besoin est , à ceux qui reconduiront des Deserteurs dans les Garnisons & Compagnies qu'ils auront quittées , à peine à ceux qui se trouveront convaincus d'avoir refusé de le faire , de punition exemplaire , & à ceux qui par violence auroient re-

tiré lesdits Deserteurs des mains de ceux qui les conduiront , de la vie , & aux Habitans des Villes & lieux , dans l'étendue & banlieue desquels ladite Violence aura été commise , d'être condamnés en deux cens livres d'amende , au payement de laquelle le Corps de la Communauté sera contraint solidairement , ladite amende applicable moitié aux Hôpitaux desdites Villes & lieux , s'il y en a , ou des plus prochains , & l'autre moitié à ceux des mains desquels lesdits Deserteurs auront été retirez (*).

ARTICLE XXII.

Sa Majesté défend à tous ses Sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient , d'achepter aucuns Habillemens , Armes ni Chevaux des Cavaliers , Dragons & Soldats de ses Troupes ; à peine aux contrevenans de confiscation , & de cent livres d'amende payable sans remise ni déport ; & aux Ca-

* Du 1. Juillet 1668. T. 2. p. 110. Art. XXVI.
valiers ,

valiers, Dragons & Soldats qui les auront vendus, de punition exemplaire (*).

ARTICLE XXIII.

Pour dédommager ceux qui s'employeront à la recherche des Deserteurs, des frais qu'ils y feront faire, Sa Majesté ordonne, qu'il sera payé des deniers de l'Extraordinaire de ses Guerres, trente livres pour chacun des Deserteurs de ses Troupes qui seront arrêtez dans son Royaume & Païs de son Obéissance, & soixante livres pour chacun de ceux qui le seront hors les Terres de l'Obéissance de Sa Majesté, & seront ensuite convaincus dans le Conseil de Guerre dudit Crime de Desertion; & que les Prévosts des Maréchaux, ou autres Officiers de Robe-courte & de Justice, les Habitans des Villes & les Païsans, & même les Officiers de ses Troupes qui arrêteront lesdits Deserteurs & les met-

tront en Prison, reçoivent les sommes cy-dessus, soit des Gouverneurs des Places, à qui ils s'adresseront, soit des Commissaires des Guerres à la résidence desdites Places, ou à la Police des Troupes: Voulant Sa Majesté, que les Intendans en ses Provinces & en les Armées, en fassent rembourser lesdits Gouverneurs & Commissaires sur les quittances qu'ils en prendront de ceux qui auront arrêté des Deserteurs, comme il est marqué cy-dessus (*).

ARTICLE XXIV.

Ordonne en outre Sa Majesté, que tout Soldat ainsi arrêté, soit mis dans vingt quatre heures au Conseil de Guerre, pour y être jugé, à peine à l'Officier qui aura arrêté ou fait arrêter ledit Soldat, & n'aura pas requis le Gouverneur ou Commandant, si c'est dans une Place; ou le Colonel, ou Mestre de Camp, ou Officier comman-

* Du 10. Novembre 1703. T. XII. p. 365.

dant dans le Quartier, si c'est à la Campagne, d'assembler ledit Conseil de Guerre, d'être cassé & privé de sa Charge, & icelle donnée à l'Officier qui en donnera avis à Sa Majesté (e).

ARTICLE XXV.

Que le Sergent-Major soit de la Place où la Compagnie sera en Garnison, soit du Régiment lorsqu'il sera en Campagne, pourra requérir le Commandant de faire assembler le Conseil de Guerre, pour y juger un Soldat qui aura été mené à la Garnison ou au Quartier où sera logé le Régiment ou Compagnie dont il sera, si dans le temps de vingt-quatre heures, l'Officier commandant la Compagnie que le Soldat aura Desertée ne le fait pas juger, & ce à peine audit Sergent-Major de privation de sa Charge (1).

ARTICLE XXVI.

Que toutes & quantes-fois qu'un

a, b Du 1. Juin 1663. T. 2. p. 92. Art. III.
& p. 93. Art. IV.

Deserteur aura été amené soit dans une Place, soit dans un Quartier où le Régiment & Compagnie dont il est, sera logée, ledit Sergent-Major sera obligé d'en donner avis à Sa Majesté, comme aussi des diligences que luy & l'Officier de la Compagnie de laquelle sera le Deserteur auront faites pour sa punition, de ce que le Conseil de Guerre assemblé à sa réquisition, ou à celle de l'Officier commandant la Compagnie, aura ordonné contre ledit Soldat, & de l'exécution qui en aura été faite, & ce à peine audit Sergent-Major de la Place ou dudit Régiment, ou à l'Officier qui en fera la fonction, de privation de leurs Charges (*).

ARTICLE XXVII.

Et afin que la punition que mériteront les Deserteurs ne puisse en aucune maniere être retardée, Sa Majesté veut & ordonne, que

* Du 1. Juin 1668. T. 1. p. 93. Art. vi.

lorsqu'un Deserteur aura été pris ,
si dans la plus prochaine Garnison
du lieu où il aura été arrêté & en
laquelle il sera conduit , sa Deser-
tion peut être prouvée , & qu'il
s'en trouve effectivement atteint
& convaincu , son Procez luy soit
fait & parfait par les Officiers de la
Garnison , suivant ce qui est or-
donné par les Articles cy-après ,
encore bien que dans ladite Garni-
son il n'y ait aucun Officier du
Régiment ou Compagnie que le
Cavalier ou Soldat aura Deserté ,
Sa Majesté en donnant ausdits Of-
ficiers tout pouvoir (^a).

ARTICLE XXVIII.

Sa Majesté ordonne , que tout
Cavalier , Dragon ou Soldat qui
a Deserté ou Desertera de ses
Troupes Françoises ou Etrangères
pour aller dans les Armées ou dans
les Places de ses Ennemis , ou qui
sera pris marchant de ces côtez-
là , sera sans rémission puni de

^a Du 1. Juin 1668. T. 2. p. 94. Art. vi.

mort (^a) : Sa Majesté voulant que tous Cavaliers, Dragons ou Soldats qui contreviendront à ce qui est porté par cet Article, soient pendus en quelque nombre qu'ils se trouvent ; Que si néanmoins il ne se rencontroit pas d'Executeur sur les lieux, Sa Majesté veut en ce cas qu'ils soient tous passez par les Armes (^b).

ARTICLE XXIX.

Et à l'égard des Cavaliers, Dragons & Soldats, qui ayans Deserté seront pris dans les Provinces de son Royaume, ou s'y retirans, qu'ils seront condamnez à avoir le nez & les oreilles coupées, à être marquez de deux Fleurs-de-lys aux jouës (^c), & à être razez & enchainez par l'Executeur de la Haute-justice à la tête des Troupes qu'ils auront Desertées, pour être ensuite conduits es Prisons de la plus prochaine Ville, par où

^a, ^c Du 10. Novembre 1692. T. VIII. p. 502.

^b Du 26. Juillet 1668. T. 1. p. 134.

Livre IV. Titre III. 175

passé la Chaine, pour y être attaché lorsqu'elle y passera, & menez aux Galères (^a), pour y servir comme Forçats à perpétuité (^b).

ARTICLE XXX.

Défend très-expressément Sa Majesté, à tous Gouverneurs ou Commandans dans ses Places, ou dans les Quartiers où les Troupes seront logées, de surseoir l'exécution d'un Jugement rendu contre un Deserteur, pour quelque cause & occasion que ce soit, même quand suivant l'usage, une fille se presenteroit pour prendre en mariage un Criminel; Sa Majesté ne voulant pas accorder de grâce à un Soldat qui aura Deserté, ni que pour quelque raison & sous quelque pretexte que ce puisse être, la peine qu'il aura encourue soit retardée (^c).

^a Du 4. Decembre 1684. T. v. p. 181.

^b Du 31. Mars 1666. T. 1. p. 389. Art. ix.

^c Du 1. Juin 1668. T. 2. p. 99. Art. xiii.

TITRE IV.

Des Passe-volans.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne , que désormais , tout Passe-volant qui sera trouvé dans les Rangs. & Compagnies lors des Revûes d'icelles , aura le nez coupé sur le champ sans rémission , par l'Exécuteur de la Justice (^a).

ARTICLE II.

Veut Sa Majesté , que le contenu de l'Article precedent ait lieu & soit exécuté , même contre les Soy-disans Valets de Lieutenans , ou Portes Etendarts ; & que les Officiers ou Commandans des Compagnies dans lesquelles se trouveront des Passe-volans , soient cassez & privez de leurs Charges (^b).

^a , ^b Du 1. Juin 1676. T. III. p. 443.

ARTICLE III.

Ordonne Sa Majesté, que dorénavant nul Valet de Capitaine, de Lieutenant, Cornette ou Maréchal des Logis de ses Troupes de Cavalerie & de Dragons, ne pourra prendre parti dans la Compagnie dont le Maître qu'il aura servi sera Officier, à peine à ceux qui s'y trouveront enrollez d'être réputez Passe-volans, & d'encourir la peine portée par le premier Article de ce Titre, contre ceux qui tomberont dans ce Crime, sans qu'à l'avenir ils puissent en quelque maniere que ce soit, être admis dans le Service en qualité de Cavaliers ou Dragons, en aucune des Compagnies du Régiment où ils auront servi la Campagne (*).

ARTICLE IV.

Sa Majesté défend très-expressement aux Capitaines de ses Troupes, d'Habiller aucun de leurs Valets comme les Soldats de leurs

* Du 6. Janvier 1677. T. III. p. 105.

Compagnies ; & ordonne que s'il arrive qu'un Valet soit présenté en Revûe avec l'Habit de Soldat , le Capitaine de la Compagnie soit cassé & privé de sa Charge , & le Valet puny comme Passe-volant (4).

ARTICLE V.

Sa Majesté ordonne en outre , qu'à l'avenir les Capitaines & Officiers de ses Troupes d'Infanterie ne pourront Loger chez eux aucun de leurs Soldats , à peine ausdits Capitaines & Officiers d'être cassés & privez de leurs Charges , & aux Soldats qui les serviront , & seront ensuite presentez aux Revûes, d'être punis comme Passe-volans (5).

ARTICLE VI.

Voulant Sa Majesté , que les Fraters qui seront Enrollez dans les Compagnies , sans y faire le même Service que les autres Sol-

4 Du 14. Février 1691. T. VIII. p. 227.

5 Du 20. Novembre 1679. T. IV. p. 170.

dats , & qui oferont se presenter aux Revûes desdites Compagnies, soient aussi reputez & punis comme Passe-volans (^a).

ARTICLE VII.

Et afin que tout Passe-volant puisse être decouvert , & qu'aucun n'échape à la peine portée par le premier Article de ce Titre ; Sa Majesté ordonne aussi, que tout Cavalier , Dragon ou Soldat , qui lors de la Revûe de la Troupe où il sera, indiquera un Passe-volant en icelle, son Congé luy soit donné, & en outre dix Louis d'or de récompense si c'est un Fantassin, & cent écus s'il est Cavalier ou Dragon (^b).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté défend très-expresément , à tous Capitaines & autres Officiers , tant de la Gendarmerie , Cavalerie-Legere, que de Dragons , de presenter desormais

^a Du 10. Novembre 1679. T. iv. p. 171.

^b Du 1. Juin 1676. T. iii. p. 442.

en Revûë aucun Gendarme, Che-
 vau-leger ou Dragon, montez sur
 un Cheval appartenant au Capi-
 taine ou autre Officier, ou qui ait
 été emprunté de qui que ce soit, à
 peine au Capitaine ou Officier qui
 se trouvera pour lors commander
 la Compagnie, d'être cassé sur le
 champ (^a).

ARTICLE IX.

Sa Majesté donne assurance à
 celui des Gendarmes, Cavaliers
 ou Dragons qui en avertira le
 Commissaire qui fera la Revûë, &
 luy denoncera le Gendarme, Cava-
 lier ou Dragon qui sera monté sur
 un autre Cheval que celui qui au-
 ra été donné (au moins quinze
 jours auparavant) pour faire le
 Service, que son Congé en cette
 consideration luy sera accordé &
 délivré, le Cheval confisqué à son
 profit, & en outre qu'il lui sera
 donné cent dix livres de gratifica-
 tion (^b).

TITRE V.

Du Faux-Sauvage.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ^e défend aux Officiers , Gardes , Gendarmes , Chevaux-legers , Mousquetaires , Cavaliers , Houffarts , Dragons & Soldats , de prendre oucun Sel dans les Païs Etrangers, ou dans ceux de l'Obéissance de Sa Majesté où la Gabelle n'est point établie, pour le transporter , vendre ou debiter , en telle maniere que ce puisse être , & à quelque Personne que ce soit, dans les Provinces du Royaume, à peine aux Chefs & Commandans de répondre sur les Payes à eux ordonnées & sur leurs biens des dommages qui seroient faits à la Ferme générale des Gabelles , par ceux étans sous leurs Charges ; & aux Gardes , Gendarmes , Cava-

liers, Houffarts, Dragons & Soldats; (4) à peine des Galères, & d'être condamnez à y servir Sa Majesté comme Forçats à perpétuité (5).

ARTICLE II.

Défend aussi Sa Majesté à tous ses Sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient de commettre le Faux-Saunage, ni d'assister & favoriser en quelque sorte que ce soit les Gens de Guerre qui le commettront, aussi sur les feldites peines des Galères perpétuelles. (6).

ARTICLE III.

Sa Majesté veut que les Coupables des Crimes cy-dessus soient punis par les Prevosts des Maréchaux, & à leur défaut par les Juges ordinaires des Lieux, selon la rigueur des Ordonnances, sans que les Gens de Guerre puissent auxdits Crimes alleguer aucune ex-

4, 5, 6 De l'Ordonnance du premier Octobre 1706.
p. 80. & 81.

7 Du 21. Decembre 1682. T. 17. p. 413. & 414.

ception ni privilège , ni les Juges y avoir égard (*).

ARTICLE IV.

Défend Sa Majesté très-expres-
sément aux Cavaliers, Dragons &
Soldats de ses Troupes , tant Fran-
çoises qu'Etrangères , d'user d'au-
tre Tabac que de celui des Bureaux
des Fermes de Sa Majesté , sous
peine aux Contrevenans , de Pri-
son pour la première fois , & en cas
de rescidive , d'être passez par les
Baguettes ; comme aussi de se mê-
ler d'en vendre , ni faire vendre ,
entre-poser , ni transporter avec
Port d'Armes, sous peine aux Con-
trevenans de Prison aussi , pour la
première fois , & en cas de rescidi-
ve , & pour ceux qui en feront pas-
ser avec Port d'Armes , des Galé-
res (†).

ARTICLE V.

Et pour ôter tout prétexte ausdits
Cavaliers ; Dragons & Soldats , de

* De l'Ordonnance du premier Octobre 1706. p. 81.

† Du 16. Octobre 1688. T. VI. p. 101.

contrevenir à ce qui est en cela de la volonté de Sa Majesté , Elle à fait donner ses Ordres dans tous les Bureaux de seldites Fermes , pour faire qu'il soit fourni du Tabac commun de l'usage du Païs , & de bonne qualité , à tous ceux de ses Troupes , à raison de sols la livre , & de deniers l'once , lequel leur sera livré par les Commis étans ausdits Bureaux & par eux vendu aux Sergens , Soldats , Cavaliers & Dragons , à l'once seulement , & sans qu'ils en puissent acheter d'avantage à la fois (^a).

ARTICLE VI.

Défend très-expressément Sa Majesté à tous Chefs & Officiers, commandans & conduisans ses Troupes Françoises & Etrangères qui rentreront dans le Royaume, soit pour aller en Garnison, Quartier-d'hyver ou autrement , de se charger de Tabac sous pretexte d'en faire provision pour leur usage par-

^a Du 16, Octobre 1688, T. VI. p. 103.

ticuliet , ou sous quelqu'autre que
ce puisse être ; ni de souffrir qu'au-
cun de ceux étans sous leur com-
mandement , s'en charge , à peine
ausdits Chefs & Officiers de confis-
cation des Chevaux & Charrois
sur lesquels il se trouvera du Tabac,
& aussi de payer en leur propre &
privé nom , pour chacun desdits
Cavaliers , Dragons & Soldats, qui
se trouveront chargez de plus d'u-
ne once de Tabac , cent livres d'a-
mende , laquelle sera retenuë sur
leurs appointemens (*).

ARTICLE VII.

Voulant Sa Majesté que générale-
ment toutes les contraventions qui
se commettront au fait du Tabac,
par les susdites Troupes , soient ju-
gées sommairement sur les Procez
verbaux des Commis desdites Fer-
mes, par les Intendans & Commis-
saires départis en ses Provinces &
Généralitez, leurs Subdeleguez, ou

les Prevosts des Armées & des Bandes (*).

ARTICLE VIII.

Défend en outre très-expressément Sa Majesté à tous Chefs , Officiers , Cavaliers , Dragons , & Soldats de ses Troupes , tant Françoises qu'Etrangères , qui ont & auront ordre de passer d'une Province à l'autre , suivant les Ordres & Routes de Sa Majesté , de se charger de Faux-Sel , Tabac , & Marchandises , pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse être , à peine ausdits Chefs & Officiers de confiscation , tant desdites Marchandises , Faux-Sel & Tabac , que des Chevaux & Charrois sur lesquels il s'en trouvera ; & aux Cavaliers , Dragons & Soldats qui seront saisis desdites Marchandises , de Faux-Sel ou Tabac , d'être punis selon la rigueur des Articles précédens , même de la peine des Galeres ordonnée contre les Faux-

* Du 16. Octobre 1688. T. VI. p. 107.

Sauniers (^a) : Veut & ordonne Sa Majesté que les Chefs & Officiers commandans les Troupes dont lesdits Cavaliers, Dragons & Soldats auront fait le Faux-Saunage demeurent & soient responsables du dommage qu'auront souffert la Ferme générale des Gabelles, & celle des Traittes Foraines (^b).

TITRE VI.

*De la Justice Militaire, & du
Conseil de Guerre.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, veut & entend, que tout Gouverneur ou Commandant de ses Places, puisse faire arrester & constituer Prisonnier tout Soldat prévenu de Crime, de quelque Corps & Compagnie qu'il soit, en faisant avertir dans vingt-quatre heures, du temps de l'emprisonnement le

Capitaine, ou l'Officier commandant la Compagnie, dont ledit Soldat sera (^a).

ARTICLE II.

Que ledit Gouverneur, ou Commandant pourra aussi faire arrester les Officiers qui seront tombez en griève faute, à la charge d'en donner incontinent avis à Sa Majesté pour recevoir ses Ordres (^b).

ARTICLE III.

Que les Chefs & Officiers des Troupes, pourront aussi faire arrester & emprisonner les Soldats de leurs Corps & Compagnies, qui auront commis quelque excez ou desordre ; mais que les ayant fait mettre en Prison, ils ne pourront les en tirer sans la permission du Gouverneur, ou qu'ils n'ayent été jugez au Conseil de Guerre, si le cas le requiert (^c).

ARTICLE IV.

Et comme bien souvent il arrive

^{a, b} Du 12. Octobre 1661. T. 1. p. 119. Art. xxiv.
& Art. xxv.

^c P. 130. Art. xxvi.

que les Soldats qui ont été arrêtez pour Crime, ne sont point punis, soit pour n'avoir pas des Parties, soit parce qu'elles n'osent pas paroître : Sa Majesté ordonne, que lorsque quelque Soldat aura été arrêté prisonnier, le Sergent-Major de la Place, & en son absence celui qui en fera la fonction, luy fera faire le Procez, sans qu'aucun Soldat prisonnier pour Crime, puisse sortir de Prison, qu'il n'en ait été ordonné par le Conseil de Guerre (*).

ARTICLE V.

Les Juges ordinaires des Lieux où les Troupes tiendront Garnison, connoîtront de tous Crimes & délits, qui pourront être commis dans lesdits Lieux par lesdits Gens de Guerre, de quelque qualité & nation qu'ils soient, auxquels les Habitans des lieux ou autres Sujets de Sa Majesté auront intérêt, nonobstant tous Privilèges à

* Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 297. Art. XLVIII.

ce contraire (^a), sans que les Officiers desdites Troupes en puissent connoître en aucune maniere (^b), & néanmoins lesdits Juges ordinaires seront tenus d'appeller le Prévost des Bandes ou du Régiment, en cas qu'il y en ait, pour assister à l'Instruction & au Jugement des Procez de tout Crime de Soldat à Habitant ; & où il n'y aura point de Prévost, d'y appeller le Sergent-Major, ou l'Aide-Major ou l'Officier commandant le Corps de la Troupe (^c).

ARTICLE VI.

Voulant Sa Majesté, que les Officiers de ses Troupes connoissent seulement des Crimes ou Délits qui se commettront de Soldat à Soldat ; à l'égard desquels, lorsqu'ils auront été constitués Prisonniers, Sa Majesté n'entend pas néanmoins que les Officiers deses Troupes puissent les retirer, ou faire

^a, c Du 4. Novembre 1651. T. 1. p. 34. Art. xxii.

^b Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 293. Art. xlii.

retirer des Prisons où ils auroient été mis, sous prétexte qu'ils doivent connoître de leurs Crimes, mais bien qu'ils fassent la requisi-tion aux Juges, de l'autorité des-quels ils auront été emprisonnez, de les leur faire remettre, & qu'en cas de refus, ils se pourvoyent vers Sa Majesté (^a).

ARTICLE VII.

Que lesdits Chefs & Officiers ne pourront s'assembler pour tenir Conseil de Guerre ou autrement, sans la permission expresse du Gouverneur ou Commandant (^b).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté entend, qu'à l'égard des Jugemens Militaires, lorsqu'il devra être tenu Conseil de Guerre dans une Place, soit pour la puni-tion des Crimes des Soldats, ou pour empêcher qu'il ne s'en com-mette à l'avenir; l'assemblée qui devra être tenue pour lesdits Ju-

^a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 294. Art. XLIII.

^b Du 12. Octobre 1661. T. 1. p. 130. Art. XXVII.

gemens se fera dans le Logis du Gouverneur , & en son absence dans celuy du Lieutenant pour Sa Majesté , ou Commandant en la Place où sera la Compagnie , dont se trouvera le Soldat prévenu (^a).

ARTICLE IX.

Tous les Officiers de la Garnison, de quelque Corps qu'ils soient, pourront assister audit Conseil de Guerre, & ledit Gouverneur, ou en son absence, ledit Lieutenant ou Commandant y présidera sans difficulté ; sans que sous pretexte qu'ils n'auroient aucun Corps ou Compagnie sous leur commandement particulier , ou pour quelque autre cause & occasion que ce soit , il y puisse être apporté aucun empêchement (^b).

ARTICLE X.

Qu'en cas que dans lesdites Places il ne se trouve pas des Officiers en nombre suffisant pour le Jugement desdits Soldats , il sera loisible aux

^a, ^b Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 294. & 295.
Art. XLIV.

Gouver-

Gouverneurs des Places, & en leur absence à ceux qui y commandent, d'appeller & convoquer en icelles le nombre nécessaire d'Officiers des Troupes d'Infanterie étans en Garnison és Places les plus voisines pour juger les Procez desdits Soldats ; lesquels Officiers convoquez , seront tenus de se rendre esdites Places , lorsqu'ils en seront requis par lesdits Gouverneurs ou Commandans , pour , au nombre porté par les Ordonnances, proceder au Jugement desdits Procez , sans que les Officiers des Compagnies étans en Garnison dans les Places ou le Conseil de Guerre se tiendra , puissent faire difficulté d'admettre dans ledit Conseil les Officiers des Places voisines , ni prétendre d'autre Rang & Sçeance que celle qui leur appartiendra , à cause de l'ancienneté de leurs Corps , si ce n'est que celui des Capitaines de la Garnison , où se tiendra le Conseil, se trouvât com-

mander dans la Place ; auquel cas il aura la préseance au préjudice des Capitaines des Corps plus anciens , qui se rendront dans la Place ou se tiendra le Conseil de Guerre (*a*).

ARTICLE XI.

Ordonne Sa Majesté , que lorsque le Procez devra être fait à un Soldat Fantassin qui aura commis quelque Crime , si dans la Place où sera ledit Soldat , ou dans celles qui en seront voisines , il ne se rencontre pas nombre suffisant d'Officiers d'Infanterie pour juger ledit Procez , les Officiers de Cavalerie , soit de la Garnison , s'il y en a , ou de celles qui en sont voisines , seront obligez d'assister au Conseil de Guerre qui sera tenu pour le Jugement dudit Soldat , de se rendre pour cette fin dans les Places quand ils en seront requis par ceux qui y commanderont , auquel Conseil de Guerre lesdits Officiers de Ca-

valerie prendront leur Scéance à la gauche de celui qui y présidera, & Opineront les premiers (*).

ARTICLE XII.

Que si toutesfois il se rencontre que dans les Places les plus voisines de celle où se devra tenir un Conseil de Guerre, il n'y eut pas des Officiers en nombre suffisant, ou qu'elles fussent trop éloignées pour y faire venir des Officiers, Sa Majesté veut en ce cas, que celui qui commandera dans ladite Place appelle & admette dans ledit Conseil de Guerre des Sergens des Compagnies de la Garnison, jusques au nombre qui sera nécessaire pour le Jugement desdits Soldats (').

ARTICLE XIII.

Et lorsqu'un Cavalier devra être Jugé, s'il se rencontre que pour cet effet il n'y a pas assez d'Officiers de Cavalerie dans la Place, Sa Ma-

* Du 22. Août 1666. T. 1. p. 404.

† Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 296. Art. XLVI.

jesté veut & entend que les Officiers d'Infanterie , soit de la Garnison ou des Places voisines , soient obligez d'assister , & de se trouver au Conseil de Guerre qui sera tenu pour le Jugement dudit Cavalier , quand ils en seront requis par les Gouverneurs ou Commandans dans lesdites Places, & que dans ledit Conseil ils prennent leur Sceance à la gauche de celui qui y présidera, & Opinent les premiers (^a).

ARTICLE XIV.

Veut Sa Majesté que la Justice qui sera ainsi faite aux Soldats d'Infanterie , soit exercée en son Nom, comme Colonel General de ladite Infanterie , & que celle qui se fera aux Cavaliers, soit renduë au nom du Colonel General de ladite Cavalerie tout ainsi que s'il n'avoit assisté que des Officiers d'Infanterie ou de Cavalerie à l'un ou l'autre desdits Jugemens (^b).

^a, ^b Du 22. Aoust 1666. T. 1. p. 405.

Sa Majesté ordonne, que les Sergens Majors des Places donneront les Conclusions qui sont à donner dans lesdits Conseils de Guerre pour le Jugement desdits Procez préférablement & à l'exclusion des Sergens - Majors des Régimens (*).

a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 297. Art. XLVII.



LIVRE CINQUIÈME.

I. De la maniere de faire prendre les Armes aux Troupes d'Infanterie, de les mettre en Bataille, & de former & rompre les Bataillons, tant à l'Armée qu'en Garnison.

I I. Des Manimens des Armes réglés pour toute l'Infanterie de France.

I I I. De la manière de Défiler.

TITRE PREMIER.

De la manière de faire prendre les Armes aux Troupes d'Infanterie, de les mettre en Bataille, & de former & rompre

Livre V. Titre I. 199
les Bataillons tant à l'Armée
qu'en Garnison.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne , veut
& entend , que lorsque dans
une Armée il y aura ordre de faire
marcher toute l'Infanterie , l'on
commence à battre le Premier par
la batterie que l'on appelle *La Gé-
néralle* ; pour le second l'*Assem-
blée* , & puis dans le temps que les
Soldats sortiront de leurs Tentés
ou Huttes , la batterie qui a été ré-
glée pour l'entrée & la sortie du
Camp [appelée *aux Drapeaux*]
& quand ce ne sera qu'un Régi-
ment qui aura ordre de marcher ,
& non tout le Corps d'Infanterie ,
que les Tambours battent pour le
Premier *aux Champs* , pour le Se-
cond l'*Assemblée* , puis la *sortie du*
Camp , & ensuite la *Marche* lors
que le Régiment commencera à
marcher (*).

* Du 10. Juillet 1670. T. 2. p. 271.

ARTICLE II.

Dès que l'*Assemblée* est battue les Soldats vont à la teste du Camp, prennent leurs Armes aux Faisceaux, & les Sergens forment les Compagnies à cinq de hauteur, à quinze pas des Faisceaux, après quoy les Tambours battent le *Drapeau*, les Soldats font *Fusil sur l'Epaule*, & marchent, (les Compagnies formées comme il est dit) quarante pas devant le *Front de Bandiere*, où après avoir joint & dressé toutes les Compagnies du Bataillon chacune dans leur Rang, le Major observe pour former le Bataillon ce qui est dit cy-après (Art. XIII. de ce Tit.) (").

ARTICLE III.

Quand les Troupes sont arrivées sur le Terrain où les Bataillons doivent se mettre par Compagnie, le Major fait le Commandement,

Prenez-
garde à
vous, pour
rompre le
Bataillon.

A ce Commandement les Sergens marquent promptement le Terrain où les Compagnies doivent s'arrêter & y demeurent ; après quoy le Major fait le Commandement qui suit.

A droit &
à gauche,
rompez le
Bataillon.

Qui a fait à droit pour former le Bataillon, fera à gauche pour le rompre, & au contraire qui a fait à gauche fera à droit à ce Commandement.

Marche.

Partans tous du pied gauche ; & quand chacun est arrivé sur le terrain qu'il doit occuper, le Major fait le Commandement,

A droit & Les Compagnies
à gauche. font face à la teste
(^a).

ARTICLE I V.

Après quoy si l'on veut poser
les Armes on dira,

Demi tour En tournant sur
à droit. le talon gauche.

Presentez (^b), comme il est
vos Armes. expliqué cy-après

aux Commande-
mens XIII. XIV.

& XV. des Mani-
mens des Armes
Titre 2. de ce Livre.

Est à observer que
les Soldats qui vont
poser les Armes
marchent le Fusil de-
vant & un peu à cô-
té d'eux (^c).

Marche. Les Tambours
battent les Dra-
peaux, & l'on va po-

^a T. IV. p. 457. ^b , 454. ^c , 455.

ser les Armes aux
Faïsseaux, les Offi-
ciers , Sergens &
Tambours mar-
chant à leurs Postes,
observant que cha-
cun marche lente-
ment en regardant
sa droite jusques au
Faïsseau (4).

ARTICLE V.

Dès que l'Assemblée est battue
dans un Quartier, les Compagnies
étant à leur Drapeau, ils se met-
tront en marche par quatre files.
La Colonelle doit défiler la pre-
miere, & le reste suivant le Rang ;
le Major ou Aide Major à la teste
qui les conduit au Champ de Ba-
taille qu'il a reconnu (5).

ARTICLE VI.

Le Capitaine aura le Sponton à la
main, le Lieutenant sera à la queue,
& le Drapeau ou le Sous-Lieutenant
marcheront entre le cinquième &

^a T. IV. p. 455.

^b Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 497.

le fixième Rang, le Tambour entre le second & le troisième (*a*).

ARTICLE VII.

A la Sortie du Quartier, les Sergens mettront les Compagnies à cinq de hauteur, marchant de même, tant que le Terrain pourra le permettre, prenant garde de garder de surnuméraires pour en former des files sur la gauche des Rangs (*b*).

ARTICLE VIII.

Etant arrivez au Champ de Bataille, les Compagnies dans leur Rang naturel à cinq de hauteur; les Compagnies se formeront suivant leur Rang (*c*); & l'on observera, que quand on se met en Bataille, les Sergens donnent toujours la longueur de deux Haliebardes pour distance d'un Rang à l'autre (*d*).

ARTICLE IX.

Etant dans cette disposition, le

a, *b* Du 2. Mars 1793. T. xiv. p. 497.
c, 498. *d*, 524.

Major aura soin d'avertir quatre Fusiliers des quatre premières Compagnies, & trois des huit dernières, deux Sergens & un Tambour, pour qu'au Commandement de (*Formez le Bataillon*) ces quarante Fusiliers, deux Sergens & un Tambour, avec un Capitaine & un Lieutenant, fassent à gauche & aillent suivant le Commandement former un Píoton sur la gauche du Bataillon (*a*).

ARTICLE X.

Il avertira aussi que la Compagnie du Capitaine qui doit commander la gauche du Bataillon, pour le Commandement de (*Formez le Bataillon*) marche & aille se mettre à la gauche du Bataillon avec son Capitaine (*b*).

ARTICLE XI.

Les Sergens feront aussi avertis à ce Commandement d'aller se poster; sçavoir un sur chaque Aîle, qui ferme le Bataillon, & les autres

Sergens formeront un Rang à la queue du Bataillon, trois pas derrière le Soldat (^a).

ARTICLE XII.

Les Tambours iront aussi par le dit Commandement, se poster au-delà des Grenadiers, & du Ploton de la Gauche, sur l'alignement du premier Rang, joignant le Rang (^b).

ARTICLE XIII.

A droit & à gauche, formez le Bataillon.	A ce Commandement la Compagnie de celui qui doit aller occuper la gauche du Bataillon fait à gauche ; & le reste du Bataillon qui est à sa gauche, fait à droit, pour venir occuper le Terrain de cette Compagnie, & lui faire place à la gauche ; & les Soldats
---	---

commandez , Ser-
gens & Tambour
pour former le Dé-
tachement de la
gauche , feront à
gauche (^a). Il faut
observer qu'un Ser-
gent soit à la gauche
du premier Rang ,
afin que la Compa-
gnie de celui qui
doit occuper la gau-
che du Bataillon ,
n'aille pas plus loin
que là où étoit au-
paravant celle qui
fermoit le gauche
dudit Bataillon (^b).

Marche.

Les Commandez
pour former ledit
détachement, & les
Compagnies qui au
Commandement
précédent ont fait à
droit & à gauche ,

^a Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 500.

^b T. IV. p. 457.

vont occuper leur
sûdit Poste (^a) : Et
quand chacun est
arrivé sur le Ter-
rain qu'il doit occu-
per, le Major fait le
Commandement
suivant (^b).

A droit & Les Compagnies
à gauche. font face à la teste
(^c).

ARTICLE XIV.

Le Bataillon étant formé , le
Colonel sera dans le Centre , le
Lieutenant Colonel à la droite , le
premier Capitaine à la gauche avec
sa Compagnie , & tous les autres
Capitaines, autant que cela se pour-
ra , se mettront à la teste de leurs
Compagnies , les Officiers à pro-
portion , & partant tous à distance
égale entre eux , occupant le Front
du Bataillon (^d).

ARTICLE XV.

Aux Bataillons qui n'ont point

^a, ^d Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 300, 6, 492.
^b T. IV. p. 457.

de Colonels, le Lieutenant Colonel, ou premier Capitaine commandant sera dans le Centre, celui d'ensuite à la droite, & celui qui le suit à la gauche avec sa Compagnie (^a).

ARTICLE XVI.

Lorsque dans une place il y aura des Compagnies de divers Régimens d'Infanterie en Garnison, & qu'on en voudra former un Bataillon, Sa Majesté ordonne, veut & entend, que toutes les Compagnies du plus ancien Corps prennent la droite du Bataillon; que celles du second tiennent la gauche du même Bataillon, & que les autres Compagnies des Régimens moins anciens, prennent leur Rang successivement à droit & à gauche, en sorte que celles du dernier Régiment, joignent la droite des Compagnies du second Régiment qui aura la gauche du Bataillon: Qu'à l'égard des Officiers desdites

^a Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 501.

Compagnies , chacun d'eux se poste dans le terrain qui sera vis-à-vis de sa Compagnie , à la reserve neanmoins du Commandant , lequel quand bien il seroit Officier d'un des derniers Regimens, prendra toujours le Poste d'honneur , sans avoir égard au lieu ou sera sa Compagnie ; & que lorsque le Bataillon aura à se séparer , ledit Commandant fasse défiler par la droite , sans que les Compagnies qui auront la gauche puissent pretendre de venir prendre leur Rang , afin d'éviter par ce moyen la confusion (*).

ARTICLE XVII.

Que pour maintenir les Troupes d'Infanterie dans la Règle , & la Discipline militaire , apprendre aux Soldats le Port & le Maniement de leurs Armes , les Evolutions , & les instruire dans la forme & manière de Combattre ; Les Sergens-Majors des Villes & Pla-

* Du 15. Novembre 1671. T. 2. p. 355.

ces feront faire l'Exercice général aux Troupes d'Infanterie qui y feront en garnison , une fois le mois ; & les Chefs & Officiers desdites Troupes la feront faire aux Soldats de leurs Compagnies , qui ne feront pas de garde au moins deux fois la semaine ; & ceux desdits Soldats qui négligeront de s'instruire , & ne feront pas bien l'Exercice , seront cassez (').

ARTICLE XVIII.

Quand les Troupes sont en Bataille pour l'Exercice , ou pour paroître , les Officiers sont partages également à la teste du Bataillon ; les Lieutenans & Drapeaux faisant un Rang à un pas des Soldats , les Capitaines en faisant un autre devant à un pas des Officiers (b).

ARTICLE XIX.

Les Soldats ouverts à un pas de distance (c) auront le Fusil sur l'épaule , ni trop plat , ni le bout

a Du 12. Octobre 1661. T. I. p. 127. Art. XIX.
b , c Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 501.

trop haut , la Sougarde du Fusil touchant l'épaule , laissant quatre doigts de crosse entre la main & le bout de la Crosse, laquelle sera un peu tournée en dedans () ; étant à observer que tous les Fusiliers ayent un petit Tampon de cuir qui se met sur l'amorce , la Platine levée & le Chien abbatu sur le Tampon qui tient à la Sougarde avec une petite chaîne d'acier, afin d'éviter tous les accidens (').

ARTICLE XX.

Le Bataillon formé ne doit être séparé des Grenadiers de la droite & du détachement des Fusiliers de la gauche , que par une File de Sergens sur chaque Aîle du Bataillon ; un Sergent étant posté sur chaque Aisle des Rangs , & les autres derriere le Bataillon (comme il est dit cy-devant Art. XI. de ce Tit.) & jamais devant dans le Rang pour quelque pretexte que ce puisse être (:).

ARTICLE XXI.

Les Tambours sur les Aîles des Bataillons , comme il est dit Art. XII. de ce Titre , il y en aura huit par Bataillon , sçavoir , quatre à chaque Aîle de Bataillon dans le même Rang des autres que le Tambour Major aura commandé pour l'Exercice (*a*).

ARTICLE XXII.

Quand le Major fera le Signal pour l'Exercice , les Tambours *Appelleront* , les Capitaines , Officiers & Drapeaux , feront demy-tour à droit , marcheront dans les Intervalles des Files ; & iront se poster ; sçavoir les Capitaines marchans sur une même ligne , à dix pas du Rang des Sergens , les Officiers & Drapeaux à huit pas qui est deux pas moins loin que les Capitaines (*b*).

ARTICLE XXIII.

Les Tambours commandez pour l'Exercice de la droite & de la gau-

che du Bataillon, dès que les Officiers feront demi-tour à droit, marcheront devant eux en avant & iront se poster soixante pas devant les Aîles du Bataillon, regardant le Centre qu'il sera le Major, les autres Tambours feront demy-tour à droit & marcheront avec les Officiers, & se posteront vis-à-vis l'Intervale des Bataillons sur le dernier Rang des Soldats, occupant le Front de l'Intervale (^a).

ARTICLE XXIV.

Six Sergens commandez, quand on avertira pour l'Exercice, occuperont tout le Front du Bataillon, se postant à la teste à distance égale de manière que celui de la droite sera entre les trois & quatre Files, & celui de la gauche de même, & les autres à distance égale, & marcheront du même signal que les Officiers devant le Bataillon sur une ligne entre eux, se posteront six pas plus avant que les Tam-

^a Du 2. Mars 1793. T. xiv. p. 504.*

bours , occupant le même Front que le Bataillon , & la moitié de leur Intervalle ; de manière que toute leur ligne soit à égale distance , faisant marcher devant eux tout ce qui embarrasse le front de la ligne : Et arrivant à leur Poste ils feront demi-tour à droit , & ceux qui seront près des Tambours , prendront garde qu'ils battent bien , & ferme (^a).

ARTICLE XXV. . .

Au même signal , les Sergens postez sur les Ailes des Rangs , feront demi-tour à droit & iront se poster sur le Rang des autres Sergens qui sont derriere le Bataillon , vis-à-vis de l'Intervale des Bataillons , derriere les Tambours (^b).

^a , ^b Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 504. & 506.

TITRE II.

*Des Manimens des Armes re-
glez pour toute l'Infanterie
de France (°).*

I.

A droit.

Ces à droit & à
gauche se font en
tournant sur le talon
gauche (°).

II.

A droit.

III.

A droit.

IV.

A droit.

V.

A gauche.

VI.

A gauche.

VII.

A gauche.

VIII.

A gauche.

IX.

Demi tour Les demi-tours à

° Du 2. Mars 1703. T. xiv. p. 506.

° T. ix. p. 445.

droit

à droit. droit , & les demi
X. tours à gauche se
Remettez font en tournant le
vous. Corps sur le talon
gauche (^a).

XI.

Demi tour
à gauche.

XII.

Remettez
vous.

XIII.

Portez la A ce Commande-
main droi- ment, le Soldat por-
te sur le te brusquement la
Fusil. main droite sous le
chien du Fusil , le
glissant (^b), quatre
doigts (^c) de la
main gauche , de
maniere que le bout
de la Platine soit vis-
à-vis le menton (^d).

^a T. iv. p. 445.

^{b, d} Du 2. Mars 1703. T. xiv. p. 107. ^c, p. 518.

tournant un peu la
Croffe (*a*), obser-
vant que le Fusil soit
de la même situa-
tion (*b*).

XIV.

Haut le
Fusil.

Faisant à droit ,
tenant le Fusil de la
main droite , le bras
tendu devant le mi-
lieu du Corps , la
Platine à hauteur de
la cravate (*c*).

XV.

Joignez
la main
gauche au
Fusil.

On laisse tomber
le Fusil sur la main
gauche , tenant le
bout fort haut , de
maniere que le bout
de la Croffe soit vis-à-
vis le genoüil droit ,
éloigné d'un demi
pied (*d*).

XVI.

Apprêtez

Les Soldats ban-

a Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 518. *b*, *c*, p.
507, & *d*, p. 508.

vos Armes. dent le Fusil, tenant
le pouce sur le chien,
toujours le bout
haut dans la même
situation (°).

XVII.

En Jouë.

En deux temps.

Au premier on
pousse les deux bras
devant soy, en les
levant de maniere
que le bout de la
Croffe soit à la hau-
teur de la Ceinture.

Au deuxiême, on
met en jouë à l'épau-
le droite en lâchant
le pied droit en arrie-
re, ayant le genoüil
gauche un peu plié,
le jarret droit tendu,
les Armes plartes
(°).

XVIII.

Tirez.

XIX.

Remettez
vos Armes

Le Fusil revient
présenté dans la même
situation qu'il
est cy-devant dit au
Commandement
xv. (^a) en rappro-
chant le pied droit,
tournant bien le
Corps vis-à-vis son
Camarade (^b).

XX.

Remettez
le Chien
en son re-
pos.

On releve le Chien
(^c), le remettant à
son repos (^d).

XXI.

Soufflez
dans le
Bassinèt.

En deux temps.

Au premier on
porte le fusil à la
bouche, les Armes
dans la même situa-
tion que quand elles
sont présentées ;

^{a, c} Du 1. Mars 1703. T. xiv. p. 509.
^{b, d} 516:

Au deuxième on
souffle dans le bassinet , & les Armes
retombent présentées (^a).

XXII.

Essuiez la
Pierre.

XXIII.

Prenez le Poulverin. On le prend à poignée de la main droite , l'éloignant du Corps (^b).

XXIV.

Amorcez. Les Armes plates (^c).

* XXV.

Fermez le Bassinet. En deux temps (^d).
Au premier , on ferme le bassinet en baissant la Platine (^e).

Au second on met la main derriere la Platine, empoignant

bien le Fusil^(*), & en relevant le bout ^(b).

XXVI.

Passiez le
Fusil du
côté de l'E-
pée.

En poussant le bras devant soy, lâchant la main droite, tournant la jambe gauche, avançant le pied droit, & porter la main droite au bout du Canon ^(c), le pouce le long du Canon ^(d), le bras droit tendu à la hauteur de l'épaule, les Armes, un peu éloignées du Corps ^(e).

* XXVII.

Prenez la
Cartou-
che.

On la prend, la tirant hors de l'étuy, tenant le bras tendu éloigné du Corps à la hauteur de la ceinture ^(f).

^a Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 516. ^c, ^e, ^f p. 510. ^d p. 517. ^b T. IV. p. 437.

* XXVIII.

Dechirez-
la avec les
dents.

On la porte à la
bouche, le bras^e ten-
du à la hauteur du
bout du Canon, le
bout déchiré en haut
à un demi-pied é-
loigné du bout du
Canon (^a).

* XXIX.

Mettez-la
dans le Ca-
non.

On met la Cartou-
che dans le Canon
par le côté déchiré,
en tournant la main,
& la tenant au bout
du Canon (^b).

* *Les trois
Commande-
mens précé-
dens, & les
quatre sui-
vans se chan-
gent suivant
qu'on a des
Cartouches,
ou qu'on n'en*

^a, ^b Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 510. & 511.

à pas (a).

*Ceux qui
n'en ont
point diront*
(b)

* I.

Prenez le *A pleine main, &
Fourni- la portant un peu
ment* (c). *devant soy* (d).

* 2.

Haut le
Fourni-
ment (e).

* 3.

Mettez la *En serrant fort le
Poudre ressort du Fourni-
dans le ment, & ne le point
Canon* (f). *relâcher qu'on n'ôte
le Fourniment du
Canon* (g).

* 4.

Remettez
le Fourni-

a, b, c, e, f Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 511. & 510.
d, g T. IV. p. 440.

ment en

son lieu (4).

XXX.

Tirez la Baguette. On la tire en trois temps, la tenant toute plate à la hauteur de l'épaule, le bras droit tendu, & la Baguette couchée, le gros bout devant entre le pouce & le premier doigt (5).

XXXI.

Haut la Baguette. On la tient à pleine main toute droite (6), le pouce le long de la Baguette (4), le petit bout en haut (7).

XXXII.

Racourcissez la Baguette. En deux temps. Au premier, on appuye le gros bout à la ceinture. Au se

b, c, e Du 2. Mars 1703, T. XIV. p. 511. & d p. 512.
* T. IV, p. 440.

cond on la racourcit , en approchant le poignet de la hanche , la tenant dans une ligne parallele au Canon (^a).

XXXIII.
Mettez-la
dans le Canon:

En deux temps.
Au premier on la pousse au-dessus du Canon.

Au second on la met dans le Canon (^b).

XXXIV.
Bourrez.

Trois fois en trois temps differents (^c).

XXXV.
Retirez la
Baguette.

Tournant la main, tenant la Baguette toute plate le long du bras qui est tendu à la hauteur de l'épaule , comme cy-devant au Com-

mandement xxx. le
petit bout devant (¹).

XXXVI.

Haut la
Baguette.

De même qu'il est
dit cy. devant au
Commandement
xxx i. excepté que
le gros bout de la
Baguette doit être
en haut (²).

XXXVII.

Racour-
cissez la
Baguette.

En deux temps.
Au premier, on
appuye le petit bout
à la ceinture.

Au second, com-
me il est dit au deu-
xième temps du
Commandement
xxx i i.

XXXVIII.

Remettez
la en son
lieu.

En deux temps.
Au premier, on
pousse le bras droit
tendu devant soy,

le bout de la Baguette un peu haut.

Au second, on la met à sa place, la main droite au bout du Fusil; le pouce le long du Canon (^a).

XXXIX.

Prenez la Bayonnette.

On porte la main sur la poignée de la Bayonnette (^b).

XL.

Haut la Bayonnette.

On la tire du fourreau, la tenant par la poignée la pointe en haut, le poignet à la hauteur de l'épaule, le bras droit tendu (^c).

XLI.

Mettez-la au bout du Canon.

On tient toujours la main droite au bout du Fusil après avoir placé la Bayonnette, le pouce

XLII.

Présen-
tez vos Ar-
mes.

En trois temps.

Au premier on porte la main droite sous le Chien du Fusil, le tenant droit devant soy détaché du corps, la main droite vis-à-vis la ceinture.

Au deuxième, on fait un demy-tour à droit, tenant le bras & le fusil comme il est dit au Commandement XIV.

Au troisième, on laisse tomber le Fusil sur la main gauche, comme il est expliqué au Commandement XV. & les Armes se trouvent présentées. On

tiendra le bout du Canon fort haut, de maniere que la Bayonnette paroisse audeffus du Soldat (*).

XLIII.
Fusilliers
apprêtez-
vous.

Comme au Com-
mandement xvi.

XLIV.

A droit.

XLV.

A droit.

XLVI.

A droit.

XLVII.

A droit.

XLVIII.

A gauche.

XLIX.

A gauche.

Ces à droit & à gauche se font en deux temps.

Au premier , en tournant sur le talon gauche, on dresse le Fusil dégagé du Corps sans lever les bras , & on approche le pied droit du gauche , tenant le Fusil droit entre les épaules de celui

* Du 2. Mars 1703. T. xlv. p. 514.

L. qui est devant vous.

A gauche. Au deuxième, en

L I. lâchant le pied droit

A gauche. on laisse tomber le
bout du Fusil, com-
me quand on est les
armes présentées (').

L II.

Demi tour On observe pour
à droit. les demy-tours à

L III.

Remettez- tours à gauche la
vous. même chose qui est
cy-dessus dit pour
les à droit & à gau-
che (').

L I V.

Demi tour
à gauche.

L V.

Remettez-
vous.

LVI.

En jouë. De même qu'au
Commandement
xvii.

Lvii.

Tirez.

Lviii.

Retirez
vos Armes. En quatre temps.
Au premier, com-
me il est dit cy-de-
vant au Comman-
dement xix.
Au deuxième, com-
me au Commande-
ment xx.
Au troisième &
quatrième comme il
est marqué au Com-
mandement xxv.

Lix.

Passiez le
Fusil du
côté de l'E-
pée. Comme il est ex-
pliqué au Comman-
dement xxvi.

L X.

Reprenez la Bayonnette. On détache la Bayonnette, la tenant comme au Commandement XL (a).

L X I.

Remettez-la en son lieu. On la remet dans son Fourreau (b).

L X II.

Joignez la main droite au Fusil. Comme il est dit au premier temps du Commandement X L I I.

L X I I I.

Fusils sur l'épaule (c). En trois temps. Au premier en faisant à droit, tenant le bras droit tendu, le Fusil devant soy, la Platine à hauteur de la Cravate (d), les épaules également avancées (e).

a, b, d Du 1. Mars 1703. T. xiv. p. 517.
c, p. 512. & e, p. 513.

Au deuxième, on porte le Fusil sur l'épaule à l'ordinaire.

Au troisième, on laisse tomber la main droite (*).

LXIV.
Reposez-
vous sur
vos Armes.

En quatre temps.

Au premier, comme il est marqué au Commandement

XIII.

Au deuxième, on porte le Fusil de la main droite devant soy entre les deux yeux, le bras tendu à la hauteur de la Cravate.

Au troisième, on baisse le Fusil avec la main droite, en portant la gauche à un demi-pied du bout de la hauteur de la

* Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 517.

teste.

Au quatrième, on laisse tomber la Crosse à terre, en portant la main droite joignant au-dessus de la gauche, de manière pourtant, qu'on voye tout le visage au-dessus des poignets(*).

L X V.

Posez vos
Armes à
terre.

En quatre temps.

Au premier, en haussant le Fusil de la main droite, on le tourne à droit en glissant la main gauche jusques au basfinet.

Au deuxième, on hausse le Fusil avec la main gauche de la hauteur de la Cravatte, en por-

* Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 518.

tant la main droite
sur la Platine , le
pouce sous le chien
du Fusil.

Au troisiéme , en
se baissant on pose
le Fusil entre les
jambes , la Platine
entre les oreilles du
foulier , de manière
que les genoux ne
soient pas pliez , se
baissant seulement
de la ceinture en
haut.

Au quatriéme, on
se releve (*).

LXVI.

Reprenez
vos Ar-
mes.

En quatre temps.

Le premier est
d'ouvrir un peu les
bras à côté de soy.

Au deuxiéme, en
se baissant on prend
les Armes, les mains

* Du 2, Mars 1793. T. XIV. p. 519.

dans la même situation qu'en les posant.

Au troisiéme, on tourne les Armes en les levant, pour que la Platine soit en dehors; & l'on porte la main droite à quatre doigts de la hauteur de la teste, les bras tendus sans lever le gauche.

Au quatriéme, on laisse tomber la Crosse à terre, & la main gauche glisse le long du Canon jusques à la droite (^a).

LXVII.

Fusils sur
l'épaule.

En cinq temps.

Au premier, on leve le Fusil avec la main droite en glis-

sant la gauche jus-
ques au bassinet.

Au deuxième, on
porte la main droite
sous la Platine du
Fusil sans lever la
gauche.

Au troisième, on
leve le Fusil de la
main droite à hau-
teur de la Cravatte
devant soy, le bras
droit tendu, les épau-
les également avan-
cées.

Au quatrième, on
le porte sur l'épaule.

Au cinquième, on
ôte la main droite
(^a).

TITRE III.

De la manière de Défiler.

ARTICLE PREMIER.

QUand les Compagnies défilent par quatre, l'on observera de mettre toujours les Caporaux à la teste , les Tambours entre le second & troisième Rang : le Sous-Lieutenant & le Drapeau aux Compagnies qui en ont , marcheront entre le cinquième & sixième Rang , le Lieutenant à la queue , & les deux Sergens sur les Aisles du premier Rang derriere le Capitaine (*).

ARTICLE II.

Quand on est en Bataille , le Major avertira comme il est ordonné de défiler ; mais si on ne dit mot , la maniere la plus ordinaire & la plus aisée est par

* Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 524.

demy-manche (*a*).

ARTICLE III.

Quand on défilera par demy-manche , les Bataillons feront cinq divisions ; & quand on défilera par manche , ils n'en feront que trois (*b*).

ARTICLE IV.

De quelle maniere qu'on défile , le Major aura toujours soin de mettre des Officiers à toutes les testes des divisions , & les Sergens défileront toujours sur les Aîsles des Rangs, du côté que sera celui devant lequel on défile (*c*) : les Tambours doivent toujours être placez entre le second & le troisième Rang , en marchant en Bataille , de même que par Compagnie (*d*), & les Compagnies des Grenadiers défileront toujours à la teste des Régimens d'Infanterie (*e*).

ARTICLE V.

Si l'on défile par la droite ,

a, d Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 524. *b, c* p. 526.

e *e*, p. 527.

l'on

l'on fera marcher six pas en avant tout le Bataillon ; & sans s'arrêter , chaque demi-Manche ou Division , fera son quart de conversion (^a).

ARTICLE VI.

La Compagnie de Grenadiers marchera à la teste , le Colonel à la teste , suivi du Lieutenant-Colonel à la longueur du Sponton, ensuite les Capitaines derrière le Lieutenant Colonel , aussi à la longueur du Sponton (^b) ; les Officiers du Bataillon seront partagez , la moitié des Capitaines à la teste , l'autre moitié à la queue , les Lieutenans & Sous-Lieutenans seront partagez également à la teste de toutes les Divisions (^c).

ARTICLE VII.

Quand les Bataillons défilent par Compagnies & par quatre files , les Drapeaux marcheront après le cinquième Rang :

^a , ^b Du 1. Mars 1703. T. XIV. p. 324.

^c p. 325.

Quand ils défileront par demi-Manche, les Drapeaux se mettront à la teste de la troisième Division ; Quand ils défileront par Manche, ils seront à la teste de la seconde Manche : Et s'ils marchent par Bataillon entier, les Drapeaux seront au Centre à dix pas l'un de l'autre (*a*).

ARTICLE VIII.

Tous les Officiers qui sont à la teste des Divisions doivent prendre garde d'en occuper tout le front à distance égale entre eux, de maniere que celui qui est à la droite & celui qui est à la gauche, doivent être vis-à-vis l'intervale des premières & secondes files de leur Aisle, n'étant jamais que deux pas devant le Soldat, de maniere (*b*) qu'en marchant ils ne soient jamais éloignés du Rang des Soldats que de la longueur du Sponsion qui reste en arriere, en sorte

a, *b* Du 1. Mars 1703. T. xiv, p. 526. & 525.

que le Rang du Soldat touche presque le talon du Sponton (a).

ARTICLE IX.

Chaque Division de Bataillon doit se regler en marchant sur la distance qu'il faut laisser de l'un à l'autre sur le front de la Division qui mene : Par exemple ; si la Division qui mene tient trente pas de front , il faut qu'il ne laisse pas quinze pas d'intervale , parce que la Division qui marche devant lui , faisant le quart de conversion pour se mettre en Bataille , occupe seize pas qu'il quitte en faisant le quart de conversion ; & par conséquent ceux-là joints avec les quinze pas qu'on laisse en marchant , donneront le terrain suffisant pour se mettre en Bataille , & ainsi de même à proportion ; soit qu'on défile par Manche ou par quart de Manche (b).

ARTICLE X.

Quand on défilera par Bataillon

a, b Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 527. & 528.

entier , si c'est devant Sa Majesté ou le General , & que ce ne soit que pour voir les Troupes , il ne faut laisser que quarante pas d'intervale de l'un à l'autre , afin de ne pas faire attendre long-temps Sa Majesté (^a).

ARTICLE XI.

Si c'étoit un mouvement nécessaire pour gagner du terrain , & se mettre en Bataille pour l'Ennemi , il faut après avoir fait le quart de conversion pour se mettre en marche , laisser cent vingt pas d'intervale de l'un à l'autre , parce que le Bataillon occupant quatre-vingt pas de front , il faut l'intervale de l'un à l'autre étant mis en Bataille , qui doit être de cinquante à soixante pas (^b).

^a , ^b Du 2. Mars 1703. T. XIV. p. 525.



LIVRE SIXIÈME.

*I. Du Salut dû aux Princes,
Maréchaux de France, &
Officiers Généraux , lorsqu'ils verront les Troupes
d'Infanterie sous les Armes,
& de celui dû au Grand-
Maître de l'Artillerie à
son entrée dans une Place
de Guerre , & à sa sortie
d'icelle.*

*I I. De l'Entrée d'honneur
des Gouverneurs & Lieu-
tenans Généraux des Pro-
vinces dans les Fortereſſes
ſituées dans l'étendue de
leurs Gouvernemens.*

III. Du Rang & Comman.

dement des Officiers Generaux des Armées.

IV. Du Rang entre les Officiers des Compagnies , servans à la Garde de Sa Majesté, & des Compagnies de Cheval - Legers d'Ordonnance , & ceux de la Cavalerie Legere.

V. Du Rang & Commandement des Officiers des Troupes d'Infanterie , de Cavalerie , & de Dragons.

VI. Des Rangs entre les Officiers des Armées , & des Troupes , & ceux de la Marine & des Galeres.

VII. Du Rang entre les Officiers d'Artillerie de Terre , & ceux de la Marine.

VIII. Du Rang & Service

Livre VI. Titre I. 247
des Officiers du Régiment
Royal-Artillerie avec ceux
de l'Artillerie.

TITRE PREMIER.

*Du Salut dû aux Princes, Maré-
chaux de France & Officiers*
Generaux, lorsqu'ils veront les
Troupes d'Infanterie sous les
Armes, & de celuy dû au Grand-
Maitre de l'Artillerie à son en-
trée dans une Place de Guerre,
& à sa sortie d'icelle.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ entend que
les Princes du Sang & Légi-
timez de France, & les Maréchaux
de France soient Salüez du Spon-
ton par les Officiers des Troupes
d'Infanterie, toutes les fois qu'ils
verront lescites Troupes sous les
Armes (^a),

^a Du 12. May 1696. T. x. p. 146.

ARTICLE II.

Et qu'un Lieutenant General qui commandera en Chef étant en Campagne ou dans une Province , soit deux fois salüé du Sponton en entrant en Campagne, & une fois en sortant, & qu'il soit de même salüé du Sponton la premiere fois qu'il verra les Troupes dans leur Quartier d'hyver , & lorsqu'elles en sortiront (^a).

ARTICLE III.

Que l'Infanterie ne doit jamais presenter les Armes que pour le Roy , Monseigneur le Dauphin , les Fils de France , les Princes du Sang , & Légitimez de France, & les Maréchaux de France (^b).

ARTICLE IV.

Ordonne , veut & entend aussi Sa Majesté que lorsque le Grand-Maitre de l'Artillerie entrera en quelque Place de Guerre , le Gouverneur d'icelle , ou celuy

^{a, b} Du 12. May 1696. p. 346. & 347.

qui y commandera en son absence, le fera saluer de cinq Volées de grosses pieces de Canon, & en fera tirer pareil nombre à sa sortie (*).

TITRE II.

De l'entrée d'honneur des Gouverneurs & Lieutenans Generaux des Provinces dans les Fortresses situées dans l'étendue de leurs Gouvernemens.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, que les Gouverneurs & Lieutenans Generaux des Provinces, lorsqu'ils seront en icelles, pourront, quand bon leur semblera, faire une fois seulement leur Entrée d'honneur dans les Citadelles, Châteaux & Places fortes situées dans l'étendue de leurs Gouverne-

* Du 25. May 1671. T. 2. p. 205.

mens , si ce n'est lorsqu'il y aura changement , ou mutation de Gouverneur particulier ; auquel cas lesdits Gouverneurs & Lieutenans Generaux , feront aussi de nouveau ladite Entrée & Cere-
monie , quand bon leur semblera (^a).

ARTICLE II.

Qu'ils donneront avis aux Gouverneurs particuliers des Places, ou Commandans en icelles , du jour qu'ils desireront y faire ladite Entrée , afin qu'ils se tiennent prêts pour les recevoir (^b).

ARTICLE III.

Que lesdits Gouverneurs & Lieutenans Generaux entreront dans lesdites Places avec leurs Gardes , portant la Carabine & la Casaque de livrée , ensemble leurs Gentilshommes & autres de leur suite (^c).

^a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 287. Art. xxxii.

^b Art. xxxiii. ^c Art. xxxiv.

ARTICLE IV.

Que les Gouverneurs particuliers desdites Places , feront mettre la Garnison sous les Armes , le Fusil sur l'épaule , & viendront recevoir à la premiere Entrée de la Place ledit Gouverneur de la Province , ou Lieutenant General en icelle ; lesquels pourront entrer dans ladite Place en Carosse , si bon leur semble ; & étant entréz avec leur suite cy-dessus , lesdits Gouverneurs particuliers , feront tirer cinq Volées de grosses Pièces de Canon, & accompagneront par tout lesdits Gouverneurs & Lieutenans Generaux , jusqu'à leur Sortie de ladite Place ; & à leur départ , feront encore tirer cinq autres Volées aussi de grosses Pièces de Canon (*).

ARTICLE V.

Que pour conserver l'autorité desdits Gouverneurs & Lieute-

* Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 282. Art.
XXXV.

nans Generaux, Sa Majesté entend qu'en sortant de la Place , ils donnent le Mot au Gouverneur particulier d'icelle , lequel sera tenu de le prendre d'eux , & les autres jours l'envoyera demander par le Sergent Major de la Place à l'ordinaire (*a*).

ARTICLE VI.

Et quant aux autres Visites , que lesdits Gouverneurs & Lieutenans Generaux jugeront à prepos , pour le Service de Sa Majesté , de faire dans lesdites Places , pour voir si elles sont en bon état , & les Garnisons effectives , il en sera usé ainsi qu'il est accoûtumé (*b*).

a, *b* Du 15. Juillet 1665. T. 1, p. 288. Art. xxxvi, & 289. Art. xxxvii,

TITRE III.

*De Rang & Commandement des
Officiers Generaux des
Armées.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne , que lorsqu'ayant confié à une seule Personne le Commandement en Chef d'une de ses Armées , il ne sera plus en état de le continuer , soit par mort , par maladie , ou autrement en quelque maniere que ce soit , & qu'il y aura plusieurs Officiers principaux sous luy élevez dans une même dignité ; celui qui se trouvera le plus ancien , soit qu'ils soient Maréchaux de France , ou Lieutenans Generaux , commandera à ceux qui le seront moins que luy

en dignité avec la même autorité que s'il avoit Pouvoir ou Commission de Sa Majesté pour commander en Chef; & ce jusques à ce que Sa Majesté, ayant été informée de l'accident arrivé au General commandant en Chef, il en ait été autrement par Elle ordonné, se reservant de faire continuer ledit Commandement par un seul Chef, ou de faire rouler ensemble plusieurs gens élèvez en une même Dignité, suivant l'ancien usage, selon qu'Elle le jugera plus à propos pour le bien de son Service: Veut Sa Majesté, que ce qui est ordonné cy-dessus ait lieu non seulement à l'égard desdits Sieurs Maréchaux de France, & Lieutenans Generaux dans ses Armées; mais encore à l'égard des Postes inferieurs: en sorte qu'un Corps ou un Commandement de Troupes qu'Elle aura confié à une seule personne, ne puisse jamais sans ses Ordres,

tomber entre les mains de plusieurs
(^a).

ARTICLE II.

Sa Majesté ordonne , veut & entend que les Lieutenans Generaux d'Armées d'une même Promotion , tiennent entr'eux le Rang qu'ils ont cy-devant gardé en qualité de Maréchaux de Camp (^b).

ARTICLE III.

Elle veut & entend que le General de chaque Armée choisisse entre les Lieutenans Generaux qui y serviront , ceux qu'il jugera à propos pour Commander les deux Aîles de Cavalerie , & ceux qui devront Commander les Corps d'Infanterie (^c).

ARTICLE IV.

Que quand il en aura fait la destination , celui qui se trouvera le plus ancien des deux qui serviront à la Cavalerie , ait le

^a Du premier Aoust 1675. T. III. p. 314.

^b Du 14. Mars 1676. T. III. p. 423.

^c Du premier Février 1703. T. XIII. p. 379.

Commandement sur les deux Lignes de la droite de Cavalerie , & le second le Commandement sur les deux Lignes de la gauche de Cavalerie : de maniere que les Officiers Generaux de chacune de ces Aîles soient subordonnez au plus ancien Lieutenant General de celle où ils seront (^a).

ARTICLE V.

Que l'Officier General qui sera le plus ancien au Corps d'Infanterie ait le Commandement des deux Lignes d'Infanterie ; & que tous les autres Officiers Generaux qui y seront placez lui soient subordonnez (^b).

ARTICLE VI.

Que les Lieutenans Generaux commandans les Aîles de Cavalerie , & le Lieutenant General qui commandera l'Infanterie , n'aient point de Postes fixes à la teste des Troupes qui seront sous

leurs Ordres , pour se porter à la teste de celles qu'ils jugeront à propos de l'étendue de leurs Commandemens , à l'exception toutes-fois des Troupes qui pourroient estre détachées des Lignes , soit par l'ordre du Général de l'Armée , ou par l'ordre même du Lieutenant Général commandant une Aîle de Cavalerie ou le Corps d'Infanterie ; l'intention de Sa Majesté étant que ce soit pour lors les Lieutenans Généraux qui seront postez à la teste des Lignes dont les Troupes seront détachées , qui les aillent commander , & que les Lieutenans Généraux qui commanderont les Aîles ou le Corps d'Infanterie demeurent toujours avec le gros des Troupes qui restera en Ligne (^a).

ARTICLE VII.

Entendant Sa Majesté , lorsqu'il se trouvera plusieurs Maréchaux de France dans une Ar-

mée, qu'encore qu'ils se trouvent aux Ailes ou à l'Infanterie, lesdits Lieutenans Généraux conserveront toujours le même Commandement sur les Lieutenans Généraux qui leur seront subordonnez (*).

ARTICLE XIII.

Ordonne, veut & entend Sa Majesté, que les Maréchaux de Camp, d'une même promotion, tiennent entr'eux le rang qu'ils gardoient entr'eux lorsqu'ils étoient Brigadiers (†).

ARTICLE IX.

Sa Majesté considérant que les Charges de Brigadiers dans ses Troupes étans des Charges générales, lesquelles Elle n'accorde qu'à ceux qui par l'ancienneté & le mérite de leurs services s'en sont rendus dignes ; Sa Majesté ordonne, que tout Brigadier, soit d'Infanterie ou de Cavalerie, qui aura Let-

* Du premier Février 1703. T. XIII. p. 381.

† Du 14. Mars 1676. T. III. p. 423.

tres de Service, & Pourvoir d'exercer les fonctions de ladite Charge, commandera à tous Colonels & Mestres de Camp, tant d'Infanterie que de Cavalerie François & Etrangers, sans aucun excepter (*).

ARTICLE X.

Comme il est arrivé que des Colonels de l'Infanterie ont passé à des Charges de la Gendarmerie, & au Commandement des Regimens de Cavalerie & de Dragons, & qu'il pourroit y avoir de la difficulté sur le Rang que lesdits Colonels, qui ont été faits Brigadiers, doivent tenir avec les Brigadiers des Corps où ils sont entrez; Sa Majesté voulant expliquer là-dessus ses intentions, ordonne que les Brigadiers de Cavalerie, de Dragons ou d'Infanterie, tant de la dernière Promotion, que de celles qui se feront cy-après, com-

manderont & marcheront entr'eux du jour de leur Commission, soit de Colonels d'Infanterie, ou de Mestres de Camp de Cavalerie & de Dragons, sans s'arrêter au changement de Corps, ni au temps qu'ils seront entrez dans celuy où ils se trouveront (*).

ARTICLE XI.

Elle ordonne en outre, que lorsqu'les Brigadiers d'Infanterie & de Cavalerie ou de Dragons se trouveront ensemble avec Lettres de Service, quand ce sera dans une Place ou Ville fermée, celuy d'Infanterie commandera préféablement à celuy de Cavalerie ou de Dragons; & si c'est à la Campagne ou dans un lieu ouvert, le Brigadier de Cavalerie ou de Dragons commandera préféablement à celuy d'Infanterie; & entre les Brigadiers de Cavalerie & de Dragons, celuy qui se trouvera avoir

* Du 10. Mars 1704. T. XIV. p. 201.

le pas au-dessus de l'autre commandera sans difficulté (^a).

ARTICLE XII.

Sa Majesté ordonne , que les Brigadiers d'Infanterie , Cavalerie , ou Dragons qu'elle commettra dorénavant sur ses Frontieres à l'Inspection de ses Troupes auront sur celles qui se trouveront dans leur inspection , & sur celles qui s'assembleront dans les Pais qui en seront voisins , le même Commandement qu'ils y auroient s'ils s'y trouvoient avec leurs Regimens , ou qu'ils eussent des Lettres de Service pour y faire les fonctions de leurs Charges de Brigadiers , sans qu'il y puisse estre apporté aucune difficulté (^b).

ARTICLE XIII.

Elle ordonne aussi , que dorénavant les Colonels d'Infanterie,

^a Du 30. Juiller 1695. T. x p. 97.

^b Du 10. May 1689. T. vi. p. 326.

& les Mestres de Camp de Cavalerie ou de Dragons qu'Elle a commis ou commettra pour estre Inspecteurs de ses Troupes , tiendront dans l'étendue de leur Inspection , Rang de Colonels ou de Mestres de Camp , avec les Colonels ou Mestres de Camp des Regimens qui s'y trouveront ; & que ceux desdits Inspecteurs qui ne sont que Lieutenans Colonels , Majors ou Capitaines , en conserveront de même le Rang dans leurs Inspections , sans qu'il y puisse estre apporté aucune difficulté (*).

* Du 10. Janvier 1690. T. VII. p. 184.

TITRE IV.

Du Rang entre les Officiers des Compagnies servant à la Garde de Sa Majesté , & des Compagnies des Cheveu - Legers d'Ordonnance , & ceux de la Cavalerie Legere.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne , que dans les détachemens où les Officiers des Compagnies servant à la Carde , & des Compagnies des Cheveu-Legers d'Ordonnance , se pourront rencontrer avec les Officiers de Cavalerie , les Capitaines des Gendarmes que Sa Majesté aura choisis pour estre Brigadiers, tiennent Rang de premiers Brigadiers de Cavalerie ; qu'entr'eux ils tiennent Rang de Brigadiers , du jour & datte de leur Brevet de Brigadier ; & que

à son retour , ou que sa santé étant rétablie , il veuille reprendre ledit Commandement (^a).

ARTICLE III.

Elle ordonne , que le Capitaine des Gardes de son Corps , le Capitaine-Lieutenant de ses Gendarmes , le Lieutenant de ses Chevaulegers , le Lieutenant de sa Compagnie de Gendarmes Ecoffois , & les Capitaines - Lieutenans de ses Compagnies de Mousquetaires , tiennent Rang , & fassent Garde de Premier Mestre de Camp de Cavalerie , qu'en cette qualité ils obéissent aux Brigadiers , commandent à tous les Mestres de Camp (^b).

ARTICLE IV.

Que les Capitaines-Lieutenans des Compagnies des Gendarmes & Chevaulegers de la Reine , & de Monseigneur le Dauphin , le Capitaine des Gardes de Monsei-

^a Du 10. Juin 1691. T. VIII. p. 54.

^b Du 6. May 1667. T. I. p. 492.

gneur le Duc d'Orleans, le Capitaine-Lieutenant de ses Gendarmes & Cheveu-Legers, & le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes de Sa Majesté, tiennent Rang de Mestres de Camp de Cavalerie, & roullent avec eux du jour & datte de leurs Commissions; qu'en cette qualité ils commandent à ceux dont les Commissions de Mestre de Camp seront posterieures à celles de leurs Charges, & obéissent à tous ceux qui auront plus d'ancienneté qu'eux (*).

ARTICLE V.

Que les Lieutenans des Gardes de son Corps, le Cornette de ses Cheveu-Legers, le Sous-Lieutenant des Gendarmes Ecoffois, & les Sous-Lieutenans de ses deux Compagnies de Mousquetaires, tienn nt Rang de premiers Capitaines de Cavalerie, en cette qualité les commandent, & obéissent à tout Mestre de Camp; que les

* Du 6. May 1667. T. 1. p. 492.

Sous-Lieutenans des Gendarmes de la Reine, de Monseigneur le Dauphin, & les Enseignes des Gardes du Corps de Sa Majesté, & le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orleans, tiennent Rang de Capitaine de Cavalerie du jour & d'acte du Brevet, en vertu duquel ils ont été reçus en leurs Charges (*).

ARTICLE VI.

Que l'Enseigne & le Guidon de ses Gendarmes, l'Enseigne de la Compagnie Ecoissoise, & les Enseignes & Cornettes des Compagnies de Mousquetaires, tiennent Rang de dernier Capitaine de Cavalerie; Que l'Enseigne des Gendarmes de la Reine, le Cornette de ses Cheval-Legers, & celui de Monseigneur le Dauphin, le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans, l'Enseigne de ses Gendarmes, & le Cornette de ses Cheval-Legers, tien-

a D^u 6. May 1667. T. 1. p. 493.

nent Rang des premiers Lieutenans de Cavalerie, & en cette qualité commandent à tous Lieutenans de Cheveau-legers (*a*).

ARTICLE VII.

Que le Guidon des Gendarmes Ecoffois, ceux des Gendarmes de la Reine, de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc d'Orleans, tiennent Rang de premiers Cornettes de Cavalerie; & qu'en cette qualité ils obéissent à tout Lieutenant, & commandent à tout Cornette (*b*).

ARTICLE VIII.

Que les Exempts des Gardes du Corps de Sa Majesté, les Maréchaux des Logis de ses Gendarmes, de ses Cheveau-legers, des Gendarmes Ecoffois, & de ses Mousquetaires, tiennent Rang de derniers Cornettes de Cavalerie; qu'en cette qualité ils leurs obéissent, & commandent à tout Maréchal des Logis. Que les Maréchaux des

a, b Du 6. May 1667. T. 1. p. 454. & 455.

Logis & Exempts des autres Compagnies susdites, fassent Garde de Maréchaux des Logis, obéissent à tout Cornette, & commandent à tout autre Maréchal des Logis (a).

ARTICLE IX.

Que les Brigadiers & Sous-Brigadiers de toutes les Compagnies cy-dessus nommées, tiennent Rang de dernier Maréchal des Logis, qu'en cette qualité ils obéissent à tout Maréchal des Logis, & commandent à tout Brigadier des Compagnies de Cavalerie (b).

ARTICLE X.

Et que les Gardes du Corps de Sa Majesté, Gendarmes, Cheveau-legers, & Mousquetaires de toutes les susdites Compagnies, commandent aux Cheveau-legers de toutes les autres Compagnies de Cavalerie, & obéissent à tous les Maréchaux des Logis d'icelle (c).

a, b, c Du 6. May 1667. T. 1. p. 495.

ARTICLE XI.

Veut aussi Sa Majesté, que dans les Détachemens où les Officiers des susdites Compagnies se trouveront avec des Compagnies de Cavalerie, ceux d'entre-eux qui auront été cy-devant Officiers de Cavalerie, lesquels n'auront point vendu leurs Compagnies, ni été licentiez pour mauvaise satisfaction qu'ils ayent donné de leur conduite, prennent le Rang de la Charge qu'ils ont eû dans ladite Cavalerie, & soient reputez tels du jour & datte de la Commission ou Brevet des Charges qu'ils ont dans lesdites Compagnies; sans toutesfois que lorsque les Officiers desdites Compagnies seront les uns avec les autres, & qu'il n'y aura point d'Officiers de Compagnies de Chevaux-legers, ils puissent entre eux prendre d'autre Rang que celui que leur donnent les Charges qu'ils ont dans lesdites Compagnies, sur le pied expliqué cy - dessus; Sa Majesté

ne leur accordant ledit Rang d'Officiers de Cavalerie, que lorsqu'ils dans les Détachemens où ils se trouveront, il y aura des Officiers de Cavalerie; auquel cas ils reprendront leur Rang, même à l'égard de leurs Officiers Supérieurs des Compagnies dont ils sont (*).

TITRE V.

Du Rang & Commandement des Officiers des Troupes d'Infanterie, de Cavalerie & de Dragons.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, que tout Colonel ou Mestre de Camp, soit d'Infanterie, de Cavalerie ou de Dragons, commandera par tout où il se trouvera; soit à la Campagne ou dans les

Garnisons à tous les Lieutenans Colonels , les Lieutenans Colonels aux Capitaines , & les Capitaines à tous Officiers Subalternes, soit d'Infanterie , de Cavalerie ou de Dragons ; & lorsque des Officiers de même qualité se trouveront ensemble , si c'est dans une Place ou Ville fermée , ceux d'Infanterie commanderont préférablement à ceux de Cavalerie & de Dragons , & en cas que ce soit à la Campagne ou dans un lieu ouvert, ceux de Cavalerie ou de Dragons commanderont à ceux d'Infanterie ; les Officiers de Cavalerie & de Dragons de pareils Postes marchans entre eux , suivant les dattes de leurs Commissions, avec cette difference que si elles sont de même jour, l'Officier de Cavalerie aura la preference sur celuy de Dragons (^a).

ARTICLE II.

Ordonne , veut & entend Sa

^a Du 30. Juillet 1695, T. x. p. 97.

Majesté, qu'à l'avenir lorsqu'il se fera des Détachemens de son Infanterie dans ses Armées, les Colonels en pied soient détachez suivant l'ancienneté des Régimens qu'ils commandent (^a), & que dans lesdits Détachemens, comme partout ailleurs ils gardent toujours entre-eux le Rang que l'ancienneté desdits Régimens leur donne (^b): Que les Colonels réformez marchent aussi avec eux dans lesdits Détachemens, au Rang qu'avoient les Régimens qu'ils ont commandé, de même que s'ils étoient encore sur pied: Qu'ensuite marcheront ceux qui ont obtenu des Commissions de Colonel, & qui n'ont point eu de Régiment, & entre-eux suivant le Rang des Régimens dans lesquels ils servent & auxquels ils sont attachez (^c).

ARTICLE III.

Que les Mestres de Camp des

^a, c Du 1. May 1705. T. xv. p. 121. & 122.

^b Du 4. Septembre 1701. T. xii. p. 198.

Régimens de sa Cavalerie ne pourront se prévaloir de la Marche des Régimens qu'ils commanderont ; Sa Majesté entendant que sans exception ils commandent tous entre eux suivant les dattes de leurs Commissions de Mestre de Camp, sans avoir égard au Rang des Régimens à la teste desquels ils se trouveront (a).

ARTICLE IV.

Ordonne aussi Sa Majesté, que dans les Détachemens où il se trouvera des Mestres de Camp ou Colonels en pied de Cavalerie ou de Dragons, avec des Mestres de Camp ou Colonels reformez aussi de Cavalerie ou de Dragons, tous lesdits Mestres de Camp & Colonels, tant en pied que reformez, commanderont entre-eux, sans distinction, suivant les dattes de leurs Commissions, comme il s'est toujours pratiqué dans la Cavalerie (b).

a Du premier May 1699. T. XI. p. 264.

b Du 4. Septembre 1701. T. XII. p. 128.

Elle ordonne en outre , que les Colonels & les Mestres de Camp réformez d'Infanterie , de Cavalerie & de Dragons , marcheront dans les Régimens où ils auront ordre de Servir, après les Colonels & les Mestres de Camp desdits Régimens , & qu'ils leur y obéiront sans difficulté ; qu'en l'absence des Colonels ou des Mestres de Camp des Régimens, les Colonels & les Mestres de Camp réformez, commanderont lesdits Régimens dans toutes les actions de Guerre , de même que feroient les Colonels & les Mestres de Camp, s'ils y étoient presens ; Qu'ils les commanderont aussi en leur absence dans les Marches, dans les Quartiers & par tout ailleurs , & qu'ils y auront tous les honneurs & les prérogatives du Commandement, sans néanmoins se pouvoir aucunement mêler des détails des Régimens , dont la connoissance doit

appartenir & appartiendra toujours en l'absence des Colonels & des Mestres de Camp, aux Lieutenans Colonels des Régimens ou aux premiers Capitaines en leur absence (*).

ARTICLE VI.

Sa Majesté dispense les Lieutenans Colonels de ses Régimens d'Infanterie, de monter la Garde dans les Places (^b), & Elle ordonne, que bien que les Colonels soient presens aux Corps, lesdits Lieutenans Colonels auront le choix de leurs Logemens préferablement aux Capitaines, sans qu'ils soient obligez de les tirer avec eux ; Qu'en outre il leur sera loisible de choisir après les Colonels celuy des Quartiers, dans lequel ils viendront commander, encore bien que leurs Compagnies ne s'y trouvent point logées. Comme aussi, que quand les Régimens seront en Ba-

* Du 4. Septembre 1701. T. XII. p. 197.

^b Du 26. Février 1670. T. I. p. 234.

taille , & que les Colonels seront presens à la teste , les Lieutenans Colonels conserveront le pas devant tous les Capitaines ; Et qu'en l'absence desdits Colonels , ils auront le Commandement sur tous les Quartiers des Régimens, ces prérogatives étant attachées & deües à leur qualité de Lieutenant Colonel (*).

ARTICLE VII.

Que lorsque pour la défense d'une Place , ou en quelqu'autre occasion les Régimens d'Infanterie , ou partie d'iceux , seront divisez en deux ou plusieurs Bataillons ; le premier sera commandé par le Colonel , s'il est present ; le second par le Lieutenant Colonel ; & les autres par les plus anciens Capitaines , en sorte qu'il y ait toujours à la tête de chacun desdits Bataillons un des Officiers plus anciens , quand bien même sa Compagnie ne se trouveroit pas

* Du 25. Juillet 1665. T. I. p. 275. Art. XIII.

dans le Bataillon qu'il commande-
roit (*a*).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté ordonne , que les
Lieutenans Colonels des Régiments de la Cavalerie , en l'absence des Mestres de Camp , & sous leur autorité en leur présence , commanderont lesdits Régimens de Cavalerie ; & ordonneront aux Capitaines des Compagnies , & à tous les autres Officiers desdits Régimens, ce qu'ils auront à faire pour le Service de Sa Majesté , & pour le maintien & rétablissement desdites Compagnies: Qu'après les Mestres de Camp , lesdits Lieutenans Colonels tiendront Rang entre-eux dans la Cavalerie, du jour qu'ils en seront pourvus ; & commanderont par tout où ils se trouveront , à tous Capitaines & Majors de Cavalerie (*b*).

ARTICLE IX.

Elle ordonne, veut & entend,

a Du 15. Juillet 1665. T. 1. p. 275. Art. XIV.

b Du 20. Février 1686. T. V. p. 282.

que ceux des Capitaines d'Infanterie , qui par leur ancienneté se trouveront dans les Places à la teste de dix Compagnies d'un même Corps, tiennent Rang des Lieutenans-Colonels , & qu'en cette qualité ils soient exempts de monter la Garde, & ayent sur les autres Capitaines dudit Bataillon la même autorité que les Lieutenans-Colonels d'Infanterie (^a), & sur les autres Troupes qui seront en Garnison dans lesdites Places , la même autorité & prééminence, que s'ils étoient effectivement Lieutenans-Colonels des Régimens dont ils font (^b).

ARTICLE X.

Veut néanmoins Sa Majesté, que s'il se rencontre dans lesdites Garnisons des Lieutenans-Colonels , quoyque d'un Régiment moins ancien que celui dont seroient les Capitaines Commandans lesdits Bataillons , lesdits Lieutenans-Co-

^a Du 25. Octobre 1675. T. III. p. 362.

^b Du 3. Juillet 1677. T. III. p. 569.

lonels commandent ausdits Capitaines sans difficulté, tiennent avec eux le même Rang qu'ils garderoient à l'égard desdits Capitaines, si les Lieutenans - Colonels des Corps dont ils sont, étans presens, lesdits Capitaines n'avoient point celui que Sa Majesté leur a accordé en qualité de Commandans desdits Bataillons ; & qu'au surplus lesdits Capitaines commandans les Bataillons, gardent & jouissent dudit Rang de Lieutenant-Colonel du Régiment dont ils seront à l'égard de tous les autres Officiers de la Garnison qui ne seront point Lieutenans-Colonels (*).

ARTICLE XI.

Et Sa Majesté ordonne, veut & entend qu'il n'y ait que le premier Capitaine de chaque Bataillon de dix Compagnies & au dessus, qui puisse jouir du Rang & de l'autorité de Lieutenant-Colonel, sans que les autres Capitaines, qui

en l'absence , maladie ou legitime empêchement desdits premiers Capitaines , puissent prétendre le même avantage (^a).

ARTICLE XII.

Elle ordonne pareillement, qu'à l'avenir les Capitaines des Régimens Suisses qui commanderont des Bataillons composez de quatre Compagnies desdits Régimens , tiendront Rang de Lieutenans-Colonels , qu'ils seront exempts de monter la Garde , & auront la même autorité & prééminence que s'ils étoient effectivement Lieutenans-Colonels des Régimens dont ils seront (^b).

ARTICLE XIII.

Entendant néanmoins Sa Majesté , que quand lesdits Capitaines commandans des Bataillons se rencontreront avec des Lieutenans-Colonels d'autres Régimens moins anciens que lesdits

^a Du 17. Septembre 1677. T. III. p. 581.

^b Du 16. Novembre 1687. T. VI. p. 56.

Régimens dont ils seront, ils obéissent ausdits Lieutenans-Colonels, comme s'ils n'avoient point le Rang que Sa Majesté leur donne, en ladite qualité de Commandans de Bataillons ; & qu'au surplus ils jouissent dudit Rang de Lieutenant-Colonel, à l'égard de tous les autres Officiers de la Garnison où ils se trouveront, qui ne seront point Lieutenans-Colonels (a).

ARTICLE XIV.

Declarant Sa Majesté que ceux desdits Capitaines commandans lefdits Bataillons de ses Troupes d'Infanterie tant Françoises que Suisses, qui négligeront de prendre le soin qu'ils doivent du rétablissement & de la Discipline d'iceux, seront non seulement privez de l'avantage dudit Commandement de Bataillon, mais qu'aussi Sa Majesté substituera en leur Place un des Capitaines moins ancien

qu'eux , pour le commander à leur préjudice (^a).

ARTICLE XV.

Sa Majesté ordonne , veut & entend que les Sergens - Majors des Régimens d'Infanterie , gardent dans les Régimens dont ils sont , le même Rang qu'ils y ont tenu en qualité de Capitaines , & commandent en iceux à tous les Capitaines reçûs depuis eux en leurs Charges (^b) : Elle ordonne aussi , que dorénavant les Majors des Régimens Suisses qui sont & seront à son service , y tiendront Rang de Capitaines , du jour de leurs Brevets de Majors (^c).

ARTICLE XVI.

Ordonne Sa Majesté , que ceux des Majors de sa Cavalerie Legere & des Régimens de Dragons , qui auparavant que d'être pourvus de leurs Majoritez , étoient Capitaines , tiendront Rang avec les au-

^a Du 16. Novembre 1687. T. vi. p. 57. & du 26. Octobre 1675. T. iii. p. 363.

^b Du 10. Decembre 1670. T. 1. p. 289.

^c Du 29. May 1691. T. viii. p. 461

tres Capitaines des Régimens dans lesquels ils seront Majors , du jour & datte de leur Commission de Capitaine ; & qu'à l'égard de ceux deldits Majors qui n'étoient point Capitaines , lorsqu'ils ont été faits Majors , ils tiennent Rang dans les Régimens où ils sont avec les Capitaines d'iceux du jour & datte de leur Brevet de Major : Veut & entend Sa Majesté que dans les détachemens de Cavalerie & de Dragons qui se feront , lefdits Majors tiennent Rang pour le Commandement du jour de leur Commission de Capitaine , s'ils l'ont été avant d'être Majors , ou sinon , du jour de leurdit Brevet de Major ; En sorte que lors que leur Rang leur donnera le Commandement d'un Escadron dans le Régiment où ils seront , ils puissent se mettre à la teste dudit Escadron , & le commander toutesfois & quantes ils le desireront (*).

* Du 24. Février 1690. T. VII. p. 197. & du 22. Novembre 1690. p. 472.

ARTICLE XVII.

Sa Majesté ordonne que tout Sergent-Major , & tout Aide de Sergent-Major de ses Troupes d'Infanterie , ne pourront désormais avoir d'autres Charges , tandis qu'ils exerceront celle-là (*a*) : Et Elle entend que les Capitaines de Cavalerie qui sont & seront pourvus des Charges de Majors , afin d'y pouvoir servir avec plus d'application, n'aient plus de Compagnies , & conservent néanmoins dans les Régimens & dans la Cavalerie , leurs Rangs de Capitaines (*b*).

ARTICLE XVIII.

Quand aux Aides-Majors des Régimens d'Infanterie , ils commanderont du jour de leur Brevet d'Aide Major , & ayant les Lieutenans reçus depuis eux en Charge : Que si lesdits Aides-Majors

a D. 28 Février 1670. T. 2. p. 247.

b Du 20. Février 1686. T. v. p. 283.

ont été Lieutenans dans les Régimens où il servent , avant que d'avoir été pourvus de ladite Charge d'Aide-Major , ils commanderont du jour de leur ancienneté esdites Charges de Lieutenans , suivant ce qui est porté par l'Article xxii. de ce Tit. (^a).

ARTICLE XIX.

Et à l'égard des Aides-Majors des Régimens de Cavalerie , Sa Majesté entend , que ceux qui ont été Lieutenans , gardent avec les Lieutenans les Rangs qui leur appartiennent , suivant les dattes de leurs Brevets de Lieutenans : Que ceux qui n'ont point été Lieutenans marchent avec lesdits Lieutenans du jour de leurs Brevets d'Aides-Majors ; & que lesdits Aides-Majors ayant tous Rang de Lieutenans , commandent à tous les Cornettes sans difficulté (^b).

^a D. 15. Juillet 1665. T. I. p. 279. Art. xxi.

^b D. 10. Février 1680. T. V. p. 133.

Sa Majesté ordonne que les Capitaines réformez d'Infanterie, tiendront Rang [dans les Régimens ou Bataillons, à la suite desquels il leur a été ou sera prescrit par ses Ordres de demeurer ou de se rendre] après les Capitaines en pied : Qu'ils roulleront pour le service dans les Garnisons avec tous les Capitaines en pied ; & que quand il ne s'y trouvera point de Capitaines en pied, lesdits Capitaines Réformez y commanderont préféablement aux Lieutenans en pied (*a*) : Que lesdits Capitaines Réformez obéiront à tous les Capitaines en pied des autres Régimens tant François qu'Etrangers avec lesquels ils se trouveront, même aux Capitaines des Compagnies Franches (*b*) ; Que ceux desdits Capitaines Réformez qui serviront ensemble

a , *b* Du 11. Octobre 1684. T. y. p. 137. Art. v. & vi.

dans un même Régiment ou Bataillon , tiendront Rang entr'eux suivant les dattes de leurs Commissions , sans avoir égard aux Régimens d'où ils seront sortis (^a) : Et que quand plusieurs Compagnies Colonelles ou premières Compagnies de Bataillons se trouveront dans une même Garnison , les Capitaines Réformez suivront les Rangs des Corps dans lesquels ils seront incorporez , & pratiqueront la même chose dans les détachemens , sans qu'il y puisse être apporté aucune difficulté (^b).

ARTICLE X X I.

Sa Majesté ordonne que les Capitaines Réformez de Cavalerie & de Dragons qui se trouveront dans un même Régiment tiendront Rang entre-eux selon les dattes de leurs Commissions , & qu'ils y feront à leur tour le service de Capitaine : Que dans les lieux où le Ré-

^a , ^b Du 25 Octobre 1684. T. v. p. 138. Art. VII. & VIII.

giment sera en Corps , & où il n'y aura point d'autre détachement que dudit Régiment , ils y marcheront après les Capitaines en pied , & leur obéiront , quand même ils feroient plus anciens qu'eux en Commission : Et que dans les détachemens qui se feront dudit Régiment pour marcher avec des Détachemens d'autres Régimens , lesdits Capitaines Réformez reprendront le Rang que leur donnent leurs Commissions , & commanderont aux Capitaines en pied , même à ceux des Régimens dans lesquels ils seront incorporez , s'ils se trouvent plus anciens qu'eux. Que lesdits Capitaines Réformez commanderont à tous les Lieutenans en pied (*). Ordonne Sa Majesté que les Lieutenans, soit de Cavalerie ou de Dragons qui ont des Commissions de Capitaines , conserveront les Rangs qu'ils ont eu jusques à présent , & qu'ils marcheront avec les Capitaines Ré-

* Du 25. Octobre 1684. T. V. p. 141. Art. 1.

formez , suivant les dattes de leurs Commissions (^a).

ARTICLE XXII.

Quant aux Lieutenans en pied des Régimens d'Infanterie , ils commanderont entre eux du jour de leur reception en leurs Charges de Lieutenans dans les Corps dont ls seront , sans que ceux des premieres Compagnies puissent , sous pretexte de l'ancienneté d'icelles , ni autrement , prétendre le Commandement sur les Lieutenans des autres Compagnies , qui auront été reçûs devant eux : Veut & entend Sa Majesté que la même chose soit pratiquée entre les Enseignes (^b).

ARTICLE XXIII.

Et à l'égard des Lieutenans Réformez d'Infanterie , Sa Majesté ordonne , qu'ils tiendront Rang [dans les Régimens ou Bataillons , à la suite desquels il leur a été ou sera prescrit par ses ordres de de-

^a Du premier Février 1685. p. 199.

^b Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 278. Art. xx.

meurer ou de se rendre] après les Lieutenans en pied : Qu'ils rouleront pour le Service dans les Garnisons avec tous les Lieutenans en pied (*a*) : Que lesdits Lieutenans Réformez obéiront à tous les Lieutenans en pied des autres Régimens tant François qu'Etrangers avec lesquels ils se trouveront , même à ceux des Compagnies Franches (*b*) : Que ceux desdits Lieutenans Réformez qui serviront ensemble dans un même Régiment ou Bataillon, tiendront Rang entre eux suivant les dattes de leurs Commissions , sans avoir égard aux Régimens d'où ils seront sortis (*c*) : Et que quand plusieurs Compagnies Colonelles ou premieres Compagnies de Bataillons se trouveront dans une même Garnison, les Lieutenans Réformez suivront les Rangs des Corps dans lesquels ils seront incorporez, & pratiqueront la même chose dans les détache-

a , *b* , *c* Du 14. Octobre 1684. T. v. p. 137.
& 138. Art. v. vi. & vii.

mens, sans qu'il y puisse être apporté aucune difficulté (*a*).

ARTICLE XXIV.

Ordonne Sa Majesté à l'égard des Lieutenans Réformez de Cavalerie & de Dragons qu'ils obéiront à tous les Lieutenans en pied, & tiendront entre eux le Rang de leur ancienneté de Lieutenans de Cavalerie ou de Dragons, & les Cornettes auxquelles Sa Majesté a accordé ou accordera des Ordres pour servir comme Lieutenans Réformez, après les autres Lieutenans Réformez, & avant les Maréchaux des Logis (*b*).

ARTICLE XXV.

Quant au Commandement des Officiers des Régimens de Milices, Sa Majesté ordonne, que lesdits Officiers commanderont à ceux de même Poste des Régimens d'Infanterie levez depuis eux, sans qu'il puisse être apporté en cela de difficulté par aucun des-

a, *b* Du 25. Octobre 1684. T. v. p. 138. & 142
Art. VIII. & Art. 2.

aits Officiers, à peine de des-obéissance (^a).

ARTICLE XXVI.

Sa Majesté ayant ordonné , que les Régimens de Milices mis sur pied en même temps , marcheront entre eux suivant le Rang que doivent avoir les Colonels qui les commandent , par les Services qu'ils ont rendus ; Veut & entend, que ceux desdits Colonels , qui ont déjà été Colonels , soit d'Infanterie , de Cavalerie ou de Dragons , précéderont les autres Colonels desdits Régimens de Milices, & marcheront entre eux suivant les dattes de leurs Commissions de Colonels ou de Mestres de Camp , sans avoir égard à l'ancienneté des Régimens qu'ils ont cy-devant commandez : Qu'après eux marcheront les Colonels desdits Régimens de Milices qui ont été Lieutenans Colonels , suivant les dattes de leurs Commissions de Lieutenans Colonels ; ensuite , ceux qui ont

^a Du 10. Août 1690. T. VII. p. 196.

été Majors des Régimens par les dattes de leurs Brevets de Majors ; & après eux , ceux qui n'ont été que Capitaines , soit d'Infanterie , de Cavalerie ou de Dragons , aussi suivant les dattes de leurs Commissions de Capitaines , sans avoir égard aux Régimens dont ils ont été : Voulant Sa Majesté , que ceux desdits Colonels qui n'auront été ni Colonels , ni Lieutenans-Colonels , ni Majors , ni Capitaines , tirent ensemble pour prendre entre eux le Rang que le Sort leur aura donné après ceux qui ont été Capitaines (^a).

ARTICLE XXVII.

Et comme il se pratique dans l'Infanterie , que les Officiers des plus anciens Régimens commandent toujours ceux des Régimens qui marchent après eux , l'Intention de Sa Majesté est aussi , que les Lieutenans Colonels desdits Régimens de Milices , tiennent entre eux pour le commandement

^a Du 8. Mars 1689. T. VI. p. 192.

le Rang des Régimens , & que les Capitaines & autres Officiers desdits Régimens , obéissent à ceux des Régimens , dont les Colonels précéderont les leurs (*).

ARTICLE XXVIII.

Quant aux Rangs que les Capitaines & les Majors de chacun desdits Régimens de Milices devront tenir entre eux , Sa Majesté ordonne , que ceux qui ont été Lieutenans-Colonels , marcheront les premiers , suivant les dattes de leurs Commissions ; après eux ceux qui ont été Majors d'Infanterie, de Cavalerie ou de Dragons, par les dattes de leurs Brevets de Majors ; & ensuite , tous ceux qui ont été Capitaines , soit d'Infanterie , de Cavalerie ou de Dragons , prenant entre eux le Rang que leurs anciennes Commissions leur donneront , sans avoir aussi égard aux Régimens , dans lesquels ils ont servi ; que tous ceux qui ont été Lieutenans d'Infanterie , de Cava-

* Du 8. Mars 1682. T. VI. p. 104.

lerie ou de Dragons , & ceux qui ont servi dans les Compagnies des Gardes du Corps de Sa Majesté , dans ses Compagnies de Gendarmes , & Cheval-legers , & ses deux Compagnies de Mousquetaires , marcheront après ceux qui ont été Capitaines , & tireront tous ensemble pour suivre le Rang que le Sort leur donnera ; Qu'après eux , marcheront ceux qui ont été Cornettes , Enseignes ou Cadets dans les Compagnies de Gentilshommes , lesquels tireront ensemble pour leur Rang , & s'il y a des Capitaines qui n'ayent aucune des qualitez cy-dessus , ou n'ayent pas encore servi , ils tireront ensemble ; & marcheront les derniers (4).

ARTICLE XXIX.

Veut Sa Majesté , que les Compagnies de chacun desdits Régimens, marchent suivant les Rangs des Capitaines , & que les Lieutenans prennent entre eux les Rangs

des Compagnies , dans lesquelles ils serviront (,).

ARTICLE XXX.

Sa Majesté ordonne , que les Capitaines des seconds Bataillons, levez dans les Provinces & Généralitez de son Royaume , auxquels Elle a fait donner ses Ordres pour joindre les premiers Bataillons des Régimens dont ils sont , prendront Rang dans lesdits Régimens dont ils sont , du jour qu'ils ont été nommez pour remplir les Compagnies des seconds Bataillons desdits Régimens ; ce faisant , qu'ils marcheront dans lesdits Régimens immédiatement après tous les Capitaines qui se trouvent lors en pied dans lesdits premiers Bataillons , & avant ceux qui depuis ont été pourvûs de Compagnies , soit dans les premiers ou dans les seconds Bataillons , à la réserve néanmoins que si à la teste de ces seconds Bataillons , il se trouvoit un Capitaine qui eut commandé un

Bataillon , avec Brevet avant la dernière réforme dont la Compagnie ait été conservée sur pied , & que ce Capitaine ait passé à la tête d'un de ces seconds Bataillons pour le commander , sans discontinuation ; en ce cas seulement Sa Majesté veut que ce Commandant tienne Rang dans le Régiment , suivant son ancienne Commission (*).

ARTICLE XXXI.

Sa Majesté ordonne , que les Commissaires des Guerres pourront marcher en toutes occasions à la gauche du Commandant de la Troupe qu'ils conduiront , soit d'Infanterie ou de Cavalerie (†).

* D¹ 25. May 1703. T. XIII. p. 479.

† D¹ 25. Juillet 1665. T. I. p. 303. Art. LVII.

TITRE VI.

Des Rangs entre les Officiers des Armées , & des Troupes , & ceux de la Marine & des Galères.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, qu'à l'avenir tous les Officiers de ses Armées & de ses Troupes, & les Officiers de la Marine & de ses Galères, lorsque ceux-cy seront à terre, & que les uns & les autres se trouveront ensemble employez pour son Service, marcheront entre-eux dans le Rang que leurs Charges leur donneront, comme il sera cy-après marqué, & suivant les dattes des Pouvoirs, Provisions, Commissions ou Brevets de ceux de même qualité, ou qui seront de pareil degré (*).

ARTICLE II.

Les Lieutenans Généraux des Armées de Sa Majesté, marche-

* Du 10. Novembre 1697. T. x. p. 594.

ront avec les Lieutenans Généraux de la Marine , & le Lieutenant Général des Galères (^a).

ARTICLE III.

Les Maréchaux des Camps & Armées avec les Chefs d'Escadre, tant de la Marine que des Galères (^b).

ARTICLE IV.

Les Colonels d'Infanterie marcheront avec les Capitaines de Vaisseaux & des Galères ; les Capitaines des Ports , les Commissaires Généraux de l'Artillerie de la Marine, les Capitaines des Gardes de la Marine , le Capitaine des Gardes de l'Etendard des Galères, les Inspecteurs des Compagnies Franches de la Marine , & des Majors de Marine & des Galères (^c).

ARTICLE V.

Les Lieutenans Colonels d'Infanterie avec les Capitaines de Galiottes & d'Artillerie , les Capitaines de Frégattes-Légères , &

les Capitaines Lieutenans des Galères (^a).

ARTICLE VI.

Les Capitaines d'Infanterie avec les Lieutenans de Vaisseaux, les Lieutenans des Galeres, les Lieutenans des Ports de la Marine & des Galeres, les Lieutenans des Gardes de la Marine, le Lieutenant des Gardes de l'Etendart des Galeres, les Aides-Majors de la Marine & des Galeres, les Lieutenans de Galiores & d'Artillerie, les Capitaines de brûlots, & les Sous-Lieutenans de la Realles (^b).

ARTICLE VII.

Les Lieutenans d'Infanterie avec les Enseignes de Vaisseaux, les Sous-Lieutenans des Galeres, les Enseignes de la Realles & des autres Galeres, les Enseignes des Ports de la Marine, & du Port des Galeres, les Enseignes des Gardes de la Marine, l'Enseigne des Gardes de l'Etendart des Galeres, les Sous-Lieutenans de Ga-

liotes & d'Artillerie, les Lieutenans de Fregates Legeres, & les Capitaines de Flutes (a).

ARTICLE VIII.

Et les Enseignes d'Infanterie tiendront Rang, & marcheront avec les Aides d'Artillerie, les Chefs de Brigades, les Brigadiers & Sous-Brigadiers des Gardes de la Marine, & le Maréchal des Logis, les Brigadiers & Sous-Brigadiers de la Compagnie des Gardes de l'Etendart des Galeres (b).

ARTICLE IX.

Entendant Sa Majesté, que les Commandans des Bataillons qui pourront être formez des Compagnies Franches de la Marine & des Galeres, n'aient point d'autre Rang que celuy qu'ils auront en qualité d'Officiers dans la Marine ou dans les Galeres (c).

ARTICLE X.

Ordonne Sa Majesté, que les Officiers Généraux de la Marine & des Galeres ne pourront servir

ni commander à Terre , ni dans ses Places , sans Lettres de Service , lesquelles leur seront expédiées par le Secrétaire d'Etat , ayant le département de la Guerre , sur la requisition qui luy en sera faite par le Secrétaire d'Etat de la Marine , ensuite de l'Ordre qu'il en aura reçu de Sa Majesté. Quant aux autres Officiers de Marine & des Galeres , le Secrétaire d'Etat de la Marine expédiera à l'ordinaire les Ordres qui leur seront donnez (^a).

TITRE VII.

Du Rang entre les Officiers d'Artillerie de Terre , & ceux de la Marine.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne , qu'à l'avenir tous les Officiers de son Artillerie de Terre , & ceux de la Marine lorsqu'ils serviront à

^a Du 10. Novembre 1697. T. x. p. 197.

Terre, marcheront entre eux dans le Rang que leurs Charges leur donneront , suivant la datte de leurs Provisions , Commissions , Brevets & Ordres en la maniere cy-après expliquée (4).

ARTICLE II.

Les Lieutenans Generaux de l'Artillerie de Terre tiendront Rang , & marcheront avec les Commissaires Generaux de l'Artillerie de la Marine : Les Commissaires Provinciaux avec les Capitaines d'Artillerie & des Galio-tes : Les Commissaires ordinaires avec les Lieutenans d'Artillerie ou des Galio-tes : Les Commissaires Extraordinaires avec les Sous-Lieutenans d'Artillerie ou des Galio-tes : Les Pointeurs & Aides du Parc avec les Aides d'Artillerie (5).

ARTICLE III.

Et en cas que Sa Majesté donne des Ordres aux Officiers de Vaisseau de servir comme Offi-

ciers d'Artillerie , ils auront le même Rang suivant leurs différentes qualitez (^a).

ARTICLE . IV.

Quand l'Officier de l'Artillerie de la Marine se trouvera par son ancienneté Commandant l'Artillerie de Terre , il rendra compte au Grand Maître , & informera le Secrétaire d'Etat de la Guerre pour rendre compte à Sa Majesté ; & de même quand l'Officier d'Artillerie de Terre se trouvera par son ancienneté Commandant l'Artillerie de la Marine , il informera le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine pour rendre compte à Sa Majesté. Les Ordres nécessaires pour lesdits Officiers de l'Artillerie de la Marine seront expédiés à l'ordinaire par le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine (^b).

TITRE VIII.

*Du Rang & Service des Officiers
du Régiment Royal Artillerie,
avec ceux de l'Artillerie.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, veut & entend, que le Lieutenant Colonel du Régiment Royal Artillerie, les Commandans des Bataillons, & les autres Officiers dudit Régiment obeïssent à celui qui commandera l'Artillerie, telle Charge qu'il puisse avoir dans ladite Artillerie, & qu'il luy soit permis de se mettre à la teste dudit Régiment, & de chacun desdits Bataillons, toutes les fois qu'il le jugera à propos, soit dans les Marches & dans les Détachemens, soit aux Revûës, ou ailleurs, où ledit Régiment & lesdits Bataillons se trouveront (*).

* Du 25. Novembre 1695. T. X. p. 247.

ARTICLE II.

Veut Sa Majesté pour attacher lesdits Officiers davantage au Service de l'Artillerie, que le Lieutenant Colonel dudit Régiment Royal Artillerie soit Lieutenant de l'Artillerie ; les six premiers Capitaines Commissaires Provinciaux ; le Major & les autres Capitaines Commissaires ordinaires, & les Aides-Majors, Lieutenans, Sous-Lieutenans & Enseignes, Commissaires Extraordinaires, desquelles Charges le Grand Maître de l'Artillerie leur fera délivrer ses Provisions, pour esdites qualitez prendre Rang avec les autres Officiers de l'Artillerie, du jour que chacun d'eux a été pourvû par Sa Majesté de la Charge qu'il a dans ledit Régiment, dont il sera fait mention dans lesdites Provisions, & qu'à l'avenir ils auront part aux profits des Batteries dans les Sieges où ils se trouveront : Voulant aussi Sa Majesté, que ceux qui monteront dans le-

dit Régiment à d'autres Charges que celles qu'ils y ont presentement , montent de même aux Charges de l'Artillerie ; & que lesdits Officiers & ceux qui entreront dans ledit Régiment soient tenus de prendre des Provisions du Grand Maistre, pour être reçus dans les Charges qu'ils devront avoir dans l'Artillerie (^a).

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne , que dorénavant Elle fera choisir , soit dans ledit Régiment Royal Artillerie, soit entre les Officiers du Corps de son Artillerie , ceux qui seront estimez les plus propres pour remplir les Charges de Capitaines des Compagnies d'Ouvriers dudit Régiment , quand elles viendront à vacquer , & que les Officiers qui en seront pourvus , telle ancienneté qu'ils aient dans ledit Régiment , ou telle Charge qu'ils puissent avoir dans l'Artillerie , commanderont les

Bataillons dudit Régiment où se trouveront, lesdites Compagnies d'Ouvriers, & précéderont sans exception tous les autres Capitaines desdits Bataillons, auxquels Sa Majesté enjoint de reconnoître lesdits Capitaines de Compagnies d'Ouvriers pour leurs Commandans, & de leur obeïr en l'absence du Lieutenant Colonel dudit Régiment, & sous luy quand il se trouvera present, en tout ce qu'ils leur ordonneront pour le Service de Sa Majesté, sans y apporter aucune difficulté, sur peine de desobéissance (*).

ARTICLE IV.

Ordonne aussi Sa Majesté aux Commandans, Capitaines & autres Officiers des Bataillons dudit Régiment Royal Artillerie de se conformer dans les Garnisons où ils se trouveront, à ce qui leur sera ordonné par le Grand-Maistre de l'Artillerie, ou par le Lieutenant Colonel dudit Régiment,

sur tout ce qui concernera les Exercices & Détails de l'Artillerie, de maniere qu'ils y puissent être parfaitement instruits (a).

a Du 25. Novembre 1695. T. x. p. 250.





LIVRE SEPTIÈME.

- I. *De la Discipline qui doit être gardée dans les Armées.*
- II. *De la Marche des Bagages des Armées.*
- III. *De la Vaisselle d'argent, des Tables, & des Equipages des Officiers Generaux & des Troupes, dans les Armées.*
- IV. *Des Gardes que l'Infanterie aura à faire à l'Armée chez les Princes, Maréchaux de France, & Officiers Generaux.*
- V. *De l'Honneur dû aux Princes, Maréchaux de France & Officiers Generaux par les Postes & Gardes de l'Armée, lorsqu'ils les visiteront, ou passeront devant.*

TITRE PREMIER.

*De la Discipline qui doit être
gardée dans les Armées.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ^a ayant déclaré la Guerre à l'Empereur, à l'Angleterre, aux Etats Generaux des Provinces Unies, & aux Princes leurs Alliez, ordonne & enjoint à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets de l'Empereur, aux Anglois, Hollandois, & aux Sujets de leurs Alliez; & défend très-expressément d'avoir cy-après avec eux aucune communication, commerce, ni intelligence, à peine de la vie (^a).

ARTICLE II.

Sa Majesté ayant pourvû à ce que les Troupes de ses Armées

^a Du 3. Juillet 1702, T. XIII. p. 136.

soient

soient ponctuellement payées de dix jours en dix jours par avance, & à ce que le pain leur soit régulièrement fourni, ayant aussi donné ses ordres pour faire fournir de la viande à l'Infanterie pour sa subsistance. Elle défend à tous Gardes de son Corps, Gendarmes, Chevaux-Legers, Mousquetaires, Grenadiers à Cheval, Cavaliers, Dragons & Soldats, de s'écarter à droit ni à gauche de la Marche de l'Armée, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine aux Gardes, Gendarmes, Chevaux-Legers, Mousquetaires & Grenadiers à Cheval d'être cassés, & aux Cavaliers, Dragons & Soldats, d'être marqués d'une Fleur-de-Lys au visage (^a).

ARTICLE III.

Veut Sa Majesté, que s'il se trouve qu'un Garde, Gendarme, Cheval-Leger, Mousquetaire, Grenadier à Cheval, Cavalier, Dragon ou Soldat, soit rencontré

^a Du premier May 1701. T. XII. p. 149.

Livre VII. Titre I. 315

de leurs appointemens pendant huit jours pour la premiere fois, & pour la seconde interdits jusqu'à nouvel Ordre de Sa Majesté (^a).

ARTICLE V.

Défend Sa Majesté sous peine de la vie, de mettre le feu en nul endroit, ni de prendre autre chose dans les lieux où il sera permis d'aller fourager, que ce qui sera nécessaire pour la subsistance des Hommes & des Chevaux, & pour le Campement (^b).

ARTICLE VI.

Défend pareillement Sa Majesté sous la même peine de la vie, qu'aucun n'entre dans les Lieux où Elle aura envoyé des Cavaliers de la Compagnie des Sauvages ou autres, & qu'il ne leur soit fait aucune violence (^c).

ARTICLE VII.

Sa Majesté fait aussi défenses sous peine de la Fleur-de-Lys, à qui que ce soit de tirer dans le

Camp ni dans la Marche, & Elle veut que le Commandant du Bataillon dans lequel il aura été tiré un coup soit interdit sur le champ des fonctions de sa Charge, jusqu'à nouvel Ordre de Sa Majesté : Et comme il arrive souvent qu'après des pluies il est nécessaire de faire décharger les Armes, Elle ordonne qu'en ce cas-là le Commandant de chaque Corps fasse tirer les Soldats de son Bataillon, prenant ses précautions pour faire tourner le bout des Armes du côté où il n'y aura personne ; & s'il y a du monde de tous les côtes, de leur faire baisser tellement les Armes que les balles entrent en terre (*).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté ordonne que tout Soldat qui ayant été mis en sentinelle sur des Lignes & Passages de Riviere quittera & abandonnera son poste, ou qui voyant approcher les Ennemis se retirera sans en avertir ou tirer son coup,

* Du premier May 1701. T. XII. p. 151

sera puni de mort sur le champ sans aucune remission (a).

ARTICLE IX.

Défend Sa Majesté à qui que ce soit de donner une Escorte armée à son Equipage, ni d'y envoyer aucun Soldat, à peine d'interdiction pour l'Officier du Corps duquel il sera trouvé une Escorte armée audit Equipage (b).

ARTICLE X.

Veut Sa Majesté que les Majors comptent les Troupes dans la Marche, & qu'ils donnent un Etat de la force des Bataillons, signé d'eux, au Major General de l'Armée (c).

ARTICLE XI.

Défend aussi Sa Majesté à tous Officiers de s'éloigner de leur Camp pour aller coucher dans des Maisons qui en soient écartées (d), & quand il leur en pourroit être marqué de proches, Sa Majesté veut qu'au moins il y ait

a Du 10. Fevrier 1697. T. X. p. 496.

b, c, d Du premier May. 1701. T. XII. p. 152.
k 152.

toujours un tiers des Capitaines , Lieutenans , Sous-Lieutenans ou Enseignes de campez avec les Troupes (^a), à peine d'interdiction au Colonel ou Commandant de la Troupe , qui souffrira qu'il soit contrevenu à ce qui est en cela de sa volonté (^b).

ARTICLE XII.

Enjoint très-expressément Sa Majesté aux Prévosts qu'Elle a choisis pour servir à la suite de sesdites Armées , de faire punir sur le champ les contrevenans aux Ordonnances contenuës aux Articles 2. IV. V. VI. & VII. de ce Titre , des peines qui y sont portées sans attendre pour ce autre Ordre de Sa Majesté ni de ses Lieutenans Generaux , à peine d'en répondre en leurs propres & privez noms (^c).

^a Du 22. May 1675. T. 2. p. 459.

[^b 6 Du premier May 1702. T. XII. p. 153.]

TITRE II.

De la marche des Bagages des Armées.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, que dans chaque Brigade, tant de Cavalerie que d'Infanterie, il fera choisi un Officier pour faire la Charge de Vaguemestre de Brigade, & deux Aides : Que dans chaque Régiment d'Infanterie & de Cavalerie il y aura un Vaguemestre particulier qui recevra les ordres du Vaguemestre General de la Brigade (*).

ARTICLE II.

Que les Vaguemestres Generaux des Brigades de Cavalerie & d'Infanterie, un Commissaire d'Artillerie pour l'Artillerie, & un Commis des Vivres pour les Vivres, viendront la veille de chaque jour de marche à

(*) Du premier May 1701, T. XII. p. 155.

l'Ordre au Vaguemestre General
de l'Armée (*).

ARTICLE III.

Que chacun des Vaguemestres
particuliers des Régimens , fera
atteler & charger tous les Bagages
à l'heure qui luy aura été ordon-
née par son Vaguemestre de Bri-
gade , & les conduira luy-même
au lieu qui luy aura été ordonné
à la teste ou à la queuë de la Bri-
gade (').

ARTICLE IV.

Que les Vaguemestres des Ré-
gimens ne souffriront point qu'au-
cun Bagage de leur Régiment se
mette en marche , que le Vague-
mestre de leur Brigade ne soit
venu l'ordonner , & le Vagueme-
stre de Brigade ne fera point mar-
cher que le Vaguemestre General
de l'Armée ne luy en ait envoyé
l'Ordre (').

ARTICLE V.

Qu'en ce temps-là il fera mettre
chaque Bagage en marche , sui-

Livre VII. Titre II. 321

vant le Rang que le Régiment tiendra dans la Brigade, & dans chaque Régiment par Bataillon, & dans chaque Bataillon suivant le Rang qu'y tiendra chaque Compagnie (*). ARTICLE VI.

L'intention de Sa Majesté est que le bagage du Colonel marche le premier, puis celui du Lieutenant de la Compagnie Colonelle, qui sera suivi de celui de l'Enseigne : Que le bagage du Lieutenant-Colonel marche ensuite, ou celui du Capitaine qui commandera le Bataillon sous le Colonel, quand le Lieutenant-Colonel sera à un second Bataillon, puis celui de son Lieutenant, celui de son Sous-Lieutenant, ou de son Enseigne, & ainsi des autres (†).

ARTICLE VII.

Veut Sa Majesté que les Equipages des Brigadiers tant d'Infanterie que de Cavalerie, marchent à la teste de ceux de leur Brigades; & après cela, celui des Régimens

* , † Du premier May 1701. T. XII. p. 156. & 157.

les Equipages de chaque Colonel, marchans avant les Bagages de son Régiment (^a).

ARTICLE VIII.

Que chaque Vaguemestre particulier du Régiment qui sera de jour, sera assidu pendant toute la marche auprès du bagage de son Régiment, & tiendra la main à faire avancer & suivre tous les bagages dans les Rangs qu'il les aura mis (^b).

ARTICLE IX.

Que le Vaguemestre de chacune Brigade veillera à ce que chaque Vaguemestre particulier fasse son devoir, & à ce que ceux qui sont sous eux s'employent comme ils doivent à l'exécution des intentions de Sa Majesté (^c).

ARTICLE X.

Veut Sa Majesté que si aucun Charretier ou Conduc-teur de Bagage se met en marche avant que d'être commandé, il soit marqué sur le champ d'une Fleur-de-Lys

^a, ^b, ^c Du premier May 1701, T. XII. p. 161 & 157.

à ja jouë, à qui que ce soit qu'il
upprtiienne (a).

ARTICLE XI.

Veut aussi Sa Majesté que le
Rang pour la Marche des Bagages
soit observé ainsi qu'il ensuit :

Premierement, que l'argent, dont
le Tresorier Général de l'Extraor-
dinaire de la Guerre & Cavalerie
Legere, sera chargé, marche à la
tête de tout, même avant le Baga-
ge du Général de l'Armée ; Que
les Bagages des Princes & Officiers
Généraux marchent suivant le
Rang qu'ils doivent avoir dans le
logement : Ensuite le Bagage du
Mestre de Camp Général de la
Cavalerie, celui du Maréchal Gé-
néral des Logis des Camps & Ar-
mées, celui du Prevost Général de
l'Armée, ceux des Commissaires
des Guerres : Qu'après cela mar-
chera l'Equipage des Vivres ; En-
suite celui de l'Artillerie, si elle ne
peut pas aller sur une Colonne à
part ; Ensuite celui de l'Aile de Ca-

valerie qui aura l'avant-garde ; Et après celui de l'Infanterie & de la Cavalerie , suivant l'ordre & rang que chaque Troupe tiendra dans la marche ce jour-là ; Puis celui des Volontaires , & après cela tous ceux des Vivandiers du Quartier du Roy , & autres Marchands suivans l'Armée (*a*).

ARTICLE XII.

Défend Sa Majesté à ceux qui auront le soin de la conduite des Bagages de quelque Troupe , de couper celui d'un autre , sous quelque prétexte que ce puisse être , à peine à tout Valet qui fera quelque effort ou violence pour cela , d'être fustigé sur le champ par les mains de l'Exécuteur (*b*).

ARTICLE XIII.

Quand le terrain le permettra l'Intention de Sa Majesté est , que les Bagages de l'Armée marchent sur deux Colomnes. Qu'à la teste de la premiere, soient l'Argent, les Bagages des Généraux & Officiers-

Majors, & les Vivres; & à la teste de la seconde, l'Artillerie, & puis les Equipages de la seconde ligne (*).

ARTICLE XIV.

S'il y a quelque Pont ou Passage où ces deux Colomnes de Bagage ne se puissent maintenir, qu'alors chacun reprenne le Rang marqué cy-dessus, sans que Personne puisse faire difficulté de laisser reprendre à chacun le Rang qui luy est ordonné, pourvû que pour y aller l'on ne coupe point le Bagage d'une Brigade, mais que l'on passe dans l'intervale d'une Brigade à celuy de l'autre (b).

ARTICLE XV.

Veut Sa Majesté, qu'à chaque Brigade de Cavalerie & d'Infanterie, il y ait un Fanion pour les menus Bagages, lequel sera porté par quelqu'un des Valets de la Brigade qui sera choisi par le Major Général pour l'Infanterie, & par le Maréchal des Logis de la Cavalerie

pour la Cavalerie, d'entre les plus sages, auquel ledit Major Général de l'Infanterie pour l'Infanterie, & le Maréchal des Logis de la Cavalerie pour la Cavalerie, donnera vingt sols par chacun jour de Marche (a).

ARTICLE XVI.

Que ledit Fanion sera conduit par un Officier subalterne de chacune Brigade de Cavalerie & d'Infanterie, qui ramassera tous les Valets du Bagage de sa Brigade, & aura soin de les conduire de maniere qu'ils ne tombent point dans la Marche des Troupes ni des Bagages, ni qu'ils n'aillent point devant les Gardes: Défend Sa Majesté aux Valets de chaque Brigade de quitter ledit Fanion, à peine du fouet (b).

ARTICLE XVII.

Enjoint très-expressément Sa Majesté au Prévost Général de la Connétablie & aux Prévosts Généraux servans à la suite desdites

Armées, de faire punir sur le champ les Contrevenans aux Ordonnances, contenuës aux Articles X, XII, & XVI. de ce Titre, des peines portées par icelles, sans attendre pour ce, autre Ordre de Sa Majesté, ni de ses Lieutenans Généraux, à peine d'en répondre en leurs propres & privez Noms (*).

TITRE III.

De la Vaiselle d'argent, des Tables, & des Equipages des Officiers Généraux, & des Troupes dans les Armées.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, veut & entend, que pendant la Campagne prochaine & les suivantes, aucun Colonel d'Infanterie, Mestre de Camp de Cavalerie ou de Dragons, ni aucun Capitaine, Officier Subalterne ou Volontaire, ne pourra avoir dans son Equipage :

* Du 1. May 1701. T. XII. p. 162.

d'autre Vaisselle d'argent que des Cuilliers, des Fourchettes & des Gobelets (*).

ARTICLE II.

Défend Sa Majesté aux Lieutenans Généraux, Maréchaux de Camp, Brigadiers & autres Officiers Généraux de ses Armées, aussi bien qu'aux Colonels d'Infanterie, Mestres de Camp de Cavalerie & de Dragons, & autres Officiers & aux Volontaires qui tiendront Table, d'y faire servir autre chose que des Potages & du Rôty, avec des Entrées, Entremets & des Ragoûts de grosses Viandes, sans qu'il puisse y avoir aucunes Assiettes volantes ni hors d'œuvre. Quant au Fruit, l'Intention de Sa Majesté est, qu'ils n'y fassent servir que des Compottes, du Fromage, du Lait & des Fruits crus ou cuits, sans sucreries, biscuits ni massépains, & elle veut que le fruit soit servi dans des Plats ordinaires & non dans des Porcelaines, Crist-

taux ou autres Vases de cette nature ; de cette maniere ils se trouveront en état de soutenir la dépense de leur Table, & d'y convier un plus grand nombre d'Officiers (*).

ARTICLE III.

Sa Majesté desire que ceux qui commanderont ses Armées en Chef, se conforment à ce qui est en cela de sa Volonté, & prennent soin de l'informer des noms de ceux qui y contreviendront, lesquels Elle déclare qu'Elle fera demeurer dans une Place voisine de la Frontiere pendant la Campagne (*).

ARTICLE IV.

A l'égard des Equipages, Sa Majesté entend que les Généraux de ses Armées, puissent avoir tel nombre de gros Equipages & de Chevaux qu'ils jugeront à propos : Que chaque Lieutenant Général ait seulement deux ou trois Charrettes ou Charriots, & quarante Chevaux en tout,

* Du 1. Avril 1705. T. xv. p. 37. & de l'Ordonnance du 15. Avril 1707. p. 2.

† De l'Ordonnance du 15. Avril 1707. p. 3.

tant pour luy & ceux de sa suite, que pour lesdites Charrettes. Chaque Maréchal de Camp, une ou deux Charettes ou un Charriot, & trente Chevaux en tout: Et chaque Brigadier, Colonel & Mestre de Camp, une Charrette, & vingt Chevaux en tout (*).

ARTICLE V.

Que les Lieutenans Colonels, Capitaines & autres Officiers Subalternes ne pourront avoir aucuns gros Equipages, soit Charriot, Charrette ou Fourgon, Surtout, ni aucune autre Voiture à rouë telle qu'elle puisse être, à l'exception toutesfois de ceux qui, à cause de leurs infirmités, pourront avoir besoin d'une Chaise roulante (**).

ARTICLE VI.

Sa Majesté trouve bon qu'il puisse y avoir par Bataillon, deux Charrettes ou deux Charriots pour deux Vivandiers, mais à condition que chaque Voiture sera at-

telée de quatre bons Chevaux (*).

ARTICLE VII.

Qu'un Régiment de Cavalerie ou de Dragons soit de deux ou trois Escadrons puisse aussi avoir deux Vivandiers avec deux Charettes ou deux Charriots, pour tout le Régiment, lesquels Vivandiers pourront camper avec le Régiment; & s'il s'y trouve d'autres Vivandiers, ils ne pourront point avoir de Voiture à rouë, mais seulement des Chevaux de bats (*).

ARTICLE VIII.

Les autres Vivandiers qui auront des Voitures à rouë, seront obligez d'aller camper au Quartier du Roy ou aux Quartiers des Officiers Généraux de la droite ou de la gauche aux endroits qui leur seront marquez par le Prévoist de l'Armée ou ses Officiers en tel nombre que lesdits Vivandiers puissent être, pourvû que

* De l'Ordonnance du 15. Avril 1707. p. 24

† De l'Ordonnance du 15. Avril 1707. p. 25

leurs Voitures soient attellées chacune au moins de quatre bons Chevaux^(a).

ARTICLE IX.

Il sera aussi permis à chaque Régiment de Cavalerie ou de Dragons, & à chaque Régiment d'Infanterie, d'avoir un Boulanger avec une Charette attelée de même de quatre bons Chevaux^(b).

ARTICLE X.

* S'il arrive que les Régimens de Cavalerie, de Dragons ou d'Infanterie n'aient pas de Vivandiers ou Boulangers avec des Charettes, il ne sera point pour cela permis aux Colonels, ou autres Officiers desdits Régimens d'avoir des Charettes à eux à la place de celles du Boulanger ou du Vivandier, Sa Majesté ne permettant celles du Boulanger ou du Vivandier que par le besoin de la subsistance du Régiment^(c).

ARTICLE XI.

Et comme il se pourra faire que

^{a, b} De l'Ordonnance du 15. Avril 1707. p. 2.

beaucoup d'Officiers Generaux auront des Marchands de Vin à leur suite , Sa Majesté ordonne que lesdits Marchands de Vin camperont au Quartier ou seront lesdits Officiers Generaux avec les autres Marchands de Vin, & Elle défend très-expressément ausdits Officiers Generaux de les faire loger avec leurs Equipages (^a).

ARTICLE XII.

Défend très-expressément Sa Majesté à tous les Officiers Generaux, Colonels & autres Officiers de ses Armées de se servir d'aucune Charette des Vivres , défendant pareillement aux Directeurs des Vivres d'en donner aucune à qui que ce puisse être (^b).

ARTICLE XIII.

Défend en outre Sa Majesté très-expressément aux Chefs & Officiers de ses Troupes, & à tous autres de telle qualité qu'ils soient

^a , ^b De l'Ordonnance du 15. Avril 1707. p. 3.

qui seront employez dans les Armées de se servir à l'avenir de Charriot & Charettes de Païsans pour porter leurs Equipages sous tel prétexte que ce puisse être, sur peine de desobéissance : Enjoignant Sa Majesté à ceux qui seront chargez de la conduite des Equipages desdites Armées, de n'en laisser passer aucuns qui soient sur des Chevaux, Charriots ou Charettes de Païsans, & de faire décharger ceux qui se pourroient rencontrer de cette sorte, pour renvoyer les Païsans avec leurs Chevaux & Charrois chez eux (^a)•

TITRE IV.

Des Gardes que l'Infanterie aura à faire à l'Armée, chez les Princes, Maréchaux de France & Officiers Generaux.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne, que le Drapeau blanc de quelque Régiment que ce soit ne se portera jamais que lorsque le Colonel montera la Garde pour Sa Majesté, ou pour Monseigneur le Dauphin (*).

ARTICLE II.

Que la Garde qui se fera chez les Princes du Sang ou Légitimez de France sera de cinquante hommes détachez avec un Drapeau du plus ancien Régiment, chacun dans son Rang, sous le commandement d'un Capitaine, avec les Officiers Subalternes qu'il doit avoir; & que lesdits Princes

* Du 12. May 1696. T. x. p. 340.

333 *Code Militaire*
du Sang ou Légitimizez de France
auront leur Garde avant celle du
General de l'Armée où ils se trou-
veront (a).

ARTICLE III.

Que les Maréchaux de France
auront aussi une Garde de cin-
quante hommes avec le Drapeau
qui seront de même commandez
par un Capitaine & autres Offi-
ciers à proportion (b).

ARTICLE I.V.

Lorsque les Princes du Sang ou
Légitimizez de France se visiteront
les uns les autres, ou que les Ma-
réchaux de France iront chez les
Princes, les Gardes qu'ils auront
prendront toujours les Armes ,
& les Tambours battront au
Champ (c).

ARTICLE V.

Les Gardes des autres Officiers
Generaux prendront les Armes
pour les Princes & les Maréchaux
de France lorsqu'ils les iront voir

chez eux, ou qu'ils passeront devant leurs Maisons (^a).

ARTICLE VI.

Ceux qui auront, comme il est dit cy dessus, une Garde avec un Drapeau, auront aussi l'honneur que les Tambours battront toujours au Champ pour eux (^b).

ARTICLE VII.

Lorsqu'un Lieutenant General se trouvera commandant l'Armée, Sa Majesté entend que sa Garde soit de cinquante hommes commandée par un Capitaine sans Drapeau & que les Tambours ne fassent qu'appeller pour luy (^c).

ARTICLE VIII.

Les Lieutenans Generaux qui ne se trouveront point commandant l'Armée, auront pour leur Garde trente hommes, commandez par un Officier, dont le Tambour ne fera aussi qu'appeller, & ces Gardes des Lieutenans Gene-

raux ne prendront les Armes que pour les Princes du Sang ou Légitimez de France, les Maréchaux de France & celui qu'elles garderont (4).

ARTICLE IX.

Le Maréchal de Camp qui aura un Ordre pour commander en Chef un Corps de Troupes, aura trente Hommes, & un Officier de Garde avec un Tambour qui appellera (5).

ARTICLE X.

Les Maréchaux de Camp qui serviront seulement en cette qualité, auront quinze Hommes de garde commandez par un Sergent, & le Tambour qui les conduira chez eux, n'y restera point (6).

ARTICLE XI.

Chaque Brigadier d'Infanterie aura dix Hommes avec un Caporal de sa Brigade, lesquels n'étant que pour la Garde de son Equi-

page, ne prendront point les Armes, & ne paroîtront point lorsque les Princes, Maréchaux de France, ou Officiers Généraux passeront, ils se mettront seulement en haye, sans Armes, lorsque le Brigadier entrera ou sortira de chez luy, & il n'aura même cette Garde que tant qu'il se trouvera logé dans le Camp à sa Brigade (*).

ARTICLE XII.

Les Colonels ou Commandant des Corps étant logez au Camp de leurs Régimens ou Bataillon auront la nuit seulement une Sentinelle qui sera prise de la Garde de la teste du Camp, où ladite Sentinelle se retirera à six heures du matin (†).

* 1. b. Du 12. May 1696. T. x. p. 342. & 343

TITRE V.

*De l'Honneur dû aux Princes,
Maréchaux de France, & Offi-
ciers Généraux, par les Postes
& Gardes de l'Armée, lorsqu'ils
les visiteront ou passeront de-
vant.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, veut & entend, que les Officiers & Soldats de Picquet fortiront sans Armes, pour les Officiers Généraux qui seront de jour, & pour les Directeurs, Majors & Inspecteurs Généraux, afin qu'ils puissent voir si le nombre de Commandez s'y trouvera, & s'ils auront ce qu'il faudra pour marcher, en cas qu'ils y fussent obligez (*).

ARTICLE II.

Les Gardes de la teste du Camp

a. b Du 12. May 1696. T. 7. p. 341.

prendront les Armes pour les Princes du Sang & Légitimez de France, & les Maréchaux de France, & pour le Commandant de l'Armée ou du Corps de Troupes, & les Tambours battront auffi au Champ, pour ledit Commandant (*).

ARTICLE III.

Lesdits Gardes de la teste du Camp, se mettront sous les Armes & en haye, pour les Lieutenans Généraux & pour les Maréchaux de Camp, mais le Tambour ne battra point (*).

ARTICLE IV.

Quant aux Gardes des Postes qui seront autour de l'Armée, ils prendront les Armes dès qu'ils verront quatre ou cinq Hommes venir à eux, & lorsqu'ils les auront fait reconnoître, ils les recevront suivant leurs Dignitez, battront au Champ pour les Princes du Sang & Légitimez de

France, & pour les Maréchaux de France, appelleront pour les Lieutenans Generaux, & se mettront sous les Armes sans Tambour pour les Maréchaux de Camp (').

ARTICLE V.

Si lesdits Postes sont visitez par un Brigadier, la Garde se mettra en haye reposant sur ses Armes, l'Officier à la teste ayant le Spon-ton près de luy ; & quand un Colonel les ira voir, les Soldats se trouveront à leurs Armes qui seront à terre, & l'Officier sera près d'eux pour rendre compte du Poste (b).

a, b, Du 11. May 1696. T. X. p. 344.



LIVRE HUITIÈME.

- I. De ce que les Capitaines des Régimens des Gardes Françoises & Suisses de Sa Majesté Commandans les Compagnies sur les Routes observeront , & des Etapes qui seront fournies ausdits Régimens.
- II. Des Logemens des Régimens des Gardes Françoises & Suisses.
- III. Du Service des Régimens des Gardes Françoises & Suisses en Garnison , & de leur Conseil de Guerre.
- IV. Du Service des Régimens des Gardes Françoises & Suisses à l'Armée.

V. Des différentes Gardes que le Régiment des Gardes Françaises aura à faire chez les Princes , Maréchaux de France, & Generaux d'Armée.

VI. De l'honneur dû par le Régiment des Gardes Françaises , & par les Postes & Gardes d'iceluy à l'Armée , aux Princes , Maréchaux de France , & Officiers Generaux lorsqu'ils les verront ou visiteront.

VII. Du Rang des Regimens & Officiers des Gardes Françaises & Suisses dans l'Infanterie.

TITRE PREMIER.

De ce que les Capitaines des Régimens des Gardes Françoises & Suisses de Sa Majesté Commandans les Compagnies sur les Routes observeront, & des Etapes qui seront fournies ausdits Régimens.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne ,
veut & entend , que quand
les Compagnies de ses Régimens
des Gardes Françoises & Suisses
arriveront dans un Quartier ,
le Commandant d'icelles fera
mettre un Cops de Garde au
milieu dudit Quartier , où il y
aura deux Sergens pour rece-
voir les plaintes des Habitans ,
y aller donner ordre sur le
champ , & en avertir le Com-
mandant, à faute de quoy le Ser-

gent de Garde sera interdit à la teste du Régiment ().

ARTICLE II.

Le Major avertira les Maire & Echevins dudit Corps de Garde , afin qu'ils fassent avertir les Habitans d'y aller porter leurs plaintes (b)

ARTICLE III.

Le Major avertira aussi les Maire & Echevins , que lorsque les Compagnies en partiront , elles seront en Bataille à la teste du Quartier , où elles demeureront une heure en halte , pour y recevoir les plaintes que les Habitans n'auroient peut-être osé faire, les Troupes étant dans le Quartier (c).

ARTICLE IV.

Pendant ladite halte, le Commandant enverra des Officiers dans le Quartier, voir si personne ne se plaint (d).

a ; Du Règlement 1661. pour les Gardes , art. 101.

b , 302. c , 303. d 304 .

ARTICLE V.

Si pendant cette halte , il y a des Habitans qui se plaignent , le Commandant fera payer & réparer sur le champ les desordres dont on se plaindra ; Voulant Sa Majesté que ledit Commandant soit responsable des desordres qui arriveront dans sa Troupe , après quoy il partira , & fera la même chose dans chaque Quartier (*).

ARTICLE VI.

Sa Majesté ordonne , que chaque Soldat des Régimens de ses Gardes Françoises & Suisses aura pour son Etape par jour vingt quatre onces de pain cuit & rassis , entre bis & blanc , une Pinte de vin mesure de Paris & cruë du lieu , & un Pot de Cidre ou de Bierre mesure & cruë du lieu , & une Livre de Chair de Bœuf , Veau ou Mouton , toujours aux choix de l'E-

* Du Règlement de 1691. pour les Gardes , art. 102.

tapier ou des Habitans du lieu,
& selon leur commodité (*).

ARTICLE VII.

Que de seldits Régimens des
Gardes Françoises & Suisses:

Pour sa Personne , Rations de Bouche.	Pour ses Chevaux , Rations de Fourrage.	
Chaque Capitaine . . .	11. Soldats & . 8	} (chaque Ration de Four- rage com- posée de vingt liv. de Foin & d'un Boif- seau d'a- voine me- sure de Paris (b).)
prendra pour : . . .		
sauf que ceux desdits		
Capitaines qui com- manderont les Batail- lons desdits Régimens, puissent rien prétendre au-delà sous prétexte dudit Commandement.		
le Lieutenant d'une Com- pagnie desdits Régimens prendra pour	10. 6.	
le Sous Lieutenant & l'En- seigne prendront chacun	6. 4.	
le Sergent		

ARTICLE VIII.

Et lorsque les Lieutenans Co-
lonels desdits Régimens des
Gardes Françoises & Suisses
marcheront avec les Bataillons,
Sa Majesté entend qu'ils reçoivent
l'Etape d'un Lieutenant,
outre celle qu'ils auront comme

*, b Du 14. Mars 170 T. XIII. p. 10. 11.

Capitaines desdits Regimens (^a).

ARTICLE IX.

Et il sera observé, que le Capitaine Lieutenant de la Compagnie Colonelle du Regiment des Gardes Françoises, le Capitaine Lieutenant de la Compagnie Générale du Regiment des Gardes Suisses & les Majors desdits Regimens, doivent être traitez de même que les Capitaines, & que les Capitaines Lieutenans, qui peuvent être dans les autres Compagnies du Regiment des Gardes Suisses, pour les commander en l'absence des Capitaines, ne doivent recevoir l'Étape que comme les Lieutenans du Regiment (^b).

ARTICLE X.

Sa Majesté défendant aux Officiers Subalternes qui dans les Marches se trouveront Commandans, de prendre l'Étape en cette qualité de Comman-

^{a, b} Eu 4, May 1701 T. XII. p. 111 & 112.

dant, mais seulement pour les Charges qu'ils auront dans les Compagnies dont ils seront ^(a).

ARTICLE XI.

Ordonne Sa Majesté, que chacun des Aides-Majors qui marcheront avec les Bataillons desdits Regimens, prendra l'Etape comme un Lieutenant : Que

Pour la Personne , Pour les Chevaux.
Rations de Bouche . Rations de Fourrage.

Chacun des Aumôniers	
aura pou.	3. Soldats & 3.
le Chirurgien	2. 2.
le Tambour Major	2. 2.
le Prevost	4. 3.
son Lieutenant & son	
Greffier chacun pour	1. 2.
les Archers & l'Exe-	
cuteur chacun	1. 1.

tous les autres Officiers ne devant recevoir l'Etape que comme les Soldats ^(a).

^a , Du 14, Mars 1702. T. XII. p. 12. b 23.

TITRE II.

*Des Logemens des Regimens
des Gardes Françoises
& Suisses.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne ,
que les Logemens de chacune des Compagnies du Regiment desdites Gardes Françoises, seront faits par le Maréchal des Logis dudit Regiment, seul, sans que nul autre puisse s'en mêler , ni que ledit Maréchal des Logis puisse de son autorité privée, ou à la recommandation de qui que ce soit , exempter aucune des Maisons de celles qui seront cy-après déclarées être sujettes audit Logement, à peine de privation de sa Charge (a).

ARTICLE II.

Et parce que Sa Majesté a esté informée, que plusieurs Propriétaires des Maisons des Faux-bourgs de Paris , lesquels de droit ne peuvent prétendre d'exemption , ont obtenu des Sauvegards sous diverses pretextes, ou faux exposez : Sa Majesté a dès à présent revoqué & revoque toutes celles, qui pourroient avoir été accordées, soit par Elle, ou par qui que ce soit ; & fait défenses tres-expresses audit Maréchal des Logis, d'y avoir aucun égard : mais seulement aux Sauvegards, qui pourront être ci-après accordées par Sa Majesté, ou par le Colonel dudit Regiment (*).

ARTICLE III.

Défend très-expressément Sa Majesté aux Sergens & Soldats dudit Regiment, de tirer de l'argent de leurs Hôtes, pour

ne pas loger chez eux , à peine de la vie ; à quoy Sa Majesté enjoint aux Officiers de tenir la main ; & à l'égard des Bourgeois qui feroient ces compositions , de six cens livres d'amende , applicable au profit de l'Hôpital General , sans que pour ce il soit besoin d'autres Jugemens que de la presente Ordonnance (*).

ARTICLE IV.

Sa Majesté trouve bon néanmoins , que lorsque quelqu'un desdits Bourgeois desirera s'exempter dudit Logement , il y soit reçu en fournissant une Chambre garnie , suivant les Ordonnances aux Soldats auxquels il aura esté délivré des Billets pour loger chez luy ; pourvû toutefois que ladite Chambre qu'il fournira soit située dans l'étendue du Quartier ordonné à ladite Compa-

a, Du 14- Janvier 1667. T. 1. p. 477.

gnie, & non autrement (a).

ARTICLE V.

Ordonne Sa Majesté, que nul ne sera exempt dudit Logement, si ce n'est le Prevost des Marchands actuellement en Charge, & ceux qui en sont sortis, pour toutes les Maisons qui leur appartiennent, les Echevins de ladite Ville de Paris, les Procureurs du Roy, & Greffiers d'icelle, & les Conseillers de Ville; le tout pendant qu'ils seront en Charge, & non autrement; & ce pour les Maisons seulement qui leur appartiennent, & dans lesquelles ils feront leur demeure actuelle (b).

ARTICLE VI.

Que les Colonels, Capitaines Lieutenans, & Enseignes de Milice Bourgeoise, Quarteniers, Cinquanteniers & Dixainiers de ladite Ville de Paris, jouiront pareillement de la même exem-

ption pour les Maisons à eux appartenantes , & dans lesquelles ils feront aussi leur résidence actuelle , à condition toutefois , que leurs Maisons seront situées dans l'étendue du Quartier , où leurs Charges leur donnent Jurisdiction , non autrement (*).

ARTICLE VII.

Ordonne en outre Sa Majesté , que les Ecclesiastiques , les Gentilshommes faisant actuellement profession des Armes , les Officiers des Cours de Parlement , Grand-Conseil , Chambre des Comptes , Court des Aides , & Cour des Monnoyes , les Chefs & Procureurs & Avocats de Sa Majesté des autres Compagnies , & les Officiers de la Maison de Sa Majesté , jouiront aussi de la même exemption pour les Maisons à eux appartenantes , & dans lesquelles ils seront actuellement logez ; l'in-

tention de Sa Majesté estant, que lorsque des Gens de la qualité cy-dessus seront logez dans des Maisons appartenantes à des gens sujets audit Logement il soit fourni par les Propriétaires d'icelles, une Chambre, ainsi qu'il est dit cy-dessus, pour le Logement des Soldats, qui auroient leurs Billets pour loger dans lesdites Maisons (*).

ARTICLE VIII.

Veut aussi Sa Majesté, que toutes les Maisons qui se trouveront enfermées entre les Portes de ladite Ville de Paris, & les Barrières desdites Portes, demeurent exemptes dudit Logement, comme n'estant pas réputées des Fauxbourgs, & en estant séparées par lesdites Barrières (b).

ARTICLE IX.

Sa Majesté ordonne que le Logement des Officiers & Sol-

ats des Compagnies du Regiment de ses Gardes Suisses sera doresnavant distribuée dans toutes les Maisons des Quartiers qui leur ont esté ordonnez, qui y seront les plus convenables, sans aucune exception, ni avoir égard à aucune exemption pour quelque raison que ce puisse estre ; Sa Majesté entendant, qu'il n'y ait seulement que ceux qui doivent être exempts du Logement de ses Troupes, suivant le contenu de l'Art. 7. Tit. 3. Liv. 2. de ce Code, qui en soient exceptées (a).

T I T R E III.

Du Service des Regimens des Gardes Françoises & Suisses en Garnison & de leur Conseil de Guerre.

A R T I C L E P R E M I E R.

POur distinguer les Compagnies des Regimens des

a, Du 25. Decembre 1695. T. 2. p. 254.

Gardes Françoises & Suisses de Sa Majesté des autres, en considération de l'honneur qu'ils ont de servir à la Garde ordinaire de sa Personne, Elle veut & entend, que lorsque des Compagnies desdits Regimens se trouveront ensemble en Garnison dans quelque Place, les Officiers dudit Regiment des Gardes Françoises, & après eux ceux dudit Regiment des Gardes Suisses, choisissent les Postes que les Compagnies desdits Regimens auront à garder, tandis qu'elles seront dans ladite Place, & qu'ils tirent chaque jour entre eux, pour sçavoir ausquels des Postes qui auront été ainsi choisis, les Officiers & Soldats de leurs Corps, qui auront à monter la Garde, la devront aller faire (*a*).

ARTICLE II.

Que lorsque dans une Place

• Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 282. art. xxviii.

il n'y aura point de Compagnies dudit Regiment des Gardes Françoises, mais seulement de celui des Gardes Suisses avec d'autres Troupes Françoises les Compagnies du plus ancien des Regimens d'Infanterie Françoisse de la Garnison, qui seront au moins deux en nombre, pour pouvoir faire Corps, auront la droite sur lesdites Compagnies dudit Regiment des Gardes Suisses; & que les Officiers desdites Compagnies Françoises choisiront des Postes, & après eux ceux desdites Compagnies Suisses, pour leur demeurer fixes, tandis qu'elles seront dans la dite Place; pour la Garde desquels Postes fixes, les Escouades tant desdites deux Compagnies Françoises, que desdites Compagnies Suisses qui devront monter la Garde, tireront entr'elles; pour sçavoir auquel desdits Postes fixes, lesdites Escouades Fran-

çoises & Suisses la devront aller faire : Et en cas que dans la Place où il y aura des Compagnies dudit Regiment des Gardes Suisses, il n'y eût qu'une Compagnie du plus ancien Regiment François, de ceux qui y tiendront Garnison; Sa Majesté veut qu'une Compagnie du Corps d'après y soit jointe, afin de pouvoir faire Corps pour prendre la droite sur lesdites Compagnies Suisses, choisir ensemble les Postes fixes, & les tirer entre elles, ainsi qu'il est dit cy-dessus ; & que les Sergens desdites Compagnies Françaises qui auront la droite sur les Compagnies Suisses, fassent avec ceux desdites Compagnies Suisses un Cercle à part, pour prendre le Mot du Sergeant Major de la Place, séparément d'avec les Sergens des autres Compagnies de la Garnison, ainsi qu'il est ordonné par l'Art. IV. de ce Titre, pour les Ser-

gens des Gardes Françoises & Suisses : Sa Majesté entend au surplus, comme il s'est toujours pratiqué, que lorsqu'il se rencontrera une Escoüade Françoisse avec une Escoüade Suisse, ladite Escoüade Françoisse ait la droite ; & que lorsque lesdites Compagnies Suisses ne seront plus en Garnison dans la Place, les Troupes qui y resteront suivent pour la Garde d'icelle, ce qui est porté par les Reglemens contenus aux deux premiers Titres du Liv. III. sans qu'aucune puisse prétendre des Postes fixes, lesdites Compagnies Suisses n'y étant plus (*).

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne, veut & entend, que l'un des Capitaines de ses Regimens des Gardes Françoises & Suisses, soit tenu & obligé, dans les Places où lesdits Regimens seront en Garni-

*, Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 282. art. xxix.

son de se trouver tous les jours à la Parade, pour voir si les Escouades desdits Regimens seront complètes d'Officiers, Sergens & Caporaux ; & qu'en outre il prenne soin de visiter plusieurs fois, tant de jour que de nuit, les Corps de Garde où lesdites Escouades seront distribuées, pour reconnoître si les Sergens & Soldats d'icelles y sont assidus, & font le Service avec l'exactitude qu'ils doivent : Sa Majesté ayant trouvé bon de dispenser lesdits Capitaines des Regimens de ses Gardes Françaises & Suisses de monter en personne la Garde comme les autres Officiers de ses Troupes (*).

ARTICLE IV.

Ordonne Sa Majesté, que les Sergens des Compagnies desdits Regimens des Gardes qui seront en Garnison dans les Places, seront tenus d'aller tous

* Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 300.

Ies jours prendre l'Ordre des Sergens-Majors d'icelles , ainsi que les autres Sergens des Compagnies d'Infanterie ; trouvant bon néanmoins pour faire quelque distinction desdits Sergens des Gardes d'avec les autres , qu'ils fassent un Cercle à part, ou prennent séparément le Mot (^a).

ARTICLE V.

Veut & entend Sa Majesté, que le tiers des Officiers Subalternes desdits Regimens de ses Gardes Françaises & Suisses, fassent la Ronde dans lesdites Villes & Places conformément à son Ordonnance contenuë es Art. I. & III. Tit. III. du Liv. III. sur les peines y contenuës (^b).

ARTICLE VI.

Elle ordonne que lorsque les Gouverneurs, Lieutenans pour Sa Majesté ou Commandans des Places , feront leurs Rondes ,

^a Du 25. Juillet 1665. T. 1. p. 271. art. 1x.

^b Du Règlement de 1691. pour les Gardes , art. 300.

l'Officier principal desdits Régimens de ses Gardes, qui commandera en chaque Corps de Garde, sera tenu de les aller recevoir & leur porter le Mot, conformément à ce qui est ordonné par l'Art. IV. Tit. III. du Liv. III. & que la même chose sera observée à l'endroit des Sergens Majors desdites Places, lorsqu'ils feront leur première Ronde appelée Ronde-Major (a) : Ordonne en outre Sa Majesté que lorsque les Inspecteurs Généraux, établis par ses Ordres pour veiller à la bonne Discipline de ses Troupes d'Infanterie, feront la Ronde, les Officiers qui commanderont les Corps de Garde sur les Remparts, les viennent recevoir & leur donnent aussi le Mot, conformément à ce qui est ordonné par l'Art. VII. Tit. III. du Liv. III. (b)

a Du 15. Juillet 1665. T. 1. p. 170. art. vi.

b Du 7. Juillet 1683. T. IV. p. 416.

ARTICLE VII.

En quelque lieu que le Regiment des Gardes se trouve, & qu'il aura des Soldats à juger, la volonté de Sa Majesté est que le Major ou Aide-Major en avertisse le Gouverneur ou Commandant de la Place, pour pouvoir assembler le Conseil de Guerre, que l'on tiendra dans la Prison, ou chez le Commandant des Gardes, comme ils ont accoutumé sans que les Commandans ni Officiers Majors des Places y puissent avoir nulle fonction ; & après le Conseil fini, le Major ou l'Aide-Major qui en fera la Charge, ira rendre compte au Commandant de la Place de ce qui se sera passé, & luy demander la permission de prendre les Armes pour l'exécution des Jugemens qui y auront été rendus (*).

* Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 306.

TITRE IV.

*Du Service des Regimens des Gardes
Françoises & Suisses
à l'Armée.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, que les Officiers & Soldats des Regimens des Gardes Françoises & Suisses, feront le Service conjointement avec les autres Troupes sans aucune distinction, si ce n'est que les Détachemens desdits Regimens auront la droite, & qu'à la reserve de ce qui est porté par les Ordonnances de Sa Majesté contenues au present Livre. (a)

ARTICLE II.

Que lorsque lesdits Regimens monteront la Tranchée, il n'y aura point de Brigadier qui ne

a Du Reglement de 1691. pour les Gardes, art. 180.
soit

soit de leur Corps, mais qu'en toute autre occasion que celle-là, soit que les Corps marchent entiers ou par détachemens, ils obeïront sans difficulté à tous les Brigadiers de l'Armée (^a).

ARTICLE III.

En entrant en Campagne le Major doit avoir eu soin que chaque Fourrier ait son Cordeau marqué dans les distances ordinaires (^b).

ARTICLE IV.

Le Major ne mene jamais au Campement que trois Sergens par Bataillon, lesquels ont un Cordeau de Front de Bandiere pour chaque Bataillon (^c).

ARTICLE V.

L'Aide-Major nomme un Sergent par chaque Bataillon; pour la propreté du Bataillon de son Camp (^d).

ARTICLE VI.

Quand on est dans un Camp

^a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 180.
^b 181. ^c 184. ^d 185.

de séjour , l'assemblée ou Re-
traite est battuë par tous les
Tambours du Regiment ; aller
& venir le long du Regiment (*a*).

ARTICLE VII.

Quand ce n'est qu'un Camp
de passage , les Tambours de
chaque Bataillon battent seule-
ment le long de leur Batail-
lon (*b*).

ARTICLE VIII.

Toutes les Gardes qu'on tire
du Regiment , s'assemblent au
Centre du Regiment , d'où elles
vont chacune à leurs Postes (*c*).

ARTICLE IX.

Les Aides - Majors & Sous-
Aides-Majors camperont tou-
jours au Regiment , sans qu'il
leur soit permis de s'en écar-
ter (*d*).

ARTICLE X.

Il y aura toujours dans le
Camp cinquante hommes de

a, Du Règlement de 1691. pour les Gardes , art.
186. *b*, 187. *c*, 188. *d*, 189.

Picquet , lesquels auront leurs Armes en faisceau à la droite du Bataillon (a).

ARTICLE XI.

Ces cinquante hommes en arrivant au Camp , seront mis à la teste de chaque Bataillon cent pas devant avec leurs Armes , où l'on les laissera deux heures après être arrivez , afin que le Camp ne reste pas sans personne tandis que les Soldats vont à la paille (b).

TITRE V.

Des différentes Gardes que le Regiment des Gardes Françaises aura à faire chez les Princes , Maréchaux de France , & Généraux d'Armée.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, que le Regiment de ses Gar-

a , b Du Règlement de 1691. pour les Gardes art. 191. & 197.

des Françoises se trouvant seul dans un Quartier où il se trouve des Enfans de France ; Princes du Sang, Legitimes de France, & Maréchaux de France, il ne fera jamais Garde qu'à un seul, à moins d'un ordre exprès de Sa Majesté (a).

ARTICLE II.

Le Maréchal de Camp Commandant l'Armée en Chef sera gardé par quinze hommes du dit Regiment & un Sergent, le Tambour n'Appellera point, n'étant que pour mener & ramener la Garde (b).

ARTICLE III.

Le Lieutenant Général Commandant en Chef, aura pour sa Garde trente hommes & un Enseigne, le Tambour n'Appellera point (c).

ARTICLE IV.

Le Lieutenant Général de la

a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 248.

b 253. c 254.

Province & Commandant dans ladite Province, où ledit Regiment sera en garnison, n'aura d'autre Garde que trente Hommes & un Enseigne, les Tambours n'Appellant point (a).

ARTICLE V.

Ledit Regiment gardera toujours le Général de l'Armée, à moins que Sa Majesté ne l'ait ordonné autrement (b).

ARTICLE VI.

Le Général de l'Armée aura pour sa Garde trente-cinq Hommes, un Enseigne ou un Sous-Lieutenant qui rouleront ensemble, & le Tambour Appellera (c).

ARTICLE VII.

En tous les lieux où le Général se trouvera avec le Regiment, n'étant point en Service de Général par des Patentes, mais seulement Lieutenant Ge-

a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 157.
b 174. c 159.

neral & Commandant dans la Province , il sera traité comme Lieutenant General (a).

ARTICLE VIII.

Les Maréchaux de France Commandans les Armées , auront pour leur Garde quarante Hommes commandez par un Lieutenant , roulans avec les Sous-Lieutenans , & les Tambours Appelleront (b).

ARTICLE IX.

Les Princes du Sang & Legitimizez de France auront pour leur garde cinquante Hommes commandez par un Lieutenant , qui ne roullera pas avec les Sous-Lieutenans , & les Tambours Appelleront (c).

ARTICLE X.

Sa Majesté se reservant d'augmenter les honneurs aux Princes du Sang ou Legitimizez de France pour leur Garde , ainsi

a , Du Règlement de 1691. pour les Gardes , art. 261. b , 262. c , 265.

qu'Elle le jugera à propos, soit pour leur faire donner une Compagnie & le Drapeau, & en régler la durée, ayant déjà accordé cet honneur en plusieurs rencontres aux Princes du Sang & Legitimizez de France; déclarant pourtant qu'en semblables cas, les Tambours ne batteront point au Champ, mais Appelleront seulement (^a).

ARTICLE XI.

Sa Majesté se reserve aussi d'accorder tels honneurs qu'Elle jugera à propos aux Petits Enfans de France, ayant en 1691. accordé au Duc de Chartres fils du Duc d'Orleans frere de Sa Majesté estant allé faire la Campagne en Flandre, quoy qu'il ne fût que Volontaire, que l'on montât pour sa Garde une Compagnie, & le Drapeau pendant toute la Campagne, avec ordre de battre au Champ

^a Du Règlement de 1691. pour les Gardes. art. 166.

Livre VIII. Titre V. 569
voir si elle fera monter chez luy
une ou plusieurs Compagnies (^a).

ARTICLE XV.

Il n'y a que pour la Garde de
Sa Majesté, ou celle de la Reine,
qu'on puisse monter plusieurs
Compagnies sans son ordre
expres (^b).

ARTICLE XVI.

Les Maréchaux de France,
Princes du Sang, Legitimez de
France, Enfans & Petits-Enfans
de France, conservent leur Gar-
de en quelque lieu qu'ils trou-
vent le Regiment, hors dans
ceux où est le Roy & la Reine,
ou les Quartiers d'où se tire la
Garde de Sa Majesté (^c).

ARTICLE XVII.

S'ils se trouvent plusieurs dans
le même lieu, ledit Regiment
gardera le premier seulement
(^d).

^a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 127.
^b 180. c 181. d 181.

ARTICLE XVIII.

Le Colonel aura pour sa Garde cinquante Hommes , un Lieutenant ou un Sous-Lieutenant , qui rouleront ensemble ; & conservera ladite Garde dans tous les lieux où il se trouvera , hors ceux où sera Sa Majesté , ou Monseigneur le Dauphin (*a*).

ARTICLE XIX.

Il s'est pratiqué que Sa Majesté étant à l'Armée , le Colonel Maréchal de France , étant dans le Quartier de Sa Majesté , aimoit mieux luy demander permission d'avoir une Sentinelle de sa Garde , que d'avoir une Garde d'un autre Corps ; ce qu'Elle luy a permis quelquefois (*b*)

ARTICLE XX.

Tout Corps de Garde du Regiment des Gardes hors celuy de la Maison de Sa Majesté &

a, b Du Règlement de 1691 pour les Gardes , art. 183 & 184.

de la Reine prendra les Armes exprés pour les Enfans de France & pour le Colonel ; Sa Majesté luy ayant accordé cet honneur , parce que le Colonel General en jouïssoit (^a).

ARTICLE XXI.

Quant à la Garde du Roy , elle ne sort jamais du Corps de Garde , ni ne prend les Armes que pour Sa Majesté ou pour la Reine ; mais lorsqu'elle est sous les Armes , on Appelle pour Monseigneur le Dauphin , pour les Enfans de France , & le Colonel (^b).

ARTICLE XXII.

Quand ledit Regiment des Gardes Françoises est en Garde chez le General de l'Armée , cette Garde ne prend les Armes que pour luy (^c).

ARTICLE XXIII.

Les Gardes détachez des Re-

^a , Du Règlement de 1691. pour les Gardes , art. 87. ^b , 290. ^c , 275.

gimens des Gardes Françoises & Suisses, ne prendront les Armes que pour celuy qu'elles garderont (4).

ARTICLE XXIV.

Le Capitaine qui se trouvera de Garde chez un Enfant de France ou autre à qui Sa Majesté l'aura ordonné, étant son tour à marcher, sera obligé de quitter sa Garde pour quelque détachement que ce soit; l'ordre des détachemens pour les Capitaines ne pouvant être interrompu ou différé, que pour la Garde du Roy, celle de la Reine, & de Monseigneur le Dauphin (5).

ARTICLE XXV.

Pour les Officiers Subalternes lorsqu'ils se trouveront en Garde, & que leur tour de détachement viendra, il ne pourront quitter ladite Garde qu'elle ne soit achevée, sauf à repren-

(4) Du 17. May 1696. T. I. p. 341.

(5) Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 388.

Livre VIII. Titre VI. 373
dre leur tour ensuite en la maniere accoûtumée (a).

TITRE VI.

De l'honneur dû par le Regiment des Gardes Françoises, & par les Postes & Gardes d'iceluy à l'Armée, aux Princes, Maréchaux de France & Officiers Generaux, lorsqu'ils le verront ou visiteront.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne que lorsque le Général de l'Armée passera, le Picquet du Regiment de ses Gardes Françoises ira se mettre sans Armes dans l'intervalle à la droite du Bataillon à quatre de hauteur, le premier rang en ne débordant pas l'alignement des Tentes des Soldats (b).

^a Du Règlement de 1695, pour les Gardes, art. 109. ^b 125.

ARTICLE II.

Ce Picquet ne sortira point pour se mettre en Haye que pour l'edit General (a).

ARTICLE III.

Quand même Sa Majesté seroit à l'Armée, ce Picquet ne prendroit pas les Armes & ne feroit que se mettre en Haye comme pour un autre General ().

ARTICLE IV.

Un Brigadier de jour visitant les Postes dudit Regiment, s'il n'y a qu'un Sergent il aura sa Hallebarde; fera sortir les Soldats, & les mettra en Haye, lesquels seront reposez sur leurs Armes (c).

ARTICLE V.

S'il y a un Officier il se mettra à la teste, son Sponton près de luy, & le Sergent & les Soldats comme cy-dessus (d).

a, Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 24. b, 196. c, 249. d, 250.

ARTICLE VI.

Le Maréchal de Camp visitant les Postes & les Gardes à l'Armée , s'il y a un Officier il fera prendre les Armes , se mettra à la teste son Sponton à la main , & le Tambour n'Appellera point (*).

ARTICLE VII.

Le Maréchal de Camp à l'Armée passant devant ledit Regiment lorsqu'il est en Bataille , les Soldats seront Fusil sur l'épaule , les Sergens à leurs Postes avec leurs Hallebardes , les Officiers à leurs Postes sans Sponton & les Tambours n'Appelleront point (b).

ARTICLE VIII.

Quand le Maréchal de Camp Commandant en Chef , visitera les Postes ou qu'il verra ledit Regiment en Bataille , alors les Officiers Subalternes prendront

a , b Du Règlement de 1691. pour les Gardes,
art. 251. 252.

le Sponton; mais les Tambours
n'Appelleront point (a).

ARTICLE IX.

Le Lieutenant Général Com-
mandant en Chef, voyant ledit
Regiment sur la Ligne, ou dans
les Postes, les Officiers Subal-
ternes prendront le Sponton,
les Tambours n'Appelleront
point (b).

ARTICLE X.

Le Lieutenant Général, quoi-
que le Général soit à l'Armée,
passant devant le Regiment,
étant en Bataille ou dans les
Postes, les Officiers Subalter-
nes prendront le Sponton, les
Tambours n'Appelleront point
(c).

ARTICLE XI.

Si le Lieutenant Général
Commandant dans la Province
veut voir défiler ledit Regiment
les Capitaines se mettront au-

a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art.
253 b 255 c 256

près de luy, & les Officiers Subalternes défilèrent, le Sponton à la main à la teste des Compagnies; les Tambours battans au Champ en marchant (a).

ARTICLE XII.

Quand le Général de l'Armée passe aux Postes dudit Régiment, ou du long de la Ligne, les Corps de Garde prendront les Armes, & les Tambours Appelleront ou batteront aux Champs, suivant ce qui est réglé pour sa Garde (b).

ARTICLE XIII.

Quand le Général d'Armée verra ledit Régiment sur la Ligne ou dans les Postes, les Capitaines & Officiers prendront le Sponton, & les Tambours Appelleront, mais les Soldats ne présenteront pas les Armes, ni ne fera Salué (c).

a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 158;
b 177. c 160.

ARTICLE XIV.

En tous les lieux où le General se trouvera avec ledit Regiment , n'étant point en service de General par des Parentes , mais seulement Lieutenant General & Commandant dans la Province , il sera traité comme Lieutenant General (^a).

ARTICLE XV.

Les Maréchaux de France visitant les Postes, ou voyant ledit Regiment sur la ligne , les Soldats seront le Fusil sur l'épaule, les Capitaines & Officiers prendront le Sponton , & les Tambours Appelleront (^b).

ARTICLE XVI.

Quand les Princes du Sang ou Legitimez de France quoyqu'ils n'ayent pas d'autre Caractere passent aux Postes ou le long de la ligne ; les Corps de Garde dudit Regiment pren-

^a , ^b Du Réglement de 1691. pour les Gardes , art. 161. & .63.

Livre VIII. Titre VI. 379
dront les Armes , & les Tambours Appelleront (*a*).

ARTICLE XVII.

Quand ils visiteront les Gardes ou verront ledit Regiment sur la Ligne étant en Bataille, & qu'ils n'aient que cinquante hommes pour leur Gardes , les Capitaines & Officiers seront le Sponton à la main à leurs Postes , les Soldats Fusil sur l'épaule , & les Tambours Appelleront (*b*).

ARTICLE XVIII.

Quand Sa Majesté accordera aux Princes du Sang ou Legitimes de France , l'honneur d'avoir un Capitaine & le Drapeau, ils seront Saluez toutes les fois qu'ils verront ledit Regiment en Bataille ; voulant que ceux à qui Elle accorde cette Garde, jouissent de cette honneur en

a, b Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 178. & 168.

tous les lieux où ils verront le Regiment (*a*).

ARTICLE XIX.

Lorsque dans la Campagne ils auront joui de l'honneur d'avoir une Compagnie & le Drapeau à leur Garde, quoyque cette Garde n'eût duré qu'un ou quelques jours, ils seront Saluez toutes les fois qu'ils verront le Regiment (*b*).

ARTICLE XX.

S'ils sont Généraux, & qu'il n'y ait point d'Ordre de leur monter une Compagnie, ils seront deux fois Saluez, la première & la dernière fois qu'ils verront ledit Regiment (*c*).

ARTICLE XXI.

Quand lesdits Princes du Sang ou Legitimes de France, n'étant point Généraux, n'auront pour leur Garde que cinquante hommes & un Lieutenant, ils ne se-

a Du Règlement de 169. pour les Gardes, art. 170.
b 171. *c* 169.

ront, étans à l'Armée, Saluez du Sponton que la premiere fois qu'ils verront le Regiment en bataille (^a).

ARTICLE XXII.

Les Maréchaux de France Commandans les Armées, seront saluez du Sponton deux fois pendant la Campagne; Sçavoir, la premiere & derniere fois que ledit Regiment devra paroître devant eux (^b).

ARTICLE XXIII.

Le Colonel dudit Regiment de ses Gardes Françoises sera salué par tout où il verra ledit Regiment, hors dans le Logis de Sa Majesté ou celui de Monseigneur le Dauphin (^c).

ARTICLE XXIV.

Ledit Regiment ne presentera jamais les Armes que pour le Roy, la Reine, & Monseigneur le Dauphin, à moins que

^a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 267.
^b 164. ^c 183.

Sa Majesté ne l'ordonne autrement (a).

TITRE VII.

*Du Rang des Regimens & Officiers
des Gardes Françoises & Suisses
dans l'Infanterie.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, que le Regiment de ses Gardes Françoises continuera à marcher le premier de tous les autres Regimens de son Infanterie. Que celui de ses Gardes Suisses ira immédiatement après, lorsqu'il se trouvera en même Corps d'Armée ou Garnison: Que lorsque ledit Regiment des Gardes Françoises n'y sera pas, ledit Regiment des Gardes Suisses sera précédé par le plus ancien des Regimens François qui s'y trou-

a Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 227.

veront, & marchera après lui^(a).

ARTICLE II.

Ordonne aussi Sa Majesté que les Lieutenans Colonels (b) ou premier Capitaine de chacun des Regimens de ses Gardes Françoises & Suisses, qui se trouvent à l'Armée sans autre caractère, representent le premier Colonel, & qu'en cette qualité ils soient détachez comme les deux premiers Colonels des Troupes d'Infanterie (c).

ARTICLE III.

L'intention de Sa Majesté est, que le Capitaine des Grenadiers du Regiment de ses Gardes Françoises, se trouvant naturellement le premier Capitaine dudit Regiment, jouïra par tout où il sera détaché de la prérogative de premier Colonel (d).

a, 16. Mars 1670. T. i. p. 140.

b Du 8 May 1693. T. ix. p. 81.

c Du premier May 1705. T. xv. p. 112.

d Du Règlement de 1691. pour les Gardes, art. 181.

ARTICLE IV.

Et quant aux autres Capitaines des Regimens des Gardes Françoises & Suisses, Sa Majesté entend qu'ils tiennent Rang de Colonels d'Infanterie du vingt-sixième jour d'Avril mil six cens quatre-vingt-onze, de même que si Sa Majesté avoit ce jour-là créé un Regiment de chacune des Compagnies desdits Regimens, de maniere aussi que dans les Promotions de Brigadiers, où Sa Majesté voudra bien les nommer, ils prennent jour avant les Colonels des Regimens, dont la création se trouvera postérieure audit jour vingt-six Avril 1691 (*).

ARTICLE V.

Sa Majesté ordonne qu'en toutes occasions les Lieutenans du Regiment de ses Gardes Françoises marcheront après les Lieutenans Colonels, & com-

* Du 8. May 1693. T. IX. p. 81.

manderont

manderont à tous les Capitaines des autres Regimens de son Infanterie , & que les Sous-Lieutenans & Enseignes dudit Regiment de ses Gardes, prendront Rang après les Capitaines , & devant tous les Lieutenans des autres Regimens d'Infanterie , sans qu'il y puisse être apporté aucune difficulté^(*).

^(*) Du 12. Février 1692 T. VIII. P. 226.





LIVRE NEUVIÈME.

- I. De la Marche & Rang des Regimens Etrangers, de ceux de Milices, & des Compagnies des Invalides dans l'Infanterie, & du Service du Regiment Royal-Artillerie dans les Places & Armées.
- II. Du moyen de maintenir les Bataillons d'un même Regiment dans une égale force.
- III. Du Remplacement des Charges d'Officiers d'Infanterie & des Places de Sergens.
- IV. Des Armes des Officiers Sergens & Soldats, & des Outils propres à remuer la terre.

V. Des Retenuës à faire sur
la Solde des Soldats, & du
Remboursement des avan-
ces faites aux Officiers absens
pour l'entretien de leurs Com-
pagnies.

TITRE PREMIER.

*De la Marche & Rang des Regimens
Etrangers, de ceux de Milices,
& des Compagnies des Invalides
dans l'Infanterie, & du Service
du Regiment Royal - Artillerie
dans les Places & Armées.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne,
que dans tous les Corps
d'Armées, Detachemens &
Garnisons, où il se trouvera des
Regimens François, & des Re-
gimens Etrangers, le plus ancien

des Regimens François précédera tous les Regimens Etrangers; & qu'en suite les autres Regimens tant François qu'Etrangers marcheront entre eux suivant les dattes de leurs Commissions, sans que les Regimens François puissent prétendre aucune préférence sur les Regimens Etrangers, après que le plus ancien desdits Regimens François aura pris Rang avant lesdits Regimens Etrangers (^a).

ARTICLE II.

Ordonne aussi Sa Majesté, que les Regimens de Milices précéderont en toute Marche & occasion de Guerre les Regimens d'Infanterie qui auront été mis sur pied depuis qu'ils ont été levez, & tout ainsi qu'il se pratique à l'égard des autres Regimens d'Infanterie qui sont à la Solde de Sa Majesté (^b).

^a Du 4. Novembre 1684. T. v. p. 152.

^b Du 10. Aoust 1690. T. vii. p. 195.

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne en outre, que les Regimens de Milices mis sur pied en même temps marcheront entr'eux suivant le Rang que doivent avoir les Colonels qui les commandent, par les services qu'ils ont rendus, comme il est porté par l'Art. xxvi. Tit. v. Liv. vi. (^a) : Et parce qu'il se pourroit faire que lesdits Regimens se trouveroient ensemble, & que les Colonels n'y feroient pas pour justifier de leurs services; en ce cas, Sa Majesté entend que les Commandans desdits Regimens tirent sans consequence pour leur Marche, en attendant l'arrivée desdits Colonels, & que le Lieutenant Colonel ou le Capitaine qui commandera le Regiment à qui le sort aura donné le premier Rang, commande aux autres, de même que si ledit Rang

^a Du 8. Mars 1689. T. vi. p. 191.

avoit déjà été décidé par les services des Colonels (*)

ARTICLE IV.

Sa Majesté ordonne aussi, que les Compagnies de l'Hôtel Royal des Invalides, marcheront & prendront Rang avec ses Troupes d'Infanterie par tout où elles se trouveront, du treizième Avril 1690. qui est le jour qu'elles sont sorties la première fois dudit Hôtel Royal, par Ordre de Sa Majesté, pour aller servir ailleurs, sans qu'il y puisse être apporté aucune difficulté, sous tel prétexte que ce puisse être (b)

ARTICLE V.

Sa Majesté ordonne que les Troupes d'Infanterie de ses Armées, qui sont & seront en Garnison dans les Citadelles, Châteaux, & Places fortes, dans lesquels il se trouvera des Troupes de Garnison ordinaire, ou Mor-

* Du 8 Mars 1689. T. v. p. 167

b Du 26. Novembre 1696. T. x p. 489.

te-payes entretenuës, auront la droite sur leſdites Morte-payes, & Troupes de Garniſon ordinaire, & tiendront le premier Rang en toutes Marches, Gardes, & autres Fonctions Militaires, & commanderont préſerablement aux Troupes de ladite Garniſon ordinaire (*)

ARTICLE VI.

Sa Majeſté veut & entend, que les Bataillons dont le Regiment Royal-Artillerie eſt compoſé, marchent & campent toujours avec l'Artillerie dans les Armées où ils ſerviront; qu'ils n'y ſoient jamais mis en Ligne, n'y montent aucune Garde de Tranchée, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, & ne faſſent aucun ſervice avec le reſte de l'Infanterie, ſi ce n'eſt dans les Places où ils ſe trouveront en Garniſon (b) : Et comme il

a Du 25 Juillet 1665. T. 1. p. 292. art. XLII.

b Du 25. Novembre 1695. T. X. p. 247.

est nécessaire que les Troupes qui serviront aux Escortes de l'Artillerie, sçachent des Officiers qui la commandent ce qu'elles auront à faire, Sa Majesté veut & entend qu'à l'avenir les Colonels, Mestres de Camp, Lieutenans Colonels, Capitaines & autres Officiers des Troupes d'Infanterie, de Cavalerie & de Dragons, qui seront commandées ou détachées pour escorter l'Artillerie, reconnoissent & fassent tout ce qui leur sera ordonné par l'Officier de ladite Artillerie qui la commandera, telle Charge qu'il y puisse avoir, sans y apporter aucune difficulté sur peine de desobéissance. (a).

a Du 15. Novembre 1653. T. x. p. 150.

TITRE II.

Du moyen de maintenir les Bataillons d'un même Regiment dans une égale force.

ARTICLE PREMIER.

POUR maintenir autant qu'il se pourra les Bataillons d'un même Regiment dans une égale force, Sa Majesté ordonne, veut & entend, que les Compagnies d'un Regiment qui a plusieurs Bataillons, serviront dans lesdits Bataillons suivant le Rang des Capitaines ^(a).

ARTICLE II.

Que les Compagnies de Grenadiers suivront entr'elles l'ancienneté de leurs Capitaines, pour servir à la tête du premier & des autres Bataillons dudit Regiment comme elles ont ac-

^a De l'Ordonnance du premier Octobre 1706 p. 22.

coûtumé ^(a) ; Sçavoir , que dorénavant lorsqu'il y aura deux Compagnies de Grenadiers dans un Regiment d'Infanterie , une desdites Compagnies de Grenadiers marchera à la tête du premier Bataillon dudit Regiment , & l'autre Compagnie de Grenadiers à la tête du second Bataillon ; & que quand lesdits Bataillons se separeront , une Compagnie de Grenadiers ira avec le premier , & l'autre avec le second , enforte qu'à l'avenir il y ait toujours une desdites Compagnies de Grenadiers à la tête de chacun desdits deux Bataillons ^(b).

ARTICLE III.

Que la Compagnie Colonelle & celle du Lieutenant Colonel demeureront au premier Bataillon ; que la Compagnie du premier Capitaine sera dans le

^a De l'Ordonnance du premier Octobre 1706. p. 12.

^b Du premier Decembre 1689. T. VII. p. 174.

second, & dans les Regimens où il y a trois Bataillons ; que la Compagnie du second Capitaine sera dans le troisième ; qu'ensuite la Compagnie du troisième Capitaine servira dans le premier Bataillon, celle du quatrième dans le second, celle du cinquième dans le troisième & que les autres Compagnies ; seront de même distribuées suivant leur Rang dans les trois Bataillons, jusqu'aux deux dernières Compagnies qui serviront dans le second & le troisième, afin qu'ils se trouvent du même nombre de Compagnies que le premier (a).

ARTICLE IV.

Voulant Sa Majesté que le même Ordre soit toujours gardé dans tous les Regimens où il y a plusieurs Bataillons, & que quand il vacquera une Compagnie dans un desdits Regimens

^a De l'Ordonnance du premier Octobre 1706. p. 12

le Capitaine qui en fera pourvu
prenne avec ladite Compagnie
la queue du dernier Bataillon
pour faire monter les autres
Compagnies , afin qu'elles se
trouvent dans les Bataillons où
elles devront servir par leurs
Rangs (*a*).

ARTICLE V.

Sa Majesté défend aux Colo-
nels des Regimens d'Infanterie
de prendre ni laisser prendre
aucun Soldat dans les Compa-
gnies qui viendront à vacquer
dans leurs Regimens , & leur
enjoint de faire remettre lesdi-
tes Compagnies à ceux qu'Elle
en fera pourvoir dans l'état où
elles se seront trouvées lorsqu'el-
les auront vacqué (*b*).

ARTICLE VI.

Sa Majesté entend qu'à mesu-
re que les seconds Bataillons le-
vez dans les Provinces & Gene-
ralitez de son Royaume, se join-

a , & De l'Ordonnance du 1. Octobre 1706. p. 22. & 23

dront avec les premiers Bataillons des Regimens dont ils font, les Compagnies qui les composent y soient distribuées suivant les Rangs des Capitaines ; que les Compagnies desdits seconds Bataillons roulent avec celles des premiers Bataillons, & qu'il en soit usé à cet égard dans lesdits Regimens, de même que dans les autres, en conformité de ce qui est porté par les Articles précédens (*a*).

TITRE III.

Du Remplacement des Charges d'Officiers à l'Infanterie, & des Places de Sergens.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne ;
qu'à l'avenir les Capitaines

a Du 15. May 1703, T. XIII. p. 480.

des Bataillons de son Infanterie, qui par leur Rang & leurs Services, peuvent esperer de monter aux Charges de Capitaines des Compagnies de Grenadiers desdits Bataillons, qui ne seront pas plus âgez que de quarante-cinq ans, & qui auront la vigueur necessaire pour bien exercer dans les occasions de fatigue, ladite Charge de Capitaine de Grenadiers, y pourront estre nommez par les Colonels ou Commandans desdits Bataillons, & en être pourvûs (*) : Entendant Sa Majesté que lorsque les Charges de Lieutenans, Sous-Lieutenans & même les Places de Sergens desdites Compagnies de Grenadiers viendront à vacquer, elles soient remplies d'Officiers moins âgez que de quarante ans : Défendant très expressement Sa Majesté à tous Colonels de desdits Regimens d'Infanterie, d'en

* Du 15. Janvier 1692. T. VIII. P. 213.

proposer de plus âgez , sous quelque pretexte que ce puisse être (*).

ARTICLE II.

Comme il arrive ordinairement que les Commandans des Corps negligent pendant le Quartier d'hyver de proposer des Sujets pour remplir les Charges qui vacquent dans les Subalternes , & que ceux qui en sont pourvus en entrant en Campagne , ne touchent rien du Quartier d'hyver , ce qui les met hors d'état de pouvoir subsister dans les Armées ; Sa Majesté pour empêcher la continuation de cet abus , Entend qu'à mesure qu'il vacquera des Charges dans les Regimens & Bataillons, les Commandans soient tenus d'en informer aussitost le Secretaire d'Etat , & des Commandemens de Sa Majesté ayant le

* Du 8. Novembre 1689. T. VII. p. 168.

ARTICLE III.

Sa Majesté considérant qu'il n'y a rien qui puisse contribuer davantage au rétablissement de ses Troupes d'Infanterie , que de tenir dans les Compagnies des Sergens capables & expérimentez ; mais que la Coûtume à laquelle l'on s'est assujetti jusques à présent , de les choisir entre les Soldats des Compagnies où il en manque , & dans lesquelles bien souvent il n'y en a pas qui ayent les qualitez nécessaires pour se bien acquitter de cette Charge , est cause du dépérissement de la plupart des Compagnies , dans lesquelles il y a de tels Sergens. Sa Majesté voulant remédier à cet abus , ordonne , veut & entend , que dorénavant , lorsqu'il y aura quelques Sergens à remplacer

dans les Compagnies d'Infanterie , les Capitaines d'icelles ou les Officiers qui les commanderont en leur absence, les choisissent indifferemment entre tous les Soldats des Compagnies des Corps dont ils sont , sans être obligez de les prendre de celles où il y aura besoin de Sergens , à condition toutes fois que les Capitaines des Compagnies, desquelles les Soldats seront tirez pour être faits Sergens, pourront prendre dans les Compagnies où l'on les fera entrer, tels Soldats qu'ils voudront choisir pour remplacer ceux qu'ils auront fournis : Mande & ordonne Sa Majesté aux Colonels de ces Regimens d'Infanterie , & en leur absence à ceux qui les commandent, de tenir la main à l'exacte observation de ce qui est en cela de la volonté de Sa Majesté, & aux Capitaines desdits Regimens de s'y conformer sans

402 *Code Militaire.*
difficulté, sur peine de desobéissance. (2)

TITRE IV.

*Des Armes des Officiers, Sergens,
& Soldats, & des Outils propres
à remuer la Terre.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ' ordonne, veut & entend, que dorénavant tous & chacuns les Officiers de ses Troupes d'Infanterie, depuis & compris les Colonels, jusques & compris les Sous-Lieutenans, soient armez de Spontons de sept pieds & demy à huit pieds de longueur; & ce non seulement dans les occasions de Combat, mais generalement dans toutes celles où ils seront sous les Armes & en fonction de leurs Charges : Défend très-expressement Sa Majesté aux Commissaires ordinaires de ses

^a Du 5. Avril 1671. T. 2. p. 406.

Guerres ordonnez à la Conduite & Police de ses Troupes, de passer à l'avenir dans les Revûës qu'ils feront aucun Officier d'Infanterie, qui ne soit armé de Sponton de la longueur susdite : Enjoignant ausdits Commissaires de retenir les Appointemens de ceux desdits Officiers d'Infanterie, qui ne seront pas ainsi armez (*).

ARTICLE II.

Ordonne aussi Sa Majesté, que toutes les halebardes des Sergens seront d'une même longueur, qui est de six pieds & demy, compris le fer, parceque deux Halebardes font treize pieds, qui est la distance qui doit être entre chaque Rang, quand on se met en bataille, moyennant quoy il est facile de dresser des bataillons, la même mesure se trouvant par tout. (b)

* Du 10. May 1690 T. v. l. p. 178.

b. T. iv. p. 458. & du 2. Mars 1703. T. xiv. p. 524.

ARTICLE III.

Que les Sergens des Grenadiers seront armez de Fusils avec des Bayonnettes , & non des Halebardes, & tous les Officiers generalement auront le Spon-ton (^a).

ARTICLE IV.

Sa Majesté veut , quant aux Fusils, qu'ils soient de trois pieds huit pouces de longueur, depuis la lumiere du Bassinet jusqu'à l'extremité du Canon, & que le plus court ne puisse avoir moins de cette longueur qu'un pouce , & tous du calibre , au moins de vingt bales à la livre : Et pour faire que cela soit exactement observé , Sa Majesté entend qu'aux Revûës qui seront faites de ses Troupes d'Infanterie , les Armes de chaque Compagnie soient visitées par les Commissaires des Guerres , qui en feront les Revûës , pour voir si el-

les seront en bon état , & des longueurs & calibres cy-dessus , & que celles qui n'en seront pas , soient cassées & brisées à la teste des Bataillons par lesdits Commissaires des Guerres , & que les sommes qu'il conviendra employer pour avoir d'autres Armes , & pour remettre en bon état celles qui n'y seront pas , soient prises sur les Appointemens des Capitaines & Officiers commandans les Compagnies , & arrêtées pour cette fin par lesdits Commissaires entre les mains du Tresorier de l'Extraordinaire de la Guerre , ou son Commis. chargé du payement de la Compagnie , jusqu'à ce que lesdites Armes aient été rétablies en l'état qu'elles doivent être (*).

ARTICLE V.

Sa Majesté ordonne , veut & entend , que les Charges des

Poires dont se serviront dorénavant les Fusiliers de son Infanterie, soient de calibre à tirer chacun trente coups d'une livre de poudre ; & Elle ordonne aux Colonels & Capitaines de sesdites Troupes d'Infanterie de se conformer sans difficulté à ce qui est en cela de sa volonté (*).

ARTICLE VI.

Ordonne Sa Majesté, qu'il y aura toujours dans chaque Compagnie de son Infanterie tant Françoisse qu'Etrangere, même dans les Compagnies de Grenadiers, six outils propres à remuer la terre, que les soldats porteront tour à tour avec leurs armes pour accommoder les chemins, & faciliter leurs marches (b). L'intention de Sa Majesté étant que dans les Bataillons où il y avoit des Piques, les six deniers qui étoient payés par augmen-

* Du 14. Decembre 1683. T. v. p. 1.

b De l'Ordonnance du premier Octobre 1706. p. 12.

tation de solde aux dix Piquiers de chaque Compagnie pendant l'hyver (*a*) & les trois deniers qui étoient payés par supplément de solde ausdits dix Piquiers pendant la campagne (*b*) soient donnés aux Soldats qui seront chargés de porter les outils, ou qui seront les plus anciens (*c*).

TITRE V.

Des Retenûes à faire sur la Solde des Soldats, & du Remboursement des avances faites aux Officiers absens pour l'entretien de leurs Compagnies.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ défend très-expressément aux Capitaines de ses troupes d'Infanterie, ou en leurs absences aux

a, *c* De l'Ordonnance du 1. Octobre 1706. p. 24.

b De l'Ordonnance du 22. Avril. 1706. T. XV. p. 172.

Officiers ayant soin de leurs Compagnies , de rien retenir à leurs Soldats sur les quatre sols qu'Elle a ordonné leur être payés parPrêt tous les jours pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit, sinon à ceux desdits Soldats qui travailleront aux Fortifications , auxquels Sa Majesté trouve bon que lesdits Officiers retiennent encore un sol par chacun des jours qu'ils travailleront effectivement aufdites Fortifications , & qu'ils ne feront point faire leur Garde par d'autres. Permet aussi Sa Majesté aufdits Officiers de retenir un sol aux Soldats , lesquels n'étans point de Garde , la feront pour leurs Camarades , sans que pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse être , lesdits Capitaines ou Officiers ayans soin desdites Compagnies , puissent rien retenir à leurs Soldats au delà de ce que Sa Majesté

jesté leur permet cy-dessus , à peine d'être cassez & privez de leurs Charges ; & aux Commandans du Corps ou Bataillon où ce desordre aura été commis , d'interdiction de leurs Charges , & de prison pendant un mois , & de privation de leurs Appointemens durant ledit temps. (^a).

ARTICLE II.

Enjoint Sa Majesté aux Commissaires de ses Guerres chargez de la Conduite & Police de ses Troupes , de s'informer de semaine en semaine de la maniere dont les Soldats seront payez ; Voulant qu'ils demeurent responsables des contraventions qui pourront arriver à l'observation de l'Ordonnance contenuë au précédent Article ; & leur déclarant que si elle apprend qu'il en soit faite aucune , ils seront non seulement privez de

leurs emplois , mais encore de leurs Charges , qui seront déclarées vacantes au profit de Sa Majesté (*a*).

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne , que le Tresorier General de l'Extraordinaire de ses Guerres , ou ses Commis qui seront chargez du payement de ses Troupes d'Infanterie Françoisse , retiendront en leurs mains huit deniers par jour sur le sol qui est destiné pour servir à armer & habiller les Soldats (*b*); l'intention de Sa Majesté étant que les quatre deniers restans du sol qui sera retenu sur la Solde de chaque Soldat par jour , soient remis au Capitaine pour luy donner moyen de l'entretenir de bas , souliers , chemises , cravates , & autres choses dont il aura besoin , & que ledit Capitaine soit obligé

a Du 21 Septembre 1680. T. IV. p. 113.

b Du 15. Novembre 1679. T. IV. p. 131.

Livre IX. Titre V. 411
de luy en faire le Décompte (*).

ARTICLE IV.

Ordonne en outre Sa Majesté qu'il ne sera mis à la Masse qui se fait pour l'habillement & armement du Regiment ou Bataillon, que six deniers du sol qui se retiendra sur la Solde de chaque Soldat par jour, outre le sol de décompte, pendant le temps qui sera actuellement employé aux Fortifications, qu'il ne sera point obligé à faire monter ses Gardes; & que les autres six deniers resteront entre les mains du Capitaine pour ce qu'il y aura à reparer aux souliers & linge des Soldats de la Compagnie, (b).

ARTICLE V.

Que l'argent qui se trouve ainsi retenu, & qui le sera cy-après, demeurera entre les mains des commis du Tresorier General

* Du 15. Novembre 1679. T. IV. P. 134.

b Du 22. Avril 1681. T. IV. P. 174.

de l'Extraordinaire des Guerres, & qu'il n'en pourra être disposé que par les Ordres de Sa Majesté, ou par les Inspecteurs Generaux de son Infanterie, & où il n'y aura pas d'Inspecteur General, par le Commissaire des Guerres ordonné à la Police de la Troupe (*a*).

ARTICLE VI.

Et que lorsqu'il sera par Sa Majesté ou lesdits Inspecteurs Generaux, ou Commissaires des Guerres, ordonné de l'employ de cet argent, il ne pourra passer des mains dudit Tresorier ou de ses Commis, qu'en celles des Marchands qui auront fait les fournitures des Armes & Habits desdits Soldats, dont les noms seront employez dans les Ordres de Sa Majesté, ou dans les réquisitions desdits Inspecteurs Generaux ou des Commissaires des Guerres, où, com-

a Du 10 Aoust 1687. T. VI. p. 19.

me dit est , il n'y aura point d'Inspecteurs Generaux , sans qu'aucun Commandant ou autre Officier desdites Troupes en puisse rien toucher , pour quelque raison & sous quelque pre-texte que ce puisse être , non pas même pour en faire la distribution aux Marchands ou aux Ouvriers qui auront travaillé aux Habits & Armes desdits Soldats : Voulant Sa Majesté que s'il arrive qu'aucun des Commis dudit Trésorier contrevienne au contenu du précédent & présent article , ledit Trésorier en réponde en son propre & privé nom à Sa Majesté (').

A R T I C L E V I I.

Et pour conserver un bon ordre dans les Troupes , & que les Directeurs & Inspecteurs Generaux soient toujours informez de l'état où se trouvent celles qui entrent dans leurs départemens ,

* Du 10. Août 1687. T. vi. p. 40.

Sa Majesté ordonne & enjoint
 tres - expressément aux Com-
 mandans des Corps ou aux Ma-
 jors des Regimens qui sortent
 d'un département de Directeur
 pour entrer dans un autre , de
 prendre un état signé du Dire-
 cteur ou Inspecteur, qu'ils quit-
 tent , contenant leurs dettes &
 leur Masse pour le remettre au
 Directeur ou à l'Inspecteur du
 Département où ils arrivent ,
 afin que sur cela il puisse régler
 les dépenses courantes, & faire
 payer les dettes (*).

ARTICLE VIII.

Sa Majesté ordonne que les
 sommes prises sur les appointe-
 mens, des Officiers absens par
 congé ou semestre , pour l'entre-
 tien de leurs Compagnies , sui-
 vant les ordres des Directeurs
 ou Inspecteurs des Troupes de
 Sa Majesté , soient payées par
 ceux à qui lesdites Compagnies

* Du 11. Février 1704. T. XIV. P. 157.

auront été accordées, (en cas que lesdits Officiers quittent leurs emplois , ne se rendans point à l'expiration de leur congé ou semestre :) Et que ceux qui pour ne s'être rendus qu'après le temps porté par les Ordonnances seront privés de leurs appointemens, soient obligés de tenir compte desdites avances sur leurs appointemens à venir , à moins que Sa Majesté ne trouve bon de leur accorder des reliefs, sur lesquels ladite retenue sera faite préférentiellement à toute chose. (*)

* Du 19. Septembre 1701. T. xv. p. 151.



LIVRE DIXIÈME.

- I. De la Marche, Rang & Service des Regimens de Cavalerie avec ceux de Dragons.
- II. Du Remplacement des Places des Maréchaux des Logis & Brigadiers, vacantes dans les Compagnies de Cavalerie & de Dragons.
- III. Des Armes & Monture des Troupes de Cavalerie, & de Dragons.
- IV. Des Fonctions de la Charge de Major de Cavalerie & de Dragons.
- V. Des Billets de Retenuë qui se font sur les Capitaines

des Regimens de Cavalerie
 & de Dragons, pour payer
 aux Marchands l'Habille-
 ment & autres Reparations
 de leurs Compagnies ; Et des
 Avances d'argent, des Billets
 d'Ustancile & des Reliefs.
 VI. De l'Attache du Colonel
 General de la Cavalerie, que
 les Officiers d'icelle prendront
 sur leurs Commissions.

TITRE PREMIER.

*De la Marche, Rang & Service des
 Regimens de Cavalerie avec ceux
 de Dragons.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTE' ordonne,
 veut & entend, que lorsque
 les Regimens de Cavalerie &
 ceux de Dragons se trouveront
 ensemble, lesdits Regimens de

Cavalerie prennent toujours la droite, sur ceux de Dragons, & que ceux-ci ayent la gauche; soit que les Mestres de Camp desdits Regimens de Cavalerie soient plus ou moins anciens que les Mestres de Camp desdits Regimens de Dragons; Entendant néanmoins Sa Majesté, que l'Officier qui se trouvera commander tout le Corps, puisse faire marcher les Dragons à la tête ou à la queue, ou les mêler parmi les troupes de Cavalerie, ainsi qu'il le jugera plus à propos, suivant l'occasion, & que le bien du Service de Sa Majesté le pourra requerir. (a)

ARTICLE II.

Ordonne en outre Sa Majesté, que l'Officier qui sera chargé du Détail des Dragons dans une Armée ou dans un Camp Volant ou autre Corps séparé, soit qu'il n'y ait qu'un Regiment de

Dragons, ou qu'il s'y en trouve plusieurs, prendra dans l'Armée la Parole du Maréchal de Camp qui sera de jour, & dans le Camp Volant ou Corps séparé, de l'Officier General qui le commandera, soit que ledit Officier General soit Lieutenant General, sans avoir aucun Maréchal de Camp sous lui, ou qu'il soit Maréchal de Camp, commandant ledit Camp Volant ou Corps séparé. (a)

ARTICLE III.

Que pour le Détail du Service que le Corps des Dragons devra faire avec la Cavalerie, le Major General des Dragons en recevra le Memoire du Maréchal des Logis de la Cavalerie, qui lui fera sçavoir verbalement ou par écrit, combien il sera demandé d'Escadrons, ou seulement d'Officiers & de Dragons commandez, & l'heure & le lieu où ils se devront trouver. (b)

a, b Du 20. Février 1690, T. VII. p. 183. & 190.

ARTICLE IV.

Et comme il est nécessaire que ledit Maréchal des Logis de la Cavalerie se trouve toujours en état de faire passer promptement les Ordres qu'il aura du Général, pour les Commandemens que ledit Général voudra faire dans les Dragons dans le cours de la journée, le Major Général des Dragons campera dans le Quartier Général, le plus près que faire se pourra du lieu où fera campé le Maréchal des Logis de la Cavalerie, & il aura près de lui les Dragons de l'Ordonnance, afin qu'il puisse faire promptement porter les Ordres du Général, qui lui seront remis par ledit Maréchal des Logis de la Cavalerie. (*)

ARTICLE V.

Que s'il arrive que le Major Général des Dragons soit campé dans un Quartier éloigné du

Quartier Général ; en ce cas , il sera obligé d'envoyer chez le Maréchal des Logis de la Cavalerie cinq ou six Dragons , pour lui apporter diligemment tous les ordres qu'il aura à recevoir pour les Détachemens qui seront à faire ; & à mesure qu'il lui sera arrivé un Dragon de la part dudit Maréchal des Logis de la Cavalerie , il lui en renvoyera un autre , de maniere qu'il ne puisse arriver , que ledit Maréchal des Logis de la Cavalerie se trouve sans avoir près de lui les Dragons , dont il aura besoin , pour faire porter audit Major Général des Dragons les Ordres du Général. (*a*)

ARTICLE VI.

Que le Détail du Service des Dragons sera fait uniquement par le Major Général des Dragons , sous l'autorité de l'Officier de Dragons qui les com-

a Du 20. Février 1690. T. VII. p. 191.

mandera, soit dans une Armée ; soit dans un Camp Volant ou autre Corps séparé commandé, soit par un Lieutenant Général, sans aucun Maréchal de Camp sous lui , ou par un Maréchal de Camp , sans que le Maréchal des Logis de la Cavalerie puisse y entrer en aucune maniere , si ce n'est seulement pour marquer le nombre d'Escadrons , ou le nombre d'Officiers & de Dragons que l'on demandera , & l'heure & le lieu où ils auront à se rendre ; & lorsque les Dragons seront arrivez où ils se devront trouver, le Maréchal des Logis de la Cavalerie expliquera à celui qui se trouvera Commandant , soit qu'il soit Officier de Cavalerie, ou qu'il soit Officier de Dragons , les Ordres du Général , & ce qu'il devra executer avec la Troupe assemblée sous son Commandement , sans qu'en tout ce que dessus le

Commandant de la Cavalerie
puisse prétendre aucune sorte
de Droit ni de Jurisdiction par-
ticuliere sur les Dragons, pour
lesquels Sa Majesté a créé &
établi des Officiers Généraux
& Commandans, entierement
distincts de ceux de la Cavale-
rie. (^a)

TITRE II.

*Du remplacement des Places des
Maréchaux des Logis & Briga-
diers vacantes dans les Compa-
gnies de Cavalerie & de Dragons.*

ARTICLE PREMIER.

SA Majesté ordonne & en-
joint tres expressément à
tous Mestres de Camp de ses
Troupes, tant de Cavalerie que
de Dragons, de tenir soigneu-
sement la main que les Places

^a Du 10. Février 1696. T. VII. P. 194.

des Maréchaux des Logis, & Brigadiers qui viendront dorénavant à vacquer dans les Compagnies de leurs Regimens, soient remplies quinze jours au plûtard après leur vacance, par les Capitaines desdites Compagnies, de gens capables de les exercer, conformément à ce qui est cy-après ordonné par les Art. III. & IV. de ce Titre (*).

ARTICLE II.

Sa Majesté veut, & entend, que lors des Revûës qui se feront desdites Troupes de Cavalerie & de Dragons, les Mestres de Camp des Regimens d'icelles, ou en leur absence ceux qui se trouveront commander lesdits Regimens & les Majors d'iceux, certifient aux Commissaires ordinaires des Guerres ordonnez à la conduite & police desdites Troupes, si lesdites Places seront remplies ou non dans chacune

* Du 22. Novembre 1689. T. VII. p. 169.

Compagnie de leursdits Regimens, de quoy il sera fait mention par lesdits Commissaires dans les Extraits des Revûës qu'ils feront desdites Troupes, & qu'au cas qu'il se trouve qu'aucune desdites Places n'eussent pas effectivement été remplies dans ledit temps, & que cependant lesdits Mestres de Camp, ou en leur absence les Commandans & Majors desdits Regimens eussent certifié qu'elles l'étoient, les appointemens desdits Mestres de Camp ou Commandans & Majors, qui auront certifié à faux, & ceux des Capitaines dans les Compagnies desquels lesdites Places se seront trouvées vacantes, soient retenus par les soins desdits Commissaires, auxquels Sa Majesté enjoint de le faire, & d'en dresser des Procès verbaux, lesquels ils enverront conjointement avec lesdits Extraits des Revûës au Secrétaire

d'Etat ayant le Département de la Guerre. (a)

ARTICLE III.

Sa Majesté ordonne, veut & entend que les Places des Maréchaux des Logis qui sont vacantes dans les Compagnies de Cavalerie & de Dragons, & celles qui viendront dorénavant à y vacquer, soit par mort ou autrement, ne puissent être remplies, sçavoir; celles dans lescdites Compagnies de Cavalerie, que par de vieux Cavaliers ayant au moins dix ans de service dans la Cavalerie; & celles dans lescdites Compagnies de Dragons, que par de vieux Dragons ayant aussi au moins dix ans de service dans la Cavalerie ou dans les Dragons; Et que s'il arrive qu'une Place de Maréchal des Logis étant vacante, il ne se trouve aucun Cavalier de la Com-

pagnie de Cavalerie, ny aucun Dragon dans celle de Dragons, qui ayant le Service marqué cy-dessus, ait les qualitez necessaires pour bien remplir ce poste, le Capitaine en puisse choisir un dans les autres Compagnies du même Regiment dont il sera, en donnant un autre Cavalier ou Dragon à choisir dans la sienne pour le remplacer au Capitaine de la Compagnie dans laquelle il le prendra: Enjoint Sa Majesté aux Capitaines de sa Cavalerie & de Dragons de se conformer à ce qui est cy-dessus ordonné, à peine à ceux qui y contreviendront d'être cassez & privez de leurs Charges^(*).

ARTICLE IV.

Ordonne Sa Majesté que lors que les Places de Brigadiers des Compagnies de sa Cavalerie & de celles de Dragons viendront

^(*), Du 4. Novembre 1684. T. v. p. 155. & 158.

à vacquer, elles ne pourront être remplies, sçavoir ; celles desdites Compagnies de Cavalerie par des Cavaliers qui ayent moins de six ans de Service dans la Cavalerie , & celles desdites Compagnies de Dragons par des Dragons qui ayent moins de six ans de Service dans la Cavalerie ou dans les Dragons : Et que quand il arrivera qu'une Place de Brigadier étant vacante , il ne se trouvera aucun Cavalier dans la Compagnie de Cavalerie , ni aucun Dragon dans celle de Dragons, qui ayant le service marqué cy-dessus , ait les qualitez nécessaires pour devenir Brigadier, le Capitaine en pourra choisir un dans les autres Compagnies du même Regiment dont il fera , en donnant un autre Cavalier ou Dragon à choisir dans la sienne pour le remplacer au Capitaine de la Compagnie dans laquelle il le

prendra : Enjoint Sa Majesté à tous les Capitaines de sa Cavalerie & de Dragons de se conformer à ce qui est ci-dessus ordonné, à peine à ceux qui y contreviendront d'être cassez & privés de leurs Charges (*).

TITRE III.

Des Armes & Montures des Troupes de Cavalerie & de Dragons.

ARTICLE PREMIER.

SA Majesté ordonne, veut & entend, que dorénavant il y ait dans chaque Escadron, tant de Cavalerie, que de Dragons, deux Etendarts de la Livrée du Mestre de Camp; & afin d'éviter la confusion, & que l'on puisse distinguer les Etendarts des Troupes de Sa Majesté, d'avec ceux des Troupes Enne-

* Du 4. Novembre 1684. T. v. p. 150. & 163.

mies, Sa Majesté desire, qu'aux Etendarts où il n'y aura point de fleur de lys, il y ait du côté droit un Soleil, & que la devise du Mestre de Camp, ou Colonel soit seulement sur le revers, lesquels deux Etendarts Sa Majesté veut être portez par les Cornettes des deux plus anciennes Compagnies de chaque Escadron (^a).

ARTICLE II.

Ordonne, veut & entend aussi Sa Majesté, que les Lances des Etendarts de sa Cavalerie Legere, soient desormais de la grandeur de dix pieds moins un pouce, compris le fer qui est au bout d'en haut, & la douille qui est à celui d'en bas; en sorte qu'elles soient toutes uniformes (^b).

ARTICLE III.

Elle ordonne & enjoint tresexpressément aux Officiers de ses Troupes de Gendarmerie & de

^a Du 1. Fevrier 1689. T. vi. p. 171.

^b Du 7. Mars 1684. T. v. p. 33.

Cavalerie de porter regulierement des Cuirasses à l'avenir , sur peine de desobéissance : Et Sa Majesté défend tres expressément aux Directeurs & Inspecteurs Generaux de la Cavalerie, & aux Commissaires de ses Guerres, de passer dans leurs Revûës aucuns desdits Officiers de Gendarmerie & de Cavalerie, s'ils n'ont sur le corps de bonnes cuirasses, qui soient au moins à l'épreuve du pistolet (*).

ARTICLE IV.

Sa Majesté voulant que les Capitaines & Lieutenans Réformez de Cavalerie & de Dragons, qu'Elle a trouvé bon d'entretenir à la suite de ses Troupes, soient differenciez par leurs Armes des Officiers en pied, lors qu'ils se trouveront avec eux à la teste desdites Troupes : Elle ordonne que chacun desdits Officiers Réformez de Cavalerie

* Du 1. Février 1705. T. XIII. p. 351.

& de Dragons , sera armé d'un mousqueton , & qu'il ne pourra autrement être reconnu dans la Troupe avec laquelle il a ordre de servir , ni dans le commandement qui luy est donné par les Articles XXI. & XXIV. Tit. v. du Livre VI. Défend Sa Majesté aux Commissaires de ses Guerres , ordonnez à la conduite & police de ses Troupes , de passer en revûe aucun desdits Officiers Réformez, à moins qu'il ne soit , comme dit est , armé d'un mousqueton (4).

A R T I C L E V.

Sa Majesté ordonne , veut & entend , qu'à l'avenir tous les Officiers de ses Troupes de Cavalerie & de Dragons soient tenus de faire armer les Cavaliers & Dragons de leurs Compagnies , chacun d'une bonne Epée dont la lame soit au moins de longueur de deux pieds neuf

4 Du 12. Decembre 1684. T. v. p. 184.

pouces

pouces de Roy, sans comprendre la garde & la poignée : Défend pour cette fin tres expressement Sa Majesté aux Commissaires ordinaires de ses Guerres , de passer désormais dans les Revûes qu'ils feront , aucun Cavalier & Dragon armé d'une Epée de moindre longueur que la mesure cy-dessus spécifiée , à peine ausdits Commissaires de desobéissance , & de privation de leurs Appointemens (*a*).

A R T I C L E V I.

Comme plusieurs Maréchaux des Logis & même quelques-uns des Officiers Réformez qui servent à la suite des Troupes de Cavalerie & de Dragons négligent de se monter & équiper comme il convient , & attirent par là le mépris de ceux à qui ils doivent commander : Sa Majesté défend aux Commissaires des Guerres qui feront les Re-

a Du 9 Mars 1676. T. III. P. 417.

vûës desdites Troupes , de ne passer ausdites Revuës aucuns desdits Officiers Réformez & Maréchaux des Logis , s'ils ne sont au moins aussi-bien vêtus , montez & équipiez que les Cavaliers & Dragons (^a).

ARTICLE VII.

Sa Majesté ordonne qu'à l'avenir les Chevaux qui seront achetez pour les Cavaliers de ses Troupes de Cavalerie , ne devront être de plus haute taille que de quatre pieds quatre pouces , ni de plus basse taille que de quatre pieds deux pouces , & que les Chevaux des Dragons ne seront pas plus haut que de quatre pieds deux pouces , ni plus bas que de quatre pieds , le tout à mesurer , depuis le dessous du fer du pied de devant du Cheval , jusqu'à la naissance du crain sur le garot ; A quoy Sa Majesté ordonne aux

^a Du 25. Septembre 1680. T. IV. p. 218. & 222.

Meſtres de Camp de ſes Regimens de Cavalerie & de Dragons de tenir la main. Défendant aux Inſpecteurs Generaux de ſa Cavalerie & de ſes Dragons, & aux Commiſſaires de ſes Guerres de ſouffrir qu'il ſoit reçu dans leſdites Compagnies de nouveaux Chevaux d'une autre taille que celle marquée cy-deſſus, & qui ne ſoient à longue queue (*).

ARTICLE VIII.

Ordonne & enjoint tres expreſſément Sa Majeſté aux Meſtres de Camp, Lieutenans Colonels & Majors des Regimens de ſa Cavalerie & de ſes Dragons, d'empêcher qu'à l'avenir les Capitaines ou Commandans des Compagnies deſd. Regimens démontent leurs Cavaliers ou Dragons, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, pour prendre & ſe ſervir de leurs Chevaux dans

* Du 14. Novembre 1691. T. VIII. p. 172.

leurs Equipages , & d'y avoir toute l'attention à laquelle ils sont obligez , Sa Majesté déclarant ausdits Mestres de Camp , Lieutenans Colonels & Majors, qu'Elle les privera de leurs Charges, si Elle apprend que cela soit arrivé , sans qu'ils ayent eu soin de l'en avertir (*a*).

T I T R E IV.

Des Fonctions de la Charge de Major de Cavalerie & de Dragons.

A R T I C L E P R E M I E R.

SA MAJESTE' ordonne , veut & entend , qu'à l'avenir les Majors des Regimens de Cavalerie qui sont à sa solde , tiennent soigneusement la main à l'exécution de ses Ordonnances, concernant la Police & Discipline de ladite Cavalerie (*b*).

A R T I C L E II.

Que lesdits Majors ayent tou-

a , Du 30 Janvier 1690. T. VIII. p. 187.

b , Du 12. Juillet 1686. T. V. p. 329.

jours devers eux un Etat du Regiment dont ils seront , dans lequel il soit marqué le Nom , le Surnom , le Signal & l'Enrollement ou Engagement de chaque Cavalier , le Signal de leurs Chevaux , y specifiant la qualité des uns & des autres , distinguant les bons , les mediocres & les mauvais : qu'ils examinent soigneusement les Cavaliers & Chevaux de Recrûe , & qu'ils n'en souffrent que de bien-faits , & propres à bien servir (*)

ARTICLE III.

Ordonne en outre Sa Majesté que chaque Major des Regimens de Cavalerie & de Dragons , sera obligé de tenir un Controlle signalé des Chevaux de son Regiment qu'il fera viser par le Commissaire des Guerres qui en aura la Police ; & que s'il arrive que par sa negligence ou

*, Du 12. Juillet 1685. T. V. p. 330.

autrement il en soit détourné aucun , ledit Major en demeurera responsable , & sera tenu de payer la somme de trois cens livres par Cheval , qui sera employée à les Remplacer (*a*).

ARTICLE IV.

Et afin que les Capitaines qui tomberoient dans le cas d'en détourner ne puissent éviter d'être reconnus , Sa Majesté ordonne que tout Cavalier ou Dragon qui dénoncera au Commissaire des Guerres que son Capitaine a détourné des Chevaux de sa Compagnie , son Congé absolu lui soit donné , & en outre cent francs de récompense aux dépens du Capitaine , qui sera interdit sur le champ , & mis en Prison jusques à nouvel ordre (*b*).

ARTICLE V.

Veut aussi Sa Majesté que si pendant l'hyver il vient à mourir ou déperir quelques uns des-

édits Chevaux, lesdits Majors le marquent sur leurs Controlles, & le fassent encore certifier par le Commissaire, en sorte qu'il ne puisse arriver aucun abus là-dessus (^a).

ARTICLE VI.

Sa Majesté ordonne, que lesdits Majors des Regimens de Cavalerie assistent à toutes les revûes que les Inspecteurs & Commissaires feront desdits Regimens & Compagnies de Cavalerie, afin de sçavoir toûjours l'état auquel elles seront, ce qu'il y aura à faire pour leur maintien & conservation, & tiennent la main à l'exécution de ce qui sera nécessaire pour leur rétablissement & réparation de ce qui y manquera (^b).

ARTICLE VII.

Qu'ils visitent les Compagnies dans leurs Quartiers, soit dans les Villes, ou dans le plat Pays où

^a Du 10. Novembre 1704. T. xv p. 3.

^b Du 12. Juillet 1686. T. v. p. 310.

elles auront été mises , & ce aussi souvent qu'ils le jugeront à propos : Qu'ils se trouvent présens aux Décomptes que l'on devra faire aux Cavaliers desdites Compagnies , & requierent les Commandans des Corps, d'ordonner qu'ils leur soient ponctuellement faits dans le temps accoutumé , & sans autre delay (*a*).

ARTICLE VIII.

Que lesdits Majors fassent & s'employent généralement à toutes les choses qui regardent la-dite Cavalerie , toute ainsi que font ou doivent faire les Majors dans les Corps d'Infanterie & de Dragons sans qu'ils puissent s'en dispenser pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit , ni être troublez par aucuns des Officiers desdits Regimens (*b*).

TITRE V.

Des Billets de Retenûë qui se font sur les Capitaines des Regimens de Cavalerie & de Dragons pour payer aux Marchands l'habillement & autres reparations de leurs Compagnies ; & des avances d'argent, des Billets d'Ustancile & des Reliefs.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ défend très expressement aux Majors, & Aides-Majors des Regimens de Cavalerie & de Dragons de se désaisir sous quelque pretexte que ce puisse estre, des Billets de retenûës, soit entre les mains des Mestres de Camp ou d'autres Officiers de leurs Regimens, son intention estant qu'ils les remettent eux-mêmes aux Marchands pour payer l'habillement

& autres fournitures qui leur seront dûës ; qu'ils en retirent des Quittances dont ils donneront des Memoires aux Capitaines , afin que chacun soit informé de l'Employ qui aura été fait desdites retenuës, & qu'ils en rendent aussi compte aux Directeurs ou Inspecteurs Generaux à chaque Revûë & lorsqu'ils leur demanderont , autrement Sa Majesté déclare qu'Elle rendra lesdits Majors & Aydes-Majors garands & responsables en leurs propres & privez noms envers les Marchands & autres , des sommes contenuës ausdits Billets(^a).

ARTICLE II.

Défendant Sa Majesté aux Tresoriers Generaux de l'Extraordinaire des Guerres ou leurs Commis de donner des à-Compte , ni de délivrer aucun Billet d'Ustancile à d'autres qu'ausdits

Majors ou Aydes-Majors, à peine de payer deux fois: Veut aussi Sa Majesté que lesdits Tresoriers Generaux ou leurs Commis ne payent à l'avenir les Reliefs ou les absences des Semestres, qu'entre les mains desdits Majors ou Aydes-Majors, à moins que le Directeur ou l'Inspecteur General n'ait donné un consentement par écrit d'en remettre l'argent à l'Officier (*).

TITRE VI.

De l'Attache du Colonel General de la Cavalerie, que les Officiers d'icelle prendront sur leurs Commissions.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne, & enjoint tres-expressement à ceux qu'Elle a fait pourvoir

* De l'Ordonnance du 25. May 1707 page 4.

de Charges de Mestres de Camp, de Lieutenans Colonels, de Majors, de Capitaines, ou autres Charges dans la Cavalerie, & qui y ont été reçûs sans avoir pris l'Attache du Colonel General, de se rendre près de luy, & de luy présenter leurs Commissions pour la recevoir (*).

ARTICLE II.

Ordonne Sa Majesté, que ceux qu'Elle fera pourvoir de pareilles Charges que cy-dessus, n'y pourront être reçûs qu'après avoir pris, comme ils y sont obligez, l'Attache du Colonel General de la Cavalerie sur les Commissions, ou Brevets que Sa Majesté leur en aura fait expedier, à moins qu'il n'arrive que lescdites Commissions ou Brevets leurs soient envoyez aux Régimens, lorsqu'ils se trouveront dans les Pays Etrangers, ou dans

une Armée où le Colonel General ne se trouvera point ; Sa Majesté trouvant bon qu'en ce cas seulement, lesdits Officiers soient reçûs dans les Charges qu'Elle leur aura donnez , à condition neanmoins qu'à la fin de la Campagne ils seront obligez dans un mois après la séparation de l'Armée ou après le retour du Régiment des Pays Etrangers, de se rendre près du Colonel General pour recevoir son Attache, sur peine d'être interdits des fonctions des Charges où ils auront été reçûs. (*).

ARTICLE III.

Défend Sa Majesté à tout Mestre de Camp , Lieutenant Colonel , ou autre Commandant d'une Troupe de Cavalerie, d'y recevoir aucun Officier qui n'aura point l'Attache de Colonel General sur sa Com-

* Du 15 Juin 1701. T. XII. P. 176.

mission ou sur son Brevet , à peine aussi d'interdiction; Mandant Sa Majesté au Mestre de Camp General de sa Cavalerie de remettre à donner son Attache ausdits Officiers , jusqu'à ce qu'ils ayent pris celle du Colonel General, afin de les y obliger (a).

a Du 15. Juin 1701. T. XII. p. 177.





LIVRE ONZIÈME.¹

I. Des Jeux de Hoca ou Pharaon, Barbacolle, la Bassette, & Pour- & Contre défendus.

II. Des Mariages des Officiers, Sergens, Soldats, Cavaliers, & Dragons.

III. Des Congez absolus, qui ne pourront estre accordez aux Cavaliers, Dragons, & Soldats, pendant la Guerre.

TITRE I.

Des Jeux de Hoca ou Pharaon, Barbacole, la Bassette, & Pour-&-Contre défendus.

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ défend très-expressément tant aux Officiers de ses Troupes, qu'à toutes autres personnes, de quelque sexe & qualité qu'elles soient, de jouer aux Jeux de Hoca ou Pharaon, Barbacole, & de la Bassette, ou Pour-&-Contre, sous quelque nom ou forme qu'ils puissent être déguisez, ni d'y donner à jouer chez eux, ou souffrir qu'il y soit joué, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine à ceux qui auront joué ausdits Jeux, de mille livres d'amende; & à ceux qui y auront donné à jouer

chez eux , ou souffert qu'on y ait joué , de six mille livres aussi d'amende pour chacune contravention , lesquelles amendes Sa Majesté veut être appliquées, sçavoir , un tiers à son Profit, un tiers aux Pauvres du lieu où la contravention aura été commise ; & l'autre tiers au Dénouciateur , & les a dés-à-présent déclaré encouruës par lesdits Contrevenans , sans que sous quelque pretexte que ce soit ils en puissent être déchargez , voulant qu'ils soient contraints au paiement d'icelles par toutes voyes , même par corps (*).

ARTICLE II.

Qu'à l'égard de ceux qui n'auront pas le moyen de payer lesdites Amendes , elles soient converties envers eux ; Sçavoir, ladicte amende de mille livres en la peine de quatre mois de prison ; & celle de six mille livres en la

* Du 15 Janvier 1691. T. VII. p. 507.

peine d'un an aussi de prison (a).

ARTICLE III.

Enjoint tres-expressément Sa Majesté aux Intendans & Commissaires départis en ses Provinces & Generalitez, & en ses Armées, à tous Juges de Police, Prévosts de ses Camps & Armées, & autres Juges qu'il appartiendra, de s'employer chacun en droit soy à l'exécution du contenu au présent Titre; voulant que les Jugemens & Sentences qui seront par eux rendus contre les Contrevenans, soient exécutez, nonobstant toutes oppositions, appellations & autres empêchemens quelconques, pour lesquels ne sera différé (b).

a, b Du 25. Janvier 1691. T. VII. p. 108. & 109.

TITRE II.

*Des Mariages des Officiers, Sergens,
Soldats, Cavaliers & Dragons.*

ARTICLE PREMIER.

SA MAJESTÉ ordonne ,
veut & entend , que tout
Officier de ses Troupes , tant
d'Infanterie que de Cavalerie
& Dragons, étant en Garnison
dans les Places , qui se Mariera
dans celle où il sera en Garni-
son , ou à dix lieues es envi-
rons, sans le consentement de
l'Inspecteur General , dans le
Département duquel il sera , soit
cassé & privé de sa Charge (*).

ARTICLE II.

Défend tres-expressement Sa
Majesté à tous Prêtres & Curez
de l'étenduë des Gouverne-
mens de ses Places, de Marier

* Du premier Fevrier 1683 T. v. p. 105.

les Officiers de sesdites Troupes, que du consentement dudit Inspecteur General, signé en bonne forme, à peine d'être punis comme fauteurs & complices du crime de rapt, suivant les Ordonnances de Sa Majesté, & conformément à l'Arrest de son Conseil d'Etat du 13. Decembre 1681. (*).

ARTICLE III.

Ordonne Sa Majesté, que les Cavaliers, Dragons, Sergens & Soldats de ses Troupes, qui se Marieront à l'avenir, seront déchûs de leur ancienneté dans les Compagnies dont ils sont, & ne pourront plus avoir de préférence pour leurs Congez que sur leurs Camarades qui y seront entrez depuis leur Mariage; & que ceux qui ne se sont, ou seront engagez que pour un temps limité, & qui pendant ledit temps viendront à se Marier, ne

* Du 1. Fevrier 1685. T. v p. 105.

pourront plus compter leur Engagement que du jour de leur Mariage ; & seront obligez de servir dans les Compagnies où ils se trouveront, tout le temps pour lequel ils y seront entrez , sans que l'on ait égard à celuy qui se sera passé avant qu'ils se soient Mariez (^a).

ARTICLE IV.

Sa Majesté défend très-expressément aux Aumoniers servans à la suite des Regimens de celebrer aucun Mariage des Cavaliers & Soldats d'iceux avec les Filles ou Femmes domiciliées dans les Villes ou Places où ils seront en garnison, ou és environs d'icelles , pour quelque cause & occasion que ce puisse être, à peine ausdits Aumoniers d'être punis comme fauteurs & complices du crime de Rapt, suivant les Ordonnances: Veut Sa Majesté que les Colo-

nels desdits Regimens , & en leur absence ceux qui les commandent , fassent arrêter lesdits Aumôniers sur les premiers avis qu'ils auront des contraventions au contenu du present Article : & qu'ils les fassent mettre es mains des Juges ordinaires, pour leur être le procès fait & parfait , suivant ce qui est en cela de la volonté de Sa Majesté (*).

T I T R E III.

Des Congez absolus qui ne pourront être accordez au Cavaliers , Dragons & Soldats pendant la Guerre.

A R T I C L E P R E M I E R.

SA MAJESTÉ' défend tres-expressément à tous Colonels, Mestres de Camp , Lieutenans-Colonels, Capitaines, Lieutenans

* Du 15. Décembre 1681. T. IV. p. 224.

& autres Officiers de ses Troupes d'Infanterie, de Cavalerie & de Dragons de donner pendant la Guerre aucun Congé absolu à des Cavaliers, Dragons ou Soldats de leurs Compagnies pour quelque cause & considération que ce puisse être, à peine d'être cassez & privez de leurs Charges, & d'être mis en prison pour six mois; Voulant Sa Majesté que quand il arrivera qu'un Cavalier, Dragon ou Soldat se trouvera absolument hors d'état de servir, soit par sa trop grande vieillesse & caducité, soit par ses blessures ou quelque maladie incurable, il soit mené au Commissaire à la Conduite & Police de la Troupe, qui en prendra connoissance & luy en expediera un certificat, sur lequel & non autrement le Colonel ou Commandant de la Troupe lui expediera un Congé ou Passeport, soit pour se rendre

à l'Hôtel Royal des Invalides
s'il a mérité par ses services d'y
être reçu, soit pour aller chez
lui (*).

ARTICLE II.

Ordonne aussi Sa Majesté à
tous Prévôts des Maréchaux &
autres Officiers de Robbe-courte
d'arrêter tout Cavalier, Dra-
gon & Soldat qui sera porteur
d'un Congé absolu de le mettre
en prison, & d'envoyer ledit Con-
gé absolu au Secrétaire d'Etat &
des Commandemens de Sa
Majesté, ayant le Département
de la Guerre, pour en rendre
compte à Sa Majesté, à moins que
ledit Congé ne soit accompagné
du Certificat du Commissaire à
la Conduite de la Troupe dont il
sera, qui explique comme il est
marqué par l'article précédent,
les causes pour lesquelles ledit
Congé lui aura été donné, au
quel cas seulement lesdits Pré-

vôts & autres Officiers de Robe-courte le laisseront passer pour aller où il sera marque dans ledit Congé, & dans le Certificat du Commissaire. (*)

ARTICLE III.

Et d'autant que Sa Majesté a eû avis que quelques Officiers de ses Troupes d'Infanterie, font trafic de Congez, & qu'ils en accordent pour de l'argent à leurs Sergens & Soldats, Sa Majesté voulant empêcher un commerce si infame & si préjudiciable à son service; Défend très expressement à tous Capitaines & Officiers desdites Troupes, d'exiger aucune chose de leurs Sergens ou Soldats pour raison des Congez qu'ils pourroient leur donner; Sa Majesté voulant qu'en cas qu'aucun Sergent ou Soldat obtienne son Congé par cette voye, & qu'il en vienne avertir le Commis-

* Du 18. Novembre 1701. T. XII p. 363.

faire des Guerres qui aura la Police de la Troupe , il soit payé audit Sergent ou Soldat par les soins du Commissaire, le quadruple de ce que ledit Sergent ou Soldat aura donné audit Capitaine ou Officier, & que ledit Capitaine ou Officier soit cassé sur le champ en vertu de l'Ordonnance contenûë au présent article , sans que pour ce il soit besoin d'autre Ordre plus exprés. (*)

A R T I C L E IV.

Sa Majesté ayant aussi été informée que les Officiers qui ont été cy-deuant envoyez dans les Provinces pour recevoir les Recrûës de leurs Regimens , ont donné sous divers prétextes & au préjudice de leur devoir , des Congez aux Soldats dont ils étoient chargez ; Sa Majesté qui veut empêcher la continuation de cet abus , défend aux Officiers de donner à l'ave-

nir aucuns Congez aux Soldats qui leur auront été remis pour conduire à leurs Regimens , à peine d'être cassez & privez de leurs Charges ; & en tant que besoin est , ou seroit , Sa Majesté declare dès à present comme pour lors lesdits Congez nuls & de nul effet, Enjoignant aux Prévôts des Maréchaux & aux autres Officiers de Robe-courte d'arrêter , comme Deserteurs , ceux qui s'en trouveront Porteurs (*a*).

Sa Majesté veut & entend , que le present Reglement soit ponctuellement gardé & observé selon sa forme & teneur (*b*).

Mande & Ordonne Sa Majesté pour cette fin , aux Gouverneurs & ses Lieutenans Generaux en ses Provinces , à ses Lieutenans Generaux en ses Armées , aux Maréchaux de Camp & autres Officiers Generaux ayans comman-

a De l'Ordonnance du 10. Novembre 1706. p. 3.

b Du 21. Octobre 1661. T. 1. p. 131. art. xx x.

dement sur ses Troupes , aux Gouverneurs ou Commandans de ses Villes & Places, aux Intendans en sesdites Provinces & Armées & sur ses Frontieres, aux Directeurs & Inspecteurs Generaux de sesdites Troupes , aux Commissaires de ses Guerres , à tous autres Chefs & Officiers de ses Troupes, tant d'Infanterie , que de Cavalerie & de Dragons, Françoises & Etrangères, & à tous Juges de Police , Prévôts de ses Camps & Armées, & autres ses Justiciers & Officiers, de tenir la main chacun ainsi qu'il lui appartiendra , à l'exacte observation , & à l'exécution du present Reglement , lequel Sa Majesté veut être lû & publié à la teste des Corps & Compagnies de sesdites Troupes , & par tout où besoin sera ; à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance : Car telle est la volonté de Sa Majesté.



EDIT DU ROY,

*Portant Reglement general sur les
Duels.*

Donné à S. Germain en Laye au
mois d'Aoust 1679.

*Registré en Parlement le premier jour
de Septembre de la même année.*

L OUIS par la grace de Dieu
Roy de France & de Na-
varre : A tous presens & à venir,
Salut. Comme Nous reconnois-
sons que l'une des plus grandes
graces que Nous ayons reçues
de Dieu dans le gouvernement
& conduite de nôtre Etat, con-
siste en la bonté qu'il lui a plu
de Nous donner pour mainte-
nir les défenses des Duels &
Combats particuliers, & punir
severement ceux qui ont con-
trevenu à une Loy si juste &

si nécessaire pour la conservation de nôtre Noblesse : Nous sommes bien résolus de cultiver avec soin une grace si particulière , qui Nous donne lieu d'espérer de pouvoir parvenir pendant nôtre Regne à l'abolition de ce crime, après avoir été inutilement tenté par les Rois nos Prédecesseurs. Pour cet effet, Nous nous sommes appliquez de nouveau à bien examiner tous les Edits & Reglemens faits contre les Duels , & tout ce qui s'est fait en conséquence , auxquels Nous avons estimé nécessaire d'ajouter divers Articles.

A CES CAUSES , & autres bonnes & grandes considerations à ce Nous mouvans , de l'avis de nôtre Conseil , & de nôtre certaine science , pleine puissance , & autorité Royale , après avoir examiné en nôtre dit Conseil ce que nos tres chers & bien amez Cousins les Maréchaux

de France, qui se sont assemblez plusieurs fois sur ce sujet, Nous ont proposé : Nous avons, en renouvelant les défenses portées par nos Edits & Ordonnances, & celles des Rois nos Prédecesseurs, & en y ajoutant ce que Nous avons jugé nécessaire, dit, déclaré, statué & ordonné, disons, déclarons, statuons, & ordonnons par nôtre present Edit perpetuel & irrévocable, Voulons & nous plaist. (*)

ARTICLE PREMIER.

Premierement, Nous exhortons tous nos Sujets, & leur enjoignons de vivre à l'avenir ensemble dans la paix, l'union & la concorde nécessaire pour leur conservation, celle de leurs familles, & celle de l'Etat, à peine d'encourir nôtre indignation, & de châtiment exemplaire. Nous leur ordonnons aussi

* Du Recueil des Duels, p 193

de garder le respect convenable à chacun selon sa qualité, sa dignité, & son rang, & d'apporter mutuellement les uns avec les autres tout ce qui dépendra d'eux, pour prévenir tous différends, débats & querelles, notamment celles qui peuvent être suivies de voyes de fait; de se donner les uns aux autres sincèrement, & de bonne foy tous les éclaircissemens nécessaires sur les peines & mauvaises satisfactions qui pourront survenir entr'eux; d'empêcher qu'on ne vienne aux mains, en quelque maniere que ce soit, déclarant que Nous reputerons ce procédé pour un effet de l'obéissance qui nous est dûë, & que Nous tenons être plus conforme aux maximes du véritable honneur, aussi bien qu'à celles du Christianisme, aucun ne pouvant se dispenser de cette mutuelle charité, sans contre-

Edit contre les Duélistes. 465
venir aux Commandemens de
Dieu aussi-bien qu'aux nôtres (*).

A R T I C L E II.

Et d'autant qu'il n'y a rien de
si honneste, ni qui gagne da-
vantage les affections du Public
& des Particuliers, que d'arrê-
ter le cours des querelles en leur
source : Nous ordonnons à nos
tres chers & bien amez Cousins
les Maréchaux de France, soit
qu'ils soient à nôtre suite, ou
en nos Provinces, & aux Gou-
verneurs Generaux de nos Pro-
vinces, & en leur absence à nos
Lieutenans Generaux en icelles
de s'employer eux mêmes
tres soigneusement & incessam-
ment à terminer tous les diffe-
rends qui pourront arriver en-
tre nos Sujets, par les voyes &
ainsi qu'il leur en est donné
pouvoir par les Edits & Ordon-
nances des Rois nos Prédeces-
seurs. Et en outre nous donnons

* Du Recueil des Duels, p. 195.

pouvoir à nosdits Cousins de commettre en chacun des Bailliages ou Sénéchaussées de nôtre Royaume un ou plusieurs Gentilshommes, selon l'étendue d'icelles, qui soient de qualité d'âge & capacité requise, pour recevoir les avis des differends qui surviendront entre les Gentilshommes, Gens de Guerre & autres nos Sujets, les renvoyer à nosdits Cousins les Maréchaux de France, ou au plus ancien d'eux, ou aux Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & nos Lieutenans Generaux en icelles lors qu'ils y seront presens; & donnons pouvoir ausdits Gentilshommes qui seront ainsi commis, de faire venir pardevant eux, en l'absence des Gouverneurs & nosdits Lieutenans Generaux, tous ceux qui auront quelque differend, pour les accorder, ou les renvoyer pardevant nosdits Cousins les Maré-

chaux de France, au cas que
quelqu'une des Parties se trouve
lézée par l'accord desdits Gen-
tilshommes, ou ne veuille pas
se soumettre à leurs Jugemens,
même lorsque lesdits Gouver-
neurs Generaux de nos Provin-
ces, & nos Lieutenans Gene-
raux en icelles, seront dans les
Provinces, en cas que les que-
relles qui surviendront requie-
rent un prompt remede pour
en empêcher les suites, & que
les Gouverneurs fussent absens
du lieu où le different sera sur-
venu : Nous Voulons que lesdits
Gentilshommes commis y pour-
voyent sur le champ, & fassent
executer le contenu aux Arti-
cles du present Edit, dont ils
donneront avis à l'instant aus-
dits Gouverneurs Generaux de
nos Provinces, ou en leur ab-
sence, aux Lieutenants Gene-
raux en icelles, pour travailler
incessamment à l'accommode-

ment ; & pour cette fin Nous enjoignons tres expressement à tous les Prévosts des Maréchaux , Vice - Baillifs , Vice-Sénéchaux , leurs Lieutenans, Exempts, Greffiers, & Archers, d'obéir promptement & fidelement sur peine de suspension de leurs Charges , & privation de leurs gages , ausdits Gentilshommes commis sur le fait desdits differends, soit qu'il faille assigner ceux qui auront querelle , constituer prisonniers , saisir & annoter leurs biens , ou faire tous autres actes necessaires pour empêcher les voyes de fait , & pour l'exécution des ordres desdits Gentilshommes ainsi commis , le tout aux frais & dépens des Parties (*).

ARTICLE III.

Nous déclarons en outre que tous ceux qui assisteront , ou se rencontreront , quoy qu'inopinément aux lieux où se com-

* Du Recueil des Duels, p. 396.

Edit contre les Duélistes. 469

mettront des offenses à l'honneur, soit par des rapports, ou discours injurieux, soit par manquement de promesse ou de parole donnée, soit par démentis, coups de main, ou autres outrages, de quelque nature qu'ils soient, seront à l'avenir obligez d'en avertir nos Cousins les Maréchaux de France, ou lesdits Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & nos Lieutenans Generaux en icelles, ou les Gentils-hommes commis par nous. Cousins, sur peine d'être reputés complices desdites offenses, & d'être poursuivis comme y ayant tacitement contribué, pour ne s'être pas mis en devoir d'en empêcher les mauvaises suites. Voulons pareillement & Nous plaît, que ceux qui auront connoissance de quelque commencement de querelles & animositez causées par les Procés qui seroient sur le point d'être inten-

tez entre Gentilshommes pour quelque intérêt d'importance, soient obligez à l'avenir d'en avertir nosdits Cousins les Maréchaux de France, ou les Gouverneurs Generaux de nosdites Provinces, & Lieutenans Generaux en icelles, ou en leur absence, les Gentilshommes commis dans les Bailliages, afin qu'ils empêchent de tout leur pouvoir que les Parties sortent des voyes civiles & ordinaires pour venir à celles de fait. Et pour être d'autant mieux informé de tous les Duels & Combats qui se font dans nos Provinces, Nous enjoignons aux Gouverneurs Generaux & Lieutenans Generaux en icelles, de donner avis aux Secretaires d'Etat, chacun en son Département de tous les Duels & Combats qui arriveront dans l'étendue de leurs Charges; aux Premiers Présidens de nos Cours de Parlement,

Edit contre les Duellistes. 471

& à nos Procureurs Generaux en icelles, de donner pareillement avis à nôtre tres-cher & féal le Sieur le Tellier, Chancelier de France; & aux Gentilshommes commis & Officiers des Maréchaussées, aux Maréchaux de France pour nous en informer chacun à leur égard. Ordonnons encore à tous nos Sujets de Nous en donner avis par telles voyes que bon leur semblera, promettant de récompenser ceux qui donneront avis des combats arrivez dans les Provinces, dont Nous n'aurons point reçu d'avis d'ailleurs, avec les moyens d'en avoir la preuve (*).

ARTICLE IV.

Lorsque nosdits Cousins les Maréchaux de France, les Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & nos Lieutenans Generaux en icelles en leur absence, ou les Gentilshommes com-

mis auront eu avis de quelque differend entre les Gentilshommes, & entre tous ceux qui font profession des Armes dans nôtre Royaume & Pais de nôtre obéissance, lequel procedant de paroles outrageuses, ou autres causes touchant l'honneur, semblera devoir les porter à quelque ressentiment extraordinaire : Nosdits Cousins les Maréchaux de France enverront aussitost des défenses tres expressees aux Parties de se rien demander par les voyes de fait directement ou indirectement, & les feront assigner à comparoir incessamment pardevant eux, pour y être reglez. Que s'ils appréhendent que lesdites Parties soient tellement animées qu'elles n'apportent pas tout le respect & la déference qu'elles doivent à leurs Ordres, ils leur enverront incontinent des Archers & Gardes de la Conné-

tablie & Maréchaussée de France, pour se tenir près de leur personne, aux frais & dépens desdites Parties, jusqu'à ce qu'elles se soient rendûës pardevant eux; ce qui sera ainsi pratiqué par les Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & nos Lieutenans Generaux en icelles, dans l'étendûë de leurs Gouvernemens & Charges, en faisant assigner pardevant eux ceux qui auront querelle, ou leur envoyant de leurs Gardes, ou quelques autres personnes qui se tiendront près d'eux, pour les empêcher d'en venir aux voyes de fait : Et nous donnons pouvoir aux Gentilshommes commis dans chaque Bailliage de tenir, en l'absence des Maréchaux de France, Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & nos Lieutenans Generaux en icelles, la même procedure envers ceux qui auront querelle,

& se servir des Prévosts des Marchands, leurs Lieutenans, Exempts & Archers, pour l'exécution de leurs Ordres (*).

ARTICLE V.

Ceux qui auront querelle, étant comparus pardevant nos Cousins les Maréchaux de France, ou Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & Lieutenans en icelles, ou en leur absence devant lesdits Gentilshommes; s'il apparoît de quelque injure atroce qui ait été faite avec avantage, soit de dessein prémédité, ou de gayeté de cœur, Nous voulons & entendons que la Partie offensée en reçoive une réparation & satisfaction si avantageuse, qu'elle ait tout sujet d'en demeurer contente; confirmant en tant que besoin est par nôtre présent Edit, l'autorité attribuée par les feus Rois nos très honorez Ayeul & Pere,

* Du Recüeil des Duels, p. 401.

à nosdits Cousins les Maréchaux de France, de juger & décider par jugement souverain tous différens concernant le Point d'honneur, & Réparation d'offense, soit qu'ils arrivent dans nôtre Cour, ou en quelque autre lieu de nos Provinces où ils se trouveront, & ausdits Gouverneurs ou Lieutenans Generaux, le Pouvoir qu'ils leur ont aussi donné pour même fin, chacun en l'entendûe de sa Charge (*).

A R T I C L E V I.

Et parce qu'il se commet quelquefois des offenses si importantes à l'honneur, que non seulement les Personnes qui les reçoivent en sont touchées, mais aussi le respect qui est dû à nos Loix & Ordonnances, y est manifestement violé : Nous voulons que ceux qui auront fait de semblables Offenses, outre les satisfactions ordonnées à l'égard

* Du Recueil des Duels, p 403.

des personnes offensées , soient encore condamnez par lesdits Juges du Point d'honneur , à souffrir prisons , bannissemens & amendes. Considerant aussi qu'il n'y a rien qui soit si déraisonnable , ni si contraire à la profession d'honneur que l'outrage qui se feroit pour le Sujet de quelque interest civil, ou de quelque procès qui seroit intenté pardevant les Juges ordinaires : Nous voulons que dans les accommodemens des offenses provenûes de semblables causes , lesdits Juges du Point d'honneur tiennent toute la rigueur qu'ils verront raisonnable pour la satisfaction de la Partie offensée ; & que pour la réparation de nôtre autorité blessée , ils ordonnent ou la prison durant l'espace de trois mois au moins , ou le bannissement pour autant de temps des lieux où l'Offençant fera sa résidence , ou la privation du re-

Edit contre les Duélistes. 477
venu d'une année ou deux de la
chose contestée (*).

A R T I C L E V I I.

• Comme il arrive beaucoup
de differends entre lesdits Gen-
tilshommes, à cause des Chas-
ses, des Droits Honorifiques
des Eglises, & autres préemi-
nences des Fiefs & Seigneuries,
pour être fort mêlées avec le
Point-d'honneur : Nous vou-
lons & entendons, que nosdits
Cousins les Maréchaux de Fran-
ce, les Gouverneurs de nos Pro-
vinces & nos Lieutenans en icel-
les, & les Gentishommes com-
mis dans lesdits Bailliages ou
Senechaussées, apportent tout
ce qui dépendra d'eux, pour
obliger les Parties de convenir
d'Arbitres, qui jugent somma-
irement avec eux, sans aucune
consignation ni épices, le fonds
de semblables differend, à la
charge de l'appel en nos Cours

* Du Recueil des Duels, p. 404.

de Parlement , lorsqu'une des Parties se trouvera lésée par la Sentence Arbitrale (*).

ARTICLE VIII.

Au cas qu'un Gentilhomme refuse ou diffère sans aucune cause légitime d'obéir aux Ordres de nos Cousins les Maréchaux de France , ou à ceux des autres Juges du Point-d'honneur , comme de comparoître pardevant eux , lorsqu'il aura été assigné par Acte signifié à luy ou à son domicile , & aussi lorsqu'il n'aura pas subi le bannissement ordonné contre luy ; il sera incessamment contraint ; après un certain temps que lesdits Juges luy prescriront , soit par garnison qui sera posée dans sa Maison , ou par l'emprisonnement de sa personne : ce qui sera soigneusement exécuté par les Prévosts de nosdits Cousins les Maréchaux de France.

ce , Vice-Baillifs , Vice-Sénéchaux , leurs Lieutenans , Exempts & Archers , sur peine de suspension de leurs Charges , & privation de leurs Gages , suivant les Ordonnances desdits Juges ; & ladite exécution sera faite aux frais & dépens de la Partie desobéïssante ou refractaire. Que si lesdits Prévosts , Vice-Baillifs , Vice-Sénéchaux , leurs Lieutenans , Exempts & Archers ne peuvent exécuter ledit emprisonnement , ils saisiront & annoteront tous les revenus dudit Banni ou Desobéïssant , pour être appliquez & demeurer acquis durant tout le temps de sa desobéïssance ; Sçavoir , la moitié à l'Hôpital de la Ville où il y a Parlement établi , & l'autre moitié à l'Hôpital du lieu où il y a Siege Royal , dans le ressort duquel Parlement , ou Siege Royal , les biens dudit Banni ou Desobéïssant se

trouveront : afin que s'entre-aidant dans la poursuite , l'un puisse fournir l'avis & la preuve, & l'autre, interposer nôtre autorité par celle de la Justice , pour l'effet de nôtre intention. Et au cas qu'il y ait des dettes précédentes qui empêchent la perception de ce revenu , applicable au profit desdits Hôpitaux , la somme à quoy il pourra monter vaudra une dette hypothéquée sur tous les biens meubles & immeubles du Banni , pour être payée & acquitée dans son ordre du jour de la condamnation qui interviendra contre luy (^a).

ARTICLE IX.

Nous ordonnons en outre , que ceux qui auront eu des Gardes de nos Cousins les Maréchaux de France , des Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & nos Lieutenans en icelles ,

^a Du Recueil des Duels , p. 406.

Edit. contre les Duélistes. 481.

ou desdits Gentilshommes commis, & qui s'en seront dégagés en quelque maniere que ce puisse être, soient punis avec rigueur, & ne puissent être reçus à l'accommodement sur le Point-d'honneur, que les coupables de ladite Garde enfreinte n'ayent tenu prison, qu'à la Requête de nôtre Procureur en la Connétablie, & des Substituts aux autres Maréchaussées de France, le Procès ne leur ait été fait selon les formes requises par nos Ordonnances. Voulons & nous plaît que sur le Procès verbal ou rapport des Gardes qui seront ordonnez près d'eux il soit sans autre information decreté contre eux à la Requête desdits Substituts, & leur Procès sommairement fait (*).

ARTICLE X.

Bien que le soin que Nous pre-

* Du Recueil des Duels, p. 408.

nous de l'honneur de notre Noblesse paroisse assez par le contenu aux Articles précédens, & par la soigneuse recherche que Nous faisons des moyens estimez les plus propres pour éteindre les querelles dans leur naissance , & rejeter sur ceux qui offensent le blâme & la honte qu'ils meritent : Neanmoins apprehendant qu'il ne se trouve encore des gens assez osez pour contrevenir à nos volontez si expressément expliquées , & qui présument d'avoir raison en cherchant à se vanger , Nous voulons & ordonnons que celui qui s'estimant offensé , fera un appel à qui que ce soit pour soy-même demeure déchû de pouvoir jamais avoir satisfaction de l'offense qu'il prétendra avoir reçüe , qu'il tienne prison pendant deux ans , & soit condamné à une amende envers l'Hôpital de la Ville la plus proche

de sa demeure , laquelle ne pourra être de moindre valeur que la moitié du revenu d'une année de ses biens ; & de plus qu'il soit suspendu de toutes ses Charges , & privé du revenu d'icelles durant trois ans. Permettons à tous Juges d'augmenter lescites peines selon que les conditions des personnes , les sujets des querelles , comme Procès intentez ou autre intersts Civils , les défenses ou gardes enfreintes ou violées , les circonstances des lieux & des temps rendront l'appel plus punissable. Que si celuy qui est appellé , au lieu de refuser l'appel , & d'en donner avis à nos Cousins les Maréchaux de France , ou aux Gouverneurs Generaux de nos Provinces & nos Lieutenans en icelles , ou aux Gentilshommes commis , ainsi que Nous luy enjoignons de faire , va sur le lieu de l'assigna-

tion , ou fait effort pour cet effet , il soit puni des mêmes peines de l'Appellant. Nous voulons de plus que ceux qui auront appelé pour un autre , ou qui auront accepté l'appel , sans en avoir donné avis auparavant, soient punis des mêmes peines (^a).

ARTICLE XI.

Et d'autant qu'outre la peine que doivent encourir ceux qui appelleront , il y en a qui méritent doublement d'en être châtiés & reprimés , comme lorsqu'ils s'attaquent à ceux qui sont leurs Bienfaiteurs , Supérieurs , ou Seigneurs , & personnes de Commandement , & relevées par leur qualité & charges , & spécialement quand les querelles naissent pour des actions d'obéissance , auxquelles une condition , charge ou employ subalterne les ont soumis , ou pour des

^a Du Recueil des Duels , p. 407.

Edit contre les Duélistes. 485
châtimens qu'ils ont suby par
l'autorité de ceux qui ont le
pouvoir de les y assujétir : Consi-
derant qu'il n'y a rien de plus
nécessaire pour le maintien de
la discipline , particulièrement
entre ceux qui font profession
des Armes que le respect en-
vers ceux qui les commandent ,
Nous voulons & ordonnons que
ceux que s'emporteront à cet ex-
cès , & notamment qui appelle-
ront leurs Chefs ou autres qui ont
droit de leur commander, tien-
nent prison pendant quatre ans,
soient privez de l'exercice de
leurs Charges pendant ledit
temps , ensemble des gages & ap-
pointemens y attribuez qui se-
ront donnez à l'Hôpital general
de la Ville la plus prochaine ; &
en cas que ce soit un Inferieur
contre son Supérieur ou Sei-
gneur , il tiendra prison pendant
les mêmes quatre années , & sera
condamné en une amende , qui

ne pourra être moindre qu'une année de son revenu: Enjoignant très-expressément à nosdits Cousins les Maréchaux de France, Gouverneurs Generaux de nos Provinces, & Lieutenans Generaux en icelles & Gentilhommes commis, & singulierement aux Generaux de nos Armées dans lesquelles ce desordre peut être plus frequent qu'en nul autre lieu, de tenir la main à l'exacte & severe execution du présent Article. Que si les Chefs ou Officiers superieurs & les Seigneurs qui auront été appelez reçoivent l'appel, & se mettent en état de satisfaire les appellans, ils seront punis des mêmes peines de prison, de suspension de leurs Charges & revenus d'icelles, & amendes cy-dessus spécifiées, sans qu'ils puissent en être dispensés, quelques instances & supplications qu'ils Nous en fassent (*).

* Du Recueil des Duels, p. 411.

ARTICLE XII.

Et d'autant que nous avons résolu de casser & priver entièrement de leurs Charges tous ceux qui se trouveront coupables dudit crime, même par notoriété : Si ceux qui auront été ainsi cassez & privez de leursdites Charges s'en ressentent contre ceux que Nous en aurons pourvûs , en les appellant , ou excitant au combat par eux mêmes , ou par autrui , par rencontre ou autrement , Nous voulons qu'eux , & ceux desquels ils se seront servis tiennent prison pendant six ans , & soient condamnés à l'amende de six années de leurs revenus , sans pouvoir jamais être relevez desdites peines ; & généralement que ceux qui viendront pour la seconde fois à violer nôtre present Edit , comme appellans , & notamment ceux qui se seront servis de seconds pour porter leurs appels ,

soient punis des mêmes peines de prison, destitutions de Charge, & amendes, encore qu'il ne s'en soit ensuivy aucun Combat. (4).

ARTICLE XIII.

Si contre les défenses portées par nôtre present Edit, l'appellant & l'appellé venoient au Combat actuel, Nous voulons & ordonnons qu'encore qu'il n'y ait aucun de blessé ou de tué, le procès criminel & extraordinaire soit fait contre eux ; qu'ils soient sans remission punis de mort ; que tous leurs biens meubles & immeubles Nous soient confisquez, le tiers d'iceux applicable à l'Hôpital de la Ville où est le Parlement dans le ressort duquel le crime aura été commis, & conjointement à l'Hôpital du Siege Royal le plus proche du lieu du délit, & les deux autres tiers tant aux frais de capture &

de la Justice, qu'en ce que les Juges trouveront équitable d'adjuger aux femmes & enfans, si aucuns y a pour leur nourriture & entretenement seulement leur vie durant. Que si le crime se trouve commis dans les Provinces, où la confiscation n'a point de lieu, Nous voulons & entendons qu'au lieu de ladite confiscation, il soit pris sur les biens des criminels, au profit desdits Hôpitaux, une amende dont la valeur ne pourra être moindre que la moitié des biens des criminels. Ordonnons & Enjoignons à nos Procureurs Generaux, leurs Substituts, & ceux qui auront l'administration desdits Hôpitaux, de faire de soigneuses recherches & poursuites desdites sommes & confiscations, pour lesquelles leur action pourra durer pendant le temps & espace de vingt ans, quand même ils ne feroient au-

cune poursuite qui la pùst proroger, lesquelles sommes & confiscations ne pourront être remises, ni diverties, pour quelque cause & pretexte que ce soit. Que si l'un des combattans, ou tous les deux sont tuez, Nous voulons & ordonnons que le procez criminel soit fait contre la memoire des morts, comme contre criminels de leze-Majesté divine & humaine; & que leurs corps soient privez de la sepulture; défendant à tous Curez, leurs Vicaires, & autres Ecclesiastiques de les enterrer, ni souffrir être enterrez en terre sainte: Confisquant en outre, comme dessus, tous leurs biens meubles & immeubles. Et quant au survivant qui aura tué, outre la susdite confiscation de tous ses biens ou amende de la moitié de la valeur d'iceux dans les Pays ou la confiscation n'a point de lieu, il sera irrémissible.

Edit contre les Duélistes. 491
ment puni de mort , suivant la
disposition des Ordonnances (^a).

A R T I C L E X I V.

Les biens de celuy qui aura
esté tué, & du survivant , seront
regis par les Administrateurs des
Hôpitaux pendant l'instruction
du procès qualifié pour Duel ,
& les revenus employez aux frais
des poursuites (^b).

A R T I C L E X V.

Encore que nous esperions que
nos défenses & des peines si jus-
tement ordonnées contre les
Duels retiendront dorenavant
tous nos Sujets d'y tomber ,
neanmoins s'il s'en rencontroit
encore d'assez temeraires pour
oser contrevenir à nos volon-
tez , non seulement en se faisant
raison par eux mêmes , mais en
y engageant de plus dans leurs
querelles & ressentimens , des
Seconds , Tiers , ou autre plus
grand nombre de personnes ; ce

^a , ^b Du Recueil des Duels. p. 414. & 416.

qui ne se peut faire que par une lacheté artificieuse , qui fait rechercher à ceux qui sentent leur foiblesse , la feureté dont ils ont besoin , dans l'adresse & le courage d'autrui : Nous voulons que ceux qui se trouveront coupables d'une si criminelle , & si lâche contravention à nôtre présent Edit , soient sans remission punis de mort , quand même il n'y auroit aucun de blessé ni de tué dans ces Combats ; que tous leurs biens soient confisquez , comme dessus , qu'ils soient dégradez de Noblesse , & déclarez Roturiers , incapables de tenir jamais aucunes Charges ; leurs Armes noircies & brisées publiquement par l'Executeur de la Haute Justice. Enjoignons à leurs successeurs de changer leurs Armes , & en prendre de nouvelles pour lesquelles ils obtiendront nos Lettres à ce nécessaires ; & en cas qu'ils reprissent les mêmes Armes, elles seront de :

nouveau noircies & brisées par l'Executeur de la Haute Justice, & eux condamnez à l'amende des deux années de leurs revenus, applicable moitié à l'Hôpital General de la Ville la plus proche, & l'autre moitié à la volonté des Juges. Et comme nul châtiment ne peut être assez grand pour punir ceux qui s'engagent si legerement & si criminellement dans le ressentiment d'Offenses où ils n'ont aucune part, & dont ils devroient plutôt procurer l'accommodement pour la conservation & satisfaction de leurs amis, que d'en poursuivre la vengeance par des voyes aussi destituées de veritable valeur & courage, comme elles le sont de charité & d'amitié Chrestienne : Nous voulons que tous ceux qui tomberont dans le crime d'être Seconds, Tiers, ou autre nombre également, soient punis des mêmes

peines que nous avons ordonnées contre ceux qui les employeront (*).

ARTICLE XVI.

D'autant qu'il se trouve des gens de naissance ignoble , & qui n'ont jamais porté les Armes qui sont assez insolents pour appeller les Gentilshommes, lesquels refusant de leur faire raison à cause de la difference des conditions, ces mêmes personnes suscitent contre ceux qu'ils ont appellez d'autres Gentilshommes ; d'où il s'ensuit quelquefois des meurtres d'autant plus detestables, qu'ils proviennent d'une cause abjecte : Nous voulons & ordonnons qu'en tels cas d'appels ou de combats principalement s'ils sont suivis de quelque grande blessure , ou de mort, lesdits ignobles ou Roturiers qui seront dûëment atteints & convaincus d'avoir cau-

* Du Recueil des Duels. p. 417,

se & promeu semblables desordres, soient sans remission pendus & étranglez ; tous leurs biens , meubles & immeubles confisquez , les deux tiers aux Hôpitaux des lieux , ou des plus prochains , & l'autre tiers employé aux frais de la Justice ; à la nourriture & entretenement des veuves & enfans des défunts, si aucuns y a : Permettant en outre aux Juges desdits crimes d'ordonner sur les biens confisquez telle récompense qu'ils aviseront raisonnable au Dénonciateur & autres qui auront découvert lesdits cas , afin que dans un crime si punissable chacun soit invité à la dénonciation d'iceluy. Et quant aux Gentilshommes qui se seront ainsi battus, pour des sujets & contre des personnes indignes , Nous voulons qu'ils souffrent les mêmes peines que nous avons ordonné contre les Seconds , s'ils peuvent être

apprehendez , sinon il sera procédé contre eux par défaut & contumace , suivant la rigueur des Ordonnances (*a*).

ARTICLE XVII.

Nous voulons que tous ceux qui porteront sciemment des Billets d'appel , ou qui conduiront aux lieux des Duels ou rencontres , comme Laquais , ou autres Domestiques soient punis du fouët & de la Fleur de lys pour la premiere fois , & s'il retombent dans la même faute , des Galeres à perpetuité. Et quant à ceux qui auront esté Spectateurs d'un Duel , s'ils s'y sont rendus exprés pour ce sujet , Nous voulons qu'ils soient privez pour toujours des Charges , Dignitez, & Pensions qu'ils possèdent ; que s'ils n'ont aucunes Charges , le quart de leurs biens soit confisqué , & appliqué aux Hôpitaux : Et si le délit a esté

a , Du Recueil des Duels. p. 419.

commis en quelque Province où la confiscation n'ait point de lieu , qu'ils soient condamnez à une amende aux profit desdits Hôpitaux , laquelle ne pourra être de moindre valeur que le quart des biens desdits Spectateurs , que Nous reputons avec raison , complices d'un crime si détestable , puisqu'ils y assistent & ne l'empêchent pas tant qu'ils peuvent , comme ils y sont obligez par les Loix divines & humaines (a).

ARTICLE XVIII.

Et d'autant qu'il est souvent arrivé que pour éviter la rigueur des peines ordonnées par tant d'Edits contre les Duels , plusieurs ont recherché les occasions de se rencontrer , Nous voulons & ordonnons que ceux qui prétendront avoir reçu quelque offense , & qui n'en auront point donné avis aux susdits Juges

a , Du Recueil des Duels. p. 410.

du Point d'honneur, & qui viendront à se rencontrer & se battre seuls, ou en pareil état & nombre, avec armes égales de part & d'autre, à pied ou à cheval, soient sujets aux mêmes peines que si c'étoit un Duel. Et pour ce qu'il s'est encore trouvé de nos Sujets, qui ayant pris querelle dans nos Etats, & s'étant donnez rendez-vous pour se battre hors d'iceux, ou sur nos Frontieres, ont crû par ce moyen pouvoir éluder l'effet de nos Edits, Nous voulons que tous ceux qui en useront ainsi, soient poursuivis criminellement s'ils peuvent être pris, sinon par contumace, & qu'ils soient condamnés aux mêmes peines & leurs biens confisquez, comme s'ils avoient contrevenu au présent Edit, dans l'étendue, & sans sortir de nos Provinces, les jugeant d'autant plus criminels & punissables, que les premiers

mouvemens dans la chaleur & nouveauté de l'offense ne les peuvent plus excuser, & qu'ils ont eu assez de loisir pour moderer leur ressentiment, & s'abstenir d'une vengeance si défendue, sans qu'ès deux cas mentionnez au present Article, les prévenus puissent alléguer le cas fortuit, auquel nous défendons à nos Juges d'avoir aucun égard (*).

ARTICLE XIX.

Et pour éviter qu'une Loy si sainte & si utile à nos Etats ne devienne inutile au Public, faute d'observation d'icelle, Nous enjoignons & commandons très-expressément à nos Cousins les Maréchaux de France, auxquels appartient, sous nôtre autorité, la connoissance & décision des contentions & querelles qui concernent l'honneur & la réputation de nos Sujets, de tenir la

* Du Recueil des Duels, p. 421.

main exactement & diligemment à l'observation de nôtre présent Edit , sans y apporter aucune moderation , ni permettre que par faveur , connivence , ou autre voye , il y soit contrevenu en aucune maniere. Et pour donner d'autant plus de moyens & de pouvoir à nosdits Cousins les Maréchaux de France, d'empêcher & réprimer cette licence effrenée des Duels & Rencontres , considérant d'ailleurs que la diligence importe grandement pour la punition de tels crimes , & que les Prévoists de nosdits Cousins les Maréchaux , les Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux & Lieutenans Criminels de Robe-Courte, se trouvent le plus souvent à cheval pour nôtre Service , pour être plus prompts & plus propres pour proceder contre les coupables des Duels & Rencontres : Nous avons de nouveau attri-

bué & attribuons l'exécution du present Edit, tant dans l'enclos des Villes, que hors d'icelles, aux Officiers de la Connétablie & Maréchaussée de France, Prévosts généraux de ladite Connétablie de l'Isle de France & des Monnoyes, & tous les autres Prévosts Generaux Provinciaux & Particuliers, Vice-Baillifs, & Vice-Sénéchaux, & Lieutenans Criminels de Robe-Courte, concurremment avec nos Juges ordinaires, & à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement auxquelles il doit ressortir, dérogeant pour ce regard à toutes Déclarations & Edits à ce contraires, portans défenses ausdits Prévosts de connoître des Duels & Rencontres (^a).

A R T I C L E X X.

Les Juges ou autres Officiers qui auront supprimé & changé

^a Du Recueil des Duels, p. 423.

les Informations , seront destituez & privez de leurs Charges, & chastiez comme faussaires (*).

ARTICLE XXI.

Et d'autant qu'il arrive assez souvent que lesdits Prévosts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, & Lieutenans Criminels de Robe-Courte , sont négligens dans l'exécution des Ordres de nosdits Cousins les Maréchaux de France, Nous voulons & ordonnons que si lesdits Officiers manquent d'obéir au premier Mandement de nosdits Cousins les Maréchaux, ou l'un d'eux, ou autres Juges du Point d'honneur, de sommer ceux qui auront querelle de comparoître au jour assigné, de les saisir & arrester en cas de refus & de desobéissance , & finalement d'exécuter de point en point, & routes affaires cessantes, ce qui leur sera mandé & ordonné par

* Du Recueil des Duels , p. 425.

nosdits Cousins les Maréchaux de France, & Juges du Point d'honneur, ils soient par nosdits Cousins punis & châtiés de leurs négligences par suspension de leurs Charges & privation de leurs gages, lesquels pourront être réellement arrestez & saisis sur la simple Ordonnance de nosdits Cousins les Maréchaux de France ou de l'un d'eux, signifiée à la personne, ou au domicile du Trésorier de l'Ordinaire de nos Guerres qui sera en exercice. Nous ordonnons en outre ausdits Prévosts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans & Archers, chacun en leur Ressort, sur les mêmes peines de suspension & privation de leurs gages, que sur le bruit d'un Combat arrivé ils se transporteront à l'instant sur les lieux pour arrester les coupables, & les constituer prisonniers dans les Prisons Royales les plus pro-

ches du lieu du délit, voulant que pour chacune capture il leur soit payé la somme de quinze cent livres, à prendre avec les autres frais de Justice sur le bien le plus clair des coupables, & préférentement aux confiscations & amendes que Nous avons ordonnées cy-dessus (*).

ARTICLE XXII.

Et comme les coupables, pour éviter de tomber entre les mains de la Justice, se retirent d'ordinaire chez les Grands de nôtre Royaume, Nous faisons tresexpresses inhibitions & défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de recevoir dans leurs Hôtels & Maisons ceux qui auront contrevenu à nôtre présent Edit. Et au cas qu'il se trouve quelques-uns qui leur donnent azile, & qui refusent de les mettre entre les mains de la Justice sitost qu'ils

* Du Recueil des Duels, p. 415.

Edit contre les Duellistes. 505
en seront requis, Nous voulons
que les Procès verbaux qui en
seront dressez & dûement arrê-
tez par lefdits Prévosts des Ma-
réchaux & autres Juges, soient
incontinent, & incessamment
envoyez aux Secretaires d'Etat
& de nos Commandemens cha-
cun en son Département, en-
semble aux Procureurs Gene-
raux de nos Cours de Parlement,
& à nosdits Cousins les Maré-
chaux, afin qu'ayant pris avis
d'eux, Nous fassions rigoureuse-
ment proceder à la punition de
ceux qui protegent de si crimi-
nels desordres (a).

ARTICLE XXIII.

Que si nonobstant tous les
soins & diligences prescrites par
les Articles précédens, le cré-
dit & l'autorité des personnes
interressées dans ces crimes en
détournoient les preuves par
menaces ou artifice, Nous or-

a Du Recueil des Duels, p. 417.

donnons que sur la simple réquisition qui sera faite par nos Procureurs Generaux ou leurs Substituts , il soit décerné des Monitoires par les Officiaux des Evêques des Lieux, lesquels seront publiez & fulminez selon les formes Canoniques contre ceux qui refuseront devenir à réclamation de ce qu'ils sçauront touchant les Duels & Rencontres arrivez. Nous ordonnons en outre qu'à l'avenir nos Procureurs Generaux en nos Cours de Parlement , & leurs Substituts , sur l'avis qu'ils auront des Combats qui auront été faits , feront leurs réquisitions contre ceux qui par notorieté en seront estimez coupables , & que conformément à icelles nosdites Cours, sans autres preuves , ordonnent que dans les délais qu'elles jugeront à propos , ils seront tenus de se rendre dans les Prisons pour se justifier , & répondre sur

Edit contre les Duélistes. 507

les requisitions de nosdits Procureurs Generaux : Et à faute dans ledit temps de satisfaire aux Arrests qui seront signifiez à leurs domiciles , Nous voulons qu'il soit procedé contre eux par défaut & contumace ; qu'ils soient déclarez atteints & convaincus des cas à eux imposez ; & comme tels qu'ils soient condamnez aux peines portées par nos Edits, & leurs biens à Nous acquis & confisquezz, & mis à nos mains, & sans attendre que les cinq années des dfaéuts & contumaces soient expirées ; que toutes leurs Maisons soient rasées, & leurs Bois de haute futaye coupez jusqu'à certaine hauteur, suivant les Ordres que Nous leur en donnerons ; & eux déclarez infâmes & dégradez de Noblesse, sans qu'ils puissent à l'avenir entrer en aucune Charge. Défendons à toutes nos Cours de Parlement & nos autres Juges de

les recevoir en leur justification après les Arrests de condamnation, même pendant les cinq années de la contumace, qu'au paravant ils n'ayent obtenu nos Lettres portant permission de se représenter, & qu'ils n'ayent payé les amendes auxquelles ils seront condamnés, & ce nonobstant l'article XVIII. du Titre VII. de notre Ordonnance criminelle, auquel Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard, & sans tirer à conséquence (*).

ARTICLE XXIV.

Et lors même que les prévenus auront été arrêtés & mis dans les Prisons, ou qu'ils s'y seront mis, Nous voulons qu'en cas que nos Procureurs Généraux trouvent difficulté à administrer la preuve desdits Combats, nos Cours leur donnent les délais qu'ils requerront, re-

* Du Recueil des Duels, p. 418.

Edit contre les Duélistes. 509
mettant à l'honneur & conscience de nosdits Procureurs Généraux, de n'en user que pour le bien de la justice (*a*).

ARTICLE XXV.

Pendant le temps que les accusez ou prévenus desdits crimes ne se rendront point prisonniers, Nous voulons que la Justice de leur Terre soit exercée en nôtre Nom , & Nous pourvoyrons pendant ledit temps aux Offices & Benefices dont la disposition appartiendra ausdits accusez non prévenus (*b*).

ARTICLE XXVI.

Et pour éviter que pendant le temps de l'instruction des défauts & contumaces , les prévenus ne puissent se servir des moyens qu'ils ont accoutumé de pratiquer pour détourner les preuves de leurs crimes en intimidant les Témoins , ou les obligeant de se retracter dans le

a, b Du Recueil des Duels , p. 435. & 437.

récollement, Nous voulons que nonobstant l'Article troisiéme du Titre quinze de nôtre Ordonnance du mois d'Août 1670. auquel Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard dans les crimes de Duels seulement, il soit procédé par les Officiers de nos Cours & les Lieutenans Criminels des Bailliages où il y a Siège Présidial, au récollement des Témoins dans les vingt-quatre heures, & le plutôt qu'il se pourra après qu'ils auront été entendus dans les informations, & ce avantqu'il y ait aucun Jugement qui l'ordonne, sans toutefois que les récollemens puissent valoir confrontation, qu'après qu'il aura été ainsi ordonné par le Jugement de défaut & contumace (*).

ARTICLE XXVII.

Nous déclarons les condamnés par contumace incapables

* Du Recueil des Duels p. 431.

& indignes de toutes successions qui pourroient leur échoir depuis la condamnation , encore qu'ils soient dans les cinq années , & qu'ils se fussent ensuite restituez contre la contumace. Si les successions sont échûës avant la restitution , la Seigneurie & la Justice des Terres sera exercée en nôtre Nom , & les fruits attribuez aux Hôpitaux , sans esperance de restitution , à compter du jour de la condamnation par contumace (*).

ARTICLE XXVIII.

Nous voulons pareillement & ordonnons , que dans les lieux éloignez des Villes où nos Cours de Parlement sont séantes, lorsqu'après toutes les perquisitions & recherches susdites, les coupables des Duels & Rencontres ne pourront être trouvez , il soit à la Requête des Substituts de nos Procureurs Generaux sur

* Du Recüeil des Duels , p. 431.

la simple notoriété du fait , discerné prise de Corps contre les absens , & qu'à faute de les pouvoir apprehender en vertu du Decret , tous leurs biens soient saisis ; & qu'il soit procedé contre eux , suivant ce qui est porté par nôtre Ordonnance du mois d'Aoust 1670. au titre 17. des Défauts & Contumaces , & sans que nosdits Procureurs Generaux , ou leurs Substituts , soient obligez d'informer , & faire preuve de la notoriété (*a*).

ARTICLE XXIX.

Quand le Titre de l'accusation sera pour crime de Duel , il ne pourra être formé aucun Règlement de Juges , nonobstant tout prétexte de prévention , assassinat , ou autrement , & le Procès ne pourra être poursuivi que pardevant les Juges du crime de Duel (*b*).

a , *b* Du Recueil des Duels , p^e 433.

ARTICLE XXX.

Et afin d'empêcher les surprises de ceux qui pour obtenir des graces , Nous déguiseroient la verité des Combats arrivez , & mettroient en avant de faux faits , pour faire croire que lesdits Combats seroient survenus inopinément , & ensuite de querelle prise sur le champ : Nous ordonnons que nul ne pourra poursuivre au Sceau l'expedition d'aucune grace ès cas où il y aura soupçon de Duel ou Rencontre préméditée , qu'il ne soit actuellement prisonnier à nôtre suite , ou bien dans la principale prison du Parlement dans le ressort duquel le Combat aura été fait ; & après qu'il aura été verifié qu'il n'a contrevenu en aucune sorte à nôtre present Edit , & avoir sur ce pris l'avis de nos Coufins les Maréchaux de France , Nous pourrons luy accorder des Lettres de remis-

sion en connoissance de cause (*).

ARTICLE XXXI.

Et d'autant qu'en consequence de nos ordres , nos Cousins les Maréchaux de France se sont assemblez pour revoir & examiner de nouveau le Règlement fait par eux sur les diverses satisfactions & réparations d'honneur , auquel par nos ordres ils ont ajouté des peines plus severes contre les Agresseurs: Nous voulons que ledit nouveau Règlement en date du 22. du present mois , ensemble celui du 22. Aoust 1653. cy-attachez sous le contre-scel de nôtre Chancellerie , soient inviolablement suivis & observez à l'avenir pour tous ceux qui seront employez aux accommodemens des differens qui touchent le Point-d'honneur , & la

* Du Recueil des Quets; p. 434.

Edit contre les Duélistes. 515
réputation des Gentilshommes (a).

ARTICLE XXXII.

Et d'autant que quelquefois les Administrateurs des Hôpitaux ont négligé le recouvrement desdites amendes & confiscations, Nous voulons que le recouvrement des amendes & confiscations adjudgées ausdits Hôpitaux & autres personnes qui auront été négligées pendant un an, à compter du jour des Arrests de condamnation, soit fait par le Receveur Général de nos Domaines, auquel la moitié desdites confiscations & amendes appartiendra pour les frais de recouvrement, Nous réservant de disposer de l'autre moitié en faveur de tel Hôpital qu'il Nous plaira, autre que celui auquel elles auront été adjudgées (b).

a, b Du Recueil des Duels, p. 415.

ARTICLE XXXIII.

Voulons de plus, que lorsque les Gentilshommes n'auront pas déferé aux ordres des Maréchaux de France, & qu'ils auront encouru les amendes & confiscations portées par le present Edit & le Règlement desdits Maréchaux de France, il en soit à l'instant donné avis par lesdits Maréchaux de France à nos Procureurs Generaux en nos Cours de Parlement, ou à leurs Substituts, auxquels Nous enjoignons de proceder incessamment à la saisie des biens, jusqu'à ce que lesdits Gentilshommes prévenus aient obéï; & en cas qu'ils n'obéissent dans trois mois, les fruits seront en pure perte appliquez aux Hôpitaux jusqu'à ce qu'ils aient obéï, les frais des Prévosts, de procedure, de garnison, & autres, pris par préférence; & pour cet effet, Nous voulons que les

Directeurs & Administrateurs desdits Hôpitaux soient mis en possession & jouissance actuelle desdits biens. Enjoignons à nosdits Procureurs Generaux, leurs Substituts, de se joindre ausdits Directeurs, & Administrateurs pour être fait une prompte & réelle perception desdites amendes. Faisons tres-expresses défenses aux Juges d'avoir aucun égard aux Contrats, Testamens & autres Actes faits six mois avant les crimes commis (*).

ARTICLE XXXIV.

Lorsque dans les Combats il y aura eu quelqu'un de tué, Nous permettons au Parent du Mort de se rendre Partie dans trois mois pour tout délai contre celui qui aura tué ; & en cas qu'il soit convaincu du crime, condamné & executé. Nous faisons remise de la confiscation du Mort, au profit de celui qui

* Du Recueil des Duels, p. 436.

aura poursuivi , sans qu'il soit tenu d'obtenir d'autres Lettres de Don que le présent Edit. A l'égard de celuy des Parens , au profit duquel Nous faisons remise de la confiscation , Nous voulons que le plus proche soit préféré au plus éloigné , pourvû qu'ils se soient rendus Parties dans les trois mois , à condition de rembourser les frais qui auront été faits (*).

ARTICLE XXXV.

Le crime de Duel ne pourra être éteint ni par la mort , ni par aucune prescription de vingt ni de trente ans , ni aucune autre , encore qu'il n'y ait ni execution , ni condamnation , ni plainte , & pourra être poursuivi après quelque laps de temps que ce soit contre la personne ou contre la memoire : même ceux qui se trouveront coupables de Duel depuis nôtre

* Du Recueil des Duels , p. 437.

Edit de 1651. enregistré en nôtre Cour de Parlement de Paris au mois de Septembre de la même année, pourront être recherchés pour les autres crimes par eux commis auparavant ou depuis, nonobstant ladite prescription de vingt & trente ans, pourvû que le Procès leur soit fait en même temps pour crime de Duel, & par les mêmes Juges, & qu'ils en demeurent convaincus (*).

ARTICLE XXXVI.

Toutes les peines contenuës dans le present Edit, pour la punition des contrevenans à nos volonte, seroient inutiles & de nul effet, si par les motifs d'une Justice & d'une fermeté inflexible, Nous ne maintenions les Loix que Nous avons établies. A cette fin, Nous jurons & promettons en foy & parole de Roy, de n'exempter à l'avenir

* Du Recueil des Duels, p 458.

aucune personne, pour quelque cause & consideration que ce soit, de la rigueur du present Edit ; qu'il ne sera par nous accordé aucune remission , pardon & abolition à ceux qui se trouveront prévenus desdits crimes de Duels & Rencontres. Défendons tres-expressément à tous Princes & Seigneurs prés de Nous , de faire aucunes prieres pour les coupables desdits crimes , sur peine d'encourir nôtre indignation. Protestons derechef que ni en faveur d'aucun mariage de Prince ou Princesse de nôtre Sang , ni pour les naissances des Princes & Enfans de France qui pourront arriver durant nôtre Regne , ni pour quelque autre consideration generale & particuliere qui puisse être, Nous ne permettrons ces Lettres être expédié aucunement contraires à nôtre présente volonté , l'exécution

Edit contre les Duélistes. 321

de laquelle Nous avons juré
expressément & solennellement
au jour de nôtre Sacre & Cou-
ronnement, afin de rendre plus
authentique & plus inviolable
une Loy si Chrétienne, si juste,
& si neccessaire.

SI DONNONS EN MAN-
DEMENT à nos amez & feaux
Conseillers les Gens tenans nô-
tre Cour de Parlement, que ces
Presentes ils fassent lire, publier
& registrer, & le contenu en
icelles garder & observer invio-
lablement, sans y contrevenir,
ni permettre qu'il y soit con-
trevenu: CAR tel est nôtre plai-
sir. Et afin que ce soit chose fer-
me & stable à toujours, Nous
avons fait mettre nôtre Scel à
cesdites Presentes. DONNE' à
Saint Germain en Laye au mois
d'Août, l'An de grace mil six
cens soixante & dix neuf, & de
nôtre Regne le trente-septième.
Signé, LOUIS, & plus bas,
par le Roy COLBERT.

Visa, LE TELLIER. Pour servir à l'Edit concernant les Duels.

Et scellé du grand Sceau de cire verte sur lacs de foye Rouge & verte.

*Registrées, oüy, & ce requerant le le Procureur General du Roy, pour être executées selon leur forme & teneur. A Paris, en Parlement, le premier Septembre mil six cens soixante-dix-neuf. Signé, DON-
GOIS (a).*

a, Du Recueil des Duels. p. 412.



DEUX REGLEMENS
DE MESSIEURS
LES MARECHAUX
DE FRANCE,

*Sur diverses satisfactions d'offenses
& réparations d'Honneur.*

S Ç A V O I R,

Celuy du 22 Août 1653. Celuy du 22. Août
1679. qui confirme
& augmente celuy
cy-contre du 22.
Août 1653.

SUR ce qui **N**ous a été
ordonné par **L**E Roy Nous
ordonné par **N**ous assen-
ordre exprès du **bl**er, & examiner
Roy, & notam- **de** nouveau le
ment par la Dé- **Reglement** que
claration de Sa **Nous** avons fait
Majesté contre **par** ordre exprès
les Duels, lûë, **de** S. M. en date

publiée & regis- *du 22. Août 1653.*
 trée au Parle- *sur les Satisfac-*
 ment de Paris *tions & Répara-*
 le 29. de Juil- *tions d'honneur*
 let dernier, de *entre les Gentils-*
 nous assembler *hommes ; l'inten-*
 incessamment *tion de Sa Maje-*
 pour dresser un *sté étant d'aug-*
 Reglement le *menter les pei-*
 plus exact & *nes & satisfac-*
 distinct qu'il se *tions , en sorte*
 pourra sur les *qu'elles soient é-*
 diverses satisfac- *gales & proportion-*
 tions & répara- *nées aux injures*
 rations d'hon- *(*).*

neur que nous
 jugerons devoir être ordonnées,
 suivant les divers degrez d'of-
 fenses : Et de telle sorte que la
 punition contre l'Agresseur &
 la satisfaction à l'offensé, soient
 si grandes & si proportionnées à
 l'injure reçue, qu'il n'en puisse
 naître aucune plainte ou que-
 relle nouvelle : Pour être ledit

Reglement inviolablement suivi & observé à l'avenir par tous ceux qui seront employez aux accommodemens des differends qui toucheront le Point d'honneur & la réputation des Gentilshommes : Nous après avoir veu & examiné les propositions de plusieurs Gentilshommes de qualité de ce Royaume, qui ont eu ensemble divers Conferences sur ce sujet, en consequence de l'ordre qui leur en a été donné par Nous, dès le premier de Juillet 1651. lesquels ont présenté dans nôtre assemblée lesdites propositions rédigées par écrit, & signées de leurs mains ; Avons, après *Pour obéir aux* une meure de. *Ordres de Sa Ma-* liberation; *con-* *jesté, Nous avons* clu & arrêté *estimé sous son* les Articles suivants *bon plaisir.* (^a).

^a Du Recueil des Duels , p. 317.

ARTICLE PREMIER.

Premiere- *Que L'Article I.*
 ment, que dans (*cy-contre* *duait*
 toutes les oc- *Reglement du 22.*
 casions & su- *Août 1653.*) *doit*
 jets qui peuvent être executé (*a*).
 causer des que-
 relles & ressentimens ; nul Gen-
 tilhomme ne doit estimer con-
 traire à l'honneur tout ce qui
 peut donner entier & sincère
 éclaircissement de la verité (*b*).

ARTICLE II.

Qu'entre les *L'Article II.*
 Gentilshōmes (*cy-contre*) *doit*
 plusieurs ayent être executé (*b*).
 déjà protesté
 solennellement & par écrit , de
 refuser toutes sortes d'Appels, &
 de ne se battre jamais en Duel
 pour quelque cause que ce soit :
 Ceux-ci sont d'autant plus obli-
 gez à donner ces éclaircisse-
 mens , que sans cela ils contre-

a , *c* , Du Recueil des Duels. p. 443.
b , Du Recueil d. s. Duc's. p. 339.

Reg. sur les répar. d'honneur. 527
viendroient formellement à leur
écrit, & seroient par consequent
plus dignes de reprehension &
châtiment dans les accommo-
demens des querelles qui sur-
viendroient par faute d'éclair-
cissement (*).

A R T I C L E I I I.

Que si le pré- L'Article III.
tendu Offensé (cy-contre) doit
est si peu raison- être executé (b).
nable, que de
ne se pas contenter de l'éclair-
cissement qu'on luy aura donné
de bonne foy, & qu'il veuille
obliger celuy de qui il croira
avoir été offensé, à se battre
contre luy : Celuy qui aura re-
noncé au Duel luy pourra ré-
pondre en ce sens, ou autre sem-
blable : *Qu'il s'étonne bien, que*
sçachant les derniers Edits du Roy,
& particulièrement la Declaration
de plusieurs Gentilshommes, dans
laquelle il s'est engagé publiquement

de ne se point battre, il ne veuille pas se contenter des éclaircissements qu'il luy donne : Et qu'il ne considere pas qu'il ne peut ni ne doit donner ou recevoir aucun lieu pour se battre , ni même luy marquer les endroits où il le pourroit rencontrer ; mais qu'il ne changera rien en sa façon ordinaire de vivre. Et généralement tous les autres Gentilshommes pourront répondre : Que si on les attaque , ils se défendront ; mais qu'ils ne croient pas que leur honneur les oblige à s'aller battre de sang froid, & contrevenir ainsi formellement aux Edits de Sa Majesté, aux Loix de la Religion & à leur conscience (^a).

ARTICLE IV.

Lorsqu'il y L'Article IV, aura eu quelque (*cy-contre*) doit démêlé entre être exécuté (^b). les Gentilshommes, dont les uns auront promis & signé de ne se point battre, &

^a Du Recueil des Duels, p. 340. & 443.

Regl. sur les Répar. d'honneur. 529
les autres , non : Ces derniers
seront toujours reputés Agres-
seurs, si ce n'est que le contrai-
re paroisse par des preuves bien
expreses (*a*).

ARTICLE V.

Et parce qu'on *L'Article v. (cy-*
pourroit aisément contre) *doit être*
ment prévenir *exécuté (b).*

les voies de fait.

si Nous , les Gouverneurs ou
Lieutenans Generaux des Pro-
vinces , étions soigneusement
avertis de toutes les causes &
commencemens de querelles :
Nous avons avisé & arresté, con-
formement au pouvoir qui nous
est attribué par le dernier Edit
de Sa Majesté , enregistré au
Parlement, le Roy y seant , le
septième Septembre 1651. de
nommer & commettre incessam-
ment en chaque Baillage & Se-
néchaussée de ce Royaume, un
ou plusieurs Gentilshommes de

a, b, Du Recueil des Duels, p. 341. & 343.

qualité, âge & suffisance requise, pour recevoir les avis des differens des Gentilshommes, & nous les envoyer ou aux Gouverneurs & Lieutenans Generaux des Provinces, lorsqu'ils y seront résidens; & pour être généralement fait par lesdits Gentilshommes commis ce qui est prescrit par le second Article dudit Edit.

Et nous Ordonnons en conformité du même Edit, à tous nos Prevôts, Vice-Bailifs, Vice-Sénéchaux, Lieutenans Criminels de Robe-courte, & autres Officiers des Maréchaussées, d'obéir promptement & fidelement ausdits Gentilshommes commis, pour l'exécution de leurs Ordres (a).

A R T I C L E V I.

Et afin de pouvoir être enco- *Sur l'Article vi.*
(cy-contre) *Nous*
re plus soigneu- *estimons que ceux*

sement avertis *qui auront été pre-*
des differends *sens aux offenses,*
des Gentils- & *qui n'en au-*
hommes; Nous *ront pas donné les*
déclarons, *suit avis, doivent être*
vant le troisié- *punis de six mois*
me Article du *de prison (a).*
même Edit: Que

tous ceux qui se rencontreront,
quoyqu'inopinément, aux lieux
où se commettront des offen-
ses, soit par rapport, discours
ou paroles injurieuses, soit par
manquemens de paroles don-
nées, soit par démentis, mé-
naces, soufflets, coups de bâ-
tons, ou autres outrages à l'hon-
neur, de quelque nature qu'ils
soient, seront à l'avenir obligez
de nous en avertir, ou les Gou-
verneurs, ou Lieutenans Ge-
neraux des Provinces, ou les
Gentilshommes commis, sur
peine d'estre reputéz complices
desdites offenses, & d'estre

^a, Du Recueil des Duels. p. 443.

pour suivis comme y ayant tacitement contribué : Et que ceux qui auront connoissance des procès qui seront sur le point d'être intentez entre Gentilshommes pour quelques interets d'importance , seront aussi obligez , suivant le même Article troisiéme dudit Edit, de Nous en donner avis , ou aux Gouverneurs , ou Lieutenans Generaux des Provinces, ou aux Gentilshommes commis dans les Bailliages , afin de pourvoir aux moyens d'empêcher que les Parties ne sortent des voyes de la Justice ordinaire pour en venir à celles de fait , & se faire raison par elles mêmes (*).

ARTICLE VII.

Et pour ce que *Sur l'Article VII.* dans toutes les (*cy-contre*) au offenses qu'on *lieu d'un mois de* peut recevoir il *prison pour celui* est nécessaire *qui aura offensé,*

Regl. sur les Répar. d'honneur. 533
d'établir quel- *Nous sommes d'a-*
ques regles gé- *vis qu'il tienne*
nérales pour les *prison deux mois,*
satisfactions , *& que le surplus*
lesquelles ré- *de l'Article soit*
pareront suffi- *exécuté (a).*

samment l'hon-
neur dès qu'elles seront reçues
& pratiquées, puisqu'il n'est que
trop constant, que c'est l'opi-
nion qui a établi la plûpart des
maximes du Point d'honneur ;
& considerant que dans les of-
fenses il faut regarder avant tou-
tes choses, si elles ont été faites
sans sujet, & si elles n'ont point
été repoussées par quelques re-
parties ou revanches plus atro-
ces : Nous declarons que dans
celles qui auront été ainsi faites
sans sujet, & qui n'auront point
été repoussées, si elles consistent
en parole injurieuse, comme de
Sot, *Lâche*, *Traître*, & sembla-
bles, on pourra ordonner pour

a Du Recueil des Duels, p 443.

punition, que l'offensant tiendra prison durant un mois, sans que le tems en puisse être diminué par le credit ou priere de qui que ce soit, ni même par l'indulgence de la personne offensée: Et qu'après qu'il sera sorti de la prison, il declare à l'offensé, *que mal-à-propos & impertinemment il l'a offensé par des paroles outrageuses, qu'il reconnoît être fausses, & lui en demande pardon* (*).

ARTICLE VIII.

Pour le dé- *Sur l'Art. VIII.*
menti ou mena- (cy-contre) Nous
ces de coups de *estimons que l'of-*
main ou de bâ- *fensant doit re-*
ton, on ordon- *nir prison qua-*
nera deux mois *tre mois au lieu*
de prison, dont *de deux; & après*
le tems ne pour- *que l'offensant se-*
ra être diminué *ra sorti de pri-*
non plus que cy- *son, en demande-*

* Du Recueil des Duels, p. 343.

Regl. sur les Répar. d'honneur. 535
dessus : Et a- ra pardon à l'of-
près que l'of- fensé (a)
fensant sera for-
ti de prison , il demandera par-
don à l'offensé , avec des paro-
les encore plus satisfaisantes que
les susdites , & qui seront parti-
culièrement spécifiées par les
Juges du Point d'honneur (b)

ARTICLE IX.

Pour les of- *Sur l' Article ix.*
fenses actuelles (cy-contre) Nous
de coups de *estimons que pour*
main , & au- *les offenses actuel-*
tres semblables, *les de soufflers ,*
on ordonnera *ou coups de main*
pour punition *commis dans la*
que l'offensant *chaleur des dé-*
tiendra pri- *mêlez, si le souf-*
son durant six *flet, ou coup de*
mois , dont le *main a été préce-*
tems ne pourra *dé d'un démenti ,*
être diminué *celui qui aura*
non plus que *frappé tiendra pri-*

a Du Recueil des Duels, p. 443

b Du Recueil des Duels, p. 345

cy-dessus ; si ce son pendant un
n'est que l'of- an ; & s'il n'a
fensant requie- point été précédé
re qu'on com- d'un démenti ,
muë seulement il tiendra pri-
la moitié du son pendant deux
tems de ladite ans , sans que
prison en une le tems puisse
amende , qui être diminué pour
ne pourra ê- quelque cause que
tre moindre de ce soit , quand mê-
quinze cens li- me l'offensé le de-
vres , appli- manderait : &
quable à l'Hô- après que l'offen-
pital le plus sant sera sorti de
proche du lieu prison , il se sou-
de la demeu- mettra encore de
re de l'offen- recevoir de la
fé , & laquelle main de l'offensé
sera payée a- des coups pareils
vant que ledit à ceux qu'il aura
offensant sor- donnez , & de-
te de prison. clarera de parole
Et après même & par écrit qu'il
qu'il en sera l'a frappé bruta-
forti , il se sou- lement , & le sup-

Regl. sur les Répar. d'honneur. 537
mettra encore *plie de lui par-*
de recevoir de *donner, & ou-*
la main de l'of- *blier cette offen-*
fense des coups *se (a).*

pareils à ceux
qu'il aura donnez, & declarera
de parole & par écrit : *qu'il l'a*
frappé brutalement, & le supplie
de lui pardonner, & oublier cette
offense (b).

ARTICLE X.

Pour les coups *Sur l'Article x.*
de bâton, ou (*cy-contre*) à
autres pareils *l'égard des coups*
outrages, l'of- *de bâton, & au-*
fensant tiendra *tres pareils outrá-*
prison un an *ges donnez dans*
entier ; & ce *la chaleur des dè-*
tems ne pourra *mêlez, en cas*
être modéré, si- *qu'ils ayent été*
non de six mois, *donnez après un*
en payant trois *soufflot, ou coup*
mille livres d'a- *de main, celui*
mende, paya- *qui aura frappé*

^a Du Recueil des Duels, p. 445.

^b Du Recueil des Duels, p. 345.

bles & appli- du bâton ou au-
quables en la tremment, tiendra
maniere cy-def- prison pendant
fus. Et après deux ans : & en
qu'il sera sorti cas qu'il n'ait
de prison, il de- point été frappé
mandera par- auparavant, il
don à l'offensé tiendra prison
le genou en ter- pendant quatre
re ; se soumet- ans ; & après
tra en cet état qu'il sera sor-
de recevoir de ti, il demandera
pareils coups ; pardon à l'offen-
le remerciera sé (a).

tres - humble-

ment, s'il ne les lui donne, pas
comme il le pourroit faire ; &
declarera en outre de parole &
par écrit : *Qu'il l'a offensé bru-
talement ; qu'il le supplie de
l'oublier ; & que s'il étoit en sa
place, il se contenteroit des mê-
mes satisfactions.* Et dans tou-
tes les offenses de coups de main,
de bâton, ou autres semblables,

a. Du Recueil des Duels, p. 444.

Regl. sur les Répar. d'honneur. 539
outre les susdites punitions &
satisfactions, on pourra obliger
l'offensé de châtier l'offensant
par les mêmes coups qu'il aura
reçus, quand même il auroit la
generosité de ne les vouloir
pas donner : & cela au cas seu-
lement que l'offense soit jugée
si atroce par les circonstances,
qu'elle merite qu'on réduise
l'offensé à cette nécessité (^a)

ARTICLE XI.

Et lorsque les *Sur l'Article XI.*
accommode- (*cy. contre*) Nous
mens se feront *estimons qu'il doit*
en tous les cas *être exécuté*, &
susdits, les Juges *qu'il n'y doit être*
du Point d'hon- *rien changé.* (^b)
neur pourront
ordonner tel nombre d'amis de
l'offensé qu'il leur plaira, pour
voir faire les satisfactions qui
seront ordonnées, & les rendre
plus notoires (^c).

^a c Du Recueil des Duels, p. 346 & 347.

^b Du Recueil des Duels, p. 445.

ARTICLE XII.

Pour les of- *Sur l'Art. XII.*
 fenses & outra- (*cy-contre*) Nous
 ges à l'honneur *estimons* qu'il
 qui se feront à *doit être exécuté*,
 un Gentilhom- *& qu'il n'y doit*
 me, pour le su- *être rien chan-*
 jet de quelque gé. (*a*)
 intérêt civil ,
 ou de quelque procès qui seroit
 déjà intenté pardevant les Ju-
 ges ordinaires , on ne pourra
 dans les offenses ainsi survenuës
 être trop rigoureux dans les sa-
 tisfactions : & ceux qui regle-
 ront semblables differens, pour-
 ront outre les punitions speci-
 fiées cy-dessus en chaque espe-
 ce d'offense , ordonner encore
 le bannissement , pour autant
 de tems qu'ils jugeront à pro-
 pos, des lieux où l'offensant fait
 sa résidence ordinaire. Et lorf-
 qu'il sera constant par notorie-
 té de fait , ou autres preuves ,

a Du Recueil des Duels , p. 445.

Regl. sur les Repar. d'honneur. 541
qu'un Gentilhomme se soit mis
en possession de quelque chose
par les voyes de fait ou par sur-
prise : On ne pourra faire aucun
accommodement , même tou-
chant le Point-d'honneur , que
la chose contestée n'ait été préa-
lablement mise dans l'état où
elle étoit devant la violence , ou
la surprise (*a*).

ARTICLE XIII.

Et pour ce *Sur l'Article*
qu'outre les sus- XIII. (*cy-contre.*)
dites causes de *Nous estimons*
différens , les *qu'il doit estre*
paroles qu'on *exécuté, & qu'il*
prétend avoir *n'y doit être rien*
été données & *changé* (*b*).

violées , en pro-
duisent une infinité d'autres :
Nous déclarons , qu'un Gentil-
homme qui aura tiré parole
d'un autre , sur quelque affaire
que ce soit , ne pourra y faire à
l'avenir aucun fondement , ni

a , b Du-Recueil. des Duels , p. 347. & 445.

se plaindre qu'elle ait été violée, si on ne la lui a donné par écrit, ou en présence d'un ou plusieurs Gentilshommes; & ainsi tous Gentilshommes seront désormais obligés de prendre cette précaution, non seulement pour obéir à nos Règlemens, mais encore pour l'intérêt qu'un chacun a de conserver l'amitié de celui qui aura donné sa parole, & de n'être pas déclaré Agresseur, ainsi qu'il fera dorénavant dans tous les démêlez qui arriveront ensuite d'une parole donnée sans écrit ni témoins, & qu'il prétendra n'avoir pas été observée (*).

ARTICLE XIV.

Si la parole donnée par XIV. (*cy-contre*) écrit ou pardevant d'autres Gentilshommes se trouve *Sur l'Article* *Nous estimons* *qu'il doit être* *exécuté*, & *qu'il n'y doit être*

* Du Recueil des Duels, p. 148.

Regl. sur les Répar. d'honneur. 543
violée, l'Inte- rien changé^(a).
ressé sera tenu
d'en demander Justice à Nous,
aux Gouverneurs ou Lieute-
nans Generaux des Provinces,
ou aux Gentilshommes commis;
à faute dequoy il sera réputé
Agresseur dans tous les démê-
lez qui pourront arriver en con-
sequence de ladite parole vio-
lée; comme aussi tous les té-
moins de ladite parole violée,
qui n'en auront point donné
avis, seront responsables de tous
les desordres qui en pourront
arriver. Et quant à ce qui regar-
de lesdits manquemens de la pa-
role, les réparations & satisfac-
tions seront ordonnées suivant
l'importance de la chose^(b).

ARTICLE XV.

Si par le rap- *Sur l'Article*
port des pre- xv. (cy - contre)
sens ou par Nous estimons
d'autres preu- *que si par le rap-*

^{a, b} Du Rectific. des Duels, p. 141. & p. 149.

ves , il paroît *port des presens* ,
 qu'une injure *par notorieté* ; ou
 ait été faite de *par autre preuve* ,
 dessein préme- *il paroît qu'une*
 dité , de gayeté *injure de coups*
 de cœur , & a- *de bâton , canne* ,
 vec avantage : ou autre de pareil-
 Nous déclarons *le nature* , ait été
 que selon les *faite de dessein*
 Loix de l'hon- *premedité* , par
 neur , l'Offen- *surprise* , ou avec
 sé peut pour- *avantage* , celui
 suivre l'Agres- *qui aura frappé*
 seur & ses Com- *seul , & parde-*
 plices parde- *vant* , doit tenir
 vant les Juges *prison pendant*
 ordinaires , *quinze ans* ; &
 comme s'il a- *celui qui aura*
 voit été assassi- *frappé par derrie-*
 né : Et ce proce- *re* , quoyque seul ,
 dé ne doit point *ou avec avanta-*
 sembler étran- *ge* , soit en se fai-
 ge ; puisque ce- *sant accompagner* ,
 luy qui offense *ou autrement* , doit
 un autre avec *tenir prison pen-*
 avantage , se dant *vingt an-*

Regl. sur les Répar. d'honneur. 545
rend par cette *nées entieres ; &*
action indigne *ce dans une Vil-*
d'être traité en *le , Citadelle , ou*
Gentilhomme. *Forteresse éloignée*
Si toutefois la *au moins de tren-*
personne offen- *te lieues du lieu*
sée n'aime *où l'Offensé fera*
mieux se rap- *sa demeure ordi-*
porter à nôtre *naire : Et que dé-*
Jugement , ou *sensés soient faites*
à celui des au- *par Sa Majesté à*
tres Juges du *l'Offensant de se*
Point - d'hon- *sauver de prison,*
neur pour sa sa- *à peine de la vie,*
tisfaction , & *& à l'offensé*
pour le châti- *d'approcher du*
ment de l'A- *lieu de ladite pri-*
greffeur ; lequel *son de dix lieues, à*
doit être beau- *peine de desobeis-*
coup plus grand *sance (a).*
que tous les
précédens , qui ne regardent
que les offenses qui se font dans
les querelles inopinées (b).

ARTICLE XVI.

Au cas qu'un *Sur l'Article*
 Gentilhomme XVI. (*cy-contre*)
 refuse ou diffère. *Nous n'estimons*
 re sans aucune *pas qu'il y doive*
 cause legitime, *être rien chan-*
 d'obéir à nos *gé(a).*

Ordres , ou à
 ceux des autres Juges du Point-
 d'honneur , comme de se rendre
 pardevant Nous , ou eux , lors-
 qu'il aura été assigné par acte
 signifié à luy ou à son domicile ,
 & aussi lorsqu'il n'aura pas subi
 les peines ordonnées contre luy :
 il y sera incessamment contraint
 après un certain temps prescrit ,
 par garnison dans sa maison ou
 emprisonnement , conformément
 au huitième Article du-
 dit Edit. Ce qui sera soigneuse-
 ment executé par nos Prévosts ,
 Vice-Baillifs , Vice-Senechaux ,
 Lieutenans Criminels de Robe-
 courte , & autres Lieutenans ,
 Exempts , Archers des Maré-

Regl. sur les Répar. d'honneur. 547
chauffées, sur peine de suspension de leurs Charges, & privation de leurs gages; & ladite execution se fera aux frais & dépens de la Partie desobéissante & refractaire (^a).

ARTICLE XVII.

Et suivant le *Sur l'Article* même Article xvii. (*cy-contre*) huitième dudit *Nous n'estimons* Edit, si nos pas qu'il y doive Prévosts, Vice-*être rien chan-* Baillifs, Vice-*gé* (^b).

Senechaux,
Lieutenans Criminels de Robecoute, & autres Officiers des Maréchauffées ne peuvent exécuter lesdits emprisonnemens, ils saisiront & annoteront tous les revenus desdits desobéissans, donneront avis desdites saisies à Messieurs les Procureurs Generaux, ou à leurs Substituts, suivant la dernière Déclaration contre les Duels, enregistrée

^{a, b} Du Recueil des Duels, p. 351 & 446.

au Parlement de Paris, le vingt-neuvième de Juillet dernier ; pour estre lesdits revenus appliquez , & demeurer acquis durant tout le temps de la desobéissance , à l'Hôpital de la Ville où sera le Parlement, dans le ressort duquel seront les biens des Desobéissans, conjointement avec l'Hôpital du Siege Royal d'où ils dépendront aussi ; afin que s'entr'aidans dans la poursuite , l'un puisse fournir l'avis & la preuve , & l'autre la justice & l'autorité. Et au cas qu'il y ait des dettes précédentes qui empêchent la perception du revenu confisqué au profit desdits Hôpitaux , la somme à quoy pourra monter ledit revenu, deviendra une dette hypothéquée sur tous les biens meubles & immeubles du Desobéissant, pour être payée & acquittée en son ordre , suivant le même Article huitième dudit Edit (^a).

^a Du Recueil des Duels , p. 352.

ARTICLE XVIII.

Si ceux à qui *Sur l'Article*
Nous, & les au- XVIII. (*cy-con-*
tres Juges du *tre*) Nous n'esti-
Point - d'hon- *mons pas qu'il y*
neur auront *doive être rien*
donné des Gar- *changé (a).*
des, s'en font de-
gagez, l'accommodement ne se-
ra point fait qu'ils n'ayent tenu
prison durant le temps qui sera
ordonné (b).

ARTICLE XIX.

Et generale- *Sur l'Art. XIX.*
ment dans tou- (*cy-contre*) Nous
tes les autres *n'estimons pas*
diferences d'of- *qu'il y doive être*
fenses, qui n'ont *rien changé (c).*
point été cy-def-
sus spécifiées, & dont la variété
est infinie; comme, si elles ont
été faites avec sujet, & si elles

a, c, Du Recueil des Duels, p. 446.

b, Du Recueil des Duels, p. 353.

ont été repoussées par quelques réparties plus atroces; ou si par des paroles outrageuses, l'offensant s'est attiré un démenty, ou quelque coup de main; & en un mot, dans toutes les autres rencontres d'injures insensiblement aggravées: Nous remettons aux Juges du Point d'honneur, d'ordonner les punitions & satisfactions telles que le cas & les circonstances le requerront; les exhortans de faire toujours une particuliere consideration sur celuy qui aura été l'Aggresseur, & la premiere cause de l'Offense; & de renvoyer pardevant Nous tous ceux qui voudront Nous représenter leurs raisons, conformément au second article du dernier Edit de Sa Majesté, enregistré, comme dit est, au Parlement le septième de Septembre 1651. Fait à Paris le *Fait à S. Germain* vingt - deuxié- *en Laye le vingt-*

Regl. sur les Repar. d'honneur. 551
me d'Août 1653. deuxième jour
signé, d'Estrées, d'Août 1679. signé,
de Grammont, Villeroy, Grancey,
la Motte, l'Hô- le Maréchal Duc
pital, Plessis- de Navailles, le
Praflin, Ville- Maréchal d'Estra-
roy, de Gran- des, Montmoren-
cey, d'Albret, cy Luxembourg
de Clerembaut, (b).
& plus bas,
Quillet (a).

a, b Du Recueil des Duels, p. 353. & 446.



DECLARATION DU ROY,
PORTANT
REGLEMENT GENERAL
SUR
LES LETTRES D'ETAT.

Donnée à Versailles le 23. Décembre. 1702.

LOUIS par la grace de Dieu,
Roy de France & de Na-
varre : A tous ceux qui ces pre-
sentes Lettres verront, SALUT.
Comme il est du bien public que
les personnes employées aux
affaires importantes de l'Etat,
& particulièrement les Officiers
de nos Troupes tant de Terre
que de Mer, qui exposent gene-
reusement leur vie pour la dé-
fense, soient détournés le moins
qu'il est possible de l'assiduité
qu'ils doivent à leurs emplois;
& que d'ailleurs il ne seroit pas
juste

juste que ceux avec qui ils sont en procès, sur tout lorsque ces procès ne roulent point sur des cas privilegiez, pussent en poursuivre contr'eux le Jugement pendant qu'ils sont éloignez, & que leur service actuel ne leur permet pas d'y vacquer: Nous avons pris soin de les mettre à couverts de semblables poursuites par les Lettres d'Etat que Nous leur avons de temps en temps octroyées. Et Nous nous trouvons encore indispensablement obligez dans la conjoncture de la presente Guerre de leur continuer la même protection: mais l'experience nous ayant fait connoître que parmi un grand nombre d'Officiers qui font un usage legitime des Lettres d'Etat, il y en a plusieurs qui en abusent, soit en prêtant leur nom, & se rendant par ce moyen partie dans des affaires où ils n'ont nul veritable inté-

rest, & dont ils ne laissent pas par leurs Lettres d'Etat d'arrêter les poursuites, soit en se servant de Lettres d'Etat dans des cas privilegiez, & qui par la nature du fonds dont il s'y agit, ne sont pas susceptibles de pareilles surseances. Car encore que ces cas soient assez connus par les divers Arrests de nôtre Conseil d'Etat intervenus sur ce sujet, Nous sommes informez neanmoins qu'à cause qu'il n'est point fait mention expresse de la plûpart dans nos Ordonnances, & que lesdits Arrests qui n'ont été rendus que sur des faits particuliers, semblent ne pouvoir établir une Loy generale, les Juges n'osent passer outre dans ces occasions au Jugement des procès; Nous avons résolu pour remedier à ces abus d'apporter toutes les précautions nécessaires pour que les Lettres d'Etat ne puissent servir

qu'à ceux qui par leur service actuel auront eu droit de les obtenir; comme aussi de déclarer les cas que Nous voulons être exceptez de la surseance des Lettres d'Etat, & enfin de rendre sur le fait desdites Lettres d'Etat un Reglement qui serve de Loy generale. A CES CAUSES, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes signées de nôtre main, Voulons & Nous plaist ce qui ensuit (*).

ARTICLE PREMIER.

Aucunes Lettres d'Etat ne seront accordées qu'aux Officiers de nos Troupes, tant de Terre, que de Mer, qui serviront actuellement à leurs Charges, ou

aux personnes qui seront employées hors de leur résidence ordinaire pour affaires importantes à notre Service (a).

ARTICLE II.

Les Lettres d'Etat ne pourront être expédiées qu'après qu'elles auront été signées de notre exprès Commandement par celui de nos Secretaires d'Etat, dans le Département duquel les impetrans seront employez (b).

ARTICLE III.

Ne seront accordées que pour le temps de six mois, qui sera compté du jour de leur datte, & ne pourront être renouvelées plutôt que quinze jours avant l'expiration de celles que l'Impetrant aura précédemment obtenues, & en cas seulement de la continuation de son Service actuel (c).

a, b, c, T. XII. 349. & 350.

ARTICLE IV.

Entendons que les Lettres d'Etat n'ayent aucun effet dans les affaires où Nous aurons interest (a).

ARTICLE V.

Non plus qu'en matiere criminelle, y compris l'inscription de faux tant incidente que p. principale (b).

ARTICLE VI.

Nul ne pourra se servir de Lettres d'Etat que dans les affaires où il y aura personnellement interest, sans que ses pere & mere ou autres parens, non plus que ses coobligez, cautions & certificateurs, puissent jouir du benefice desdites Lettres d'Etat (c).

ARTICLE VII.

Entendons neanmoins que les Femmes puissent dans les procès qu'elles auront de leur chef contre autres personnes que

a, b, c, T. XIII. P. 350.

leurs maris , se servir des Lettres d'Etat accordées à leursdits maris , quoyque séparées de biens d'avec eux (*a*).

ARTICLE VIII.

Les Tuteurs honoraires & onéraires , & les Curateurs ne pourront se servir des Lettres d'Etat qu'ils auront obtenus en leurs noms pour les affaires de ceux qui sont sous leurs Charges (*b*).

ARTICLE IX.

Celuy qui dans un acte aura pour son exécution renoncé au benefice des Lettres d'Etat ne pourra revenir contre cette renonciation , laquelle neanmoins ne pourra être que personnelle , & sans conséquence pour ceux qui par la suite se trouveront en ses droits (*c*).

ARTICLE X.

Celuy qui se sera desisté de ses Lettres d'Etat dans une affaire pour laquelle il en avoit pré-

Regl. sur les Lettres d'Etat. 559
cedemment fait signifier , ne
pourra par la suite se servir d'au-
tres Lettres d'Etat dans le cours
de la même affaire (^a).

ARTICLE XI.

Les Lettres d'Etat ne pour-
ront empêcher qu'il ne soit passé
outre au Jugement d'un Procès
ou Instance, lorsque les Juges au-
ront commencé d'opiner avant
qu'elles aient été signifiées (^b).

ARTICLE XII.

Nonobstant la signification
des Lettres d'Etat , les crean-
ciers pourront faire saisir réel-
lement les immeubles de leurs
debiteurs , & faire registrer
la saisie , sans néanmoins qu'il
puisse estre procédé au Bail ju-
diciaire : Que si elles ont esté si-
gnifiées depuis le Bail, les Criées
pourront estre continuées jus-
ques au Congé d'adjuger exclu-
sivement ; & au cas que pendant
ces poursuites le Bail expire ,

^a , ^b , T. XII. p. 352.

on pourra procéder à un nouveau Bail (*).

ARTICLE XIII.

Ceux qui auront été pourvus de Charges de nôtre Maison ou de Charges Militaires , à condition de payer une somme par forme de récompense à celui qui en étoit précédemment pourvû , ou à sa veuve , heritiers ou ayans cause , ne pourront se servir des Lettres d'Etat , pour se dispenser de payer lesdites récompenses: Et pareillement ceux qui auront obtenu des Lettres d'Etat , à l'occasion du service d'une Charge dont ils seront pourvus , ne pourront s'en servir contre ceux qui leur auront vendu cette Charge , pour se dispenser d'en payer le prix (b).

ARTICLE XIV.

Les Adjudicataires des biens decretez en Justice , ne pourront se servir de Lettres d'Etat,

Regl. sur les Lettres d'Etat. 561
pour se dispenser de consigner
& payer le prix de leur adjudication, non plus que les Acquereurs des biens immeubles par Contrats volontaires, pour se dispenser de payer le prix de leurs acquisitions (^a).

ARTICLE XV.

Ni pareillement ceux qui auront intenté action en retrait lignager ou feodal, pour se dispenser de consigner ou de rembourser l'Acquereur du prix de l'acquisition dont ils prétendent l'évincer (^b).

ARTICLE XVI.

Les Opposans aux Saisies réelles ne pourront se servir de Lettres d'Etat pour suspendre les poursuites du Decret ni des Baux judiciaires, & l'adjudication des biens saisis (^c).

ARTICLE XVII.

Non plus que les Opposans à

^a, ^b, ^c T. XII. p. 353. & 354.

une Saisie mobilière , pour retarder la vente des meubles saisis (*a*).

ARTICLE XVIII.

Ceux qui interviendront dans une Instance ou Procès ne pourront faire signifier de Lettres d'Etat pour en suspendre le Jugement ou les poursuites , que préalablement leur intervention n'ait été reçue , & qu'ils n'aient justifié du Titre sur lequel leur intervention est fondée ; & seront tenus de joindre Copie du dit Titre avec la signification des Lettres d'Etat (*b*).

ARTICLE XIX.

Au cas qu'ils interviennent comme créanciers , & que leur créance soit fondée sur une donation , cession ou transport , qui ne seront faits par Contrats de mariage ou par des partages de famille , ils ne pourront faire

a, b, T. XI. p. 354.

Régl. sur les Lettres d'Etat. 563
signifier de Lettres d'Etat que
six mois après , à compter du
jour que la donation aura été in-
sinuée ou que l'acte de la cession
ou transport aura esté passé &
signifié ; & si le Titre de leur
créance est sous sein privé , ils ne
pourront se servir de Lettres d'E-
tat qu'un an après que ledit Ti-
tre aura été produit & reconnu
en Justice (*a*).

ARTICLE XX.

Déclarons toutes Lettres d'E-
tat qui pourront être cy-après
obtenûes par ceux qui sont obli-
gez ou condamnez de rendre
comptes , subreptices. Voulons
que nonobstant la signification
desdites Lettres d'Etat, l'Instan-
ce du compte puisse estre pour-
suivie & jugée. Voulons aussi que
ceux qui seront tenus de ren-
dre compte puissent reciproque-
ment faire les poursuites néces-
saires pour y parvenir & se li-

berer , nonobstant toutes Lettres d'Etat qui leur auroient été signifiées (*a*).

ARTICLE XXI.

Ceux qui auront obtenu des Lettres d'Etat ne pourront s'en servir contre leurs Coheritiers d'une même succession , à l'égard des Procés & Instances concernant le partage de ladite succession (*b*).

ARTICLE XXII.

Voulons que les Lettres d'Etat ne puissent avoir lieu en matière de restitution de dot , payement de Douaire , & conventions matrimoniales , & que les veuves , ou leurs heritiers , & ayans cause puissent faire toutes poursuites à cet effet, nonobstant toutes significations de Lettres d'Etat (*c*).

ARTICLE XXIII.

Voulons aussi que les Lettres

Regl. sur les Lettres d'Etat. 565
d'Etat ne puissent empêcher les
poursuites pour le payement des
Legitimes des Enfans puitnez,
pensions viageres, alimens, mé-
dicamens, loyers de Maisons,
gages de Domestiques, journées
d'Artisans, reliquats de comptes
de tutelle, dépôts nécessaires,
& maniemens des Deniers pu-
blics, Lettres & Billets de chan-
ge, execution des Societez de
Commerce, Cautions judiciai-
res, frais funéraires, arrerages
de Rentes Seigneuriales & fon-
ciaires, & redevances de Baux
emphiteotiques (*).

ARTICLE XXIV.

Confirmons l'Hôtel - Dieu,
l'Hôpital General & celui des
Enfans Trouvez de nôtre bonne
Ville de Paris dans le privilege
que nous leur avons accordé par
nôtre Déclaration du 23. Mars
1680. d'être exceptez de l'effet
des Lettres d'Etat, nonobstant

* T. XIII. p. 336.

lesquelles les Débiteurs desdits Hôpitaux pourront être contraints au paiement de ce qu'ils doivent par les voyes qu'ils y sont obligez (*a*).

ARTICLE XXV.

Nous avons déclaré & déclarons par ces Presentes, toutes Lettres d'Etat nulles & de nul effet dans tous les cas cy-dessus spécifiez. Défendons à tous Juges d'y avoir égard, leur enjoignons de passer outre esdits cas à l'instruction & au Jugement des Instances & Procès (*b*).

ARTICLE XXVI.

Lorsque les Lettres d'Etat, pour quelque cas non spécifié cy-dessus, seront debatuës d'obreption ou subreption, les Parties se retireront pardevers Nous pour leur estre pourvû. Faisons défenses à tous Juges d'en connoître, ni de passer outre à l'instruction & jugement des Pro-

Regl. sur les Lettres d'Etat. 567
cés, au préjudice de la signifi-
cation des Lettres d'Etat, & aux
Parties de continuer leurs pour-
suites, ni de s'aider des Juge-
mens qui pourroient estre inter-
venus, à peine de nullité, cassa-
tion de procédures, dépens,
dommages, & interests^(b).

ARTICLE XXVII.

Entendons en outre, que lors-
que pour un fait particulier
Nous aurons par Arrest de nô-
tre Conseil d'Etat, Nous y étant,
ou par Arrest de nôtre dit Con-
seil d'Etat Privé rendu en conse-
quence d'un Arrest de nôtre dit
Conseil d'Etat, levé la surséance
des Lettres d'Etat, tant obtenues
qu'à obtenir par l'un de nos
Officiers ou Gens étant à nô-
tre service, les Lettres d'Etat
qu'il obtiendra dans la suite, ne
puissent sous prétexte qu'elles
sont postérieures à l'Arrest, être
censées y déroger. Déclarons

que notre intention est qu'il ne s'en puisse servir que dans les Procès qu'il pourra avoir d'ailleurs, & nullement dans le même fait pour lequel nous en aurons levé la surseance. Défendons en ce cas à tous Juges d'y avoir égard (*a*).

ARTICLE XXVIII.

Défendons au surplus tres-expressément aux Officiers de nos Troupes, & autres qui par leur Service actuel seront en droit d'obtenir des Lettres d'Etat, de prêter leurs noms ni leurs Lettres d'Etat dans des affaires où ils n'auront point véritablement & personnellement intérêt, à peine, au cas que cela vienne à notre connoissance, d'encourir notre indignation, & d'être cassez de leurs Charges, & privez de leurs Emplois (*b*).

a, *b* T. XIII. p. 358. & 359.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Confeillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement & Cour des Aydes à Paris, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder, & faire garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant toutes Ordonnances, Declarations, Arrêts, Lettres, & autres choses qui pourroient être à ce contraires, auxquelles Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard par cesdites Presentes : **CAR** tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi, Nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites Presentes. **DONNE'** à Versailles, le vingt-troisième Decembre l'an de grace mil sept cens deux, & de nôtre Regne le soixantième. Signé, **LOUIS.** *Et sur le reply:* Par le Roy, **CHAMILLART.**

570 *Cod. Milit. Reg. sur les Lett. d'Et.*
Et scellé du grand Sceau de
cire jaune sur double queue (*).

T. x. 11. p. 460.

Fin de Code Militaire.

606577

SBN





